

Statistique Criminelle
de la
Belgique

Année 1955

ROYAUME de BELGIQUE

Ministère des Affaires économiques

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE



Statistique Criminelle
de la
Belgique

Année 1955

Etablissements d'imprimerie F. & N. DANTINNE
Société Anonyme
DIVISION STREE (Hainaut)

Sommaire

INTRODUCTION GENERALE.

§ 1. — Principes et exécution des enquêtes.

1. Généralités.
2. Infractions prises en considération.
3. Unités statistiques prises en considération.
4. Méthode d'élaboration.
5. Organisation des travaux.

§ 2. — Traits principaux du Droit criminel belge :

1. Economie générale du droit criminel.
2. Notions de droit pénal.
3. Notions de procédure pénale, d'organisation judiciaire et de compétence.
4. Le droit criminel et la statistique.

§ 3. — Données démographiques

STATISTIQUE CRIMINELLE.

Chapitre premier. — Statistique des condamnés.

Section I. — Résultats généraux du dépouillement des fiches codifiées. — Condamnés et condamnations individuelles par sexe, nature d'infraction et antécédents judiciaires.

- > II. — Etat civil et situation de famille des condamnés.
- > III. — Profession et état social des condamnés.
- > IV. — Age des condamnés.
- > V. — Localisation des condamnés d'après l'arrondissement judiciaire où ils ont commis leur infraction.
- > VI. — Récidive générale et récidive spéciale.
- > VII. — Ivrognerie.

Chapitre II. — Statistique des infractions individuelles.

Introduction Générale à la Statistique Criminelle de Belgique

§ 1. — PRINCIPES ET EXECUTION DES ENQUETES

1. — Généralités.

La statistique criminelle se rattache aux statistiques judiciaires, lesquelles, d'une manière générale, traduisent en relevés chiffrés le comportement de l'homme à l'égard de la loi, dans la mesure toutefois où ce comportement a provoqué l'intervention des Cours et Tribunaux.

Il s'ensuit que les statistiques judiciaires trouvent leurs éléments d'observation respectifs dans l'activité des organes du pouvoir judiciaire, activité pouvant être considérée selon le cas, sous l'angle :

- 1°) de l'Administration de la Justice (comptes de l'activité de la justice pénale, civile et commerciale) ;
- 2°) des décisions intervenues (statistique des condamnations) ;
- 3°) de la personne des justiciables (statistique des condamnés) ;
- 4°) des faits motivant les décisions (statistique des infractions).

La statistique criminelle belge est une statistique des condamnés doublée d'une statistique des infractions. Elle ne s'arrête pas à l'activité du Juge et ne prend pas en considération la nature de la peine prononcée, mais saisit le condamné au moment précis où un jugement définitif le classe dans la population criminelle, ce d'après des critères dont il sera question plus loin (2 et 3). Elle étudie le délinquant comme membre du corps social, ne voyant en lui qu'un citoyen frappé d'un stigmate spécial, à savoir la condamnation.

Elle analyse la masse des individus condamnés, telle qu'elle est définie plus loin, sous les rapports, souvent combinés, de l'âge, du sexe, de l'état civil, de la situation de famille, de l'état social, de la profession, etc... mesurant, en un mot, l'importance, au sein de la population criminelle, des principaux caractères physiques, moraux ou sociaux.

Elle permet, en confrontant les résultats ainsi obtenus avec la répartition, d'après les mêmes critères, de l'ensemble de la population, de con-

stater, d'une part, quel est le niveau atteint par la criminalité dans les différents groupes considérés, (taux de criminalité) et, d'autre part, grâce à des séries chronologiques suffisamment longues, d'établir, par rapport à une période déterminée de stabilité relative, les indices atteints par ces taux, pendant les années plus particulièrement troublées.

Grâce plus spécialement à la statistique des infractions, elle permet, par l'analyse de l'ensemble des infractions commises par la masse des condamnés, de localiser les faits criminels dans le temps et dans l'espace.

En dégageant de ces observations multiples, les régularités qu'elles feraient apparaître, la statistique criminelle est ainsi en mesure de contribuer efficacement à la recherche des causes permanentes ou accidentelles de la criminalité.

2. — Infractions prises en considération par la statistique criminelle.

La population criminelle constituant en l'espèce l'objet principal de l'observation statistique, il convient de déterminer tout d'abord ce qu'il y a lieu d'entendre par le terme « criminel » au sens admis par la « statistique criminelle ».

Certains actes de l'homme, même frappés par la loi de sanctions graves, ne comportent pas, dans le chef de leur auteur, la perversité morale qui, au sens de la présente étude, constitue le critère de la criminalité.

Aussi la statistique criminelle ne tient-elle compte que d'un certain nombre d'infractions, groupées en une nomenclature soigneusement étudiée en 1898 par la Commission Centrale de Statistique (1) et tenue à jour, depuis, par les soins du Ministère de la Justice.

Cette nomenclature, que l'on trouvera reproduite ci-après, groupe :

- 1°) les faits qui constituent, d'après le Code pénal, des crimes ou des délits ;

(1) Actuellement Conseil Supérieur de Statistique.

en sont exceptés :

— certains faits dont le caractère délictueux est subordonné à l'existence d'un règlement d'Administration ou à l'absence d'une autorisation administrative ;

— les infractions commises par négligence ou défaut de prévoyance ;

2°) certaines infractions, prévues par des lois spéciales, qui présentent un caractère d'étrou-

te analogie avec des crimes ou des délits prévus par le Code pénal ;

3°) trois contraventions d'une gravité relative, que l'on peut considérer comme des délits diminués : les maraudages, voies de fait et dégradations de clôtures.

La nomenclature détaillée des infractions retenues par la statistique criminelle se trouve reproduite ci-dessous :

**NOMENCLATURE EN USAGE
POUR LA CONFECTION DE LA STATISTIQUE CRIMINELLE (1)**

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N° d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	C. P. art. 101 à 133, 135bis et 142 à 159. Arrêté sur l'embauchage des troupes, 9 février 1815. Loi sur la désertion, 12 décembre 1817. Arrêté royal portant coordination de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service, 15 février 1937, art. 78 bis et 79. Loi concernant les crimes et délits qui portent atteinte aux relations internationales, 12 mars 1858. Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, art. 18 à 20, 13 octobre 1930. Loi sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-communications, 14 mai 1930, art. 7. Code électoral révisé par la loi du 26 avril 1929, art. 181 à 203. Loi électorale communale du 4 août 1932, art. 64. Loi du 19 octobre 1921, organique des élections provinciales modifiée par la loi du 26 avril 1929, art. 38. Arrêté-loi relatif à l'état de guerre et à l'état de siège, 11 octobre 1916, art. 8 et 11. Loi organique de l'enseignement primaire (A. R. de coordination du 25 octobre 1921), art. 12. Loi garantissant la liberté d'association, 24 mai 1921 (remplaçant l'art. 310 du C. P.). Lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Loi du 14 juillet 1930, art. 66. Loi du 18 juin 1930, art. 58. Loi du 15 décembre 1937, art. 70.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	C. P. art. 160 à 191, 488. Code pénal de 1810, art. 427. Loi concernant les marques de fabrique et de commerce, 1er avril 1879, art. 8, 10. Loi sur le droit d'auteur, 22 mars 1886, art. 22 à 25.
Faux en écritures	3	C. P. art. 194 à 214. Loi sur les warrants, 18 novembre 1862, art. 26. Loi sur les chèques, 20 juin 1873, art. 5. Lois coordonnées sur les sociétés commerciales, A. R. 30 novembre 1935, faux dans les bilans ou dans les comptes de profits et pertes : Code de commerce, livre I, titre IX, art. 207 et 208.

(1) Le n° 26, Duel, ne figure dans aucun tableau, aucune condamnation n'étant à relever pour cette infraction.

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N° d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
Faux témoignage ou serment	4	Loi relative au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie, 25 juin 1930, art. 36. Loi sur la collation des grades académiques, 21 mai 1929, art. 34. Loi sur l'assistance publique du 27 novembre 1891, art. 38, § 3. Loi concernant les pensions de vieillesse, 20 août 1920, art. 11. Lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Loi du 14 juillet 1930, art. 67. Loi du 18 juin 1930, art. 59. C. P. art. 215 à 226. Loi sur les enquêtes parlementaires, 3 mai 1880, art. 9.
Usurpation de fonctions, de titre ou de nom	5	C. P. art. 227 à 231. Loi réglementant le port du titre d'avocat, 30 août 1913, art. 2. Loi sur la protection des titres d'enseignement supérieur, 11 septembre 1933, art. 3 et 4.
Infraction contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	C. P. art. 233 à 241, 243 à 251, 254 à 262, 267 et 268. Loi sur les abus commis par les administrations de bienfaisance, 7 mai 1888, art. 1. Loi provinciale du 30 avril 1836, art. 90. Loi sur l'assistance publique, 27 novembre 1891, art. 38, § 1.
Infraction contre l'ordre public par des particuliers	7	peines criminelles et correctionnelles peines de police C. P. art. 252, 269 à 282, 284, 286 à 293, 295 § 1, 297, 298, 309 à 314.
Infraction contre la sécurité publique	8	Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 26. Loi sur l'hypnotisme, 30 mai 1892, art. 3.
Avortement	9	C. P. art. 322 à 347. Loi sur les offres ou propositions de commettre certains crimes, 7 juillet 1875, art. 1. Loi sur la provocation à commettre des crimes ou des délits, 25 mars 1891, art. 1. Loi sur la protection de l'enfance, 15 mai 1912, art. 63. Loi concernant les étrangers, 12 février 1897, art. 6.
Exposition ou délaisement d'enfants	10	C. P. art. 348 à 353.
Destruction ou supposition d'état	11	C. P. art. 354 à 360bis.
Enlèvement de mineurs	12	C. P. art. 363 à 367.
Attentats à la pudeur et viols	13	C. P. art. 368 à 371.
	14	peines criminelles
	15	peines correctionnelles
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	C. P. art. 372 à 378. C. P. art. 379 à 382 et loi du 21 août 1948.

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N° d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
Outrage public aux bonnes mœurs	peines correctionnelles peines de police	17 C. P. art. 383 à 386 bis.
		18 Loi d'interdiction d'entrée en Belgique de certaines publications étrangères, 11 avril 1936, art. 2.
Adultère et bigamie		19 C. P. art. 387 à 391.
Abandon de famille		20 C. P. art. 391bis.
Meurtre	peines criminelles peines correctionnelles	21
		22 C. P. art. 393 à 397, 475.
Lésions corpo- relles volon- taires	peines criminelles peines correctionnelles peines de police	23
		24 C. P. art. 398 à 414, 563 § 3.
		25
Duel		26 C. P. art. 423 à 433.
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile par des particuliers		27 C. P. art. 434 à 442.
Calomnies et injures	peines correctionnelles peines de police	28 C. P. art. 443 à 452.
		29
Violation de sépulture		30 C. P. art. 453.
Falsification dangereuse de denrées alimentaires		31 C. P. art. 454 à 457.
Violation du secret professionnel		32 C. P. art. 458 à 459.
Violation du secret des lettres et au- tres communications		33 C. P. 460 et 460bis. Loi portant revision et codification de la législation postale, 30 mai 1879, art. 54. Loi sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio- communications, 14 mai 1930, art. 3, b) et c). Loi concernant les différentes dispositions législatives concer- nant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 24 et 25.
	peines criminelles peines correctionnelles peines de police	34
		35 C. P. art. 463 à 474, 557 § 6.
Vols et ma- raudages		36
		37 C. P. art. 489 et 490.

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N° d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
Abus de con- fiance, escro- querie, trom- perie	peines correctionnelles peines de police	38 C. P. art. 491 à 504, 507 à 509bis. Loi sur la vente des effets militaires, 24 mars 1846, art. 1, 3, 4. Lois coordonnées sur les sociétés commerciales, A. R. 30 no- vembre 1935. Code de commerce, Livre I, Titre IX, art. 200 à 206.
		39 Loi sur la falsification de denrées alimentaires, 4 août 1890, art. 4 Loi relative à la dépossession involontaire des titres au por- teur, 24 juillet 1921, art. 32, § 2. Arrêté Royal réglementant les Bourses de commerce et la pro- fession d'agent de change, 30 janvier 1935, Code de Commer- ce, Livre I, Titre V, art. 110 à 113. Arrêté relatif aux dommages de guerre, 30 juin 1951, art. 22.
		40 Recel C. P. art. 505 et 506. Arrêté des 24 et 27 mai 1944, 28 mai et 10 novembre 1945. (Recel d'objets militaires).
		41 Incendie peines criminelles peines correctionnelles
Destructions et dommages	peines criminelles peines correctionnelles peines de police	42 C. P. art. 510 à 518.
		43 C. P. art. 520 à 550, 563 § 2. Loi coordonnant les différentes dispositions législatives con- cernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 17.
44		45

3. — Unités statistiques prises en considéra- tion par la statistique criminelle :

a) Statistique des condamnés.

L'unité statistique servant à mesurer, au sein de la population criminelle, l'importance de certains caractères physiques, moraux ou sociaux est l'individu définitivement condamné.

Cette unité n'est comptée qu'une fois dans le même compte annuel, même si, dans le courant de l'année, le même individu a fait l'objet de plusieurs condamnations définitives : dans ce cas, il est compté pour la dernière condamnation encourue, ou en cas d'infractions concurrentes, pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte.

Les individus condamnés par des juridictions militaires ne sont pas inclus dans la statistique criminelle.

b) Statistique des infractions.

Dans cette statistique, c'est chaque infraction individuelle commise par le condamné et

ayant fait l'objet de la condamnation qui constitue l'unité statistique.

4. — Méthode d'élaboration de la statistique criminelle.

La source de la statistique criminelle est le casier judiciaire central.

Il existe en Belgique un système double de casiers judiciaires.

Le premier est le plus ancien. Il fut organisé en 1853 par des circulaires des Départements de l'Intérieur et de la Justice. Ce casier est tenu au lieu du domicile du condamné, sous la forme de registres qui servent, en quelque sorte, de complément aux registres de population. A l'origine, on n'y inscrivait que les condamnations pour crime ou délit. Depuis le 16 juin 1888, on y inscrit toutes les condamnations sans exception. Ce casier facilite aux administrations communales l'accomplissement de leurs devoirs de police.

Le second, ou casier central, date de 1888

(circulaire ministérielle du 31 décembre). Il est formé à l'aide de bulletins individuels que les greffiers des cours et tribunaux envoient au Département de la Justice dans les trois jours de la date où la condamnation est devenue définitive. En cas d'appel, c'est le greffier de la juridiction d'appel qui envoie ce bulletin.

Les bulletins sont classés dans des dossiers individuels, catalogués comme les livres d'une bibliothèque à l'aide d'un répertoire alphabétique. Le casier judiciaire constitue, de cette manière, pour les condamnés, ce que l'état-civil est pour les citoyens en général. On range dans les dossiers, par ordre de date, non seulement tous les bulletins de condamnations concernant un même individu, mais encore ceux mentionnant les décisions judiciaires qui ordonnent sa mise à la disposition du Gouvernement pour être interné dans un dépôt de mendicité ou une maison de refuge; on y tient également note des arrêtés de grâce et de libération conditionnelle dont il a bénéficié.

Les décisions des juges des enfants sont aussi notifiées au casier judiciaire.

Successivement étendu par différentes circulaires ministérielles, le casier judiciaire central n'est pas parfaitement homogène, attendu que les différents renseignements qu'il renferme ne partent pas tous d'une même époque.

En ce qui intéresse le service de la statistique, sont notées au casier judiciaire :

1°) Les condamnations à des peines criminelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1869 contre des individus de nationalité belge ;

2°) Les condamnations à des peines correctionnelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1879 contre des individus de nationalité belge ;

3°) Les condamnations à des peines criminelles ou correctionnelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1895 contre des étrangers ;

4°) Les condamnations à des peines de police prononcées depuis le 1^{er} janvier 1895 pour infractions aux dispositions du Code pénal et à la loi du 16 août 1887 sur l'ivresse publique, et ensuite à l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse ;

5°) Les condamnations à des peines de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement d'administration, prononcées depuis

le 1^{er} janvier 1898 par un tribunal correctionnel. Cette dernière catégorie a été ajoutée pour permettre de dresser presque entièrement la statistique des tribunaux correctionnels à l'aide des bulletins.

Depuis le 1^{er} janvier 1898, il n'y a plus que les condamnations à une peine de police prononcées par un tribunal de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement général, provincial ou communal, ainsi que les condamnations à une peine de police en matière forestière, qui ne sont pas notées au casier judiciaire.

Pour assurer la parfaite exactitude des renseignements que le casier judiciaire est chargé de fournir, pour vérifier si les employés des greffes lui adressent sans aucune omission les bulletins de condamnation, l'administration centrale dispose de trois moyens de contrôle.

Le premier contrôle est basé sur la concordance qui doit exister entre les mentions figurant au casier central et au registre de condamnations tenu par les administrations communales, la seule source à laquelle les parquets pouvaient puiser des renseignements avant la création du casier judiciaire.

A raison de différents motifs qu'il est inutile d'exposer ici, car ils concernent uniquement l'organisation du casier judiciaire et non celle de la statistique, les parquets de première instance et la plupart des parquets de police joignent à la demande d'extrait qu'ils adressent au casier judiciaire central un bulletin de renseignements rempli par les autorités locales, où figurent toutes les condamnations consignées au registre communal. Le casier central, avant de délivrer l'extrait, compare les mentions provenant de ce registre à celles que ses dossiers contiennent. S'il relève une lacune ou une différence, il réclame immédiatement des explications au greffier que la chose concerne.

Un deuxième contrôle est exercé à l'aide d'inventaires que les greffiers doivent joindre à chaque envoi de bulletins. On vérifie si tous les bulletins repris à l'inventaire se trouvent bien dans l'envoi; puis la pièce, datée et signée par le chef du casier judiciaire, est renvoyée au fonctionnaire qui l'a rédigée. Celui-ci la conserve dans ses archives de façon à pouvoir justifier de l'envoi des bulletins.

Enfin, le service des grâces étant annexé à

celui du casier, celui-ci, avant de verser dans ses dossiers les rapports des magistrats du parquet sur les recours en grâce, vérifie si toutes les mentions qui y sont portées concordent avec les renseignements que les dossiers contiennent.

Les négligences des agents sont punies de peines disciplinaires.

Grâce à ces précautions, le casier central forme une source de renseignements aussi riche qu'exacte.

Pour confectionner la statistique à extraire des bulletins et dossiers du casier judiciaire, l'Institut National de Statistique ne puise pas directement à la source.

Au sein de l'administration du casier judiciaire au Département de la Justice, il est conservé un service de statistique chargé d'établir, à mesure de la rentrée des bulletins de condamnation et de la consultation des dossiers, des fiches codifiées du modèle reproduit ci-dessous.

Année 195		Sexe et antécédents :				
STATISTIQUE DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	STATISTIQUE CRIMINELLE		STATISTIQUE DES INFRACTIONS			
	BULLETIN A DEPOULLER	BULLETIN A DECOMPTER	Nature et nombre des infractions d'après l'époque et le lieu où elles ont été commises			
			Infrac.	Année	Mois	Lieu
Antécédents	Sexe et antécédents	Nombre des condamnations				
Tribunal	Légitime ou illégitime	Sexe et antécédents				
Infraction	Infraction	Légitime ou illégitime				
	Lieu de naissance	Infraction				
	Canton { domicile	Canton { domicile				
	Lieu des faits	Lieu des faits				
Peine prononcée	Age	Age				
	Etat civil	Etat civil				
	Nombre d'enfants	Nombre d'enfants				
Jurais	Instruction	Instruction				
Peine ou mesure accessoire	Profession	Profession				
	Ivrognerie	Ivrognerie				
	Récidive { sans juridictions militaires	Récidive { sans juridictions militaires				
	avec juridictions militaires	avec juridictions militaires				
Cumul plus de 6 mois	Decisions des juges d'enfants { infractions criminelles	Decisions des juges d'enfants { infractions criminelles				
	vagabondage, etc.	vagabondage, etc.				
Appel police	Internements A.	Internements A.	46			
	L. D. S. R.	L. D. S. R.				
	A	B ^I				C

Ces fiches, codifiées par le Ministère de la Justice, constituent la matière première statistique mise à la disposition de l'Institut National de Statistique.

Le volet A est destiné à l'établissement de la statistique des condamnations individuelles par les tribunaux correctionnels et ne doit pas

retenir ici notre attention.

Les données relatives à cette statistique sont publiées dans les comptes de l'Administration de la justice pénale.

Les volets B I et B II servent à établir la statistique des condamnés, objet du chapitre I du présent volume.

A la réception, au casier judiciaire central, du Bulletin de condamnation, la condamnation y relevée (si l'infraction commise intéresse la statistique criminelle) est transcrite en code sur le volet B I d'une fiche.

En même temps, et à l'aide du dossier du délinquant où sera classé le bulletin de condamnation, la condamnation éventuelle précédente, relevant de la statistique criminelle et encourue pendant la même année par le même individu, est codifiée sur le volet B II sous la rubrique « Bulletin à décompter ». Il y a lieu de noter que cette condamnation précédente a déjà dû être codifiée antérieurement sur le volet B I d'une autre fiche.

Après cette opération, la fiche codifiée est classée séparément et perd tout contact et toute possibilité d'identification avec le bulletin de condamnation qu'elle représente.

En fin d'année, l'ensemble des fiches est transmis à l'Institut National de Statistique, où les dépouillements et dénombrements sont opérés à l'atelier de mécanographie.

Le compte séparé des données codifiées sur les volets B I et B II permet, par soustraction des condamnations à décompter, d'établir le compte des individus définitivement condamnés, retenus seulement pour la dernière condamnation de l'année.

Le volet C de la fiche est consacré à la statistique des infractions individuelles, objet du chapitre II de ce volume. Chaque infraction individuelle, frappée par le jugement définitif ayant donné lieu à codification sur le volet B I, est mentionnée séparément sur le volet C.

Le dépouillement mécanographique des données figurant sur le volet permet la localisation, par mois et groupe de commune, des infractions commises par l'ensemble des condamnés faisant l'objet du chapitre I.

Les données relatives à l'ivresse sont indiquées en regard du chiffre 46.

5. — Organisation des travaux statistiques.

Le mode de répartition des travaux indiqués ci-dessus, entre l'Institut National de Statistique et le Ministère de la Justice s'explique comme suit :

La centralisation des Services statistiques fut préparée par l'Arrêté Royal du 27 octobre

1934 et réalisée par celui du 7 août 1939.

L'Arrêté Royal du 27 octobre 1934 se proposait :

- 1) la centralisation des grands recensements ;
- 2) celle des publications ;
- 3) celle du dépouillement mécanique.

Un délai de cinq ans était prévu pour l'exécution des deux derniers points de ce programme.

Ce délai étant expiré en 1939, un Arrêté Royal du 7 août 1939 vint parfaire l'œuvre de concentration, en décrétant la centralisation intégrale des services statistiques.

Avant que n'eût paru ce dernier Arrêté, le Ministère de la Justice, et celui de l'Intérieur et de la Santé Publique (auquel était attaché à l'époque l'Institut National de Statistique) avaient arrêté de commun accord le mode d'établissement des statistiques judiciaires qui, ayant été élaborées jusqu'alors par le seul département de la Justice, tombaient sous le coup de l'Arrêté Royal du 27 octobre 1934 en ce qui concerne la publication et le dépouillement mécanique.

Le nouveau mode d'établissement de ces statistiques avait fait l'objet d'un Arrêté Ministériel en date du 20 mars 1939, aux termes duquel *le principe du transfert d'attribution était admis, sous réserve, toutefois, que ce transfert n'impliquerait ni la préparation du matériel à dépouiller ni la correspondance avec les autorités judiciaires.*

L'Arrêté Royal du 7 août 1939, dont les dispositions dépassent largement le cadre de ce qui avait été prévu par l'Arrêté Royal d'octobre 1934 et exécuté par l'Arrêté Ministériel du 20 mars 1939, aurait normalement dû mettre un terme au « modus vivendi » que constituait cette dernière disposition.

Des démarches furent entreprises auprès du Ministère de la Justice, aux fins d'examiner les possibilités de centralisation intégrale au sein de l'Institut National de Statistique. Des difficultés d'ordre divers eurent pour effet l'insuccès de ces démarches et la reconduction tacite de l'accord consacré par l'Arrêté Ministériel du 20 mars 1939.

Aussi les statistiques judiciaires sont-elles toujours élaborées sur la base de cette disposition.

§ 2. — TRAITS PRINCIPAUX DU DROIT CRIMINEL BELGE.

Les statistiques criminelles de différents pays peuvent malaisément être comparées entre elles, eu égard aux diversités que présente le droit pénal d'un pays à l'autre. Aussi, afin de rendre la statistique criminelle belge plus compréhensible par l'observateur étranger, semble-t-il utile de donner ci-dessous un exposé sommaire des traits principaux du droit criminel belge.

Il ne pourrait être question de considérer cet exposé comme une synthèse complète de la matière : tout au plus peut-on y voir un rappel succinct, à l'usage défini ci-dessus, des principales règles qui dominent l'ensemble du droit criminel. Cet exposé s'impose également en raison du fait que la statistique ne s'adapte pas toujours aux classifications et critères établis par le droit pénal ; c'est pourquoi un paragraphe spécial est consacré à l'exposé des relations et différences qui existent à ce point de vue, entre les procédés du droit pénal et ceux de la statistique.

1. — Economie générale du droit criminel.

Il faut entendre par « droit criminel » ou pénal au sens large, l'ensemble des règles en vertu desquelles la société fait subir à l'individu un certain mal, à titre de sanction d'un commandement légal transgressé (ordre ou interdiction).

Le droit pénal proprement dit, énumère les infractions et les peines applicables à leurs auteurs.

La procédure pénale définit les règles suivant lesquelles il est permis de rechercher les infractions, d'en découvrir les auteurs et de leur appliquer les peines prévues par le droit pénal.

2. — Notions de droit pénal.

Les règles communes à toutes les infractions se trouvent codifiées dans le livre I du Code pénal du 8 juin 1867, complété par diverses lois pénales, telles que la loi du 31 mai 1888 (libération et condamnations conditionnelles), la loi du 15 mai 1912 (protection de l'enfance) et la loi du 9 avril 1930 (défense sociale).

L'examen spécial des infractions, dans leurs éléments distinctifs, fait l'objet du livre II du Code pénal, dont neuf titres se rapportent aux crimes et délits et le dixième aux contraventions. De nombreuses lois spéciales particulières complètent ce système pénal.

A défaut de dispositions contraires dans ces lois spéciales, le livre I du Code pénal est applicable aux infractions prévues par elles, sauf en ce qui concerne la participation de plusieurs personnes au même crime ou délit (chapitre VII) et l'application des circonstances atténuantes aux délits, pouvant entraîner la contraventionnalisation de ces derniers (art. 85).

1) Le droit pénal est un droit écrit.

La règle « nulla poena sine lege » découle de l'art. 9 de la Constitution belge, qui prescrit que « nulle peine ne peut être établie qu'en vertu de la loi »

Il s'ensuit que la loi pénale doit s'interpréter restrictivement, sans extension ni analogie. La coutume ne peut ni créer ni abroger la loi pénale.

2) Infractions et peines principales.

C'est la condamnation, coulée en force de chose jugée, qui attribue définitivement au fait qu'elle sanctionne le caractère délictuel de même que son degré de criminalité.

Des peines dites criminelles frappent les faits qualifiés crimes : ce sont la mort, les travaux forcés, la détention et la réclusion.

L'emprisonnement de 8 jours à 5 ans sanctionne les délits et l'emprisonnement de 1 à 7 jours frappe les contraventions.

Les crimes et délits sont, outre ces peines privatives de liberté, passibles d'amendes de 26 francs au moins, tandis que les contraventions peuvent être frappées d'amendes de 1 à 25 francs. Depuis 1921, des décimes additionnels ont majoré les taux d'amende.

3) Peines accessoires et subsidiaires.

Des peines accessoires (déstitution, interdiction légale, perte de certains droits civils et

politiques, confiscation spéciale) et des condamnations accessoires (restitution, dommages-intérêts, condamnation aux frais, contrainte par corps) suivent, facultativement ou non, certaines condamnations principales.

A défaut de paiement, l'amende est remplacée par une peine d'emprisonnement, dit subsidiaire, dont la durée est fixée par le jugement et qui n'excède pas 6 mois pour les crimes, 3 mois pour les délits et 3 jours pour les contraventions.

4) Personnalité des peines.

Les amendes (sauf en matière fiscale) sont prononcées individuellement contre chacun des condamnés à raison d'une même infraction.

Les restitutions et dommages et intérêts par contre lient solidairement tous les individus condamnés pour la même infraction.

5) Non-rétroactivité de la loi pénale.

La loi pénale ne dispose que pour l'avenir sauf dans l'intérêt du prévenu : c'est ainsi qu'une loi plus clémentaire, postérieure à l'infraction, profite à l'accusé, si elle est promulguée avant la sentence.

6) Tentative.

La tentative de crime ou délit est l'acte extérieur formant un commencement d'exécution et qui n'est suspendu ou n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur : la tentative de crime est frappée de la peine immédiatement inférieure à celle prévue pour le crime ; la tentative de délit est punie seulement dans les cas et dans la mesure prévus par la loi.

7) Concours.

L'individu convaincu de plusieurs contraventions encourt la peine de chacune d'elles. En cas de concours de délit(s) et de contravention(s) il y a cumul de peines jusqu'au double du maximum de la peine la plus forte.

S'il y a concours de crime(s) et de délit(s) ou contravention(s) la peine du crime est seule prononcée. Enfin en cas de concours de crimes, la peine la plus forte l'emporte et peut être, dans certains cas, majorée de 5 ans.

8) Participation.

Sont punis comme « auteurs » ceux qui ont exécuté un crime ou délit, ont coopéré directement à son exécution, y ont prêté une aide indispensable, ou l'ont provoqué directement. « Complices » sont ceux qui ont donné des instructions pour commettre le crime ou délit, ont sciemment procuré des armes, instruments ou tout autre moyen servant à le commettre, ont aidé ou assisté l'auteur dans les faits, qui l'ont préparé, facilité ou consommé ou ont donné habituellement logement, lieu de retraite ou de réunion aux malfaiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'Etat, la paix publique, les personnes ou les propriétés.

La complicité de crime est punie de la peine immédiatement inférieure à celle prévue pour le crime ; celle de délit est frappée d'une sanction n'excédant pas les 2/3 de celle pouvant atteindre l'auteur.

9) Causes de Justification.

Il n'y a plus d'infraction si le fait commis est ordonné par la loi ou l'autorité, si l'auteur est en état de démence ou contraint par une force à laquelle il n'a pu résister. Certaines erreurs de droit (dites invincibles) et certains cas de nécessité (par exemple la légitime défense) enlèvent également au fait son caractère délictuel.

10) Causes d'excuse.

Pour certaines infractions qui n'atteignent que la propriété, la parenté constitue un motif péremptoire d'excuse. Le jeune âge et la provocation constituent, dans certains cas, des causes d'excuse.

11) Circonstances atténuantes.

Le juge a faculté de retenir en faveur de l'inculpé des circonstances, étrangères en principe à l'infraction, mais qui diminuent la culpabilité de l'auteur. Ces circonstances entraînent réduction des peines prévues par la loi.

Le degré de réduction des peines n'est pas laissé à l'appréciation du juge : le code pénal prévoit deux échelles de réduction, l'une pour les infractions de droit commun, l'autre pour les infractions en matière politique.

Par le jeu des réductions de peine, un crime peut être correctionnalisé, un délit contraventionnalisé.

L'admission de circonstances atténuantes par le juge du fond n'entraîne pas changement de compétence, même en cas de contraventionnalisation ou de correctionnalisation.

Par contre, il y a modification dans l'attribution de compétence si les circonstances atténuantes sont acceptées par la juridiction d'instruction (Chambre du Conseil et Chambre des Mises en Accusation).

12) Récidive.

La récidive de crime après crime entraîne aggravation de la peine, selon une échelle prévue par le Code pénal.

La récidive de délit après crime peut être punie du double du maximum de la peine prévue pour le délit, de même que le délit commis moins de cinq ans après l'expiration d'un emprisonnement d'un an au moins.

13) Extinction de peine.

Le mode normal d'extinction des peines est leur exécution.

La mort du condamné, la grâce accordée par le Roi, l'amnistie, l'expiration du sursis, et la prescription légale éteignent également les peines.

14) Délais de prescription.

Les peines criminelles se prescrivent par vingt ans ; ce délai est de 5 ou 10 ans selon la durée de la peine pour les peines correctionnelles, et de 1 an pour les peines de police.

15) Libération et condamnations conditionnelles.

Pour remédier aux inconvénients des peines privatives de liberté, le juge peut surseoir à l'exécution des peines de courte durée, et l'administration pénitentiaire peut, de son côté, réduire les peines de longue durée.

La libération conditionnelle peut être accordée en principe lorsque le 1/3 de la peine est accompli avec un minimum de 3 mois. Elle peut entraîner interdiction de résidence ou de séjour dans certaines localités et comporte le maintien de la surveillance de la police.

La libération conditionnelle peut être révoquée pour inconduite ou infraction : dans ce cas, le terme d'incarcération doit être achevé,

de même qu'est exécutée la nouvelle peine éventuelle. Elle devient définitive après un délai comportant en principe le double du terme d'incarcération restant à subir, avec minimum de 2 ans.

La condamnation conditionnelle peut bénéficier aux condamnés de 2 ans au plus, n'ayant encore encouru antérieurement aucune condamnation de plus de 3 mois pour crime ou délit (L. 14-11-1947).

16) Majorité criminelle : régime de protection de l'enfance.

La loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance a pratiquement fait sortir l'enfant du droit répressif en le déclarant pénalement irresponsable et en créant pour lui une juridiction nouvelle : le juge des enfants, seul compétent pour juger des mineurs :

a) de moins de 18 ans accomplis, pour vagabondage, mendicité, inconduite ou indiscipline.

b) de moins de 16 ans accomplis, se livrant à la prostitution ou à la débauche, cherchant des ressources dans le jeu ou les trafics ou occupations qui exposent à la prostitution, à la mendicité, au vagabondage ou à la criminalité, ou ayant commis un acte que la loi qualifie : crime, délit ou contravention.

Le juge des enfants n'inflige aucune sanction pénale, mais prend à l'égard des jeunes délinquants diverses mesures, qui vont de la réprimande à la mise à la disposition du Gouvernement.

La majorité criminelle est donc de 16 ans accomplis.

17) Protection des anormaux, régime des récidivistes et délinquants d'habitude : loi de défense sociale du 9-4-1930.

La démence est un cas de justification.

Mais il existe des tares psychiques qui, sans constituer la démence, ne laissent subsister chez l'auteur d'une infraction qu'une part de responsabilité tellement réduite et instable, qu'on pourrait en faire abstraction.

Antérieurement à la loi du 9 avril 1930 le juge pouvait soit considérer ces tares comme des circonstances atténuantes, au risque de frapper de peines mêmes réduites des déments irresponsables, soit étendre la notion de la démence au risque de considérer comme fous des inculpés cependant responsables de leurs actes.

La loi de défense sociale du 9 avril 1930 permet d'interner dans des établissements spéciaux les inculpés qui se trouvaient au moment du jugement en état de démence ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale, les rendant incapables du contrôle de leurs actes. Des mesures parallèles sont prévues pour les condamnés se trouvant dans une situation analogue.

D'autre part, la loi du 9 avril 1930 a institué une mesure de sûreté applicable aux récidivistes dangereux : la mise à la disposition du Gouvernement, dont le caractère juridique est celui d'une sanction pénale. Cette peine est obligatoire ou facultative d'après la nature de la récidive, et sa durée peut varier d'après le même critère. Elle peut être prise à l'égard de ceux qui ont commis depuis 15 ans trois infractions au moins ayant entraîné chacune un emprisonnement correctionnel d'au moins six mois.

3. — Notions de la procédure pénale, de l'organisation judiciaire et de la compétence.

La procédure pénale est l'ensemble des règles suivant lesquelles on recherche les infractions, découvre les auteurs et leur applique les sanctions prévues par la loi pénale.

Il y a dans la procédure pénale, deux phases distinctes : l'action de la police judiciaire et la saisine des juridictions répressives.

1) Mission de la police judiciaire.

La police judiciaire recherche les infractions, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir. Son rôle est répressif. La police judiciaire se distingue de la police administrative, dont le rôle est préventif et consiste à empêcher que les infractions ne se commettent.

La police judiciaire se trouve sous la direction du Procureur Général près la Cour d'Appel, qui toutefois, n'en fait pas partie. Elle est exercée suivant diverses distinctions, par les gardes champêtres, les gardes forestiers, les gardes pêche, les brigadiers champêtres, les gardes

champêtres adjoints et auxiliaires, les officiers et membres de la gendarmerie, les commissaires de police et leurs adjoints, les bourgmestres et échevins, les procureurs du Roi et leurs substituts, les juges de paix, les juges d'instruction ainsi que les fonctionnaires chargés spécialement de l'exécution de certaines lois et revêtus, à cet effet, de la qualité d'agent ou officier de police judiciaire.

2) Saisine des juridictions répressives.

a) Actions publique et civile.

Deux sortes d'actions peuvent naître des infractions : l'action civile et l'action publique.

— L'action publique est exercée par les fonctionnaires du Ministère Public près les Tribunaux de police, par les Procureurs du Roi et leurs substituts, par les Procureurs Généraux près les Cours d'Appel, leurs avocats généraux et leurs substituts et enfin le Procureur Général près la Cour de Cassation et ses avocats généraux.

Les fonctionnaires du Ministère Public agissent en principe d'office, mais dans certains cas, leur action est subordonnée à une plainte, dénonciation ou autorisation (1).

— L'action civile de son côté est exercée par tous ceux qui ont souffert de l'infraction. Elle peut être poursuivie soit devant le même juge et en même temps que l'action publique (constitution de partie civile), soit séparément, devant le juge civil ou commercial.

L'action civile poursuivie devant les tribunaux répressifs peut être jointe à l'action publique mue par le Ministère Public, mais si ce dernier n'a pas provoqué de poursuites, l'action de la partie civile peut faire naître l'action publique. L'action publique ainsi provoquée par la constitution de la partie civile, appartient néanmoins au Ministère Public qui peut seul exercer le droit de poursuite, par les réquisitions qu'il adresse à la justice : lui seul peut donc interjeter appel et former recours en cassation ; et le désistement éventuel de la partie civile n'arrêterait plus en principe l'action publique qu'elle a provoquée ; dans le même ordre d'idées, le désistement de la partie civile ne la dispenserait pas non plus des frais de l'action publique, si le prévenu est acquitté.

L'action civile portée devant les Tribunaux

(1) C'est le cas pour les poursuites contre les parlementaires en période de session.

civils n'exerce aucune influence sur les poursuites résultant d'une éventuelle action publique, intentée avant ou pendant l'action civile devant les Tribunaux répressifs ; au contraire, dans ce cas le civil est suspendu tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement au pénal.

b) Action publique devant les juridictions répressives.

Les juridictions d'instruction rassemblent les preuves des infractions et en livrent les auteurs aux juridictions de jugement ; ce sont : le juge d'instruction, la Chambre du Conseil, les Tribunaux de première instance et la Chambre des mises en accusation des Cours d'Appel.

La procédure préparatoire à l'action des juridictions répressives de jugement, par la complexité et la diversité de ses distinctions, tend à la fois à ne porter devant le juge du fond que des affaires en état d'être jugées en audience publique, à offrir à l'inculpé la garantie d'une justice sereine et éclairée, et au public la certitude que, pour des motifs quelconques, une affaire ne sera pas facilement étouffée par un non-lieu.

On peut donner de la procédure préparatoire à la procédure de jugement pour la répression des crimes et délits de droit commun le schéma suivant.

Le Procureur du Roi, saisi d'une plainte, procède en règle générale à une information discrète et préalable à l'instruction proprement dite ; cette information qui est secrète, tend à établir s'il y a eu infraction et s'il existe des indices de culpabilité.

Dans la négative, l'affaire est classée sans suite. Dans le cas contraire, un réquisitoire d'information requiert le juge d'instruction de rechercher le coupable.

Le juge d'instruction, saisi de l'affaire, est tenu de remplir tous les devoirs pouvant conduire à la découverte de la vérité : c'est-à-dire qu'il doit réunir aussi bien les éléments favo-

rables à l'accusé que ceux qui établiraient sa culpabilité.

L'instruction terminée, le dossier est communiqué au Procureur du Roi, qui apprécie si les indications recueillies suffisent à éclairer la justice, ou si un complément d'instruction doit être requis.

L'instruction terminée, le Procureur du Roi établit ses réquisitions par écrit, les joint au dossier d'instruction, et met celui-ci à la disposition de l'inculpé et de son Conseil. L'affaire est ensuite appelée devant la Chambre du Conseil où le juge d'instruction fait rapport, tandis que le Procureur du Roi requiert et que la défense plaide, devant un juge qui n'a pas été mêlé à l'instruction et ne se forme donc d'opinion qu'à l'audience.

C'est la Chambre du Conseil qui décide, par ordonnance motivée, soit le non-lieu, soit le renvoi devant la juridiction de jugement.

LES JURIDICTIONS DE JUGEMENT

Les juridictions de jugement statuent sur le fond des affaires, apprécient souverainement les charges pesant sur les individus qui leur sont envoyés par les juridictions d'instruction ou qui peuvent leur avoir été déférés directement (citation directe) par le Ministère Public ou par la partie civile.

Si l'infraction et la culpabilité sont établis, les juridictions de jugement appliquent les peines prévues par les lois ; si les faits ne sont pas établis, le juge acquitte et renvoie des poursuivies, sans frais ; si le prévenu bénéficie d'une excuse absolutoire, il est absous.

Les juridictions de jugement ordinaires sont : les tribunaux de police, les tribunaux correctionnels, les Cours d'Assises, les Cours d'Appel et dans des cas exceptionnels, la Cour de Cassation.

Les juridictions de jugement militaires sont les Conseils de Guerre et la Cour Militaire.

On trouvera ci-dessous un tableau sommaire des juridictions de jugement ordinaires avec indication de la composition de leur siège et de

leur parquet et la mention de leur compétence territoriale.

JURIDICTIONS	Composition		COMPÉTENCE TERRITORIALE
	du Siège	du Parquet	
TRIBUNAL DE POLICE.	Juge de paix.	Parquet de police : Officier du ministère public.	Canton de justice de paix. N. B. — Certains tribunaux de police ont compétence sur plusieurs cantons.
TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE : Affaires répressives : Tribunaux correctionnels : règlement de la procédure : Chambres du Conseil.	Président, Vice-Présidents, Juges (parmi lesquels les juges d'instruction). Un membre du Tribunal est désigné par le Roi en qualité de juge des enfants.	Parquet du procureur du Roi : Procureur du Roi, Premiers substituts et Substituts du procureur du Roi.	Arrondissement judiciaire.
COUR D'APPEL. Affaires répressives : Chambres correctionnelles ; règlement de la procédure : Chambres des mises en accusation.	Premier président, Présidents, Conseillers,	Parquet général : Procureur général, Premier avocat général, Avocats généraux, Substituts du procureur général.	Bruxelles : Brabant, Anvers et Hainaut. Gand : Flandres occidentale et orientale. Liège : Liège, Limbourg, Luxembourg et Namur.
COUR D'ASSISES.	1° La Cour : composée du président (membre de la Cour d'Appel) et de deux assesseurs (ordinairement membres du Tribunal de première instance) ; 2° Le Jury : composé de douze jurés.	Ministère public : Un membre du Parquet général près la Cour d'appel ou du Parquet du procureur du Roi du lieu où siège la Cour d'assises.	Province.
COUR DE CASSATION.	Premier président, Président, Conseillers.	Parquet général : Procureur général, Premier avocat général, Avocats généraux.	Bruxelles : Belgique.

La compétence de ces juridictions est brièvement définie ci-dessous :

1) Tribunaux de police.

Ratione materiae, les Tribunaux de police jugent les contraventions, les délits contraventionnalisés par les juridictions d'instruction, certaines infractions qui sont ou peuvent être des délits (notamment en matière forestière, rurale, fluviale, polders, roulage, transport, voirie, barrières, ivresse, règlements provinciaux et communaux, baux à loyer et autres), les

infractions (contraventions ou délits) dont la connaissance leur est attribuée par une loi spéciale et enfin les faits de vagabondage et de mendicité.

Ratione loci : le Tribunal du lieu de l'infraction, celui de la résidence de l'inculpé et celui du lieu où l'inculpé a été trouvé sont également compétents.

Ratione personae : le Tribunal de police juge les civils âgés de 16 au moins et dans certains cas les militaires.

2) Tribunaux correctionnels.

Ratione materiae : les Tribunaux correctionnels jugent les délits, les crimes correctionnalisés par les juridictions d'instruction, certaines infractions portées devant le tribunal correctionnel sous une qualification de leur compétence, mais reconnues être des infractions dont la connaissance est attribuée au juge de police, les infractions qui sont de la compétence du juge de police mais sont connexes à un délit, les appels des Tribunaux de police et les règlements de juges entre tribunaux de police de leur ressort.

Ratione loci : sont également compétents, les tribunaux correctionnels du lieu du délit, de la résidence du prévenu et du lieu où le prévenu pourra être trouvé.

3) Les Cours d'Appel.

Les Cours d'Appel jugent les appels des tribunaux correctionnels, les délits commis en dehors de leurs fonctions par un juge de paix, un membre du Tribunal correctionnel ou de première instance ou un officier du Ministère Public près l'un de ces tribunaux, les délits commis dans l'exercice de leurs fonctions par un juge de paix ou de police, un juge faisant partie d'un tribunal de commerce, un officier de police judiciaire, un membre du Tribunal correctionnel ou de Première instance, ou un officier du Ministère Public près l'un de ces Tribunaux, les demandes de réhabilitation et les règlements de juges entre juges d'instruction et tribunaux correctionnels de leur ressort ou entre juges de police de deux arrondissements différents de leur ressort.

4) Les Cours d'Assises.

Ratione materiae : les Cours d'Assises jugent les crimes, les infractions connexes aux crimes qui leur sont déférés, les délits politiques et les délits de presse.

Ratione loci : le juge d'instruction du tribunal compétent (résidence de l'accusé, lieu du crime ou lieu où l'accusé a été trouvé) instruit l'affaire sur réquisition du Procureur du Roi : la Cour d'Assises de la Province où se trouve le Tribunal est saisie de la cause par la Chambre des mises en accusation.

Ratione personae : les Cours d'Assises jugent les civils âgés de 16 ans au moins et dans certains cas les militaires.

Note.

La compétence des juridictions ordinaires à l'égard des militaires existe notamment pour les infractions commises en dehors du service en matière d'impôts publics, de chasse ou de pêche, de grande voirie, de roulage, messagerie, postes, barrières, police des chemins de fer, police rurale ou forestière et règlements provinciaux et communaux.

En cas de duel d'un militaire avec un civil, c'est également la juridiction ordinaire qui est compétente.

En cas de participation ou de connexité, le militaire complice, coauteur ou auteur d'infractions connexes est justiciable de la juridiction ordinaire et celle-ci connaît l'ensemble des préventions.

Les gendarmes sont justiciables de la juridiction ordinaire pour les infractions relatives au service judiciaire des tribunaux et à la police administrative.

5) La Cour de Cassation.

La Cour de Cassation prononce sur des demandes de cassation contre les arrêts et jugements rendus en dernier ressort, et juge non pas du fait, mais de la procédure. Elle juge les Ministres, les tribunaux entiers de commerce, correctionnels ou de première instance, les membres des Cours d'Appel, les Procureurs Généraux et substituts près les Cours d'Appel.

Elle statue sur les demandes en révision, étant liée dans ce domaine par l'appréciation souveraine de la Cour d'Appel.

Elle décide en matière de règlement de juges, en matière de renvoi pour cause de sûreté publique ou de suspicion légitime.

Elle prononce sur les prises à partie contre une Cour entière ou l'une de ses Chambres ou contre ses propres membres.

Elle règle les conflits d'attribution.

EXTINCTION DE L'ACTION PUBLIQUE.

Le jugement définitif, après écoulement des délais d'opposition, d'Appel et de Cassation, donne au Ministère Public un titre pour l'exécution de la peine en cas de condamnation.

Ce jugement éteint l'action publique, et s'impose à la partie poursuivante avec l'autorité de la chose jugée (principe non bis in idem).

La mort de l'inculpé, la prescription, l'amnistie, la transaction, le désistement (lorsque l'action publique est subordonnée à une plainte) éteignent également l'action publique.

4. — Le droit criminel et la statistique.

1) Infractions et peines.

Ainsi qu'il a été dit plus haut, la statistique criminelle ne relève pas toutes les infractions que prévoit la loi pénale, de nombreux faits sanctionnés de peines graves en restant exclus (1).

Ne sont retenues, en statistique criminelle, que les infractions figurant dans une nomenclature spéciale (voir plus haut le § 1, 2^e de cette introduction).

Il est à remarquer que cette nomenclature ne groupe pas systématiquement les infractions d'après leur caractère juridique de crime, délit ou contravention, et ce n'est qu'en certaines de ses rubriques qu'une distinction est faite, selon que l'infraction a été frappée de peines criminelles, correctionnelles ou de police, ce qui permet pour certaines infractions, un classement correspondant en crimes, délits et contraventions.

Ce classement, qui dépend non de la loi pénale, mais de la décision judiciaire intervenue, n'est pas à proprement parler du domaine de la statistique criminelle qui ne s'attache pas à l'observation de la décision du juge, mais à celle de l'homme condamné et de l'acte qu'il a commis.

Eu égard à la méthode de dénombrement employée, il ne peut pas être dénué d'intérêt de remarquer, qu'en ne considérant que la statistique des condamnés (chapitre I) on serait tenté de sous-évaluer la criminalité de gravité secondaire.

Un individu condamné simultanément pour vol et bris de clôture n'est en effet compté qu'à la rubrique de l'infraction la plus grave, soit le vol. Le bris de clôture étant moins sévèrement puni, n'apparaît que dans les tableaux de la statistique des infractions individuelles, faisant l'objet du chapitre II du présent volume (voir à cet égard, ce qui est dit ci-dessous au sujet du concours d'infractions ; voir également l'introduction spéciale du chapitre II).

(1) Une statistique limitée aux Tribunaux Correctionnels relevant toutes les infractions ayant été l'objet d'une condamnation individuelle définitive, est publiée dans les Comptes de l'Administration de la Justice pénale. Elle est établie également à la source du casier judiciaire.

2) Concours et participation.

La statistique relève le nombre de *condamnés* et le nombre d'*infractions individuelles* commises par l'ensemble de ces condamnés ; c'est-à-dire que si trois individus enlèvent ensemble un objet et que l'un d'eux le recèle, la statistique, en présence des trois condamnations individuelles prononcées, deux pour vol simple et une pour vol et recel, relèvera :

1^o) trois condamnations pour vol (statistique des condamnés : chaque individu retenu pour la dernière infraction commise et, en cas de concours, pour l'infraction la plus grave) ;

2^o) quatre infractions individuelles : trois vols et un recel (statistique des infractions : chaque infraction ayant fait l'objet de la condamnation).

Le cas échéant, la statistique serait en mesure d'établir le nombre de condamnations individuelles se rapportant à une seule ou à plusieurs infractions : ce serait une statistique du concours d'infractions, et dans l'exemple cité plus haut, l'on relèverait alors deux condamnations pour vol, et une condamnation pour vol et recel.

Une telle statistique n'a toutefois pas été faite jusqu'à présent.

Il serait par contre impossible, dans l'organisation actuelle des travaux statistiques, de relever le nombre de faits délictueux indépendamment du nombre d'auteurs et du nombre de condamnations, ce qui comporterait l'établissement d'une statistique de la participation.

Dans l'exemple déjà cité, il y aurait deux faits délictueux : un vol (commis de concert par trois hommes mais ne constituant objectivement qu'une seule infraction), et un recel sans participation.

3) Récidive.

La statistique criminelle ne s'attache pas à relever la récidive légale, telle que la prévoit le Code ; elle compte, comme degré de récidive, toute condamnation antérieure à celle pour laquelle le condamné figure dans les comptes statistiques : si la majorité des infractions appartient au même groupe générique que la dernière infraction commise, le condamné est considéré comme récidiviste spécialiste.

Les groupes génériques d'infractions sont composés comme il est indiqué dans l'introduction du relevé consacré à la récidive spéciale.

N. B. — De par sa définition, la statistique criminelle ne fournit aucun renseignement dans le domaine de la défense sociale et dans celui de la protection de l'enfance, les anormaux et les enfants de moins de 16 ans étant sortis du droit criminel. Des publications statistiques distinctes sont consacrées à ces objets.

De même, en ce qui concerne la libération et la condamnation conditionnelles : une statistique des libérations conditionnelles figure dans les comptes de l'Administration de la Justice. Quant aux condamnations conditionnelles il en est tenu compte pour l'élaboration de la statistique criminelle, dans la mesure où elles frappent des infractions comprises dans la nomenclature spéciale. Elles ne sont toutefois pas relevées distinctement.

Les prescriptions et extinctions de peines ne sont pas du domaine de la statistique criminelle telle que nous la concevons et ne font par ailleurs l'objet d'aucun relevé statistique.

Il en est de même des circonstances atténuantes et des causes de justification et d'excuse.

Enfin, on ne trouve dans la statistique criminelle aucune indication précise concernant

la procédure, la compétence et l'organisation judiciaire.

La statistique criminelle ne fait aucune distinction d'après la juridiction ou le degré de celle-ci : la condamnation définitive peut en effet émaner d'un Tribunal de simple police comme d'une Cour d'Assises ou d'un Tribunal correctionnel ; elle peut être prononcée en premier ressort ou en degré d'appel : le seul fait qui importe socialement et qui provoque et justifie l'observation statistique est le stigmate dont la sentence marque l'individu condamné.

Les distinctions qui sont faites dans la nomenclature selon qu'il s'agit de peines criminelles, correctionnelles ou de police ne permettent guère de conclure à la compétence d'un tribunal plutôt qu'à celle d'un autre, les correctionnalisations et contraventionnalisations n'entraînant pas dans tous les cas attribution de compétence aux Tribunaux correctionnels ou de police.

Les renseignements statistiques afférents à l'organisation judiciaire, à la compétence et à la procédure se trouvent, par ailleurs, dans les comptes de l'Administration de la Justice, partie pénale.

§ 3. — DONNEES DEMOGRAPHIQUES

Aux fins d'apprécier l'étendue et l'importance réelles de la criminalité et de ses fluctuations, il y a lieu de ne pas considérer uniquement les chiffres absolus qui apparaissent des relevés statistiques, mais de mettre ces chiffres en rapport avec les données relatives au nombre d'habitants et à la composition de la population par âge, sexe, état-civil, etc...

On trouvera par ailleurs, en d'autres publications de l'Institut National de Statistique, la

plus grande partie de ces renseignements. Les dites publications sont annoncées sous la rubrique « Informations et Documentation » dans le Bulletin de Statistique, publié par les soins de l'Institut National de Statistique.

Certains renseignements démographiques n'ont pas été publiés ailleurs sous une forme appropriée à l'usage qui peut en être fait en statistique criminelle ; on les trouvera réunis ci-dessous.

POPULATION AYANT ATTEINT L'AGE DE LA MAJORITE CRIMINELLE
REPARTIE PAR SEXE ET AGE

ANNEES	SEXE	16 à — 18 ans	18 à — 21 ans	21 à — 30 ans	30 à — 40 ans	40 à — 50 ans	50 à — 60 ans	60 à — 70 ans	70 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	134,840	205,388	653,827	622,326	518,200	438,133	287,692	154,029	3,014,495
	Femmes	133,745	202,699	632,181	636,747	534,639	453,917	313,644	199,478	3,107,050
	Ensemble	268,585	408,087	1,286,008	1,259,073	1,052,839	892,050	601,336	353,507	6,121,545
1945	Hommes	127,139	194,400	508,261	641,341	644,106	469,246	356,140	212,717	3,153,350
	Femmes	127,686	195,161	510,662	644,414	653,191	521,318	405,350	281,374	3,339,156
	Ensemble	254,825	389,561	1,018,923	1,285,755	1,297,297	990,564	761,490	494,091	6,492,506
1946	Hommes	129,894	190,995	530,351	614,056	649,192	479,396	355,954	219,679	3,169,517
	Femmes	129,543	192,578	532,864	619,234	655,470	531,694	407,642	291,668	3,360,693
	Ensemble	259,437	383,573	1,063,215	1,233,290	1,304,662	1,011,090	763,596	511,347	6,530,210
1947	Hommes	132,848	190,719	558,417	583,367	657,165	490,234	359,360	226,503	3,198,613
	Femmes	131,530	190,692	559,660	588,925	658,873	542,000	411,663	300,460	3,383,803
	Ensemble	264,378	381,411	1,118,077	1,172,292	1,316,038	1,032,234	771,023	526,963	6,582,416
1948	Hommes	131,177	198,336	619,938	565,957	651,237	498,502	366,498	252,638	3,284,283
	Femmes	129,412	194,365	590,982	554,820	657,738	550,774	417,794	320,118	3,416,003
	Ensemble	260,589	392,701	1,210,920	1,120,777	1,308,975	1,049,276	784,292	572,756	6,700,286
1949	Hommes	125,471	197,616	627,078	551,518	649,951	505,725	365,624	256,313	3,279,296
	Femmes	123,711	195,590	601,970	542,473	656,451	561,122	422,129	327,137	3,430,583
	Ensemble	249,182	393,206	1,229,048	1,093,991	1,306,402	1,066,847	787,753	583,450	6,709,879
1950	Hommes	120,317	196,795	616,107	556,109	647,396	516,914	364,746	260,429	3,278,813
	Femmes	118,812	195,755	595,376	546,712	654,846	572,797	426,194	334,665	3,444,367
	Ensemble	239,129	392,550	1,211,483	1,102,821	1,302,242	1,088,921	790,940	595,094	6,723,180
1951	Hommes	117,607	191,319	612,913	566,076	643,406	532,384	366,671	265,479	3,295,855
	Femmes	115,832	188,957	592,414	552,686	648,566	583,609	430,471	341,628	3,454,163
	Ensemble	233,439	380,276	1,205,327	1,118,762	1,291,972	1,115,993	797,142	607,107	6,750,018
1952	Hommes	115,306	184,955	608,890	570,442	641,759	546,578	367,381	271,253	3,306,564
	Femmes	113,396	182,843	591,248	554,957	646,543	595,385	435,378	351,187	3,470,935
	Ensemble	228,702	367,798	1,200,138	1,125,399	1,288,302	1,141,963	802,759	622,440	6,777,499
1953	Hommes	115,389	178,320	599,656	576,630	639,274	557,068	368,640	274,876	3,309,853
	Femmes	113,239	175,819	587,084	559,008	643,968	603,467	442,754	359,108	3,484,447
	Ensemble	228,628	354,139	1,186,740	1,135,638	1,283,242	1,160,535	811,394	633,984	6,794,300
1954	Hommes	117,567	174,216	588,506	582,111	634,471	567,659	372,437	277,128	3,314,095
	Femmes	115,735	172,891	578,194	563,872	639,968	612,509	450,505	366,474	3,499,948
	Ensemble	233,302	346,907	1,166,700	1,145,983	1,274,439	1,180,168	822,942	643,602	6,814,043
1955	Hommes	116,964	173,188	578,840	598,557	623,005	577,703	377,264	280,146	3,325,667
	Femmes	116,490	170,309	571,776	576,886	626,245	619,032	458,693	373,408	3,512,839
	Ensemble	233,454	343,497	1,150,616	1,175,443	1,249,250	1,196,735	835,957	653,554	6,838,506

ETENDUE TERRITORIALE, POPULATION (1) ET DENSITE DE POPULATION PAR Km2,
PAR ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE EN 1955.

Arrondissements judiciaires	Etendue en km2	Population en 1955	Densité par km2 en 1955
Bruxelles	1.106,07	1.362.162	1.232
Louvain	1.129,28	335.207	297
Nivelles	1.048,21	190.413	182
Anvers	1.000,90	825.296	825
Malines	500,63	262.685	522
Turnhout	1.356,05	274.927	203
Mons	1.182,67	431.872	365
Charleroi	1.469,22	595.002	405
Tournai	1.072,18	234.251	218
Gand	1.354,50	545.996	403
Audenarde	679,49	251.273	370
Termonde	943,80	452.166	479
Bruges	1.227,98	385.451	314
Courtrai	678,26	407.977	602
Furnes	628,02	93.587	149
Ypres	700,74	145.154	207
Liège	882,87	614.988	697
Huy	1.014,92	142.219	140
Verviers	2.042,16	236.978	116
Tongres	1.179,82	256.857	218
Hasselt	1.228,13	271.266	221
Arlon	1.235,92	87.185	71
Marche-en-Famenne	1.402,05	57.964	41
Neufchâteau	1.780,00	71.245	40
Namur	1.124,42	221.188	197
Dinant	2.535,83	142.937	56
Le Royaume	39.507,07	8.896.246	292

(1) Y compris les moins de 16 ans.

CHAPITRE I

Statistique des condamnés

SECTION I. — RESULTATS GENERAUX DU DEPOUILLEMENT DES FICHES CODIFIEES CONDAMNES PAR SEXE, NATURE D'INFRACTION ET ANTECEDENTS JUDICIAIRES.

Le dépouillement des fiches codifiées afférentes à l'année 1955 a donné les résultats généraux reproduits ci-dessous.

Le relevé n° 1 reproduit le nombre de condamnations individuelles en regard du nombre de condamnations à décompter et constitue de la sorte le bilan et le contrôle de la méthode employée pour arriver au dénombrement des individus définitivement condamnés.

Le relevé en question donne la répartition de l'ensemble des condamnés sous les aspects combinés du sexe, de la nature des infractions et des antécédents judiciaires ; il permet en outre un premier examen général des résultats de la statistique criminelle, d'après le critère de l'individu condamné.

Relevé n° 1 — 1955 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	NOMBRE DES CONdamnATIONS DÉCOMPTÉES			NOMBRE DES CONdamnÉS			NOMBRE DES CONdamnATIONS INDIVIDUELLES		
			Primaires et récidivistes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivistes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivistes réunis	Primaires	Récidivistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Vols et maraudages : peines criminelles . . .	34	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correctionnelles	35	Hommes	3,627	1,764	1,863	3,363	1,691	1,672	264	73	191
		Femmes	925	608	317	903	596	307	22	12	10
		Ensemble ..	4,552	2,372	2,180	4,266	2,287	1,979	286	85	201
peines de police	36	Hommes	161	95	66	155	94	61	6	1	5
		Femmes	71	55	16	70	55	15	1	—	1
		Ensemble ..	232	150	82	225	149	76	7	1	6
Banqueroute	37	Hommes	78	46	32	76	46	30	2	—	2
		Femmes	16	9	7	15	9	6	1	—	1
		Ensemble ..	94	55	39	91	55	36	3	—	3
Abus de confiance, escroquerie, tromperie : peines correctionnelles	38	Hommes	1,868	812	1,056	1,667	757	910	201	55	146
		Femmes	418	223	195	400	213	187	18	10	8
		Ensemble ..	2,286	1,035	1,251	2,067	970	1,097	219	65	154
peines de police	39	Hommes	14	10	4	12	9	3	2	1	1
		Femmes	3	3	—	3	3	—	—	—	—
		Ensemble ..	17	13	4	15	12	3	2	1	1
Recel	40	Hommes	333	165	168	313	161	152	20	4	16
		Femmes	158	106	52	157	106	51	1	—	1
		Ensemble ..	491	271	220	470	267	203	21	4	17
Incendie : peines criminelles . . .	41	Hommes	3	1	2	3	1	2	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble ..	3	1	2	3	1	2	—	—	—
peines correctionnelles	42	Hommes	9	8	1	9	8	1	—	—	—
		Femmes	1	1	—	1	1	—	—	—	—
		Ensemble ..	10	9	1	10	9	1	—	—	—
Destruction et dommages peines criminelles . . .	43	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correctionnelles	44	Hommes	354	171	183	323	166	157	31	5	26
		Femmes	42	23	19	40	23	17	2	—	2
		Ensemble ..	396	194	202	363	189	174	33	5	28
peines de police	45	Hommes	238	160	78	226	154	72	12	6	6
		Femmes	38	24	14	38	24	14	—	—	—
		Ensemble ..	276	184	92	264	178	86	12	6	6
Totaux		Hommes	22,005	11,430	10,575	20,604	11,037	9,567	1,401	393	1,008
		Femmes	6,287	4,201	2,086	6,086	4,109	1,977	201	92	109
		Ensemble ..	28,292	15,631	12,661	26,690	15,146	11,544	1,602	485	1,117

APERÇUS RETROSPECTIFS.

1. — Le sexe des condamnés.

On trouvera ci-dessous la répartition par sexe des individus condamnés, retenus annuellement par la statistique criminelle de 1945 à 1955 avec rappel des chiffres afférents à l'année 1930 et des moyennes relevées de 1930 à 1939 (1).

Tableau A. — NOMBRE D'HOMMES ET DE FEMMES CONDAMNÉS

ANNEES	Hommes	Femmes	TOTAL
1930	31,313	8,641	39,954
Moyennes relevées de 1930 à 1939	28,915	8,089	37,004
1945	13,770	7,356	21,126
1946	21,039	8,982	30,021
1947	23,055	7,664	30,719
1948	28,261	8,857	37,118
1949	27,285	8,195	35,480
1950	23,434	7,111	30,545
1951	23,938	6,793	30,731
1952	25,273	7,006	32,279
1953	22,063	6,470	28,533
1954	20,596	5,923	26,519
1955	20,604	6,086	26,690

Le tableau ci-dessous établit, sur la base des données du tableau A, les pourcentages d'hommes et de femmes par 100 condamnés.

Tableau B. — POURCENTAGE D'HOMMES ET DE FEMMES CONDAMNÉS

ANNEES	Hommes	Femmes	TOTAL
1930	78.37	21.63	100
Moyennes relevées de 1930 à 1939	78.11	21.89	100
1945	65.18	34.82	100
1946	70.08	29.92	
1947	75.05	24.95	
1948	76.14	23.86	
1949	76.30	23.10	
1950	76.72	23.28	
1951	77.90	22.10	
1952	78.30	21.70	
1953	77.32	22.68	
1954	77.67	22.33	
1955	77.20	22.80	

Afin d'établir, mieux qu'il n'est possible de le faire à l'aide des seuls chiffres absolus, les variations du niveau de la criminalité des hom-

(1) Voir pour les données annuelles, la publication consacrée aux années 1944 et 1945, pages 40 et 41.

mes, des femmes et de l'ensemble de la population, on a calculé, sur la base d'une part du nombre de condamnés (voir le tableau A ci-dessus) et d'autre part des chiffres de la population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle (16 ans ; voir le relevé de la population) le taux de criminalité par 100.000 hommes, 100.000 femmes et 100.000 individus des deux sexes réunis. (1)

A titre de comparaison, les taux de criminalité correspondants de 1900, 1910, 1920, 1930 et 1940 se trouvent reproduits ci-dessous. (2)

ANNEES	Taux de criminalité par 100.000 habitants		
	Hommes	Femmes	Des deux sexes réunis
1900	1,873	553	1,205
1910	1,643	498	1,062
1920	1,022	462	735
1930	1,039	278	653
1940	789	273	526

En adoptant comme base égale à 100 les taux moyens relevés de 1930 à 1939, le tableau C ci-dessous établit en outre les indices des taux de criminalité atteints de 1945 à 1955.

Tableau C. — TAUX DE LA CRIMINALITE PAR SEXE. INDICES DES TAUX DE CRIMINALITE DE 1945 à 1955

ANNEES	Taux de criminalité par 100.000 habitants			Indice des taux de criminalité		
	Hommes	Femmes	Ensem.	Hommes	Femmes	Ensem.
1930	1,039	278	653	—	—	—
Moyennes relevées de 1930 à 1939	945	256	595	100	100	100
1945	437	220	325	46	86	55
1946	664	267	460	70	104	77
1947	721	226	467	76	88	78
1948	860	259	554	91	101	93
1949	832	239	529	88	93	89
1950	715	206	454	76	80	76
1951	726	197	455	77	77	76
1952	764	202	476	81	79	80
1953	666	186	420	70	73	71
1954	621	169	389	66	66	65
1955	620	173	390	66	68	66

(1) Dans la présente étude, le taux de criminalité est donc le rapport du nombre de condamnés à la population de 16 ans et plus.

(2) Pour 1900 et 1910 il a été fait abstraction, dans les calculs des taux de criminalité, des condamnés âgés de moins de 16 ans, qui, à l'époque, étaient compris dans les relevés de statistique criminelle. Les moins de 16 ans ne sont en effet sortis du droit pénal que depuis la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance.

La baisse enregistrée pour les années 1953 et 1954 ne s'est plus poursuivie. Les chiffres de 1955 sont absolument comparables à ceux de 1954. Il y a tout au plus une très légère hausse de la criminalité féminine qui se traduit notamment dans l'augmentation du pourcentage représentant la participation des femmes dans l'ensemble de la criminalité : 22,80 % contre 22,33 en 1954.

2. — Les antécédents judiciaires.

Le relevé n° 1 permet un aperçu rapide de la répartition des condamnés d'après leur état de primaires ou de récidivistes.

Tableau D. — NOMBRE DE PRIMAIRES ET DE RECIDIVISTES CONDAMNES

ANNEES	Primaires	Récidivistes	TOTAL
1930	23,249	16,705	39,954
Moyennes relevées de 1930 à 1939	20,661	16,343	37,004
1945	13,487	7,639	21,126
1946	18,193	11,828	30,021
1947	18,748	11,971	30,719
1948	23,574	13,544	37,118
1949	22,190	13,290	35,480
1950	17,863	12,682	30,545
1951	17,833	12,898	30,731
1952	18,599	13,680	32,279
1953	16,462	12,071	28,533
1954	14,881	11,638	26,519
1955	15,146	11,544	26,690

Un examen plus approfondi de la récidive fait l'objet d'une section distincte (section VI) du présent volume.

La répartition des condamnés en primaires et récidivistes se présente comme suit de 1945 à 1955 (tableau D).

Le tableau E ci-dessous reproduit les pourcentages de primaires et de récidivistes condamnés annuellement de 1945 à 1955.

Aucune variation notable n'est à signaler dans ces pourcentages pour 1955.

Tableau E. — POURCENTAGES DE PRIMAIRES ET DE RECIDIVISTES CONDAMNES

ANNEES	Primaires	Récidivistes	TOTAL
1930	58.19	41.81	100
Pourcentages moyens atteints de 1930 à 1939	55.74	44.26	100
1945	63.84	36.16	100
1946	60.60	39.40	
1947	61.03	38.97	
1948	63.51	36.49	
1949	62.54	37.46	
1950	58.48	41.52	
1951	58.02	41.98	
1952	57.62	42.38	
1953	57.69	42.31	
1954	56.12	43.88	
1955	56.75	43.25	

SECTION II.

ETAT CIVIL ET SITUATION DE FAMILLE

La forme adoptée pour le relevé n° 2 est similaire à celle du relevé n° 1, et convient particulièrement à l'examen de l'état civil des condamnés.

Elle permet en effet de répartir ces derniers par groupe d'état civil, d'après le sexe, la situation de famille, les antécédents judiciaires et l'infraction commise.

Relevé n° 2. — ETAT CIVIL DES CONDAMNES.

ANNEE 1955.

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	MARIÉS						VEUFS				DIVORCES				ETAT CIVIL INCONNU		TOTAL			
			CELIBATAIRES		SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-nal-res et réci-divistes réunis	
			Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	Hommes Femmes Ensemble	1 — 1	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	1 — 21	— — 3	1 — 24	
Contrefaçon ou altération de : monnaies, effets publics, sceaux, etc.	2	Hommes Femmes Ensemble	5 2 7	— — —	6 — 6	— — —	8 — 8	3 2 5	— — —	— — —	1 — 1	— — —	— — —	1 — 1	— — —	1 — 1	— — —	— — —	21 24 458	3 5 304	24 29 762	
Faux en écritures	3	Hommes Femmes Ensemble	99 28 127	39 10 49	117 20 137	80 14 94	229 73 302	156 30 186	6 9 15	3 3 6	4 7 11	— 5 5	— 7 10	3 5 8	17 5 22	3 3 6	9 6 15	— — —	458 144 602	304 70 374	762 214 976	
Faux témoignage ou serment	4	Hommes Femmes Ensemble	7 6 13	3 — 3	4 5 9	1 1 2	15 8 23	13 2 15	1 1 2	— — —	— — —	— — —	3 3 6	— — —	1 1 2	— — —	— — —	— — —	26 47 83	19 26 44	45 73 127	
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	Hommes Femmes Ensemble	57 4 61	20 2 22	9 4 13	9 2 11	16 8 24	11 6 17	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	36 1 99	2 1 54	38 2 153	
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	Hommes Femmes Ensemble	4 — 4	1 — 1	13 1 14	1 1 2	19 — 19	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	37 1 979	3 1 1,064	40 2 2,043	
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	Hommes Femmes Ensemble	408 32 440	272 24 296	116 32 148	192 17 209	436 86 522	530 48 578	2 4 6	10 2 12	7 8 15	15 10 25	6 3 9	25 3 28	4 7 11	20 7 27	— — —	— — —	1,138 159 1,175	100 111 1,175	372 270 2,313	
		Hommes Femmes Ensemble	96 10 106	20 3 23	31 10 41	18 4 22	140 33 173	56 11 67	1 1 2	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	272 59 331	100 21 121	372 80 452	
Infractions contre la sécurité publique	9	Hommes Femmes Ensemble	60 3 63	58 1 59	22 8 30	33 — 33	61 8 69	76 5 81	1 2 3	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	149 20 169	179 8 187	328 28 356	
		Hommes Femmes Ensemble	8 32 40	— 1 1	2 12 14	2 2 12	18 85 103	7 19 26	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	30 136 166	12 41 53	42 177 219	
Exposition ou délaisement d'enfants	11	Hommes Femmes Ensemble	— 6 6	— 2 2	6 2 8	9 — 9	36 21 57	64 14 78	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
		Hommes Femmes Ensemble	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
Destruction ou supposition d'état	12	Hommes Femmes Ensemble	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
		Hommes Femmes Ensemble	6 1 7	— 1 1	1 — 1	1 — 1	5 8 13	2 3 5	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	13 13 26	3 4 7	16 17 33
Enlèvement de mineurs	13	Hommes Femmes Ensemble	— 1 1	1 — 1	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
		Hommes Femmes Ensemble	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
Attentats à la pudeur et viols	14	Hommes Femmes Ensemble	— — —	1 — 1	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
		Hommes Femmes Ensemble	246 8 254	89 1 90	47 — 47	46 1 47	130 6 136	95 2 97	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	441 14 455	253 5 258	694 19 713
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	Hommes Femmes Ensemble	24 33 57	9 36 45	10 36 46	18 39 57	34 50 84	15 42 57	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	74 146 220	54 144 198	128 290 418	

Relevé n° 2. — 1955 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	CELIBATAIRES		MARIÉS				VEUFS				DIVORCÉS				ETAT CIVIL INCONNU		TOTAL		
			Pri-maires	Réci-divistes	SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-vistes	Pri-maires et réci-divistes réunis
					Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
Vols et maraudages	34	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correctionnelles	35	Hommes	933	592	190	326	539	624	6	22	5	16	10	58	8	34	—	—	1,691	1,672	3,363
		Femmes	169	43	104	70	274	149	13	6	22	19	8	8	6	12	—	—	596	307	903
		Ensemble	1,102	635	294	396	813	773	19	28	27	35	18	66	14	46	—	—	2,287	1,979	4,266
peines de police	36	Hommes	41	10	10	11	39	34	1	2	1	2	2	—	—	2	—	—	94	61	155
		Femmes	12	1	10	3	28	7	—	—	5	3	—	1	—	—	—	—	55	15	70
		Ensemble	53	11	20	14	67	41	1	2	6	5	2	1	—	2	—	—	149	76	225
Banqueroute	37	Hommes	6	—	11	8	28	19	—	1	—	—	1	1	—	1	—	—	46	30	76
		Femmes	2	1	3	1	3	2	—	1	1	—	—	—	—	1	—	—	9	6	15
		Ensemble	8	1	14	9	31	21	—	2	1	—	—	1	1	—	2	—	55	36	91
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	38	Hommes	171	196	157	194	405	414	8	16	6	6	6	68	4	16	—	—	757	910	1,667
		Femmes	43	20	33	31	110	99	4	1	13	14	5	6	5	16	—	—	213	187	400
		Ensemble	214	216	190	225	515	513	12	17	19	20	11	74	9	32	—	—	970	1,097	2,067
peines de police	39	Hommes	1	1	2	—	6	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	3	12
		Femmes	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3
		Ensemble	2	1	4	—	6	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	3	15
Recel	40	Hommes	41	31	26	30	91	84	1	—	1	2	1	3	—	2	—	—	161	152	313
		Femmes	10	—	16	6	67	37	3	—	7	5	2	—	—	3	—	—	106	51	157
		Ensemble	51	31	42	36	158	121	4	—	8	7	3	3	1	5	—	—	267	203	470
Incendie	41	Hommes	—	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correctionnelles	42	Hommes	3	—	—	—	5	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	1	9
		Femmes	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
		Ensemble	3	—	—	—	6	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	1	10
Destructions et dommages	43	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correctionnelles	44	Hommes	99	43	17	27	49	73	—	2	1	1	—	7	—	4	—	—	166	157	323
		Femmes	7	6	5	5	10	6	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	23	17	40
		Ensemble	106	49	22	32	59	79	—	2	1	1	1	7	—	4	—	—	189	174	363
peines de police	45	Hommes	78	22	16	14	56	26	—	2	1	3	2	3	1	2	—	—	154	72	226
		Femmes	5	1	3	4	15	5	—	2	—	1	—	1	1	—	—	—	24	14	38
		Ensemble	83	23	19	18	71	31	—	4	1	4	2	4	2	2	—	—	178	86	264
Totaux		Hommes	4,429	2,472	1,806	2,017	4,464	4,271	82	119	101	133	99	351	56	201	—	3	11,037	9,567	20,604
		Femmes	666	198	898	456	2,295	1,044	56	39	100	98	44	53	49	89	1	—	4,109	1,977	6,086
		Ensemble	5,095	2,670	2,704	2,473	6,759	5,315	138	158	201	231	143	404	105	290	1	3	15,146	11,544	26,690

APERÇUS RETROSPECTIFS.

1. — Etat civil des condamnés.

Les tableaux ci-après constituent le complément du relevé n° 2, consacré à l'état civil des condamnés.

— Le tableau A répartit, de 1945 à 1955, le nombre absolu des condamnés relevé annuellement par la statistique criminelle, d'après les critères combinés de l'état civil, de la situation de famille, des antécédents judiciaires et du sexe.

— Le tableau B établit l'importance relative de chaque groupe considéré à l'égard d'un total annuel constant de 100 condamnés.

En tête des tableaux se trouvent rappelées les moyennes se rapportant à la décennie 1930-1939.

Pour les données annuelles 1931-1944, il y a lieu de consulter la publication relative aux années 1944-1945, pages 56 à 61.

TABLEAU A. — NOMBRE DE CONDAMNES D'APRES L'ETAT CIVIL,

ANNÉES DE COMPTE	SEXE	ETAT CIVIL											
		CELIBATAIRES			MARIÉS						VEUFS		
		Primaires	Récidivistes	Total	SANS ENFANTS			AVEC ENFANTS			SANS ENFANTS		
					Pri-maires	Réci-divistes	Total	Pri-maires	Réci-divistes	Total	Pri-maires	Réci-divistes	Total
Chiffres moyens relevés de 1930 à 1939	Hommes	6,854	4,023	10,877	2,212	2,425	4,637	5,813	6,329	12,142	86	168	254
	Femmes	1,047	267	1,314	1,038	528	1,566	3,031	1,660	4,691	49	43	92
	Ensemble	7,901	4,290	12,191	3,250	2,953	6,203	8,844	7,989	16,833	135	211	346
1945	Hommes	2,948	1,179	4,127	1,327	1,078	2,405	3,686	2,892	6,578	60	102	162
	Femmes	1,181	213	1,394	967	351	1,318	2,799	1,286	4,085	55	30	85
	Ensemble	4,129	1,392	5,521	2,294	1,429	3,723	6,485	4,178	10,663	115	132	247
1946	Hommes	4,806	2,081	6,887	2,000	1,856	3,856	4,849	4,465	9,314	81	129	210
	Femmes	1,419	337	1,756	1,210	559	1,769	3,271	1,598	4,869	58	45	103
	Ensemble	6,225	2,418	8,643	3,210	2,415	5,625	8,120	6,063	14,183	139	174	313
1947	Hommes	5,457	2,109	7,566	2,358	2,137	4,495	5,244	4,696	9,940	82	134	216
	Femmes	1,118	246	1,364	1,185	502	1,687	2,780	1,334	4,114	37	42	79
	Ensemble	6,575	2,355	8,930	3,543	2,639	6,182	8,024	6,030	14,054	119	176	295
1948	Hommes	7,506	2,540	10,046	2,940	2,371	5,311	6,387	5,252	11,639	86	153	239
	Femmes	1,296	257	1,553	1,401	552	1,953	3,295	1,428	4,723	52	45	97
	Ensemble	8,802	2,797	11,599	4,341	2,923	7,264	9,682	6,680	16,362	138	198	336
1949	Hommes	7,234	2,559	9,793	2,674	2,421	5,095	6,112	5,026	11,138	111	148	259
	Femmes	1,267	241	1,508	1,250	527	1,777	2,992	1,338	4,330	54	60	114
	Ensemble	8,501	2,800	11,301	3,924	2,948	6,872	9,104	6,364	15,468	165	208	373
1950	Hommes	5,762	2,511	8,273	2,077	2,354	4,431	4,900	4,596	9,496	81	134	215
	Femmes	978	270	1,248	1,023	535	1,558	2,458	1,263	3,716	61	63	124
	Ensemble	6,740	2,781	9,521	3,100	2,889	5,989	7,356	5,856	13,212	142	197	339
1951	Hommes	5,635	2,672	8,307	2,171	2,348	4,519	5,051	4,782	9,833	83	149	232
	Femmes	915	226	1,141	1,045	529	1,574	2,374	1,202	3,576	45	55	100
	Ensemble	6,550	2,898	9,448	3,216	2,877	6,093	7,425	5,984	13,409	128	204	332
1952	Hommes	5,831	2,864	8,695	2,340	2,548	4,888	5,330	5,038	10,368	84	181	265
	Femmes	832	189	1,021	1,099	563	1,662	2,496	1,253	3,749	68	73	141
	Ensemble	6,663	3,053	9,716	3,439	3,111	6,550	7,826	6,291	14,117	152	254	406
1953	Hommes	4,905	2,611	7,516	2,088	2,227	4,315	4,726	4,328	9,054	80	170	250
	Femmes	751	203	954	1,000	494	1,494	2,414	1,106	3,520	50	52	102
	Ensemble	5,656	2,814	8,470	3,088	2,721	5,809	7,140	5,434	12,574	130	222	352
1954	Hommes	4,387	2,378	6,765	1,905	2,233	4,138	4,288	4,243	8,531	77	144	221
	Femmes	675	173	848	898	417	1,315	2,141	1,076	3,217	59	49	108
	Ensemble	5,062	2,551	7,613	2,803	2,650	5,453	6,429	5,319	11,748	136	193	329
1955	Hommes	4,429	2,472	6,901	1,806	2,017	3,823	4,464	4,271	8,735	82	119	201
	Femmes	666	198	864	898	456	1,354	2,295	1,044	3,339	56	39	95
	Ensemble	5,095	2,670	7,765	2,704	2,473	5,177	6,759	5,315	12,074	138	158	296

LA SITUATION DE FAMILLE, LES ANTECEDENTS JUDICIAIRES ET LE SEXE.

ANNÉES DE COMPTE	SEXE	DIVORCES															ETAT CIVIL INCONNU			TOTAL DES INDIVIDUS CONDAMNES		
		AVEC ENFANTS						SANS ENFANTS						AVEC ENFANTS			Pri-maires	Récidi-vistes	Total	Primaires	Récidivistes	Total
		Pri-maires	Récidi-vistes	Total	Pri-maires	Récidi-vistes	Total	Pri-maires	Récidi-vistes	Total	Pri-maires	Récidi-vistes	Total	Pri-maires	Récidi-vistes	Total						
																	Pri-maires	Récidi-vistes	Total	Pri-maires	Récidi-vistes	Total
Chiffres moyens relevés de 1930 à 1939	Hommes	181	300	481	63	230	293	39	136	175	50	6	56	15,298	13,617	28,915						
	Femmes	136	121	257	29	48	77	28	59	87	5	1	6	5,363	2,727	8,090						
	Ensemble	317	421	738	92	278	370	67	195	262	55	7	62	20,661	16,344	37,005						
1945	Hommes	110	138	248	32	97	129	33	59	92	26	3	29	8,222	5,548	13,770						
	Femmes	189	121	310	25	35	60	35	54	89	14	1	15	5,265	2,091	7,356						
	Ensemble	299	259	558	57	132	189	68	113	181	40	4	44	13,487	7,639	21,126						
1946	Hommes	138	190	328	55	169	224	56	134	190	25	5	30	12,010	9,029	21,039						
	Femmes	163	142	305	22	51	73	40	65	105	—	2	2	6,183	2,799	8,982						
	Ensemble	301	332	633	77	220	297	96	199	295	25	7	32	18,193	11,828	30,021						
1947	Hommes	167	204	371	81	198	279	48	130	178	2	8	10	13,439	9,616	23,055						
	Femmes	132	115	247	29	38	67	27	78	105	1	—	1	5,309	2,355	7,664						
	Ensemble	299	319	618	110	236	346	75	208	283	3	8	11	18,748	11,971	30,719						
1948	Hommes	164	252	416	121	253	374	72	153	225	2	9	11	17,278	10,983	28,261						
	Femmes	160	126	286	30	65	95	62	88	150	—	—	—	6,296	2,561	8,857						
	Ensemble	324	378	702	151	318	469	134	241	375	2	9	11	23,574	13,544	37,118						
1949	Hommes	137	209	346	95	291	386	66	194	260	5	3	8	16,434	10,851	27,285						
	Femmes	119	123	242	30	58	88	43	92	135	1	—	1	5,756	2,439	8,195						
	Ensemble	256	332	588	125	349	474	109	286	395	6	3	9	22,190	13,290	35,480						
1950	Hommes	123	218	341	104	282	386	66	194	260	26	6	32	13,139	10,295	23,434						
	Femmes	119	110	229	48	62	110	37	86	123	2	1	3	4,724	2,387	7,111						
	Ensemble	242	328	570	152	344	496	103	280	383	28	7	35	17,863	12,682	30,545						
1951	Hommes	122	202	324	134	332	466	68	169	237	15	5	20	13,279	10,659	23,938						
	Femmes	108	94	202	32	62	94	35	71	106	—	—	—	4,554	2,239	6,793						
	Ensemble	230	296	526	166	394	560	103	240	343	15	5	20	17,833	12,898	30,731						
1952	Hommes	145	205	350	108	335	443	70	184	254	7	3	10	13,915	11,358	25,273						
	Femmes	113	96	209	31	61	92	44	85	129	1	2	3	4,684	2,322	7,006						
	Ensemble	258	301	559	139	396	535	114	269	383	8	5	13	18,599	13,680	32,279						
1953	Hommes	101	182	283	109	302	411	66	166	232	2	—	2	12,077	9,986	22,063						
	Femmes	112	88	200	27	64	91	31	78	109	—	—	—	4,385	2,085	6,470						
	Ensemble	213	270	483	136	366	502	97	244	341	2	—	2	16,462	12,071	28,533						
1954	Hommes	113	162	275	104	334	438	51	177	228	—	—	—	10,925	9,671	20,596						
	Femmes	99	84	183	40	78	118	44	90	134	—	—	—	3,956	1,967	5,923						
	Ensemble	212	246	458	144	412	556	95	267	362	—	—	—	14,881	11,638	26,519						
1955	Hommes	101	133	234	98	351	450	56	201	257	—	3	3	11,037	9,567	20,604						
	Femmes	100	98	198	44	53	97	49	89	138	1	—	1	4,109	1,977	6,086						
	Ensemble	201	231	432	143	404	547	105	290	395	1	3	4	15,146	11,544	26,690						

TABLEAU B. — POURCENTAGES DES CONDAMNES D'APRES L'ETAT CIVIL,

LA SITUATION DE FAMILLE, LES ANTECEDENTS JUDICIAIRES ET LE SEXE.

ANNÉES DE COMPTE	SEXE	ETAT CIVIL												DIVORCES									ETAT CIVIL INCONNU			TOTAL DES INDIVIDUS CONDAMNES		
		CELIBATAIRES			MARIÉS						VEUFS			AVEC ENFANTS			SANS ENFANTS			AVEC ENFANTS			SANS ENFANTS			Primaires	Récidivistes	Total
		Primaires	Récidivistes	Total	SANS ENFANTS			AVEC ENFANTS			Primaires	Récidivistes	Total	Primaires	Récidivistes	Total	Primaires	Récidivistes	Total	Primaires	Récidivistes	Total						
					Primaires	Récidivistes	Total	Primaires	Récidivistes	Total													Primaires	Récidivistes	Total	Primaires	Récidivistes	Total
Pourc. moyens relevés de 1930 à 1939	Hommes	18.42	10.87	29.29	5.98	6.58	12.56	15.70	17.13	32.83	0.23	0.46	0.69	0.49	0.81	1.30	0.17	0.63	0.80	0.11	0.37	0.48	0.13	0.02	0.15	41.23	36.87	78.10
	Femmes	2.81	0.72	3.53	2.82	1.44	4.26	8.20	4.49	12.69	0.14	0.11	0.25	0.37	0.33	0.70	0.08	0.13	0.21	0.07	0.17	0.24	0.02	—	0.02	14.51	7.39	21.90
	Ensemble	21.23	11.59	32.82	8.80	8.02	16.82	23.90	21.62	45.52	0.37	0.57	0.94	0.86	1.14	2.00	0.25	0.76	1.01	0.18	0.54	0.72	0.15	0.02	0.17	55.74	44.26	100.00
1945	Hommes	13.95	5.58	19.53	6.28	5.10	11.38	17.45	13.69	31.14	0.29	0.48	0.77	0.52	0.65	1.17	0.15	0.46	0.61	0.16	0.28	0.44	0.12	0.02	0.14	38.92	26.26	65.18
	Femmes	5.59	1.01	6.60	4.58	1.66	6.24	13.25	6.09	19.34	0.26	0.14	0.40	0.89	0.58	1.47	0.12	0.16	0.28	0.16	0.26	0.42	0.07	—	0.07	24.92	9.90	34.82
	Ensemble	19.54	6.59	26.13	10.86	6.76	17.62	30.70	19.78	50.48	0.55	0.62	1.17	1.41	1.23	2.64	0.27	0.62	0.89	0.32	0.54	0.86	0.19	0.02	0.21	63.84	36.16	100.00
1946	Hommes	16.02	6.94	22.96	6.67	6.19	12.86	16.16	14.88	31.04	0.26	0.42	0.68	0.45	0.63	1.08	0.18	0.56	0.74	0.18	0.44	0.62	0.08	0.01	0.09	40.00	30.07	70.07
	Femmes	4.72	1.11	5.83	4.03	1.87	5.90	10.90	5.36	16.26	0.20	0.15	0.35	0.54	0.47	1.01	0.08	0.16	0.24	0.13	0.21	0.34	—	—	—	20.60	9.33	29.93
	Ensemble	20.74	8.05	28.79	10.70	8.06	18.76	27.06	20.24	47.30	0.46	0.57	1.03	0.99	1.10	2.09	0.26	0.72	0.98	0.31	0.65	0.96	0.08	0.01	0.09	60.60	39.40	100.00
1947	Hommes	17.78	6.86	24.64	7.67	6.95	14.62	17.09	15.32	32.41	0.27	0.43	0.70	0.54	0.66	1.20	0.26	0.64	0.90	0.15	0.42	0.57	—	0.02	0.02	43.76	31.30	75.06
	Femmes	3.63	0.80	4.43	3.87	1.63	5.50	9.07	4.36	13.43	0.12	0.13	0.25	0.42	0.37	0.79	0.09	0.12	0.21	0.08	0.25	0.33	—	—	—	17.28	7.66	24.94
	Ensemble	21.41	7.66	29.07	11.54	8.58	20.12	26.16	19.68	45.84	0.39	0.56	0.95	0.96	1.03	1.99	0.35	0.76	1.11	0.23	0.67	0.90	—	0.02	0.02	61.04	38.96	100.00
1948	Hommes	20.22	6.84	27.06	7.92	6.39	14.31	17.21	14.15	31.36	0.23	0.41	0.64	0.44	0.68	1.12	0.33	0.68	1.01	0.19	0.42	0.61	0.01	0.02	0.03	46.55	29.59	76.14
	Femmes	3.49	0.69	4.18	3.78	1.48	5.26	8.87	3.86	12.73	0.14	0.12	0.26	0.43	0.34	0.77	0.08	0.17	0.25	0.17	0.24	0.41	—	—	—	16.96	6.90	23.86
	Ensemble	23.71	7.53	31.24	11.70	7.87	19.57	26.08	18.01	44.09	0.37	0.53	0.90	0.87	1.02	1.89	0.41	0.85	1.26	0.36	0.66	1.02	0.01	0.02	0.03	63.51	36.49	100.00
1949	Hommes	20.39	7.21	27.60	7.54	6.82	14.36	17.23	14.16	31.39	0.31	0.42	0.73	0.38	0.59	0.97	0.27	0.82	1.09	0.19	0.55	0.74	0.01	0.01	0.02	46.32	30.58	76.90
	Femmes	3.58	0.68	4.26	3.53	1.48	5.01	8.44	3.78	12.22	0.15	0.17	0.32	0.33	0.34	0.67	0.08	0.16	0.24	0.12	0.26	0.38	—	—	—	16.23	8.87	23.10
	Ensemble	23.97	7.89	31.86	11.07	8.30	19.37	25.67	17.94	43.61	0.46	0.59	1.05	0.71	0.93	1.64	0.35	0.98	1.33	0.31	0.81	1.12	0.01	0.01	0.02	62.55	37.45	100.00
1950	Hommes	18.86	8.22	27.08	6.80	7.71	14.51	16.04	15.05	31.09	0.26	0.44	0.70	0.40	0.71	1.11	0.34	0.92	1.26	0.22	0.63	0.85	0.09	0.02	0.11	43.01	33.70	76.71
	Femmes	3.20	0.88	4.08	3.36	1.76	5.12	8.05	4.13	12.18	0.20	0.20	0.40	0.39	0.36	0.75	0.16	0.20	0.36	0.12	0.28	0.40	—	—	—	15.48	7.81	23.29
	Ensemble	22.06	9.10	31.16	10.16	9.47	19.63	24.09	19.18	43.27	0.46	0.64	1.10	0.79	1.07	1.86	0.50	1.12	1.62	0.34	0.91	1.25	0.09	0.02	0.11	58.49	41.51	100.00
1951	Hommes	18.36	8.69	27.05	7.06	7.64	14.70	16.43	15.57	32.00	0.27	0.48	0.75	0.38	0.66	1.05	0.44	1.08	1.52	0.22	0.55	0.77	0.05	0.01	0.06	43.22	34.68	77.90
	Femmes	2.98	0.73	3.71	3.41	1.72	5.13	7.73	3.92	11.65	0.14	0.18	0.32	0.35	0.30	0.65	0.10	0.20	0.30	0.11	0.23	0.34	—	—	—	14.82	7.28	22.10
	Ensemble	21.34	9.42	30.76	10.47	9.36	19.83	24.16	19.49	43.65	0.41	0.66	1.07	0.74	0.96	1.70	0.54	1.28	1.82	0.33	0.78	1.11	0.05	0.01	0.06	58.04	41.96	100.00
1952	Hommes	18.07	8.87	26.94	7.26	7.89	15.15	16.51	15.61	32.12	0.26	0.56	0.82	0.44	0.64	1.08	0.33	1.04	1.37	0.22	0.57	0.79	0.02	0.01	0.03	43.11	35.19	78.30
	Femmes	2.58	0.58	3.16	3.40	1.75	5.15	7.73	3.90	11.63	0.21	0.22	0.43	0.35	0.30	0.65	0.10	0.19	0.29	0.13	0.26	0.39	—	—	—	14.50	7.20	21.70
	Ensemble	20.65	9.45	30.10	10.66	9.64	20.30	24.24	19.51	43.75	0.47	0.78	1.25	0.79	0.94	1.73	0.43	1.23	1.66	0.35	0.83	1.18	0.02	0.01	0.03	57.61	42.39	100.00
1953	Hommes	17.20	9.15	26.35	7.32	7.80	15.12	16.57	15.18	31.75	0.28	0.59	0.87	0.35	0.64	0.99	0.38	1.06	1.44	0.23	0.58	0.81	—	—	—	42.33	35.00	77.32
	Femmes	2.63	0.71	3.34	3.51	1.73	5.24	8.47	3.88	12.35	0.17	0.18	0.35	0.39	0.31	0.70	0.09	0.22	0.31	0.11	0.27	0.38	—	—	—	15.37	7.30	22.68
	Ensemble	19.83	9.86	29.69	10.83	9.53	20.36	25.04	19.06	44.10	0.45	0.77	1.22	0.74	0.95	1.69	0.47	1.28	1.75	0.34	0.85	1.19	—	—	—	57.70	42.30	100.00
1954	Hommes	16.54	8.97	25.51	7.19	8.42	15.61	16.17	16.00	32.17	0.29	0.55	0.84	0.43	0.61	1.04	0.39	1.26	1.65	0.19	0.66	0.85	—	—	—	41.20	36.47	77.67
	Femmes	2.55	0.65	3.20	3.39	1.57	4.96	8.07	4.06	12.13	0.22	0.18	0.40	0.37	0.32	0.69	0.15	0.29	0.44	0.17	0.34	0.51	—	—	—	14.92	7.41	22.33
	Ensemble	19.09	9.62	28.71	10.58	9.99	20.57	24.24	20.06	44.30	0.51	0.73	1.24	0.80	0.93	1.73	0.54	1.55	2.09	0.36	1.00	1.36	—	—	—	56.12	43.88	100.00
1955	Hommes	16.59	9.26	25.85	6.76	7.56	14.32	16.73	16.00	32.73	0.31	0.44	0.75	0.37	0.50	0.87	0.38	1.31	1.69	0.21	0.76	0.97	—	0.01	0.01	41.35	35.84	77.19
	Femmes	2.50	0.74	3.24	3.37	1.71	5.08	8.60	3.91	12.51	0.21	0.15	0.36	0.38	0.37	0.75	0.16	0.20	0.36	0.18	0.33	0.51	—	—	—	15.40	7.41	22.81
	Ensemble	19.09	10.00	29.09	10.13	9.27	19.40	25.33	19.91	45.24	0.52	0.59	1.11	0.75	0.87	1.62	0.54	1.51	2.05	0.39	1.09	1.48	—	0.01	0.01	56.75	43.25	100.00

Il eût été intéressant de pouvoir calculer les taux de criminalité propres à chaque groupe d'état civil et de pouvoir constater, à l'aide de ces taux, les variations que subit, d'année en année, le niveau de la criminalité dans les groupes en question.

La répartition de la population d'après l'état civil n'étant faite qu'à l'occasion des recensements généraux, il n'a pas été possible de constituer les séries de base indispensables ; l'estimation de l'importance numérique des groupes d'état civil n'eût pas permis, d'autre part, d'établir les taux de criminalité avec assez de garanties d'exactitude.

2. — Situation de famille des condamnés.

Subsidièrement à l'examen de la criminalité

Tableau C. — NOMBRE DE CONDAMNÉS (MARIÉS, VEUFs ET DIVORCÉS), D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (1)

ANNEES	Condamnés mariés, veufs et divorcés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	6,602	18,548	25,150
Moyennes relevées de 1930 à 1939	6,919	17,833	24,752
1945	4,159	11,402	15,561
1946	6,235	15,111	21,346
1947	6,823	14,955	21,778
1948	8,069	17,439	25,508
1949	7,719	16,451	24,170
1950	6,824	14,165	20,989
1951	6,985	14,278	21,263
1952	7,491	15,059	22,550
1953	6,663	13,398	20,061
1954	6,338	12,568	18,906
1955	6,020	12,901	18,921

Tableau E. — NOMBRE DE CONDAMNÉS (TOUTES CATEGORIES), D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (2)

ANNEES	Condamnés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	21,406	18,548	39,954
Moyennes relevées de 1930 à 1939	19,172	17,833	37,005
1945	9,724	11,402	21,126
1946	14,910	15,111	30,021
1947	15,764	14,955	30,719
1948	19,679	17,439	37,118
1949	19,029	16,451	35,480
1950	16,380	14,165	30,545
1951	16,453	14,278	30,731
1952	17,220	15,059	32,279
1953	15,135	13,398	28,533
1954	13,951	12,568	26,519
1955	13,789	12,901	26,690

sous l'angle de l'état civil, il peut ne pas être dénué d'intérêt de reproduire ci-dessous la répartition des condamnés d'après leur situation de famille. Celle-ci n'étant pas relevée en ce qui concerne les célibataires et les condamnés dont l'état civil est inconnu, les tableaux C et D ci-dessous ne concernent que les condamnés, mariés, veufs et divorcés.

Les tableaux E et F par contre, groupent toutes les catégories d'état civil, les condamnés célibataires et ceux dont l'état civil est inconnu étant considérés comme n'ayant pas d'enfants.

Pour les données annuelles de 1930 à 1944, on peut consulter la publication consacrée aux années 1944-1945, pages 60 et 61.

Tableau D. — POURCENTAGES DES CONDAMNÉS (MARIÉS, VEUFs ET DIVORCÉS), D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (1)

ANNEES	Condamnés mariés, veufs et divorcés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	26.25	73.75	100
Pourcentages moyens de 1930 à 1939	27.98	72.02	100
1945	26.73	73.27	100
1946	29.20	70.80	
1947	31.33	68.67	
1948	31.63	68.37	
1949	31.94	68.06	
1950	32.51	67.49	
1951	32.85	67.15	
1952	33.22	66.78	
1953	33.21	66.79	
1954	33.52	66.48	
1955	31.82	68.18	

Tableau F. — POURCENTAGES DES CONDAMNÉS (TOUTES CATEGORIES), D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (2)

ANNEES	Condamnés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	53.58	46.42	100
Pourcentages moyens de 1930 à 1939	51.77	48.23	100
1945	46.03	53.97	100
1946	49.67	50.33	
1947	51.32	48.68	
1948	53.02	46.98	
1949	53.63	46.37	
1950	53.63	46.37	
1951	53.53	46.47	
1952	53.35	46.65	
1953	53.04	46.96	
1954	52.61	47.39	
1955	51.66	48.34	

(1) Les condamnés célibataires et ceux dont l'état civil est inconnu ne sont pas pris en considération.
(2) Les condamnés célibataires et ceux dont l'état civil est indéterminé sont considérés comme n'ayant pas d'enfants.

SECTION III. — PROFESSION ET ETAT SOCIAL DES CONDAMNÉS.

La répartition des condamnés d'après leur profession est faite comme suit :

Quatre groupes déterminant chacun un domaine d'activité économique sont pris en considération, notamment : agriculture et forêts, pêche, industrie, commerce.

Trois groupes d'activité dans le domaine social suivent : les professions libérales, les fonctions publiques et le service de la maison, des biens ou des personnes.

Constituent enfin des groupes principaux, les professions non déterminées et les absences de profession.

De sorte que la répartition totale se fait sur neuf groupes principaux.

En ce qui concerne les sous-groupes qui subdivisent les groupes principaux et y cherchent le domaine d'activité précise, il a fallu, au sein des quatre premiers groupes qui sont d'ordre nettement économique, établir l'état social des

intéressés, à savoir s'ils sont patron, employé, ouvrier, aidant ou éventuellement d'état social indéterminable.

A partir du groupe V (professions libérales), la recherche de l'état social ne s'impose plus par sous-groupe. L'état social étant déterminé par la profession elle-même, et les VIII^e et IX^e groupes ne nécessitent aucune subdivision.

C'est selon cette méthode que les hommes condamnés et les femmes condamnées sont successivement examinés dans le relevé n° 3 qui se termine par une récapitulation, énonçant par groupe principal les chiffres pour chacun des deux sexes et celui des deux sexes réunis.

La nomenclature étendue des infractions n'a pas été suivie ; la nomenclature générique restreinte à l'usage de l'établissement de la récidive spéciale a été adoptée.

Il n'a pas été tenu compte non plus de la distinction des condamnés entre primaires et récidivistes.

Relevé n° 3. — CONDAMNES REPARTIS PAR PROFESSION, ETAT SOCIAL ET GROUPE
GENÉRIQUE DE L'INFRACTION COMMISE

A. — HOMMES. — ANNEE 1955.

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

I. — Agriculture — Forêts

Jardinage, culture maraîchère, arboriculture, horticulture, viticulture	Patrons	13	—	16	3	6	17	1	—	3	59
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	6	—	8	2	2	7	—	1	—	26
	Aidants	1	—	3	1	4	—	—	1	—	10
Agriculture, élevage	Patrons	88	22	118	19	25	258	2	15	55	602
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	40	7	120	24	26	93	4	4	11	329
	Aidants	5	2	17	—	7	44	1	—	5	81
Exploitation des forêts, défrichage, etc.	Patrons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	1	—	1	1	—	1	—	—	—	4
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	Patrons	101	22	134	22	31	275	3	15	58	661
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	47	7	129	27	28	101	4	5	11	359
	Aidants	6	2	20	1	11	44	1	1	5	91
		154	31	283	50	70	429	8	21	74	1.111

II. — Pêche

Pêche maritime	Patrons	2	—	1	2	—	—	—	—	—	5
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	25	2	46	16	13	27	1	—	4	134
	Aidants	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Pêche en eau douce, pisciculture, ostréiculture, mytiliculture, etc.	Patrons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	1	—	—	1	—	2	—	—	—	4
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	Patrons	2	—	1	2	—	—	—	—	—	5
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	26	2	46	17	13	29	1	—	4	138
	Aidants	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
		28	2	48	19	13	29	1	—	4	144

PROFESSION	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

III. — Industrie

Industrie des mines	Patrons	1	—	1	2	—	3	—	—	—	7
	Employés	—	—	1	—	—	1	—	—	—	2
	Ouvriers	172	35	719	317	173	917	12	8	56	2.409
	Aidants	1	—	1	—	—	—	—	—	—	2
Industrie des carrières	Patrons	—	—	—	3	—	—	—	—	—	3
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	16	1	32	12	14	36	—	—	8	119
	Aidants	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
Industrie des métaux bruts	Patrons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	3	2	11	4	2	10	—	—	—	32
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie des métaux façonnés	Patrons	—	—	3	2	—	3	—	1	1	10
	Employés	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Ouvriers	85	13	228	134	59	230	5	9	20	783
	Aidants	4	—	4	3	1	2	—	—	—	14
Industrie céramique	Patrons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	1	—	4	2	2	—	—	—	—	9
	Aidants	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Industrie verrière	Patrons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	12	2	27	13	6	35	1	1	2	99
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie chimique	Patrons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	—	—	1	1	—	—	—	—	—	2
	Aidants	—	—	2	1	—	—	—	—	—	3
		—	—	1	2	—	—	—	—	—	4
		—	—	1	—	—	—	—	—	—	1

Relevé n° 3 — A — 1955 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'intégrité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie alimentaire	Patrons	43	9	49	27	17	59	—	2	4	210
	Employés	1	—	—	1	1	1	—	—	—	4
	Ouvriers	36	—	82	43	24	74	2	3	10	274
	Aidants	6	1	29	5	11	15	—	—	3	70
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Industrie textile	Patrons	4	—	6	1	—	3	—	—	—	14
	Employés	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1
	Ouvriers	46	4	94	35	41	123	2	7	12	364
	Aidants	—	1	1	—	—	1	—	—	—	3
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du vêtement	Patrons	8	1	30	24	11	15	1	1	3	94
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	5	—	19	10	6	14	1	1	—	56
	Aidants	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie de la construction	Patrons	32	2	48	22	5	29	—	1	3	142
	Employés	3	—	—	—	—	2	—	—	—	5
	Ouvriers	251	37	542	296	129	588	16	24	51	1.934
	Aidants	12	2	25	9	13	27	—	—	7	95
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du bois et de l'ameublement	Patrons	6	1	8	4	5	15	—	—	4	43
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	48	3	103	63	33	124	6	5	15	400
	Aidants	—	—	5	—	3	5	—	—	—	13
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie des peaux et des cuirs	Patrons	4	2	3	2	1	5	—	—	—	17
	Employés	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Ouvriers	12	—	25	11	10	41	—	1	6	106
	Aidants	1	—	1	—	—	—	—	—	—	2
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du tabac	Patrons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	1	—	2	1	1	1	—	—	1	7
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du papier	Patrons	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	1	—	2	—	—	3	—	—	—	6
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Relevé n° 3 — A — 1955 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'intégrité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie du livre	Patrons	1	—	3	2	1	—	—	—	—	7
	Employés	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2
	Ouvriers	3	—	13	4	5	6	—	1	1	33
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie d'art et de précision	Patrons	14	1	30	18	9	11	—	2	2	87
	Employés	1	—	5	1	4	4	—	—	1	12
	Ouvriers	64	2	145	69	35	97	4	3	8	427
	Aidants	—	—	4	—	—	—	—	—	—	4
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transport des voyageurs, des correspondances et des marchandises	Patrons	14	1	15	5	4	9	—	—	—	48
	Employés	2	—	13	8	2	12	—	—	—	37
	Ouvriers	281	25	640	309	97	513	10	12	50	1.937
	Aidants	2	—	1	—	2	2	—	—	—	7
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	Patrons	127	17	198	115	53	152	1	7	17	687
	Employés	7	1	25	11	3	20	—	—	1	68
	Ouvriers	1.037	124	2.689	1.325	637	2.813	59	75	240	8.999
	Aidants	26	4	74	17	30	53	—	—	10	214
	Indéterm.	1	—	1	—	—	—	—	—	1	3
		1.198	146	2.987	1.468	723	3.038	60	82	269	9.971

IV. — Commerce

Achat, vente et location des produits industriels et agricoles	Patrons	192	18	371	136	76	308	2	16	26	1.145
	Employés	9	—	51	26	7	13	—	1	1	108
	Ouvriers	11	3	47	18	10	24	—	—	5	118
	Aidants	5	—	3	3	1	7	—	1	1	24
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banques, assurances, intermédiaires commerciaux, industrie hôtelière	Patrons	65	3	131	57	27	86	2	2	2	375
	Employés	122	11	403	166	68	122	1	6	10	909
	Ouvriers	13	—	18	8	8	15	—	—	6	68
	Aidants	5	—	1	2	3	1	—	—	—	12
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	Patrons	257	21	502	193	103	394	4	18	28	1.520
	Employés	131	11	454	192	75	135	1	7	11	1.017
	Ouvriers	24	3	65	26	18	39	—	—	11	186
	Aidants	10	—	7	5	4	8	—	—	1	36
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		422	35	1.028	416	200	576	5	26	51	2.759

Relevé n° 3 — B — 1955 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'intégrité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie du livre	Patronnes	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	—	—	2	1	—	4	—	—	—	7
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie d'art et de précision	Patronnes	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2
	Employées	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
	Ouvrières	2	—	5	2	1	—	—	—	—	10
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transport des voyageurs, des correspondances et des marchandises	Patronnes	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2
	Employées	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
	Ouvrières	4	1	12	2	1	6	—	—	—	26
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	Patronnes	—	—	30	31	11	9	—	—	—	81
	Employées	1	—	—	1	1	—	—	—	—	3
	Ouvrières	21	3	101	107	32	77	—	8	2	351
	Aidantes	—	—	—	1	—	1	—	—	—	2
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		22	3	131	140	44	87	—	8	2	437

IV. — Commerce

Achat, vente et location des produits industriels et agricoles	Patronnes	23	1	64	39	35	45	3	4	1	215
	Employées	—	—	4	4	4	—	—	—	—	12
	Ouvrières	4	—	18	4	7	6	—	—	—	39
	Aidantes	—	—	3	—	1	—	—	—	—	5
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banques, assurances, intermédiaires commerciaux, industrie hôtelière	Patronnes	26	2	63	59	42	52	—	3	6	253
	Employées	3	1	40	38	4	8	—	—	—	94
	Ouvrières	17	—	56	44	42	29	1	—	3	192
	Aidantes	—	—	1	—	1	4	—	—	—	6
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	Patronnes	49	3	127	98	77	97	3	7	7	469
	Employées	3	1	44	42	8	8	—	—	—	105
	Ouvrières	21	—	74	48	49	35	1	—	3	231
	Aidantes	—	—	4	—	2	5	—	—	—	11
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		73	4	249	188	136	145	4	7	10	816

Relevé n° 3 — B — 1955 (suite)

PROFESSIONS	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'intégrité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1 - 2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

V. — Professions libérales

Professions relatives à l'exercice de l'art de guérir	2	—	5	9	2	3	—	—	—	21
Professions relatives aux sciences, aux lettres et aux arts	1	—	1	2	1	—	—	—	—	5
Cultes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organismes scientifiques, littéraires ou autres indépendants de l'Etat, des provinces et des communes	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Professions libérales diverses	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Total	3	—	7	12	3	3	—	—	—	28

VI. — Fonctions et emplois dépendant de l'Etat et des administrations publiques

Entreprises des administrations publiques : eau, gaz, voirie, inhumations, terrains, parcs, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Institutions d'assistance communales	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pouvoir judiciaire	1	—	3	3	—	3	—	1	—	11
Personnel enseignant	—	—	1	2	1	1	—	—	—	5
Armée	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fonctionnaires et employés d'ordre administratif	4	—	20	17	1	6	—	—	—	48
Total	5	—	24	22	2	10	—	1	—	64

VII. — Service de la maison, des biens et des personnes

Garde et gestion de propriétés	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Service domestique et des personnes	6	—	99	59	39	30	1	1	5	240
Soins personnels	—	—	14	18	4	3	—	—	—	39
Total	6	—	114	77	43	33	1	1	5	280

VIII. — Personnes exerçant des professions insuffisamment déterminées

.....	39	—	238	316	55	145	1	14	9	817
-------	----	---	-----	-----	----	-----	---	----	---	-----

IX. — Personnes ne vivant pas de l'exercice d'une profession déterminée

.....	223	21	1.007	954	224	1.007	7	95	50	3.588
Total général des femmes condamnées .	379	28	1.795	1.710	508	1.443	14	130	79	6.086

C. — Récapitulation, par groupes professionnels principaux, des relevés n°3 A et B. — ANNEE 1955.

Relevé n° 3 — 1955 (suite)

PROFESSIONS	SEXE	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vois, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtrés ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I. Agriculture et forêts	Hommes	154	31	283	50	70	420	8	21	74	1.111
	Femmes	6	—	25	—	1	13	1	4	3	53
	Ensemble	160	31	308	50	71	433	9	25	77	1.164
II. Pêche	Hommes	28	2	48	19	13	29	1	—	4	144
	Femmes	2	—	—	1	—	—	—	—	—	3
	Ensemble	30	2	48	20	13	29	1	—	4	147
III. Industrie	Hommes	1.198	146	2.987	1.468	723	3.038	60	82	269	9.971
	Femmes	22	3	131	140	44	87	—	8	2	437
	Ensemble	1.220	149	3.118	1.608	767	3.125	60	90	271	10.408
IV. Commerce	Hommes	422	35	1.028	416	200	576	5	26	51	2.759
	Femmes	73	4	249	188	136	145	4	7	10	816
	Ensemble	495	39	1.277	604	336	721	9	33	61	3.575
V. Professions libérales	Hommes	35	—	84	46	22	29	—	2	1	219
	Femmes	3	—	7	12	3	3	—	—	—	28
	Ensemble	38	—	91	58	25	32	—	2	1	247
VI. Fonctions publiques	Hommes	70	9	173	102	78	129	—	5	6	572
	Femmes	5	—	24	22	2	10	—	1	—	64
	Ensemble	75	9	197	124	80	139	—	6	6	636
VII. Service de la maison, des biens et des personnes	Hommes	13	6	52	30	28	33	—	2	1	165
	Femmes	6	—	114	77	43	33	1	1	5	280
	Ensemble	19	6	166	107	71	66	1	3	6	445
VIII. Professions non délimitées	Hommes	542	70	1.437	691	386	1.305	22	39	120	4.612
	Femmes	39	—	238	316	55	145	1	14	9	817
	Ensemble	581	70	1.675	1.007	441	1.450	23	53	129	5.429
IX. Sans profession	Hommes	118	29	326	94	156	279	2	12	35	1.051
	Femmes	223	21	1.007	954	224	1.007	7	95	50	3.588
	Ensemble	341	50	1.333	1.048	380	1.286	9	107	85	4.639
Total hommes		2.580	328	6.418	2.916	1.676	5.838	98	189	561	20.604
Total femmes		379	28	1.795	1.710	508	1.443	14	136	79	6.666
Total général		2.959	356	8.213	4.626	2.184	7.281	112	319	640	24.690

APERÇUS RETROSPECTIFS

1. — Profession des condamnés.

Les deux tableaux qui suivent constituent le complément du relevé n° 3 et spécialement de sa récapitulation (3. C.).

Le tableau A est consacré à la répartition des condamnés par groupe professionnel principal.

Le tableau B fournit les pourcentages annuels des condamnés appartenant à chacun de ces groupes.

Dans les deux tableaux, la distinction par sexe a été maintenue, comme pouvant être d'intérêt particulier dans des aperçus de l'espèce.

Il n'a pas été possible d'établir les taux de criminalité pour chacun des groupes professionnels considérés, l'importance numérique de ces groupes n'étant pas connue.

2. — Etat social des condamnés.

On a essayé de donner ci-dessous un aperçu de la répartition annuelle des condamnés d'après leur état social.

Ceux qui appartiennent aux groupes professionnels I et IV n'offrent à cet égard aucune difficulté, puisque leur état social est indiqué dans le relevé n° 3.

Il est plus difficile cependant de classer les condamnés appartenant aux autres groupes professionnels d'après des critères identiques.

Aussi a-t-on utilisé, pour les tableaux C et D ci-après, une nomenclature établie comme

suit :

1) Les condamnés patrons appartenant aux groupes professionnels I à IV forment une première catégorie.

2) Viennent ensuite les personnes exerçant une profession libérale et qui, à maint point de vue, se différencient socialement des patrons repris dans la rubrique précédente.

3) Comme troisième catégorie, on a relevé les employés appartenant aux groupes professionnels I à IV, les agents des services publics (groupe VI), ainsi que certains condamnés appartenant au groupe VII (à savoir les gérants

Tableau C. — NOMBRE DE CONDAMNES PAR ETAT SOCIAL.

ANNEES	SEXE	Patrons	Personnes exerçant une profession libérale	Employés	Ouvriers	Aidants	Sans profession (Rentiers, ménagères, personnes à charge ou vivant de la charité publique ou privée)	Condition sociale indéterminée	TOTAL
1947	Hommes	3,628	206	1,724	11,358	512	885	4,742	23,055
	Femmes	534	62	331	1,384	42	4,125	1,186	7,664
	Ensemble	4,162	268	2,055	12,742	554	5,010	5,298	30,719
1948	Hommes	4,191	248	1,981	14,158	413	1,080	6,181	28,261
	Femmes	584	43	281	1,587	28	5,102	1,232	8,857
	Ensemble	4,775	291	2,262	15,745	441	6,191	7,413	37,118
1949	Hommes	3,818	310	1,976	13,890	334	1,264	5,684	27,285
	Femmes	542	48	334	1,491	15	4,715	1,050	8,195
	Ensemble	4,360	358	2,310	15,380	349	5,979	6,734	35,480
1950	Hommes	3,040	247	1,874	12,095	282	1,106	4,790	23,434
	Femmes	496	53	262	1,223	15	4,144	918	7,111
	Ensemble	3,536	300	2,136	13,318	297	5,250	5,708	30,545
1951	Hommes	2,746	263	1,913	12,550	404	1,180	4,882	23,938
	Femmes	476	48	280	1,149	16	3,950	874	6,793
	Ensemble	3,222	311	2,193	13,699	420	5,130	5,756	30,731
1952	Hommes	3,131	273	1,788	13,294	395	1,275	5,117	25,273
	Femmes	533	49	257	1,126	22	4,101	918	7,006
	Ensemble	3,664	322	2,045	14,420	417	5,376	6,035	32,279
1953	Hommes	2,759	262	1,810	11,562	260	1,048	4,362	22,063
	Femmes	530	49	247	1,057	21	3,793	773	6,470
	Ensemble	3,289	311	2,057	12,619	281	4,841	5,135	28,533
1954	Hommes	2,644	222	1,719	10,509	266	1,036	4,200	20,596
	Femmes	530	35	232	954	21	3,409	742	5,923
	Ensemble	3,174	257	1,951	11,463	287	4,445	4,942	26,519
1955	Hommes	2,873	219	1,718	9,786	342	1,051	4,615	20,604
	Femmes	589	28	212	832	20	3,588	817	6,086
	Ensemble	3,462	247	1,930	10,618	362	4,639	5,432	26,690

et gardiens de propriété et les personnes chargées de soins personnels).

4) Une quatrième catégorie groupe les ouvriers des groupes professionnels I à IV et certains condamnés du groupe VII, à savoir ceux qui sont affectés au service domestique et des personnes.

5) Les aidants des groupes I à IV forment une catégorie distincte.

6) Les personnes appartenant au groupe IX (ne vivant pas de l'exercice d'une profession : rentiers, ménagères, personnes à charge ou vivant de la charité publique ou privée) consti-

tuent un groupe social qu'il n'a pas été possible de scinder, mais dans lequel la distinction par sexe permet néanmoins d'isoler les femmes, dont la masse est constituée par les ménagères.

7) Enfin une dernière catégorie comprend les condamnés des groupes professionnels I à IV dont la situation sociale au sein de leur groupe professionnel ne peut être établie, et ceux du groupe VIII dont l'activité professionnelle ne rentre sous aucune rubrique ou est inavouable : bricoleurs, trafiquants, aventuriers, souteneurs, etc.

Tableau D. — POURCENTAGE DES CONDAMNES PAR ETAT SOCIAL.

ANNEES	SEXE	Patrons	Personnes exerçant une profession libérale	Employés	Ouvriers	Aidants	Sans profession (Rentiers, ménagères, personnes à charge ou vivant de la charité publique ou privée)	Condition sociale indéterminée	TOTAL
1947	Hommes	11.81	0.67	5.61	36.98	1.67	2.88	15.43	75.05
	Femmes	1.74	0.20	1.07	4.51	0.13	13.43	3.87	24.95
	Ensemble	13.55	0.87	6.68	41.49	1.80	16.31	19.30	100.00
1948	Hommes	11.29	0.67	5.34	38.15	1.11	2.93	16.65	76.14
	Femmes	1.57	0.11	0.75	4.28	0.07	13.76	3.32	23.86
	Ensemble	12.86	0.78	6.09	42.43	1.18	16.69	19.97	100.00
1949	Hommes	10.76	0.87	5.57	39.17	0.94	3.56	16.03	76.90
	Femmes	1.53	0.13	0.94	4.20	0.04	13.30	2.96	23.10
	Ensemble	12.29	1.00	6.51	43.37	0.98	16.86	18.99	100.00
1950	Hommes	9.95	0.81	6.13	39.59	0.92	3.62	15.68	76.70
	Femmes	1.63	0.17	0.87	4.01	0.05	13.57	3.00	23.30
	Ensemble	11.58	0.98	7.00	43.60	0.97	17.19	18.68	100.00
1951	Hommes	8.94	0.86	6.22	40.84	1.31	3.84	15.89	77.90
	Femmes	1.54	0.15	0.91	3.74	0.05	12.86	2.85	22.10
	Ensemble	10.48	1.01	7.13	44.58	1.36	16.70	18.74	100.00
1952	Hommes	9.71	0.84	5.53	41.18	1.22	3.95	15.87	78.30
	Femmes	1.65	0.15	0.80	3.49	0.07	12.70	2.84	21.70
	Ensemble	11.36	0.99	6.33	44.67	1.29	16.65	18.71	100.00
1953	Hommes	9.67	0.92	6.34	40.52	0.91	3.67	15.29	77.32
	Femmes	1.86	0.17	0.87	3.70	0.07	13.30	2.71	22.68
	Ensemble	11.53	1.09	7.21	44.22	0.98	16.97	18.00	100.00
1954	Hommes	9.97	0.84	6.48	39.63	1.00	3.91	15.84	77.67
	Femmes	2.00	0.13	0.88	3.59	0.08	12.85	2.80	22.33
	Ensemble	11.97	0.97	7.36	43.22	1.08	16.76	18.64	100.00
1955	Hommes	10.76	0.82	6.44	36.67	1.28	3.94	17.29	77.20
	Femmes	2.21	0.10	0.79	3.12	0.08	13.44	3.06	22.80
	Ensemble	12.97	0.92	7.23	39.79	1.36	17.38	20.35	100.00

Relevé n° 4. — AGE DES CONDAMNÉS, EN SEPT CATEGORIES, PAR SEXE ET PAR NATURE D'INFRACTIONS — ANNEE 1955.

SECTION IV. — AGE DES CONDAMNÉS

L'âge des condamnés est présenté sous deux formes différentes.

Le relevé n° 4 se contente d'une échelle restreinte des âges, ceux-ci étant considérés de dix en dix ans, avec comme premier groupe, les condamnés de moins de 21 ans et comme dernier groupe ceux de 60 ans et plus.

Il tient compte de la nature de l'infraction et du sexe.

L'âge des condamnés des deux sexes réunis étant énoncé, ce relevé permet un examen rapide mais sommaire de la question.

Le relevé n° 5 est destiné à un examen plus approfondi de la matière. Fractionné en trois parties, A, B et C, une pour chacun des deux sexes et une pour les deux sexes réunis, il fait la distinction entre primaires et récidivistes tout en tenant compte de la nature de l'infraction.

Les âges y sont en principe distancés de cinq en cinq ans, allant des condamnés de 16 ans à ceux de plus de 70 ans.

Chacun des relevés n° 4 et 5 prévoit une catégorie supplémentaire pour âge inconnu, de sorte que le premier porte sur sept catégories et le second sur treize.

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclat.	CONDAMNÉS AGES AU MOMENT DE L'INFRACTION														TOTAL		
		de moins de 21 ans		de 21 ans à moins de 30 ans		de 30 ans à moins de 40 ans		de 40 ans à moins de 50 ans		de 50 ans à moins de 60 ans		de 60 ans et plus		Age inconnu		H	F	E*
		H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques . . .	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	3	9	—	4	—	6	1	4	1	1	—	—	—	24	5	29
Faux en écritures	3	35	16	179	68	236	57	189	47	99	21	24	5	—	—	762	214	976
Faux témoignage ou serment	4	1	1	8	6	10	7	13	4	9	7	4	3	—	—	45	28	73
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	33	5	44	7	29	8	11	3	8	1	2	2	—	—	127	26	153
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes . . .	6	3	1	7	—	14	—	7	—	4	—	3	1	—	—	38	2	40
Infraction contre l'ordre public par des particuliers :																		
peines correctionnelles	7	134	16	629	71	531	66	447	74	233	35	69	8	—	—	2.043	270	2.313
peines de police	8	32	2	111	18	97	22	71	19	48	14	13	5	—	—	372	80	452
Infractions contre la séc. publ.	9	19	—	89	8	68	6	82	6	47	5	23	3	—	—	328	28	356
Avortement	10	3	15	13	68	9	33	8	30	8	26	1	5	—	—	42	177	219
Exposition ou délaisement d'enfants	11	—	4	52	27	44	16	23	4	6	1	2	—	—	—	127	52	179
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	2	—	5	6	5	4	2	5	2	2	—	—	—	—	16	17	33
Attentats à la pudeur et viols :																		
peines criminelles	14	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
peines correctionnelles	15	104	5	210	6	141	6	110	2	78	—	51	—	—	—	694	19	713
Corrupt. de la jeunesse et prost.	16	2	8	23	85	35	83	37	64	19	40	12	10	—	—	128	290	418
Outrages publics aux bonnes mœurs :																		
peines correctionnelles	17	122	81	242	52	182	34	147	19	111	9	41	2	—	—	845	197	1.042
peines de police	18	—	1	1	—	1	—	2	—	2	—	1	1	—	—	7	2	9
Adultère et bigamie	19	32	63	602	538	816	485	814	299	248	66	47	5	—	—	2.359	1.456	3.815
Abandon de famille	20	3	—	55	1	134	2	112	3	63	2	5	—	—	—	372	8	380
Meurtre :																		
peines criminelles	21	1	—	3	1	3	2	5	1	1	—	1	—	—	—	14	4	18
peines correctionnelles	22	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Lésions corporel. volontaires :																		
peines criminelles	23	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
peines correctionnelles	24	281	28	1.136	121	848	143	701	121	389	85	88	19	—	—	3.443	517	3.960
peines de police	25	190	52	783	271	648	254	435	192	245	109	78	41	—	—	2.379	919	3.298
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	8	3	37	3	23	5	24	2	3	1	3	—	—	—	98	14	112
Calomnies et injures :																		
peines correctionnelles	28	3	1	22	20	30	17	46	16	32	24	16	3	—	—	149	81	230
peines de police	29	—	5	8	11	11	12	7	10	10	10	4	1	—	—	40	49	89
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret profession.	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et autres communications . . .	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages :																		
peines criminelles	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correctionnelles	35	525	132	1.227	251	723	183	519	157	292	143	77	37	—	—	3.363	903	4.266
peines de police	36	28	7	37	11	29	13	28	17	21	16	14	6	—	—	155	70	225
Banqueroute	37	1	—	4	2	31	5	25	4	9	2	6	2	—	—	76	15	91
Abus de confiance, escroquerie, tromperie :																		
peines correctionnelles	38	44	25	474	105	514	108	370	94	206	57	59	11	—	—	1.667	400	2.067
peines de police	39	—	—	4	1	3	1	3	1	1	—	1	—	—	—	12	3	15
Recel	40	20	9	61	27	76	41	75	47	66	22	15	11	—	—	313	157	470
Incendie :																		
peines criminelles	41	—	—	—	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3
peines correctionnelles	42	—	—	1	—	4	—	2	1	2	—	—	—	—	—	9	1	10
Destructions et dommages :																		
peines criminelles	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correctionnelles	44	41	2	102	6	55	9	72	12	38	9	15	2	—	—	323	40	363
peines de police	45	33	3	57	7	54	11	32	11	30	6	20	—	—	—	226	38	264
Totaux		1.766	488	6.236	1.786	5.412	1.634	4.225	1.267	2.335	714	694	184	—	—	20.664	6.686	26.696

* H = Hommes ; F = Femmes ; E = Ensemble.

Relevé n° 5. — AGE DES CONDAMNÉS, EN TREIZE CATEGORIES, PAR

A. — HOMMES

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	AGE QUE LES CONDAMNÉS AVAIENT									
		De 16 ans à moins de 18 ans		De 18 ans à moins de 21 ans		De 21 ans à moins de 25 ans		De 25 ans à moins de 30 ans		De 30 ans à moins de 35 ans	
		Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1										
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc	2					1	1	7		1	
Faux en écriture	3	4	1	25	5	43	18	77	41	86	56
Faux témoignage ou serment	4	1				5		2	1	5	4
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	9		24		12	5	16	11	8	10
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6			3		3		4		7	
Infractions contre l'ordre public { peines correctionnelles	7	23		87	24	204	86	165	174	155	196
par des particuliers { de police	8	9		23		42	8	45	16	48	12
Infractions contre la sécurité publique	9	2		13	4	20	16	25	28	25	25
Avortement	10	1		2		2		7	4	3	1
Exposition ou délaisement d'enfants	11					9	6	16	21	11	20
Destruction ou supposition d'état	12										
Enlèvement de mineurs	13			2		3		2		3	
Attentats à la pudeur et viols { peines criminelles	14										1
{ correctionnelles	15	36	1	63	4	89	25	52	44	63	29
Corruption de la jeunesse et prostitution	16			2		10		9	4	11	8
Outrages publics aux mœurs { peines correctionnelles	17	44		70	8	102	22	81	37	74	36
{ de police	18					1					1
Adultère et bigamie	19	2		25	5	153	50	249	150	289	232
Abandon de famille	20			1	2	6	6	25	18	26	50
Meurtre { peines criminelles	21			1				2	1	2	1
{ correctionnelles	22										
Lésions corporelles volontaires { peines criminelles	23							1		1	
{ correctionnelles	24	69	3	164	45	367	182	296	291	273	272
{ de police	25	56	3	109	22	285	87	253	158	253	162
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	4		1	3	10	8	10	9	6	10
Calomnies et injures { peines correctionnelles	28	1		1	1	4	1	8	9	10	6
{ de police	29					1	1	6		3	2
Violation de sépulture	30										
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31										
Violation du secret professionnel	32										
Violation du secret des lettres et autres communications	33										
Vols et maraudages { peines criminelles	34										
{ correctionnelles	35	154	3	292	76	412	239	269	307	204	286
{ de police	36	11		15	2	8	3	18	8	11	10
Banqueroute	37			1				2	2	9	6
Abus de confiance, escroquerie, tromperie { peines correctionnelles	38	9		25	10	111	63	148	152	137	170
{ de police	39					1		2	1	2	1
Recel	40	6	1	11	2	19	8	22	12	19	31
Incendie { peines criminelles	41										1
{ correctionnelles	42							1		2	
Destructions et dommages { peines criminelles	43										
{ correctionnelles	44	10		27	4	39	25	21	17	17	18
{ de police	45	18		14	1	29	4	18	6	21	15
Totaux		469	12	1.001	218	1.991	864	1.850	1.522	1.785	1672

PRIMAIRE ET RECIDIVISTES ET PAR NATURE D'INFRACTIONS

ANNEE 1955.

AU MOMENT OU ILS COMMIRENT LEUR INFRACTION																		TOTAL	Prim. et récidiv. réunis 31	Numéros de la nomenclature
De 35 ans à moins de 40 ans	De 40 ans à moins de 45 ans	De 45 ans à moins de 50 ans	De 50 ans à moins de 55 ans	De 55 ans à moins de 60 ans	De 60 ans à moins de 70 ans	70 ans et plus		Age inconnu		29	30	31	2bis							
Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes					Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28					
						1										1		1		
2	1	5		1		1	1	2				1				21	3	24		
55	39	64	56	32	37	39	25	18	17	10	4	5	5			458	304	762		
	1	4	4	3	2	3	4	1	1	2	1		1			26	19	45		
4	7	7		1	3	1	2	1	4		1					83	44	127		
7		2	2	3		4				1		2				36	2	38		
70	110	94	140	78	135	49	92	28	64	19	29	7	14			979	1.064	2.043		
28	9	27	13	17	14	16	15	10	7	6	4	1	2			272	100	372		
7	11	19	29	13	21	11	16	8	12	4	11	2	6			149	179	328		
4	1	3		4	1	2	2	2	2				1			30	12	42		
4	9	3	12	2	6	2	2	1	1		2					48	79	127		
1	1			1	1	1	1									13	3	16		
	1																2	2	14	
29	20	28	32	19	31	21	28	15	14	11	7	15	18			441	253	694		
7	9	15	9	8	5	6	4	3	6	2	5	1	4			74	54	128		
41	31	37	46	28	36	27	40	12	32	10	13	6	12			532	313	845		
			1	1		2					1					4	3	7		
167	128	160	168	148	138	90	68	47	43	15	23	2	7			1.347	1.012	2.359		
13	45	22	40	14	36	11	23	10	19	2	3					130	242	372		
		1	1	2	1	1					1					9	5	14		
																			22	
																2		2	23	
122	181	162	219	118	202	77	186	37	89	18	31	12	27			1.715	1.728	3.443		
126	107	121	110	93	111	64	89	44	48	24	19	12	23			1.440	939	2.379		
4	3	5	8	4	7		2		1	1		1	1			46	52	98		
5	9	14	15	7	10	11	12	2	7	4	5	1	6			68	81	149		
3	3	5		2		3	2	2	3		2	1	1			26	14	40		
																			30	
																			31	
																			32	
																			33	
																			34	
84	149	110	190	67	152	43	138	32	79	14	31	10	22			1.691	1.672	3.363		
6	2	8	10	2	6	8	4	5	4		4	2	8			94	61	155		
9	7	6	5	10	4	1	2	4	2	3	1	1	1			46	30	76		
86	121	82	126	66	96	43	99	25	39	18	18	7	16			757	910	1.667		
1		1		1		1							1			9	3	12		
16	10	23	16	16	20	12	27	11	16	1	7	5	2			161	152	313		
		1	1													1	2	3		
1	1	1		1		2										8	1	9		
																			42	
8	12	12	22	13	25	6	15	7	10	3	4	3	5			166	157	323		
13	5	10	8	8	6	6	10	5	9	8	2	4	6			154	72	226		
923	1.033	1.052	1.283	783	1.106	565	909	332	529	176	229	101	190			11.037	9.567	20.604		

Aperçus rétrospectifs.

Age des condamnés.

Dans le choix des groupes d'âge pris en considération dans cet aperçu, on s'est arrêté en principe aux catégories servant à l'élaboration du relevé n° 4, mais en subdivisant les groupes extrêmes, de façon à isoler les condamnés de moins de 18 et ceux de 70 ans et plus.

Cette façon de procéder poursuit un double but : d'une part l'intérêt des données statistiques relatives à la criminalité des jeunes justifie un relevé séparé des moins de 18 ans ; d'autre part, on s'est efforcé de considérer les âges de dix en dix ans, et il est apparu logique de maintenir cette division en ce qui concerne les vieillards de 60 ans et plus.

Dans les tableaux A et B ci-dessous, on a donc fait une catégorie spéciale des condamnés de 70 ans et plus ; les condamnés dont l'âge est inconnu ont également été relevés séparément : ces deux groupes sont résiduels en raison de la modicité de leur importance numérique. Aussi ne se prêtent-ils pas au calcul des taux de criminalité et des indices de ces taux (tableaux C et D), la loi des grands nombres ne pouvant, en l'occurrence, trouver son application.

Dans tous les tableaux la distinction par sexe a été maintenue, les influences qui détermi-

nent la criminalité étant vraisemblablement différentes dans les deux cas.

Les tableaux A et B se rapportent, le premier aux nombres absolus, le second aux pourcentages annuels des condamnés de chaque groupe d'âge, répartis par sexe.

Le tableau C se rapporte aux différents taux de criminalité, annuellement constatés dans les groupes de 16 à moins de 70 ans. Il indique le nombre de condamnés par 100.000 individus appartenant à chaque groupe d'âge considéré.

On trouvera toutes les indications relatives à la population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle dans l'introduction.

Le tableau D est consacré à l'établissement d'un indice du taux de criminalité, pour chaque groupe d'âge de 16 à moins de 70 ans ; il établit, sur la base réduite à 100 des taux moyens relevés de 1930 à 1939, les indices atteints par ces derniers depuis 1945.

Il est à noter que si les taux et indices par groupe d'âge des tableaux C et D ne sont pas établis pour les individus de 70 ans et plus et pour ceux dont l'âge est inconnu, les données reprises dans la dernière colonne de ces tableaux sont établies sur la base de l'ensemble de la population de 16 ans et plus et tiennent compte de tous les condamnés, y compris ceux de 70 ans et plus et ceux dont l'âge est inconnu.

A. — NOMBRE DE CONDAMNÉS PAR GROUPE D'ÂGE.

AN-NEES	SEXE	De 16 ans à de 18 ans	De 18 ans à de 21 ans	De 21 ans à de 30 ans	De 30 ans à de 40 ans	De 40 ans à de 50 ans	De 50 ans à de 60 ans	De 60 ans à de 70 ans	De 70 ans et plus	Age Inconnu	TOTAL
Chiffres moyens relevés de 1930 à 1939 (1)	Hommes	661	1,799	9,332	8,768	4,906	2,461	817	166	5	28,915
	Femmes	193	429	2,231	2,568	1,593	768	252	55	1	8,090
	Ensemble ..	854	2,228	11,563	11,336	6,499	3,229	1,069	221	6	37,005
1945	Hommes	503	1,065	3,000	4,077	2,959	1,402	384	376	4	13,770
	Femmes	218	573	1,758	2,055	1,590	773	189	200	—	7,356
	Ensemble ..	721	1,638	4,758	6,132	4,549	2,175	573	576	4	21,126
1946	Hommes	670	1,634	5,102	6,116	4,694	1,856	504	454	9	21,039
	Femmes	237	681	2,421	2,542	1,882	843	207	169	—	8,982
	Ensemble ..	907	2,315	7,523	8,658	6,576	2,699	711	623	9	30,021
1947	Hommes	640	1,669	5,997	6,616	5,069	2,138	486	434	6	23,055
	Femmes	163	471	2,111	2,179	1,628	795	170	144	3	7,664
	Ensemble ..	803	2,140	8,108	8,795	6,697	2,933	656	578	9	30,719
1948	Hommes	976	2,018	7,950	7,887	5,905	2,408	609	508	—	28,261
	Femmes	269	604	2,465	2,459	1,901	830	177	152	—	8,857
	Ensemble ..	1,245	2,622	10,415	10,346	7,806	3,238	786	660	—	37,118
1949	Hommes	869	2,158	8,119	6,939	5,627	2,478	550	545	—	27,285
	Femmes	255	535	2,352	2,080	1,762	855	173	183	—	8,195
	Ensemble ..	1,124	2,693	10,471	9,019	7,389	3,333	723	728	—	35,480
1950	Hommes	519	1,877	7,247	5,725	4,922	2,217	524	403	—	23,434
	Femmes	169	473	2,051	1,786	1,583	769	170	130	—	7,111
	Ensemble ..	688	2,350	9,298	7,511	6,485	2,986	694	533	—	30,545
1951	Hommes	644	2,074	7,128	5,883	4,890	2,382	718	219	—	23,937
	Femmes	154	507	1,953	1,713	1,426	739	240	61	—	6,793
	Ensemble ..	798	2,581	9,081	7,596	6,316	3,121	958	280	—	30,731
1952	Hommes	603	1,952	7,086	6,265	5,181	2,425	326	245	—	25,273
	Femmes	137	447	2,079	1,820	1,464	741	254	64	—	7,006
	Ensemble ..	740	2,399	9,165	8,085	6,645	3,166	1,080	309	—	32,279
1953	Hommes	528	1,420	6,792	5,735	4,472	2,249	590	277	—	22,063
	Femmes	124	418	1,991	1,717	1,256	716	183	65	—	6,470
	Ensemble ..	652	1,838	8,783	7,452	5,728	2,965	773	342	—	28,533
1954	Hommes	325	1,284	6,612	5,239	4,203	2,168	517	248	—	20,596
	Femmes	90	345	1,790	1,614	1,221	664	141	58	—	5,923
	Ensemble ..	415	1,629	8,402	6,853	5,424	2,832	658	306	—	26,519
1955	Hommes	481	1,219	6,236	5,413	4,224	2,335	405	291	—	20,604
	Femmes	111	377	1,799	1,634	1,267	714	114	70	—	6,086
	Ensemble ..	592	1,596	8,035	7,047	5,491	3,049	519	361	—	26,690

(1) Pour les données détaillées par année de compte, consulter la publication relative aux années 1944-45, page 103.

B. — POURCENTAGE DES CONDAMNÉS PAR GROUPE D'ÂGE.

AN-NEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans à — de 70 ans	De 70 ans et plus	Age Inconnu	TOTAL
Chiffres moyens relevés de 1930 à 1939 (1)	Hommes	1.80	4.79	25.06	23.76	13.32	6.68	2.22	0.46	0.02	78.11
	Femmes	0.52	1.15	6.02	6.93	4.32	2.09	0.68	0.15	—	21.89
	Ensemble ..	2.32	5.94	31.08	30.72	17.64	8.77	2.90	0.61	0.02	100.00
1945	Hommes	2.38	5.04	14.20	19.30	14.00	6.64	1.82	1.78	0.02	65.18
	Femmes	1.03	2.71	8.32	9.73	7.53	3.66	0.89	0.95	—	34.82
	Ensemble ..	3.41	7.75	22.52	29.03	21.53	10.30	2.71	2.73	0.02	100.00
1946	Hommes	2.23	5.44	16.99	20.38	15.65	6.18	1.68	1.51	0.03	70.09
	Femmes	0.79	2.27	8.06	8.47	6.25	2.81	0.69	0.56	—	29.91
	Ensemble ..	3.02	7.71	25.05	28.85	21.91	8.99	2.37	2.07	0.03	100.00
1947	Hommes	2.08	5.43	19.52	21.55	16.50	6.96	1.58	1.41	0.02	75.05
	Femmes	0.53	1.53	6.87	7.11	5.30	2.59	0.55	0.47	—	24.95
	Ensemble ..	2.61	6.96	26.39	28.66	21.80	9.55	2.13	1.88	0.02	100.00
1948	Hommes	2.63	5.44	21.41	21.25	15.91	6.49	1.64	1.37	—	76.14
	Femmes	0.72	1.62	6.65	6.63	5.12	2.23	0.48	0.41	—	23.86
	Ensemble ..	3.35	7.06	28.06	27.88	21.03	8.72	2.12	1.78	—	100.00
1949	Hommes	2.45	6.08	22.88	19.56	15.86	6.98	1.55	1.54	—	76.90
	Femmes	0.72	1.51	6.63	5.86	4.97	2.41	0.49	0.51	—	23.10
	Ensemble ..	3.17	7.59	29.51	25.42	20.83	9.39	2.04	2.05	—	100.00
1950	Hommes	1.70	6.14	23.72	18.74	16.11	7.26	1.71	1.32	—	76.70
	Femmes	0.55	1.55	6.73	5.86	5.12	2.51	0.56	0.42	—	23.30
	Ensemble ..	2.25	7.69	30.45	24.60	21.23	9.77	2.27	1.74	—	100.00
1951	Hommes	2.09	6.76	23.20	19.14	15.91	7.75	2.33	0.72	—	77.90
	Femmes	0.50	1.65	6.36	5.58	4.64	2.40	0.78	0.19	—	22.10
	Ensemble ..	2.59	8.41	29.56	24.72	20.55	10.15	3.11	0.91	—	100.00
1952	Hommes	2.15	6.05	23.81	19.41	16.05	7.51	2.56	0.76	—	78.30
	Femmes	0.42	1.38	6.45	5.64	4.54	2.30	0.78	0.19	—	21.70
	Ensemble ..	2.57	7.43	30.26	25.05	20.59	9.81	3.34	0.95	—	100.00
1953	Hommes	1.85	4.93	23.80	20.10	15.67	7.88	2.07	0.97	—	77.32
	Femmes	0.43	1.46	6.98	6.03	4.40	2.51	0.64	0.23	—	22.68
	Ensemble ..	2.28	6.44	30.78	26.13	20.07	10.39	2.71	1.20	—	100.00
1954	Hommes	1.23	4.84	24.93	19.75	15.85	8.18	1.95	0.94	—	77.67
	Femmes	0.34	1.30	6.75	6.09	4.60	2.50	0.53	0.22	—	22.33
	Ensemble ..	1.57	6.14	31.68	25.84	20.45	10.68	2.48	1.16	—	100.00
1955	Hommes	1.80	4.57	23.36	20.28	15.83	8.75	1.52	1.09	—	77.20
	Femmes	0.42	1.41	6.74	6.12	4.75	2.67	0.43	0.26	—	22.80
	Ensemble ..	2.22	5.98	30.10	26.40	20.58	11.42	1.95	1.35	—	100.00

(1) Voir note au bas du tableau précédent.

C. — TAUX DE CRIMINALITE, PAR 100.000 INDIVIDUS DE CHAQUE GROUPE D'ÂGE

ANNEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans à — de 70 ans	TOTAL (1)
Taux moyens relevés de 1930 à 1939 (Cf. Tab. D)	Hommes	567	1.036	1.542	1.296	911	540	257	945
	Femmes	168	251	376	382	282	161	73	256
	Ensemble	369	646	965	841	589	346	161	595
1945	Hommes	396	548	590	636	459	299	108	437
	Femmes	171	294	344	319	243	148	47	220
	Ensemble	283	420	467	477	351	220	75	325
1946	Hommes	516	855	962	996	723	387	141	664
	Femmes	183	354	454	410	287	158	51	267
	Ensemble	350	603	708	702	504	267	93	460
1947	Hommes	482	875	1.074	1.134	771	436	135	721
	Femmes	124	247	377	370	247	147	41	226
	Ensemble	304	561	725	750	509	284	85	467
1948	Hommes	744	1.017	1.282	1.393	907	463	166	860
	Femmes	208	311	417	443	289	152	42	259
	Ensemble	478	668	860	923	596	308	100	554
1949	Hommes	692	1.092	1.295	1.258	866	490	150	832
	Femmes	206	273	391	383	268	125	41	239
	Ensemble	451	685	852	824	565	312	92	529
1950	Hommes	431	953	1.176	1.029	760	428	143	714
	Femmes	142	241	344	326	238	134	39	206
	Ensemble	287	598	767	681	497	274	87	454
1951	Hommes	547	1.084	1.162	1.039	760	447	195	726
	Femmes	132	268	329	309	219	126	55	196
	Ensemble	341	678	753	678	488	279	120	455
1952	Hommes	601	1.055	1.262	1.098	807	443	225	764
	Femmes	121	244	351	327	226	124	58	202
	Ensemble	363	652	814	718	515	277	134	476
1953	Hommes	457	796	1.133	994	699	404	160	666
	Femmes	109	238	339	307	195	119	41	186
	Ensemble	285	519	740	656	446	255	95	420
1954	Hommes	276	737	1.124	900	662	382	139	621
	Femmes	78	200	310	286	191	108	31	169
	Ensemble	178	470	720	598	426	240	80	389
1955	Hommes	411	704	1.081	994	678	404	107	620
	Femmes	95	221	315	283	202	115	25	173
	Ensemble	254	465	698	600	440	255	62	390

(1) Voir paragraphe final de l'introduction de ce tableau.

**D. — INDICE DU TAUX DE CRIMINALITE
PAR 100.000 INDIVIDUS DE CHAQUE GROUPE D'AGE.**

ANNEES	SEXE	De 16	De 18	De 21	De 30	De 40	De 50	De 60	TOTAL (1)	
		ans à — de 18 ans	ans à — de 21 ans	ans à — de 30 ans	ans à — de 40 ans	ans à — de 50 ans	ans à — de 60 ans	ans à — de 70 ans		
Taux de moyen de la criminalité de 1930 à 1939 (Cfr. Tableau C)	Hommes	567	1,036	1,542	1,296	911	540	257	945	
	Femmes	168	251	376	382	282	161	73	256	
	Ensemble	369	646	965	841	589	346	161	595	
100										
INDICES EN	1945	Hommes	70	53	38	49	50	55	42	46
		Femmes	102	117	91	83	86	92	64	86
		Ensemble	77	65	48	57	60	64	47	55
	1946	Hommes	91	83	62	77	79	72	55	70
		Femmes	109	141	121	108	102	98	70	104
		Ensemble	95	93	73	83	86	77	58	77
	1947	Hommes	85	84	70	87	85	81	52	76
		Femmes	74	98	100	97	88	91	56	88
		Ensemble	82	87	75	89	86	82	53	78
	1948	Hommes	131	98	83	107	100	89	65	91
		Femmes	124	124	111	116	102	94	58	101
		Ensemble	130	103	89	110	101	89	62	93
	1949	Hommes	122	105	84	97	96	90	58	88
		Femmes	123	109	104	106	95	94	56	93
		Ensemble	122	106	88	98	96	90	57	89
	1950	Hommes	76	92	76	79	83	79	56	76
		Femmes	85	96	91	85	84	83	53	80
		Ensemble	78	93	79	81	84	79	54	76
1951	Hommes	96	105	75	80	83	82	75	77	
	Femmes	79	107	87	80	78	78	75	76	
	Ensemble	92	105	78	80	83	80	75	76	
1952	Hommes	106	102	82	85	89	82	87	81	
	Femmes	72	97	93	85	80	77	79	79	
	Ensemble	98	101	84	85	87	80	83	80	
1953	Hommes	81	77	73	77	77	75	62	70	
	Femmes	65	95	90	80	69	74	56	73	
	Ensemble	77	80	77	78	76	74	50	71	
1954	Hommes	49	71	73	69	73	71	54	66	
	Femmes	46	79	82	75	68	67	42	66	
	Ensemble	48	73	75	71	72	69	50	66	
1955	Hommes	72	68	70	70	74	75	42	66	
	Femmes	57	88	84	74	72	71	34	68	
	Ensemble	69	72	72	71	74	74	30	66	

(1) Voir paragraphe final de l'introduction de ce tableau.

Les tableaux qui précèdent exposent la situation telle qu'elle ressort des chiffres que fournit l'observation. Mais les conclusions apparentes qui s'en dégagent sont quelque peu faussées par deux causes principales de perturbation : les variations dans la répartition par âge de la population et les innovations en matière de compétence judiciaire à partir de l'année 1944.

1. — La répartition de la population.

La composition d'une population est variable. Dans une population en voie de vieillissement comme la nôtre, les jeunes prennent une place de moins en moins grande. Les individus de 16 à 18 ans représentaient en 1930, 4,39 % de la population de 16 ans et plus. En 1951 ce pourcentage passe à 3,46 %. En revanche, pendant la même période, le pourcentage des individus de 70 ans et plus passe de 5,77 % à 9 %. Il est donc bien évident que même si la criminalité reste invariable, le nombre de jeunes criminels diminuera. Les pourcentages calculés dans le tableau B sont donc influencés à la fois par la criminalité et par les variations dans la répartition par âge de la population — un mouvement dans les pourcentages ne signifiera pas nécessairement une variation dans la criminalité. De même, le taux général de criminalité, exposé dans le tableau C, se présentera comme une moyenne pondérée par l'importance relative de chaque groupe de population dans la population totale, la pondération variant donc chaque année. Pour éviter ces perturbations, il suffira de travailler sur une population invariable, celle de la première année de la période étudiée. L'année 1930 convient assez bien comme année de base. En effet, la statistique criminelle ne s'intéressant qu'aux individus de 16 ans et plus, les perturbations causées par la guerre 1914-1918 en matière de natalité ne font sentir leurs effets qu'à partir de 1931 (1915 + 16 = 1931).

2. — Changements dans la compétence judiciaire.

L'élargissement considérable de la compétence des conseils de guerre a enlevé aux tribunaux ordinaires la connaissance d'un grand nombre de crimes et délits de droit commun. Aussi assiste-t-on, dans les comptes de la statistique criminelle, à une chute radicale à partir de 1944, cette chute ne correspondant aucunement à une baisse de la criminalité. C'est donc avec prudence qu'il faut examiner les chiffres

de la statistique criminelle après 1943. Cependant si l'on suppose que cette cause de perturbation a eu une même influence pour chaque groupe d'âge, ce qui est probable, il sera permis de l'éliminer pour arriver à des chiffres représentant uniquement les variations de la criminalité générale, c'est-à-dire en supposant cette criminalité générale invariable depuis l'année de base.

* * *

Ceci posé, nous calculerons d'abord, pour chaque année et dans chaque groupe, le nombre de criminels tel qu'on l'aurait constaté si la population du groupe était restée la même qu'en 1930.

Pour ce faire, nous appliquerons les taux de criminalité que nous connaissons déjà (tableau C) à la population de l'année 1930. En d'autres termes, nous aurons la formule

$$\frac{c}{p} \times p_{30}$$

c étant le nombre de criminels effectivement constaté dans un groupe, pour l'année étudiée, p étant la population du groupe pour la même année, et p_{30} cette population pour 1930.

On voit que $\frac{c}{p}$ correspond au taux de criminalité donné par le tableau C.

Nous obtenons ainsi le tableau E. Il faut noter que ce tableau nous donne seulement les chiffres d'une population criminelle *fictive* , celle qui aurait été constatée si la population était restée la même dans chaque groupe depuis 1930. Les chiffres ne correspondent donc par eux-mêmes à rien de réel, et ne valent que par les comparaisons qu'ils permettent.

Nous en tirerons d'abord deux nouveaux tableaux de pourcentage des condamnés par groupe d'âge, les tableaux F et G. Le premier est établi sur la base du tableau E, comme le tableau B l'avait été sur la base du tableau A, en mettant en rapport, pour chaque année, le nombre de condamnés d'un groupe d'âge avec le nombre total de condamnés des deux sexes.

On voit que, grâce à la correction, l'importance du groupe des très jeunes dans la criminalité générale est devenue plus grande ; en revanche, les plus âgés de 60 ans et plus ont un pourcentage sensiblement moins élevé.

TABLEAU E

Population criminelle fictive obtenue en appliquant, dans chaque groupe d'âge, le taux de criminalité des années étudiées à la population de l'année de base 1930.

ANNEES	SEXE	De 16 ans à moins de 18 ans	De 18 ans à moins de 21 ans	De 21 ans à moins de 30 ans	De 30 ans à moins de 40 ans	De 40 ans à moins de 50 ans	De 50 ans à moins de 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	851	2,641	11,326	8,449	4,837	2,344	858	31,306
	Femmes	246	529	2,576	2,585	1,582	799	322	8,639
	Ensemble	1,097	3,170	13,902	11,034	6,419	3,143	1,180	39,945
1945	Hommes	534	1,126	3,858	3,958	2,379	1,310	590	13,755
	Femmes	229	596	2,175	2,031	1,299	672	290	7,292
	Ensemble	763	1,722	6,033	5,989	3,678	1,982	880	21,047
1946	Hommes	696	1,756	6,290	6,198	3,747	1,696	735	21,118
	Femmes	244	718	2,870	2,611	1,534	717	276	8,970
	Ensemble	940	2,474	9,160	8,809	5,281	2,413	1,011	30,088
1947	Hommes	650	1,797	7,022	7,057	3,996	1,910	694	23,126
	Femmes	166	501	2,383	2,356	1,321	667	226	7,620
	Ensemble	816	2,298	9,405	9,413	5,317	2,577	920	30,746
1948	Hommes	1,003	2,089	8,382	8,669	4,701	2,116	797	27,757
	Femmes	278	630	2,636	2,821	1,545	690	229	8,829
	Ensemble	1,281	2,719	11,018	11,490	6,246	2,806	1,026	36,586
1949	Hommes	933	2,243	8,467	7,829	4,488	2,147	778	26,885
	Femmes	276	553	2,472	2,439	1,433	690	244	8,107
	Ensemble	1,209	2,796	10,939	10,268	5,921	2,837	1,022	34,992
1950	Hommes	581	1,957	7,689	6,404	3,939	1,875	655	23,100
	Femmes	190	489	2,175	2,076	1,272	608	209	7,012
	Ensemble	771	2,446	9,864	8,480	5,211	2,483	857	30,112
1951	Hommes	738	2,226	7,597	6,466	3,939	1,958	655	23,579
	Femmes	177	543	2,060	1,968	1,171	572	200	6,711
	Ensemble	915	2,769	9,657	8,434	5,110	2,530	855	30,290
1952	Hommes	810	2,167	8,251	6,833	4,182	1,941	741	24,925
	Femmes	162	494	2,219	2,062	1,208	563	207	6,935
	Ensemble	972	2,661	10,470	8,895	5,390	2,504	948	31,860
1953	Hommes	616	1,635	7,406	6,186	3,623	1,770	596	21,834
	Femmes	146	482	2,143	1,955	1,043	540	159	6,468
	Ensemble	762	2,117	9,551	8,141	4,666	2,310	755	28,302
1954	Hommes	372	1,514	7,349	5,601	3,431	1,674	520	20,461
	Femmes	104	405	1,960	1,821	1,021	490	125	5,926
	Ensemble	476	1,919	9,309	7,422	4,452	2,164	645	26,387
1955	Hommes	554	1,446	7,068	5,626	3,514	1,770	468	20,446
	Femmes	127	448	1,991	1,802	1,080	522	113	6,083
	Ensemble	681	1,894	9,059	7,428	4,594	2,292	581	26,529

TABLEAU F

Pourcentage de chaque groupe d'âge dans le total de la population criminelle fictive.

ANNEES	SEXE	De 16 ans à moins de 18 ans	De 18 ans à moins de 21 ans	De 21 ans à moins de 30 ans	De 30 ans à moins de 40 ans	De 40 ans à moins de 50 ans	De 50 ans à moins de 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	2.13	6.61	28.35	21.15	12.11	5.87	2.15	78.37
	Femmes	0.62	1.32	6.45	6.47	3.96	2.00	0.81	21.63
	Ensemble	2.75	7.93	34.80	27.62	16.07	7.87	2.96	100.00
1945	Hommes	2.54	5.35	18.34	18.80	11.30	6.22	2.80	65.35
	Femmes	1.09	2.83	10.34	9.65	6.17	3.19	1.38	34.65
	Ensemble	3.63	8.18	28.68	28.45	17.47	9.41	4.18	100.00
1946	Hommes	2.31	5.84	20.90	20.60	12.45	5.64	2.44	70.18
	Femmes	0.81	2.39	9.54	8.68	5.10	2.38	0.92	29.82
	Ensemble	3.12	8.23	30.44	29.28	17.55	8.02	3.36	100.00
1947	Hommes	2.11	5.84	22.84	22.95	13.00	6.21	2.26	75.21
	Femmes	0.54	1.63	7.75	7.67	4.30	2.17	0.73	24.79
	Ensemble	2.65	7.47	30.59	30.62	17.30	8.38	2.99	100.00
1948	Hommes	2.74	5.71	22.91	23.70	12.85	5.78	2.18	75.87
	Femmes	0.76	1.72	7.20	7.71	4.22	1.89	0.63	24.13
	Ensemble	3.50	7.43	30.11	31.41	17.07	7.67	2.81	100.00
1949	Hommes	2.67	6.41	24.20	22.37	12.83	6.13	2.22	76.83
	Femmes	0.79	1.58	7.06	6.97	4.10	1.97	0.70	23.17
	Ensemble	3.46	7.99	31.26	29.34	16.93	8.10	2.92	100.00
1950	Hommes	1.93	6.50	25.53	21.26	13.08	6.23	2.18	76.71
	Femmes	0.63	1.62	7.22	6.90	4.23	2.02	0.67	23.29
	Ensemble	2.56	8.12	32.75	28.16	17.31	8.25	2.85	100.00
1951	Hommes	2.44	7.35	25.08	21.35	13.00	6.46	2.16	77.84
	Femmes	0.58	1.79	6.87	6.50	3.87	1.89	0.66	22.16
	Ensemble	3.02	9.14	31.95	27.85	16.87	8.35	2.82	100.00
1952	Hommes	2.54	6.80	25.90	21.45	13.13	6.09	2.33	78.24
	Femmes	0.51	1.55	6.96	6.53	3.79	1.77	0.65	21.76
	Ensemble	3.05	8.35	32.86	27.98	16.92	7.86	2.98	100.00
1953	Hommes	2.18	5.78	26.18	21.86	12.80	6.25	2.10	77.15
	Femmes	0.52	1.70	7.57	6.91	3.68	1.91	0.56	22.85
	Ensemble	2.70	7.48	33.75	28.77	16.48	8.16	2.66	100.00
1954	Hommes	1.41	5.74	27.85	21.23	13.00	6.34	1.97	77.54
	Femmes	0.39	1.54	7.43	6.90	3.87	1.86	0.47	22.46
	Ensemble	1.80	7.28	35.28	28.13	16.87	8.20	2.44	100.00
1955	Hommes	2.09	5.45	26.64	21.21	13.25	6.67	1.76	77.07
	Femmes	0.48	1.69	7.50	6.79	4.07	1.97	0.43	22.93
	Ensemble	2.57	7.14	34.14	28.00	17.32	8.64	2.19	100.00

TABLEAU G.

Pourcentage de chaque groupe d'âge dans le total de la population criminelle fictive.
Sexes séparés.

ANNEES	SEXE	De 16 ans à moins de 18 ans	De 18 ans à moins de 21 ans	De 21 ans à moins de 30 ans	De 30 ans à moins de 40 ans	De 40 ans à moins de 50 ans	De 50 ans à moins de 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	2.72	8.44	36.17	26.99	15.45	7.49	2.74	100.00
	Femmes	2.85	6.12	29.83	29.91	18.31	9.25	3.73	100.00
	Ensemble	2.75	7.93	34.80	27.62	16.07	7.87	2.96	100.00
1945	Hommes	3.88	8.19	28.05	28.77	17.30	9.52	4.29	100.00
	Femmes	3.14	8.17	29.83	27.85	17.81	9.22	3.98	100.00
	Ensemble	3.63	8.18	28.68	28.45	17.47	9.41	4.18	100.00
1946	Hommes	3.30	8.32	29.78	29.35	17.74	8.03	3.48	100.00
	Femmes	2.72	8.00	32.00	29.10	17.10	8.00	3.08	100.00
	Ensemble	3.12	8.23	30.44	29.28	17.55	8.02	3.36	100.00
1947	Hommes	2.81	7.77	30.36	30.52	17.28	8.26	3.00	100.00
	Femmes	2.18	6.58	31.27	30.92	17.33	8.75	2.97	100.00
	Ensemble	2.65	7.47	30.59	30.62	17.30	8.38	2.99	100.00
1948	Hommes	3.61	7.53	30.20	31.23	16.94	7.62	2.87	100.00
	Femmes	3.15	7.14	29.85	31.95	17.50	7.82	2.59	100.00
	Ensemble	3.50	7.43	30.11	31.41	17.07	7.67	2.81	100.00
1949	Hommes	3.47	8.35	31.49	29.12	16.69	7.99	2.89	100.00
	Femmes	3.40	6.82	30.49	30.09	17.68	8.51	3.01	100.00
	Ensemble	3.46	7.99	31.26	29.34	16.93	8.10	2.92	100.00
1950	Hommes	2.52	8.47	33.28	27.72	17.05	8.12	2.84	100.00
	Femmes	2.71	6.97	31.02	29.61	18.14	8.67	2.88	100.00
	Ensemble	2.56	8.12	32.75	28.16	17.31	8.25	2.85	100.00
1951	Hommes	3.12	9.44	32.22	27.42	16.71	8.31	2.78	100.00
	Femmes	2.64	8.09	30.99	29.32	17.45	8.52	2.78	100.00
	Ensemble	3.02	9.14	31.95	27.85	16.87	8.35	2.82	100.00
1952	Hommes	3.25	8.70	33.10	27.41	16.78	7.79	2.97	100.00
	Femmes	2.34	7.12	32.00	30.02	17.42	8.12	2.98	100.00
	Ensemble	3.05	8.35	32.86	27.98	16.92	7.98	2.98	100.00
1953	Hommes	2.82	7.49	33.93	28.33	16.59	8.11	2.73	100.00
	Femmes	2.26	7.45	33.13	30.22	16.13	8.35	2.46	100.00
	Ensemble	2.69	7.48	33.75	28.76	16.49	8.16	2.67	100.00
1954	Hommes	1.82	7.40	35.92	27.37	16.77	8.18	2.54	100.00
	Femmes	1.76	6.83	33.07	30.73	17.23	8.27	2.11	100.00
	Ensemble	1.80	7.27	35.28	28.13	16.87	8.20	2.45	100.00
1955	Hommes	2.71	7.07	34.57	27.51	17.19	8.66	2.29	100.00
	Femmes	2.09	7.37	32.73	29.62	17.75	8.58	1.86	100.00
	Ensemble	2.57	7.14	34.15	28.00	17.31	8.64	2.19	100.00

Le tableau G est établi de la même façon, mais le calcul est fait séparément pour chaque sexe, le nombre de condamnés du sexe masculin, par exemple, étant mis en rapport, non plus avec le total des condamnés de l'année, mais avec le total des condamnés masculins seuls.

Les taux de criminalité donnés par le tableau C restent valables « pour chaque groupe ». En effet, si nous voulons trouver un taux de criminalité en partant du tableau E, nous devons, pour chaque année et pour chaque groupe, mettre en rapport le nombre fictif de condamnés avec la population du groupe en 1930. Comme le nombre fictif est obtenu, nous l'avons vu, par la formule

$$\frac{c \times p_{30}}{p}$$

nous obtiendrons ce taux par la formule

$$\frac{c \times p_{30}}{p \times p_{30}}$$

c'est-à-dire, en dernière analyse par $\frac{c}{p}$. Or, $\frac{c}{p}$

est précisément la formule du taux de criminalité tel qu'il est calculé dans le tableau C.

En revanche, le taux « général » changera ; en effet, dans le tableau C il est obtenu par la formule

$$\frac{c_1 + c_2 + \dots + c^n}{p_1 + p_2 + \dots + p^n} \text{ c'est-à-dire } \frac{C}{P}$$

tandis qu'en le calculant sur la base des chiffres du tableau E, de façon à éliminer l'influence des variations dans la répartition de la population entre les groupes d'âge, nous aurons la formule

$$\frac{c^1 \times p^{1.30} + c^2 \times p^{2.30} + \dots + c^n \times p^{n.30}}{p^{1.30} + p^{2.30} + \dots + p^{n.30}}$$

En d'autres termes, nous divisons le nombre total de condamnés tel qu'il aurait été constaté chaque année si la répartition de la population était restée invariable, par la population totale de 1930, de façon à obtenir un « *taux standard de criminalité* » qui ne sera pas influencé par les variations dans la répartition par âge de la population.

Le tableau H ci-dessous nous donnera ce taux standard de criminalité, ainsi que l'indice correspondant

H. — TAUX STANDARD DE CRIMINALITE POUR 100.000 INDIVIDUS ET INDICE

		Taux standard de criminalité	Indice
1930	Hommes	1.039	1.000
	Femmes	278	1.000
	Ensemble	653	1.000
1945	Hommes	456	439
	Femmes	235	845
	Ensemble	344	527
1946	Hommes	701	675
	Femmes	289	1.040
	Ensemble	492	753
1947	Hommes	767	738
	Femmes	245	881
	Ensemble	502	769
1948	Hommes	921	886
	Femmes	284	1.022
	Ensemble	598	916
1949	Hommes	892	859
	Femmes	261	939
	Ensemble	572	876
1950	Hommes	766	737
	Femmes	226	813
	Ensemble	492	753
1951	Hommes	782	753
	Femmes	216	777
	Ensemble	495	758
1952	Hommes	827	796
	Femmes	223	802
	Ensemble	520	796
1953	Hommes	724	697
	Femmes	208	748
	Ensemble	462	708
1954	Hommes	679	653
	Femmes	191	687
	Ensemble	431	660
1955	Hommes	678	653
	Femmes	196	705
	Ensemble	433	663

Le taux standard de criminalité est donc chaque année supérieur au taux brut, et l'écart avec ce taux brut s'accroît à mesure que l'on s'écarte de l'année de base, ce qui est normal, puisque la composition de la population s'éloigne de plus en plus de celle de 1930.

Un taux de criminalité étant un rapport entre le nombre de condamnés et le chiffre de la population, le taux standard de criminalité, qui n'est nullement influencé par les variations dans la répartition de la population par âge, nous donnerait un excellent moyen de mesure de la criminalité si la criminalité était seule cause des variations dans le nombre des condamnés.

Il n'en est malheureusement plus ainsi, par suite des bouleversements d'après guerre dans la compétence des tribunaux ; les condamnés de conseils de guerre ne sont pas, en effet, ajoutés aux condamnés des tribunaux ordinaires, et il est difficile de le faire d'une façon assez précise, car le mode de relevé est différent pour les tribunaux militaires. Voilà donc une cause importante de perturbation, qu'il est impossible de déterminer avec exactitude. Cependant, si nous ne pouvons mesurer plus justement la criminalité totale, il nous est possible de la considérer comme constante, et de calculer comment la criminalité propre à un groupe d'âge évolue dans le temps, pour cette criminalité générale constante. Si nous posons que n'importe quel nombre donné par le tableau E est égal à γ

$$\text{(donc } \gamma = \frac{c \times p_{30}}{v} \text{)}$$

et le total annuel fictif

$$\gamma_1 + \gamma_2 + \dots + \gamma^n = \Gamma,$$

C_{30} étant d'autre part la somme totale réelle des condamnés en 1930, il nous suffira, pour éliminer l'influence de la criminalité générale de diviser chaque nombre γ par le nombre Γ de l'année, et de mettre ce quotient en rapport avec $\frac{c}{C_{30}}$ de l'année de base.

On voit tout de suite que la première partie de l'opération est déjà effectuée dans le tableau G qui nous donne le pourcentage des condamnés de chaque groupe. Il nous suffira donc de bâtir un indice sur ce pourcentage, en égalant à 100 les pourcentages de l'année de base 1930.

Le tableau I nous donne cet indice, qui rend donc compte, dans le temps, des variations dans la criminalité propre à chaque groupe d'âge, pour une population constante et pour une criminalité générale invariable.

On peut constater que les indices se rapprochent tous de 100, ce qui signifie que la criminalité propre à chaque groupe ne diffère plus guère de ce qu'elle était en 1930.

En ce qui concerne les hommes, les indices se répartissent autour de 100 sans présenter de caractère bien remarquable. En revanche, pour les femmes, il se confirme que la criminalité est en baisse constante pour les très jeunes, ainsi que pour celles de 40 ans et plus. C'est le groupe de 18 à moins de 30 ans qui est en hausse sensible, celui de 30 à moins de 40 restant de son côté parfaitement stable.

TABLEAU I
Indices représentant les variations de la criminalité propre à chaque groupe d'âge de la population criminelle fictive, pour une criminalité générale constante.

ANNEES	SEXE	De 16 ans à moins de 18 ans	De 18 ans à moins de 21 ans	De 21 ans à moins de 30 ans	De 30 ans à moins de 40 ans	De 40 ans à moins de 50 ans	De 50 ans à moins de 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	100	100	100	100	100	100	100	100
	Femmes	100	100	100	100	100	100	100	100
	Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100
1945	Hommes	143	97	78	107	112	127	157	100
	Femmes	110	133	100	93	97	100	107	100
	Ensemble	132	103	82	103	109	120	141	100
1946	Hommes	121	99	82	109	115	107	127	100
	Femmes	95	131	107	97	93	86	82	100
	Ensemble	113	104	87	106	109	102	114	100
1947	Hommes	103	92	84	113	112	110	109	100
	Femmes	76	108	105	103	95	95	80	100
	Ensemble	96	94	88	111	108	107	101	100
1948	Hommes	133	89	83	116	110	102	115	100
	Femmes	111	117	100	107	96	85	69	100
	Ensemble	127	94	86	114	106	97	98	100
1949	Hommes	128	99	87	108	108	107	105	100
	Femmes	120	111	102	101	97	92	81	100
	Ensemble	126	101	90	106	105	103	99	100
1950	Hommes	93	100	92	103	110	108	104	100
	Femmes	95	114	104	99	99	94	77	100
	Ensemble	93	102	94	102	108	105	96	100
1951	Hommes	115	112	89	102	108	111	101	100
	Femmes	93	132	104	98	95	92	80	100
	Ensemble	110	115	92	101	105	106	95	100
1952	Hommes	119	103	92	102	109	104	108	100
	Femmes	82	116	107	100	95	88	80	100
	Ensemble	111	105	94	101	105	100	101	100
1953	Hommes	104	89	94	105	107	108	100	100
	Femmes	79	122	111	101	88	90	66	100
	Ensemble	98	94	97	104	103	104	90	100
1954	Hommes	67	88	99	105	109	109	93	100
	Femmes	62	112	111	103	94	89	57	100
	Ensemble	65	92	101	102	105	104	83	100
1955	Hommes	100	84	96	102	111	116	84	100
	Femmes	73	120	110	99	97	93	50	100
	Ensemble	93	90	98	101	108	110	74	100

**SECTION V. — LOCALISATION DES CONDAMNÉS,
D'APRÈS L'ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE
OU ILS ONT COMMIS LEUR INFRACTION (1).**

Le Relevé n° 6 fait la répartition des condamnés d'après l'arrondissement judiciaire où ils ont commis l'infraction, en tenant compte de la nature de celle-ci ainsi que du sexe et des antécédents judiciaires des condamnés.

Dans leur ensemble, ces renseignements constituent les données complètes d'une localisation par arrondissement du dernier délit dont les condamnés se sont rendus coupables dans l'année.

En confrontant les totaux de chaque arrondissement avec la population de ces derniers, il est possible d'établir, pour chacun des arrondissements considérés, le taux de la criminalité par 100.000 habitants.

Ces taux sont indiqués au bas du tableau, en regard de chaque arrondissement.

Pour le calcul de ces taux, il n'a pas été possible de faire abstraction des habitants de moins de 16 ans, afin de ne tenir compte que de la population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle.

On ne peut donc rapprocher ces taux de ceux qui sont établis, en d'autres sections, à l'égard de la population de 16 ans et plus.

On trouvera dans l'Introduction le relevé des arrondissements judiciaires, avec l'indication de leur étendue territoriale, de leur population au 31 décembre de l'année de compte et de la densité de cette population par kilomètre carré.

(1) On trouvera les éléments d'une localisation, sur d'autres bases d'ailleurs, des « faits » commis, dans la statistique des infractions (cfr. chapitre IV).

Relevé n° 6. — REPARTITION DES CONDAMNES D'APRES L'ARRONDISSEMENT ANNEE

Table with columns for Nature des infractions, Nomenclature, and counts for Bruxelles, Louvain, and Nivelles. Includes a 'Taux de la criminalité par 100.000 habitants' row at the bottom.

OU ILS ONT COMMIS L'INFRACTION. 1955

Table with columns for Nature des infractions, Nomenclature, and counts for Anvers, Malines, Turnhout, and Mons. Includes a 'Taux de la criminalité par 100.000 habitants' row at the bottom.

Le tableau ci-dessous indique le nombre de condamnés ayant commis leur infraction dans un canton judiciaire déterminé (détail du relevé n° 6), le nombre de condamnés qui y sont nés, ainsi que le nombre de ceux qui y sont domiciliés.

La mise en regard de ces chiffres avec ceux de la population permet de procéder à des com-

paraisons suggestives entre les diverses régions du pays.

Ces comparaisons n'étant pas faites dans la présente étude, on a reproduit pour la facilité des recherches les données démographiques dans le corps même du tableau au lieu de les publier dans l'introduction générale, avec les autres données démographiques.

REPARTITION DES CONDAMNÉS PAR CANTON DE NAISSANCE, DE DOMICILE
ET DE LIEU OU LES FAITS ONT ÉTÉ COMMIS.
CHIFFRE DE LA POPULATION AU 31 DÉCEMBRE DE L'ANNÉE DE COMPTE.

CANTONS	1955			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Bruxelles	175.301	521	903	830
Anderlecht	123.386	173	272	171
Assche	58.949	86	69	41
Hal	60.100	131	111	78
Ixelles	155.034	250	363	216
Molenbeek-Saint-Jean	120.332	216	402	196
Saint-Gilles	57.289	84	267	139
Saint-Josse-ten-Noode	152.689	196	378	173
Schaerbeek	157.078	190	480	235
Sint-Kwintens-Lennik	39.657	59	35	32
Uccle	140.646	171	231	152
Vilvorde	64.499	70	78	67
Wolvertem	57.202	68	59	24
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	3	1.272
Louvain	132.687	319	288	273
Aarschot	37.720	78	59	55
Diest	43.511	144	110	113
Glabbeek	18.874	28	22	22
Haacht	37.359	55	49	53
Tirlemont	47.299	129	101	94
Léau	17.757	39	85	21
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	1
Nivelles	71.040	197	215	218
Genappe	18.143	24	30	35
Jodogne	26.343	79	79	82
Perwez	17.345	43	46	44
Wavre	57.542	168	174	162
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	2
Anvers	301.403	959	1.334	1.490
Berchem	97.617	136	219	124
Boom	53.103	97	65	58

CANTONS	1955			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Borgerhout	143.457	213	333	198
Brecht	47.485	87	56	49
Ekeren	86.534	129	169	139
Kontich	50.024	66	57	52
Zandhoven	45.673	60	58	53
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	82
Malines	94.668	252	221	188
Duffel	43.049	64	49	40
Heist-op-den-Berg	48.983	51	33	35
Lierre	42.511	85	58	60
Puurs	33.474	37	28	25
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	1
Turnhout	56.519	120	98	89
Arendonk	27.554	43	39	48
Herentals	55.994	78	67	73
Hoogstraten	25.750	41	32	28
Mol	68.891	157	117	121
Westerloo	40.219	67	51	47
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Mons	84.216	368	467	495
Boussu	76.661	290	387	410
Chièvres	15.855	31	30	27
Dour	34.651	140	155	163
Enguien	15.068	52	49	46
Enghien	54.885	244	353	361
La Louvière	28.304	64	91	105
Lens	43.575	158	207	208
Pâturages	41.762	136	218	218
Rœulx	36.895	108	129	130
Soignies	—	—	—	10
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Charleroi	147.675	669	891	921
Beaumont	12.018	26	31	31
Binche	68.989	281	259	252
Châtelet	74.597	285	317	306
Chimay	14.590	33	21	24
Fontaine-l'Évêque	60.192	223	255	263
Gosselies	49.519	127	157	142
Jumet	39.164	125	176	137
Marchienne-au-Pont	42.484	111	173	202
Merbes-le-Château	17.706	58	51	46
Seneffe	44.582	110	110	106
Thuin	23.486	57	58	54
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	11

CANTONS	1955			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Tournai	49,615	154	144	145
Antoing	24,993	48	48	51
Ath	17,967	80	78	80
Celles	12,126	19	10	12
Flobecq	11,376	29	27	22
Frasnes-lez-Buissenal	10,522	25	26	28
Lessines	22,080	95	86	75
Leuze	19,383	30	21	23
Péruwelz	22,748	49	61	61
Quevaucamps	23,721	54	73	79
Templeuve	19,720	49	54	59
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Gand	181,578	801	972	1,033
Assenede	24,171	58	47	48
Deinze	25,762	52	46	48
Eeklo	39,968	163	133	130
Evergem	48,144	195	151	122
Kaprijke	16,160	35	28	27
Kruishoutem	19,497	34	18	19
Ledeberg	43,622	106	114	100
Lochristi	25,937	50	45	39
Nazareth	23,063	48	35	43
Nevele	19,192	37	22	23
Oosterzele	42,798	103	84	77
Waarschoot	14,473	31	28	29
Zomergem	21,631	40	27	25
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Audenarde	37,446	104	72	75
Grammont	31,182	94	80	61
Herzele	43,713	128	102	84
Nederbrakel	18,116	43	22	19
Ninove	45,531	159	112	103
Renaix	31,151	86	78	68
Sint-Maria-Horebeke	15,888	48	25	25
Zottegem	28,246	70	55	54
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	2
Termonde	61,233	210	172	176
Alost	102,438	467	442	451
Beveren-Waas	29,876	137	107	100
Hamme	29,544	91	71	58
Lokeren	31,369	146	114	107
Sint-Gillis-Waas	33,480	135	125	113
Saint-Nicolas	55,826	209	184	187
Tamise	37,332	114	91	89
Wetteren	38,197	139	92	94
Zeel	32,871	94	78	68
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	1

CANTONS	1955			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Bruges	188,438	718	635	734
Ardoois	15,847	33	23	23
Gistel	29,415	68	40	42
Ostende	67,610	269	349	394
Ruiselede	12,619	21	14	18
Tielt	18,838	62	46	42
Torhout	52,684	139	105	105
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Courtrai	97,063	349	312	350
Avelgem	15,409	41	32	27
Harelbeke	46,070	92	77	70
Izegem	32,552	88	65	51
Menin	57,736	177	202	212
Meulebeke	17,532	45	27	26
Mousseron	54,810	170	204	216
Moorsele	24,663	28	21	21
Oostrozebeke	19,897	26	17	21
Roulers	42,245	165	138	128
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	2
Furnes	30,218	65	81	120
Dixmude	24,775	61	47	49
Haringe	23,723	16	13	14
Nieuport	14,871	64	76	99
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Ypres	45,959	137	145	144
Hooglede	18,268	20	16	16
Messines	16,790	56	70	75
Passendale	18,257	36	31	29
Poperinge	15,876	49	33	31
Wervik	30,004	147	132	132
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Liège	154,924	556	746	901
Dalhem	22,978	34	47	47
Fexhe-Slins	36,716	50	61	61
Fléron	59,986	97	145	144
Grivegnée	59,164	108	160	108
Herstal	42,587	97	167	162
Hollogne-aux-Pierres	83,362	199	249	207
Louveigné	21,926	42	39	42
Saint-Nicolas	43,406	40	80	66
Seraing-sur-Meuse	68,776	212	309	278
Waremme	21,163	18	15	16
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	7

CANTONS	1955			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Huy	46,009	173	161	154
Ferrières	4,294	8	4	7
Hannut	18,368	26	16	18
Héron	14,067	23	28	27
Jehay-Bodegnée	16,364	23	20	27
Landen	19,917	45	45	45
Nandrin	23,200	39	43	53
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	1
Verviers	45,770	175	203	228
Aubel	20,372	47	45	41
Dison	19,761	35	53	41
Eupen	25,801	74	73	84
Herve	12,262	33	28	28
Limbourg	23,168	37	36	39
Malmédy	21,645	111	114	118
Saint-Vith	17,489	34	28	27
Spa	36,461	67	64	80
Stavelot	14,279	18	14	14
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Tongres	32,628	91	80	95
Bilzen	73,352	159	234	253
Borgloon (Looz)	33,547	57	50	47
Brée	22,800	41	34	29
Maaseik	28,950	75	68	72
Mechelen	49,951	126	159	146
Zichen-Z.-B.	15,629	22	13	15
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Hasselt	59,767	179	152	166
Beringen	66,507	134	162	173
Herck-la-Ville	29,581	52	40	43
Neerpelt	43,056	120	88	77
Peer	27,425	31	36	42
Saint-Trond	44,930	155	128	130
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Arlon	22,064	58	66	90
Etalle	14,186	38	34	34
Fauvillers	4,119	11	6	6
Florenville	10,469	24	24	23
Messancy	18,149	59	63	64
Virton	18,198	37	35	38
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	1

CANTONS	1955			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Marche-en-Famenne	13,708	34	24	26
Durbuy	7,944	11	11	14
Erezée	5,712	10	8	9
Houffalize	8,648	12	12	12
La Roche	8,699	19	18	18
Nassogne	4,545	5	6	5
Vielsalm	8,708	10	8	8
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	1	1	1
Neufchâteau	15,834	60	42	38
Bastogne	12,270	42	41	44
Bouillon	7,285	13	12	18
Paliseul	11,854	29	36	39
Saint-Hubert	10,815	31	25	29
Sibret	7,527	18	10	17
Wellin	5,660	14	13	10
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	5
Namur	100,014	457	524	602
Andenne	20,269	85	91	91
Eghezée	20,268	64	70	65
Fosse	50,524	198	253	264
Gembloux	30,113	97	96	108
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	2
Dinant	25,769	116	118	131
Beauraing	12,392	33	23	30
Ciney	22,162	68	71	69
Couvin	16,919	61	59	58
Florennes	13,341	46	49	54
Gedinne	10,412	24	22	25
Philippeville	10,415	25	31	33
Rochefort	14,546	62	64	60
Walcourt	16,981	47	56	75
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	1

Récapitulation par arrondissement et par ressort de Cour d'Appel.

ARRONDISSEMENTS	1955			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Bruxelles	1,362,162	2,223	3,651	3,629
Louvain	335,207	790	632	631
Nivelles	190,413	511	544	543
Anvers	825,296	1,747	2,282	2,245
Malines	262,685	489	389	349
Turnhout	274,927	506	404	406
Mons	431,872	1,591	2,086	2,173
Charleroi	595,002	2,105	2,499	2,495
Tournai	234,251	632	628	635
Ressort de la Cour d'Appel de Bruxelles	4,511,815	10,594	13,115	13,106
Gand	545,996	1,753	1,750	1,763
Audenarde	251,273	732	546	491
Termonde	452,166	1,742	1,476	1,444
Bruges	385,451	1,310	1,212	1,358
Courtrai	407,977	1,181	1,095	1,124
Furnes	93,587	206	217	282
Ypres	145,154	445	427	427
Ressort de la Cour d'Appel de Gand	2,281,604	7,369	6,723	6,889
Liège	614,988	1,453	2,018	2,039
Huy	142,219	337	317	332
Verviers	236,978	631	658	700
Tongres	256,857	571	638	657
Hasselt	271,266	671	606	631
Arlon	87,185	227	228	256
Marche-en-Famenne	57,964	102	88	93
Neufchâteau	71,245	207	179	200
Namur	221,188	901	1,034	1,132
Dinant	142,937	482	493	536
Ressort de la Cour d'Appel de Liège	2,102,827	5,582	6,259	6,576
Totaux	8,896,246	23,545	26,097	26,571
A l'étranger		3,143	591	115
Inconnu		2	2	4
Totaux généraux	8,896,246	26,690	26,690	26,690

Section VI. — RECIDIVE GENERALE ET RECIDIVE SPECIALE.

Pour la rédaction du relevé n° 7 on compte comme degré de récidive toute condamnation encourue par le délinquant avant la date où il a commis sa dernière infraction. Ainsi que dans les autres relevés de la statistique criminelle, c'est d'après cette infraction que se fait le classement des récidivistes. Ceux-ci sont rangés

parmi les spécialistes si la majorité des infractions dont ils se sont rendus coupables dans le cours de leur carrière criminelle appartient au même groupe que la dernière infraction commise. La composition de ces groupes est exposée ci-dessous :

DENOMINATION DES GROUPES	N° d'ordre	N° D'ORDRE DES INFRACTIONS comprises dans la nomenclature de la statistique criminelle qui entrent dans chaque groupe
1	2	3
Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	1	1, 5, 6, 7, 8, 30, 33.
Crimes et délits contre la sécurité publique	2	9.
Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	3	2, 3, 4, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40.
Crimes et délits contre l'ordre des familles	4	10, 11, 12, 13, 19, 20.
Crimes et délits contre la moralité publique	5	14, 15, 16, 17, 18.
Meurtres ou lésions corporelles volontaires	6	21, 22, 23, 24, 25, 26, 31.
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	7	27.
Calomnies et injures	8	28, 29, 32.
Destructions, dégradations, dommages	9	41, 42, 43, 44, 45.

La forme adoptée pour le relevé n° 7 est la même que celle attribuée aux relevés n° 1 et 2, ce aux fins de permettre l'étude des récidivistes spécialistes par sexe, et dans leur ensemble.

Le tableau ci-dessous fournit un aperçu rétrospectif de la récidive depuis 1945. Il met en regard du nombre total de condamnés retenus chaque année par la statistique criminelle et répartis d'après le sexe, le nombre de récidivistes, spécialistes et non-spécialistes, et établit le taux de la récidive par 1.000 condamnés.

Les taux moyens relevés de 1930 à 1939 sont

reproduits en tête du tableau A. Les taux annuels ont été publiés dans le volume consacré aux années 1944 et 1945 (p. 144).

Sur la base égale à 100 des taux moyens relevés de 1930 à 1939, un second tableau établit les chiffres indices atteints par ces taux depuis 1945.

Tableau A. — TAUX DE LA RECIDIVE, PAR 1.000 CONDAMNES.

ANNEES	SEXE	Nombre de condamnés	Nombre de récidivistes			Taux de récidive par 1,000 condamnés		
			Spécialistes	Non spécialistes	Total	Spéciale	Générale	Total
Taux moyens pour la période 1930-1939.	Hommes	28,915	5,971	7,646	13,617	207	264	471
	Femmes	8,090	1,220	1,507	2,727	151	186	337
	Ensemble	37,005	7,191	9,153	16,344	194	247	441
1945	Hommes	13,770	2,585	2,963	5,548	188	215	403
	Femmes	7,356	1,031	1,060	2,091	140	144	284
	Ensemble	21,126	3,616	4,023	7,639	171	190	361
1946	Hommes	21,039	3,918	5,111	9,029	186	243	429
	Femmes	8,982	1,227	1,572	2,799	136	175	311
	Ensemble	30,021	5,145	6,683	11,828	171	223	394
1947	Hommes	23,055	4,367	5,249	9,616	189	228	417
	Femmes	7,664	1,078	1,277	2,355	141	166	307
	Ensemble	30,719	5,445	6,526	11,971	177	212	389
1948	Hommes	28,261	4,872	6,111	10,983	172	216	388
	Femmes	8,857	1,106	1,455	2,561	125	164	289
	Ensemble	37,118	5,978	7,566	13,544	161	204	365
1949	Hommes	27,285	4,818	6,033	10,851	176	222	398
	Femmes	8,195	1,023	1,416	2,439	125	173	298
	Ensemble	35,480	5,841	7,449	13,290	165	210	375
1950	Hommes	23,434	4,562	5,733	10,295	195	244	439
	Femmes	7,111	1,008	1,379	2,387	141	194	335
	Ensemble	30,545	5,570	7,112	12,682	182	233	415
1951	Hommes	23,938	4,838	5,821	10,659	202	243	445
	Femmes	6,793	990	1,249	2,239	145	184	329
	Ensemble	30,731	5,828	7,070	12,898	189	230	419
1952	Hommes	25,273	5,455	5,903	11,358	216	233	449
	Femmes	7,006	1,014	1,303	2,322	145	186	331
	Ensemble	32,279	6,469	7,211	13,680	200	223	424
1953	Hommes	22,063	4,772	5,214	9,986	216	236	452
	Femmes	6,470	924	1,161	2,085	143	179	322
	Ensemble	28,533	5,696	6,375	12,071	200	223	423
1954	Hommes	20,596	4,654	5,017	9,671	226	244	470
	Femmes	5,923	883	1,084	1,967	149	183	332
	Ensemble	26,519	5,537	6,101	11,638	209	230	439
1955	Hommes	20,604	4,639	4,928	9,567	225	239	464
	Femmes	6,086	919	1,058	1,977	151	174	325
	Ensemble	26,690	5,558	5,986	11,544	208	224	432

Tableau B. — INDICES DU TAUX DE LA RECIDIVE DE 1945 A 1955.

ANNEES	SEXE	Récidive		
		Spéciale	Générale	Total
Taux moyen de la récidive de 1930-1939 (par 1000 condamnés)	Hommes	207	264	471
	Femmes	151	186	337
	Ensemble	194	247	441
		100		
1945	Hommes	91	81	86
	Femmes	93	77	84
	Ensemble	88	77	82
1946	Hommes	90	92	91
	Femmes	90	94	92
	Ensemble	88	90	89
1947	Hommes	91	86	89
	Femmes	93	89	91
	Ensemble	91	86	88
1948	Hommes	83	82	82
	Femmes	83	88	86
	Ensemble	83	83	83
1949	Hommes	85	84	85
	Femmes	83	93	88
	Ensemble	85	85	85
1950	Hommes	94	92	93
	Femmes	94	104	99
	Ensemble	94	94	94
1951	Hommes	97	92	94
	Femmes	96	98	97
	Ensemble	97	93	95
1952	Hommes	104	88	95
	Femmes	96	100	98
	Ensemble	103	90	96
1953	Hommes	104	89	96
	Femmes	95	96	95
	Ensemble	103	90	96
1954	Hommes	109	92	100
	Femmes	99	98	99
	Ensemble	108	93	100
1955	Hommes	109	91	99
	Femmes	100	94	96
	Ensemble	107	91	98

L'indice général ne varie pas d'une façon caractéristique en 1955.

Section VII. — IVROGNERIE.

L'ivrognerie n'est pas retenue comme telle par la nomenclature des infractions de la statistique criminelle.

Il importe cependant de pouvoir mesurer et suivre l'influence de l'usage abusif de la boisson sur l'évolution de la criminalité.

Le relevé n° 8 ci-dessous réunit, à cet effet, dans un même cadre, les condamnés hommes et femmes d'une part, primaires et récidivistes d'autre part, auxquels un fait d'ivresse est imputé, soit avant, soit à l'occasion de l'infraction qui les fait figurer dans la statistique criminelle.

Sont relevés séparément, en regard du total (col. 4 et 5) :

1°) ceux qui étaient ivres au moment de l'infraction, mais n'ont pas encore été condamnés antérieurement pour ivresse publique (Col. 6 et 7) ;

2°) ceux qui, sans être ivres au moment de

l'infraction, ont déjà été condamnés antérieurement pour ivresse publique. (Col. 8 et 9) ;

3°) ceux qui, ivres au moment de l'infraction, ont en outre déjà été condamnés antérieurement pour ivresse publique. (Col. 10 et 11).

Il est à remarquer que le relevé n° 8 ne constitue pas une statistique de l'ivresse publique. (A.L. du 14 novembre 1939) puisque dans ses éléments interviennent des faits d'ivresse non sanctionnés par la loi, aussi bien que des délits d'ivresse publique.

Il a été dit plus haut que les individus uniquement condamnés pour ivresse publique ne sont pas inclus dans la statistique criminelle.

Le nombre d'infractions aux art. 1 § 1, et 3 de l'A.L. du 14 novembre 1939 sur la répression de l'ivresse a cependant été relevé séparément : le compte en est fourni en un tableau faisant suite à la statistique des infractions [second chapitre du présent volume].

Relevé n° 8. — IVROGNERIE. — Année 1955.

NATURE DE L'INFRACTION	Numéros de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	Hommes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	Hommes . . .	—	1	—	—	—	1	—	—
		Femmes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble . . .	—	1	—	—	—	1	—	—
Faux en écritures	3	Hommes . . .	16	22	—	—	14	22	2	—
		Femmes . . .	1	3	—	—	1	2	—	1
		Ensemble . . .	17	25	—	—	15	24	2	1
Faux témoignage ou serment	4	Hommes . . .	—	1	—	—	—	1	—	—
		Femmes . . .	1	1	—	—	1	1	—	—
		Ensemble . . .	1	2	—	—	1	2	—	—
Usurpation de fonction, titres ou nom	5	Hommes . . .	4	6	—	—	3	3	1	3
		Femmes . . .	1	—	—	—	1	—	—	—
		Ensemble . . .	5	6	—	—	4	3	1	3
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	Hommes . . .	1	1	—	—	1	1	—	—
		Femmes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble . . .	1	1	—	—	1	1	—	—
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	Hommes . . .	330	575	1	—	26	136	303	439
		Femmes . . .	29	26	—	—	3	4	26	22
		Ensemble . . .	359	601	1	—	29	140	329	461
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	8	Hommes . . .	52	28	—	—	4	8	48	20
		Femmes . . .	6	3	—	—	—	1	6	2
		Ensemble . . .	58	31	—	—	4	9	54	22
Infractions contre la sécurité publique	9	Hommes . . .	28	63	—	—	5	21	23	42
		Femmes . . .	—	1	—	—	—	—	—	1
		Ensemble . . .	28	64	—	—	5	21	23	43
Avortement	10	Hommes . . .	1	1	—	—	1	1	—	—
		Femmes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble . . .	1	1	—	—	1	1	—	—
Exposition ou délaisement d'enfants	11	Hommes . . .	4	11	—	—	3	11	1	—
		Femmes . . .	—	3	—	—	—	2	—	1
		Ensemble . . .	4	14	—	—	3	13	1	1
Destruction ou supposition d'état	12	Hommes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	Hommes . . .	1	1	—	—	—	1	1	—
		Femmes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble . . .	1	1	—	—	—	1	1	—

Relevé n° 8 — 1955 (suite)

NATURE DE L'INFRACTION	Numéros de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Attentats à la pudeur et viols	14	Hommes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols	15	Hommes . . .	16	38	—	—	14	36	2	2
		Femmes . . .	—	1	—	—	—	1	—	—
		Ensemble . . .	16	39	—	—	14	37	2	2
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	Hommes . . .	1	6	—	—	1	6	—	—
		Femmes . . .	7	10	—	—	6	10	1	—
		Ensemble . . .	8	16	—	—	7	16	1	—
Outrages publics aux mœurs	17	Hommes . . .	30	70	—	—	12	40	18	30
		Femmes . . .	3	2	—	—	2	1	1	1
		Ensemble . . .	33	72	—	—	14	41	19	31
Outrages publics aux mœurs	18	Hommes . . .	1	1	—	—	—	—	1	1
		Femmes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble . . .	1	1	—	—	—	—	1	1
Adultère et bigamie	19	Hommes . . .	42	109	—	—	42	109	—	—
		Femmes . . .	15	10	—	—	14	10	1	—
		Ensemble . . .	57	119	—	—	56	119	1	—
Abandon de famille	20	Hommes . . .	8	20	—	—	8	18	—	2
		Femmes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble . . .	8	20	—	—	8	18	—	2
Meurtre	21	Hommes . . .	—	1	—	—	—	1	—	—
		Femmes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble . . .	—	1	—	—	—	1	—	—
Meurtre	22	Hommes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires	24	Hommes . . .	229	569	1	1	69	324	159	244
		Femmes . . .	14	25	—	—	1	8	13	15
		Ensemble . . .	243	592	1	1	70	332	172	259
Lésions corporelles volontaires	25	Hommes . . .	144	242	1	1	42	149	101	92
		Femmes . . .	8	9	—	—	—	5	8	4
		Ensemble . . .	152	251	1	1	42	154	109	96
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	Hommes . . .	12	17	—	—	3	6	9	11
		Femmes . . .	1	—	—	—	—	—	1	—
		Ensemble . . .	13	17	—	—	3	6	10	11

Relevé n° 8 — 1955 (suite)

NATURE DE L'INFRACTION	Numéros de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri-maires	Récidivistes	Pri-maires	Récidivistes	Pri-maires	Récidivistes	Pri-maires	Récidivistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Calomnies et injures	28	Hommes . . .	5	25	—	—	2	22	3	3
		Femmes . . .	1	1	—	—	—	—	1	1
		Ensemble . . .	6	26	—	—	2	22	4	4
peines de pol.	29	Hommes . . .	1	5	—	—	—	4	1	1
		Femmes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble . . .	1	5	—	—	—	4	1	1
Violation de sépulture	30	Hommes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes . . .	—	1	—	—	—	1	—	—
		Ensemble . . .	—	1	—	—	—	1	—	—
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	Hommes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	Hommes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et autres communications	33	Hommes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages	34	Hommes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
peines crim.	35	Hommes . . .	85	357	—	—	44	296	41	61
		Femmes . . .	4	18	—	—	2	18	2	—
		Ensemble . . .	89	375	—	—	46	314	43	61
peines de pol.	36	Hommes . . .	1	8	—	—	—	7	1	1
		Femmes . . .	1	—	—	—	1	—	—	—
		Ensemble . . .	2	8	—	—	1	7	1	1
Banqueroute	37	Hommes . . .	2	3	1	—	1	3	—	—
		Femmes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble . . .	2	3	1	—	1	3	—	—
peines correc.	38	Hommes . . .	38	150	—	—	37	143	1	7
		Femmes . . .	—	12	—	—	—	11	—	1
		Ensemble . . .	38	162	—	—	37	154	1	8
peines de pol.	39	Hommes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
Recel	40	Hommes . . .	5	29	—	—	5	28	—	1
		Femmes . . .	1	3	—	—	1	3	—	—
		Ensemble . . .	6	32	—	—	6	31	—	1

Relevé n° 8 — 1955 (suite)

NATURE DE L'INFRACTION	Numéros de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri-maires	Récidivistes	Pri-maires	Récidivistes	Pri-maires	Récidivistes	Pri-maires	Récidivistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Incendie	41	Hommes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correc.	42	Hommes . . .	1	—	—	—	—	1	—	—
		Femmes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble . . .	1	—	—	—	—	1	—	—
peines crim.	43	Hommes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages	44	Hommes . . .	31	74	—	—	2	30	29	44
		Femmes . . .	3	9	—	—	—	—	3	9
		Ensemble . . .	34	83	—	—	2	30	32	53
peines de pol.	45	Hommes . . .	23	24	—	—	4	5	19	19
		Femmes . . .	2	2	—	—	—	—	2	2
		Ensemble . . .	25	26	—	—	4	5	21	21
Totaux	46	Hommes . . .	1,112	2,458	4	2	344	1,433	764	1,023
		Femmes . . .	98	138	—	—	33	78	65	60
		Ensemble . . .	1,210	2,596	4	2	377	1,511	829	1,083
Totaux généraux . . .			3,806		6		1,888		1,912	

Dans le tableau ci-dessous et qui couvre la période 1931-1955, on a relevé en regard du total des condamnés compris chaque année dans la statistique criminelle le nombre de ceux à qui un fait d'ivrognerie est imputé, soit avant, soit à l'occasion de l'infraction.

Il est possible ainsi d'établir comparativement d'année en année le taux d'intervention de l'ivrognerie dans la criminalité.

Les taux restent assez stables; cependant le mouvement de hausse amorcé l'année dernière semble se poursuivre en 1955.

ANNEES	NOMBRE TOTAL des individus retenus par la statistique criminelle	TOTAL DES INDIVIDUS auquel un fait d'ivrognerie est imputé, soit avant, soit à l'occasion de l'infraction	
		Chiffres absolus	%
1931	38,262	8,559	22.37
1932	38,150	8,291	21.73
1933	37,977	7,933	20.89
1934	39,653	7,835	19.76
1935	38,518	7,837	19.18
1936	36,966	7,545	20.41
1937	34,672	7,147	20.61
1938	33,978	6,570	19.34
1939	31,900	6,323	19.82
1940	33,256	5,561	16.72
1941	49,837	4,965	9.96
1942	56,332	4,487	7.96
1943	55,501	4,086	7.36
1944	32,868	2,310	7.02
1945	21,126	1,473	6.97
1946	30,021	3,038	10.11
1947	30,719	3,431	11.17
1948	37,118	4,132	11.13
1949	35,480	4,145	11.68
1950	30,545	4,430	14.50
1951	30,731	4,384	14.26
1952	32,279	4,387	13.59
1953	28,533	3,798	13.31
1954	26,519	3,714	14.00
1955	26,690	3,806	14.26

CHAPITRE II

Statistique des Infractions

Dans les tableaux de la statistique des condamnés, on fait surtout mention des infractions commises pour indiquer le domaine criminel propre à l'individu considéré: l'infraction classe le condamné sous une rubrique criminelle déterminée, mais, à travers tous les relevés et tableaux faisant l'objet du chapitre précédent, c'est l'individu condamné qui constitue l'objet des enquêtes et reste la seule unité statistique soumise à l'observation.

Dans la statistique des infractions, les crimes, délits et contraventions sont pris comme unités statistiques distinctes, et l'on y expose, non plus le nombre et le caractère des *délinquants* existant au sein de la population, mais le nombre des atteintes portées à la loi par l'ensemble de ces délinquants.

S'il est intéressant de connaître combien d'individus *différents* ont été frappés par la justice dans le cours de l'année, il ne l'est pas moins de mesurer l'importance de l'activité criminelle de ces délinquants, par la recherche du nombre de *faits* pour lesquels ils ont été condamnés et l'analyse de ces faits sous le rapport du lieu et du moment où ils ont été commis. Pour établir rigoureusement ce compte, il faudrait posséder une statistique des infractions proprement dites, c'est-à-dire une statistique où l'on relève le nombre des infractions, indépendamment de celui de leurs auteurs.

Mais faute d'un matériel statistique approprié, on ne peut dresser cette statistique en Belgique. On doit se contenter d'établir la somme des infractions individuelles commises.

Que trois individus enlèvent ensemble un objet dans une maison habitée: objectivement ils n'ont commis qu'un vol qualifié; subjectivement ils se sont rendus coupables chacun d'une telle infraction. Une statistique des infractions proprement dites ne compterait qu'un

vol: la statistique des infractions individuelles, la seule que l'on puisse établir dans l'impossibilité matérielle de tenir compte de la participation, en comptera trois.

C'est de cette dernière statistique qu'il sera question ci-après.

La statistique des infractions individuelles permet de comparer l'intensité respective de la criminalité chez les primaires et les récidivistes, d'établir le niveau relatif de la criminalité dans les grandes, moyennes et petites communes, de mesurer l'influence des saisons sur la criminalité et enfin, de mettre en relief l'importance quantitative exacte de chaque espèce d'infraction.

Quant à ce dernier point, il importe en effet de remarquer que dans la statistique des condamnés, les infractions les moins graves apparaissent comme moins nombreuses qu'elles ne le sont en réalité, parce que si un individu est condamné pour l'une d'elles en même temps que pour une autre, plus grave, on le classe à la rubrique de cette dernière infraction et il n'est fait aucune mention de l'infraction plus légère.

Qu'un individu soit condamné à un mois de prison pour rébellion, 26 francs d'amende pour outrage aux mœurs et 26 francs d'amende pour bris de clôture, comme il ne vaut que pour une unité dans la statistique des condamnés, on ne l'inscrit qu'une fois, à la rubrique rébellion (fait le plus grave) et on ne tient aucun compte de l'outrage aux mœurs et du bris de clôture. Dans la statistique des infractions individuelles, chaque rubrique contient le nombre exact des infractions qui ont donné lieu à une condamnation, chaque infraction individuelle étant comptée pour une unité statistique: dans l'exemple cité plus haut, on inscrira une rébellion, un outrage aux mœurs et un bris de clôture.

Le relevé n° 9 ci-dessous repartit par groupes de communes l'ensemble des infractions individuelles, *commises en Belgique, dans un lieu déterminé*, par l'ensemble des condamnés faisant l'objet des relevés du chapitre I.

Il distingue :

1°) les faits commis dans les communes ou agglomérations urbaines de 100.000 habitants et plus (Relevé A) ;

2°) les faits commis dans les communes de 25 à moins de 100.000 habitants (Relevé B) ;

3°) les faits commis dans les communes de 10 à moins de 25.000 habitants (Relevé C) ;

4°) les faits commis dans les communes de moins de 10.000 habitants (Relevé D) ;

et les classe :

1) par nature d'infraction ;

2) d'après la qualité de primaire ou récidiviste de leurs auteurs ;

3) d'après le mois dans lequel ils ont été commis ; dans les colonnes 27 à 30 sont comptés les faits qui n'ont pu être classés par mois, mais seulement par semestre.

Dans un tableau récapitulatif, l'ensemble des infractions commises en Belgique dans un lieu déterminé se trouve ventilé par mois et par groupe de communes.

Enfin un tableau rétrospectif donne le relevé absolu et proportionnel de ces infractions, réparties par mois depuis 1945.

Relevé n° 9. — NOMBRE DES INFRACTIONS INDIVIDUELLES JUGÉES RÉPARTIES D'APRÈS LE MOIS DANS LEQUEL ELLES ONT ÉTÉ COMMISES. A. — COMMUNES OU AGGLOMÉRATIONS URBAINES DE 100.000 HABITANTS ET PLUS.

ANNÉE 1955

Table with columns for 'NATURE DES INFRACTIONS' (1), 'Numéros de la nomenclature' (2), 'FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE' (3-14), 'FAITS COMMIS DURANT LES MOIS DE' (15-30), 'FAITS COMMIS à une époque inconnue ou indéterminée' (31-32), 'TOTAL' (33-34), and 'Numéros de la nomenclature' (2 bis). Rows include categories like 'Atteinte à la sûreté de l'Etat', 'Faux en écritures', 'Meurtre', etc., with numerical data for each month and total.

Relevé n° 9 — 1955 (suite)

D. — COMMUNES DE MOINS DE 10.000 HABITANTS.

ANNÉE 1955.

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												FAITS COMMIS DURANT LES MOIS DE				FAITS COMMIS à une époque inconnue ou indéterminée		TOTAL		Numéros de la nomenclature										
		Janvier		Février		Mars		Avril		Mai		Juin		Octobre à Mars		Avril à Septembre		Primaires	Récidivistes	2 bis												
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16				17		18									
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1						
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2						
Faux en écritures	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3						
Faux témoignage ou serment	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4						
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5						
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6						
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7						
Infractions contre la sécurité publique	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8						
Avortement	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9						
Exposition ou délaisement d'enfants	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10						
Destruction ou suppression d'état	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11						
Enlèvement de mineurs	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12						
Attentats à la pudeur et viols	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13						
Corruption de la jeunesse et prostitution	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14						
Outrages publics aux mœurs	15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15						
Adultère et bigamie	16	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16						
Abandon de famille	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17						
Meurtre	18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18						
Lésions corporelles volontaires	19	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	19						
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	20	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	20						
Calomnies et injures	21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21						
Violation de sépulture	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22						
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23						
Violation du secret professionnel	24	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24						
Violation du secret des lettres et autres communications	25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	25						
Vols et maraudages	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26						
Banqueroute	27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	27						
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	28	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	28						
Recel	29	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	29						
Incendie	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30						
Destruction et dommages	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31						
Totaux	45	585	468	397	329	549	360	603	447	638	471	664	753	565	672	513	610	476	630	505	503	403	514	469	81	46	40	14	563	426	7,802	5,985

E. — RECAPITULATION (1).

ANNEE 1955.

COMMUNES	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU DETERMINE														Total	
	durant le mois de															
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Octobre à mars	Avril à septembre		à une époque inconnue ou indéterminée
+ 100,000 habitants	587	430	509	549	557	556	535	522	592	606	550	483	124	32	400	7,032
25,000 — 100,000	322	306	332	372	348	331	394	377	362	349	324	366	64	27	419	4,693
10,000 — 25,000	321	265	324	347	364	367	412	416	348	371	318	358	60	12	264	4,547
— 10,000	1,053	726	909	1,050	1,109	1,157	1,318	1,185	1,086	1,135	906	983	127	54	989	13,787
Total	2,283	1,727	2,074	2,318	2,378	2,411	2,659	2,500	2,388	2,461	2,098	2,190	375	125	2,072	30,059

(1) Pour le détail de cette récapitulation, mais sans indication du lieu, voir relevé n° 10, col. 2 à 17.

APERÇU RETROSPECTIF.

ANNEES	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU DETERMINE														Total
	durant le mois de														
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Octobre à mars	Avril à septembre	

1. — CHIFFRES ABSOLUS.

1945	1,671	1,657	1,670	1,439	1,705	1,809	2,165	1,903	2,312	1,534	1,313	1,398	22	14	1,413	22,025
1946	2,277	2,223	2,376	2,392	2,599	2,594	2,735	2,714	2,555	2,311	2,494	2,345	1	—	2,471	32,067
1947	2,443	2,089	2,460	2,405	2,358	2,543	2,551	2,710	2,729	2,662	2,912	2,434	315	180	2,901	33,582
1948	2,994	2,365	2,738	2,827	3,275	3,386	3,181	3,532	3,408	3,257	2,940	2,945	656	489	3,961	41,974
1949	3,233	2,561	2,695	2,960	3,394	3,224	3,511	3,487	3,532	3,052	2,645	2,792	488	352	3,583	41,509
1950	2,676	2,217	2,505	2,531	2,784	2,866	3,083	3,022	2,921	2,691	2,296	2,293	451	328	3,045	35,700
1951	2,948	2,444	2,546	2,604	2,924	2,962	3,285	2,968	2,905	2,679	2,545	2,204	435	263	2,373	36,065
1952	3,025	2,383	2,727	2,773	2,824	2,887	3,171	2,980	3,137	3,103	2,994	2,741	493	303	2,541	38,082
1953	2,707	1,924	2,306	2,476	2,573	2,827	2,924	2,653	2,590	2,504	2,202	2,402	478	262	2,157	32,979
1954	2,252	1,811	2,030	2,106	2,325	2,335	2,498	2,398	2,480	2,632	2,218	2,490	428	161	2,168	30,332
1955	2,283	1,727	2,074	2,318	2,378	2,411	2,659	2,500	2,388	2,461	2,098	2,190	375	125	2,072	30,059

2. — POURCENTAGES.

1945	7.59	7.52	7.58	6.53	7.74	8.21	9.83	8.64	10.50	6.97	5.98	6.35	0.10	0.06	6.42	
1946	7.10	6.93	7.40	7.45	8.10	8.08	8.53	8.46	7.97	7.20	7.77	7.31	—	—	7.70	
1947	7.27	6.22	7.32	7.16	7.02	7.57	7.59	8.07	8.13	7.92	8.68	7.25	0.93	0.53	8.34	
1948	7.13	5.83	6.52	6.73	7.80	8.08	7.58	8.40	8.13	7.76	7. —	7.02	1.56	1.17	9.49	
1949	7.79	6.17	6.49	7.13	8.18	7.77	8.46	8.40	8.51	7.35	6.37	6.73	1.17	0.85	8.63	
1950	7.49	6.21	7.02	7.09	7.80	8.02	8.64	8.47	8.19	7.54	6.42	6.42	1.26	0.91	8.52	100
1951	8.17	6.77	7.05	7.22	8.10	8.21	9.10	8.23	8.06	7.42	7.05	6.11	1.21	0.73	6.57	
1952	7.94	6.27	7.16	7.28	7.41	7.58	8.33	7.82	8.24	8.15	7.86	7.20	1.29	0.80	6.67	
1953	8.22	5.83	6.99	7.49	7.80	8.58	8.87	8.04	7.85	7.59	6.68	7.28	1.45	0.79	6.84	
1954	7.42	5.97	6.69	6.94	7.67	7.70	8.24	7.90	8.18	8.68	7.31	8.21	1.41	0.53	7.15	
1955	7.59	5.75	6.90	7.71	7.91	8.02	8.84	8.32	7.94	8.19	6.98	7.29	1.25	0.42	6.89	

Le relevé n° 10 reproduit ci-dessous donne un aperçu de toutes les infractions individuelles jugées, qu'elles soient commises en Belgique dans un lieu déterminé ou dans un lieu inconnu ou indéterminé, même à l'étranger.

Le total des infractions faisant l'objet de ce relevé est donc supérieur à celui du relevé précédent, qui ne se rapporte qu'aux faits commis en Belgique, dans un endroit connu. L'ensemble des infractions faisant l'objet du relevé n° 10 est réparti par nature d'infraction et d'après la qualité de primaire ou récidiviste de l'auteur.

Seuls les faits commis en Belgique, dans un lieu déterminé, sont en outre répartis d'après le mois où ils ont été commis.

Relevé n° 10. — NOMBRE DES INFRACTIONS INDIVIDUELLES COMMISES EN BELGIQUE
DANS UN LIEU INDETERMINE ET DES
A. — PAR DES CONDAMNES

DANS UN LIEU DETERMINE, DES INFRACTIONS COMMISES EN BELGIQUE
INFRACTIONS COMMISES A L'ETRANGER.
PRIMAIRES. — ANNEE 1955.

NATURE DES INFRACTIONS 1	Numeros de la nomenclature 2	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU INDETERMINE ET DES							DANS UN LIEU DETERMINE								FAITS COMMIS			de la nomenclature Numeros 2 bis	
		DURANT							LES MOIS DE								En Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé	A l'étranger	Total		
		Janvier 3	Février 4	Mars 5	AVRIL 6	Mai 7	Juin 8	Juillet 9	Août 10	Septembre 11	Octobre 12	Novembre 13	Décembre 14	Octobre à mars 15	Avril à septembre 16	à une époque inconnue ou indéterminée 17					Total 18
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	6	4	1	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	27	2
Faux en écritures	3	34	26	27	29	18	26	36	24	21	26	27	30	12	9	99	444	208	5	657	3
Faux témoignage ou serment	4	2	3	6	3	3	2	2	2	5	4	7	5	—	—	—	44	2	—	46	4
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	7	12	14	7	14	11	12	11	11	7	13	8	1	—	7	134	13	2	149	5
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	—	2	2	—	4	3	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	93	90	110	104	153	121	151	4	—	1	1	4	—	—	10	35	4	—	39	6
Infractions contre la sécurité publique	8	33	19	18	30	35	26	42	129	122	103	115	82	—	—	4	1,377	12	—	1,389	7
Avortement	9	20	8	15	20	20	23	22	35	25	39	21	21	—	—	2	346	3	—	349	8
Exposition ou délaisement d'enfants	10	7	16	13	13	6	8	19	25	16	15	23	16	1	—	5	229	5	—	235	9
Destruction ou supposition d'état	11	4	8	8	2	3	3	4	10	11	13	9	10	2	—	14	151	24	1	175	10
Enlèvement de mineurs	12	—	—	—	—	—	—	—	2	4	10	4	8	1	—	21	85	6	—	91	11
Attentats à la pudeur et viols	13	2	—	1	2	1	4	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Attentats à la pudeur et viols	14	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	1	—	—	4	22	5	—	27	13
Corruption de la jeunesse et prostitution	15	33	15	25	21	35	33	38	40	33	31	22	40	11	9	75	459	19	—	478	15
Outrages publics aux mœurs	16	17	22	24	18	12	17	11	14	16	9	11	16	6	3	30	226	8	1	235	16
Outrages publics aux mœurs	17	47	29	29	47	50	71	72	82	58	47	32	43	16	6	120	749	14	2	765	17
Adultère et bigamie	18	1	1	1	1	—	1	1	1	—	—	1	1	—	—	9	9	—	—	9	18
Abandon de famille	19	214	126	126	143	147	173	143	152	159	192	145	122	88	27	288	2,245	272	2	2,519	19
Meurtre	20	9	8	7	6	5	7	9	6	8	9	13	5	12	1	29	134	13	—	147	20
Meurtre	21	3	—	2	—	—	—	—	3	—	1	—	—	—	—	—	13	—	—	13	21
Lésions corporelles volontaires	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2	22
Lésions corporelles volontaires	23	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	3	23
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	24	192	121	172	188	232	203	243	216	185	178	164	169	10	—	23	2,296	9	1	2,306	24
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	25	127	111	153	184	174	209	250	216	209	232	166	154	2	1	10	2,198	1	—	2,199	25
Calomnies et injures	27	7	4	10	4	7	12	13	4	6	4	4	4	—	—	—	76	1	—	77	27
Calomnies et injures	28	15	13	7	17	8	7	12	18	12	8	4	8	1	1	8	139	1	—	140	28
Calomnies et injures	29	2	1	7	8	6	2	5	6	10	10	6	2	—	—	1	70	—	—	70	29
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Violation du secret des lettres et autres communications	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
Vol et maraudages	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34
Vol et maraudages	35	186	144	199	214	182	190	185	197	222	219	177	198	44	12	206	2,575	171	8	2,754	35
Banqueroute	36	14	4	7	16	12	20	17	16	13	12	10	17	—	—	—	158	—	—	158	36
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	37	5	4	5	9	—	2	4	6	3	3	2	5	1	—	11	60	5	—	65	37
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	38	82	68	55	74	80	68	87	61	99	80	67	69	20	10	143	1,063	188	—	1,251	38
Recel	39	2	2	1	—	3	—	1	1	1	—	3	—	—	—	1	15	—	—	15	39
Recel	40	21	13	18	25	17	13	17	14	11	23	13	22	13	2	35	257	30	—	287	40
Incendie	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
Incendie	42	—	1	—	1	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	9	—	—	9	42
Destruction et dommages	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
Destruction et dommages	44	19	19	30	31	28	29	30	21	14	21	16	24	—	—	—	287	1	—	288	44
Destruction et dommages	45	12	12	54	19	21	25	21	21	17	28	20	18	—	—	—	268	1	—	269	45
Totaux		1,210	902	1,152	1,241	1,277	1,317	1,452	1,339	1,296	1,327	1,099	1,109	243	84	1,154	16,202	1,021	22	17,245	

C. — PAR DES CONDAMNES PRIMAIRES ET RECIDIVISTES REUNIS. — ANNEE 1955.

NATURE DES INFRACTIONS	Nombres de la nomenclature	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU DETERMINE															Total	FAITS COMMIS		Total	Nombres de la nomenclature	
		DURANT LES MOIS DE							à une époque inconnue ou indéterminée	En Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé	A l'étranger											
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet				Aug.	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre		Octobre à mars	Avril à septembre			19
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	2 bis	
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	6	5	1	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	36	2	
Faux en écritures	3	54	42	40	50	38	43	53	47	36	47	47	53	21	12	163	746	333	—	1,088	3	
Faux témoignage ou serment	4	7	5	8	6	3	2	3	2	5	7	15	6	1	—	71	2	—	—	73	4	
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	15	20	18	16	17	17	20	19	16	9	25	14	1	—	13	220	19	3	242	5	
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	—	2	2	—	4	3	5	4	1	1	1	4	—	—	10	37	5	—	42	6	
Infractions contre l'ordre public	7	peines correctionnelles		186	181	226	235	303	276	326	290	266	247	235	219	—	8	2,998	33	1	3,032	7
		de police		48	34	28	34	49	36	57	54	31	53	37	28	—	—	2	491	6	—	497
Infractions contre la sécurité publique	9	38	25	41	43	42	53	49	49	38	43	45	38	1	—	18	523	10	3	536	9	
Avortement	10	9	23	16	17	9	11	24	11	15	18	14	17	2	—	19	206	28	—	234	10	
Exposition ou délaisement d'enfants	11	15	14	13	8	8	12	8	6	10	21	5	11	4	4	70	209	6	2	217	11	
Destruction ou délaisement d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	
Enlèvement de mineurs	13	6	—	1	3	1	4	2	1	2	2	—	2	1	—	4	29	7	—	36	13	
Attentats à la pudeur et viols	14	peines criminelles		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	14
		correctionnelles		60	27	37	40	60	49	57	75	51	48	38	54	14	10	105	725	30	—	755
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	31	42	40	29	25	28	22	28	37	26	25	37	11	6	57	444	20	1	465	16	
Outrages publics aux mœurs	17	peines correctionnelles		78	50	50	78	86	104	119	123	89	76	69	65	16	159	1,169	23	2	1,194	17
		de police		1	1	1	1	—	2	1	1	2	2	3	—	—	—	15	—	—	15	18
Adultère et bigamie	19	340	206	200	258	236	259	245	230	254	285	232	211	144	36	450	3,586	420	2	4,008	19	
Abandon de famille	20	29	28	25	21	21	20	24	18	16	24	25	17	20	6	86	380	31	—	411	20	
Meurtre	21	peines criminelles		3	—	1	—	—	1	—	3	2	—	—	—	—	18	—	—	18	21	
		correctionnelles		—	—	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	3	22
Lésions corporelles volontaires	23	peines criminelles		—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	3	23	
		correctionnelles		374	266	339	332	458	418	479	438	397	399	324	347	12	44	4,677	22	2	4,701	24
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	25	peines criminelles		239	178	254	312	281	328	406	358	334	377	282	3	19	3,636	2	—	3,638	25	
		de police		13	12	17	15	18	20	20	9	11	6	9	13	—	—	163	1	—	164	27
Calomnies et injures	28	peines criminelles		22	19	13	31	14	21	29	30	22	16	9	16	13	257	3	—	260	28	
		de police		4	2	9	12	8	6	13	8	15	12	8	4	1	—	104	—	—	104	29
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2	30	
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31	
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32	
Violation du secret des lettres et autres communications	33	peines criminelles		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
		correctionnelles		385	309	359	400	374	347	369	390	419	413	373	444	66	20	369	5,037	329	19	5,385
Vols et maraudages	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35	
Banqueroute	35	peines criminelles		31	7	15	24	13	29	23	25	20	23	18	—	1	245	—	—	245	36	
		de police		6	7	7	9	—	3	4	8	4	5	9	3	—	30	100	17	—	117	37
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	38	peines criminelles		175	142	157	162	175	173	182	154	202	170	149	155	38	340	2,391	420	6	2,817	38
		de police		2	3	2	—	4	—	1	1	—	4	1	—	—	1	20	—	—	20	39
Recel	39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	40	
Incendie	40	peines criminelles		34	21	31	39	34	29	29	31	26	44	26	48	13	68	476	56	1	533	40
		correctionnelles		—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	3	—	—	3	41
Destruction et dommages	43	peines criminelles		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42
		de police		50	38	52	59	57	65	64	53	38	54	39	58	—	—	12	639	3	—	642
Totaux	45	peines criminelles		27	22	62	26	38	42	25	31	26	32	—	—	4	395	—	—	396	44	
		de police		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Totaux		2,283	1,727	2,074	2,318	2,378	2,411	2,659	2,500	2,388	2,461	2,098	2,190	375	125	2,072	30,059	1,835	51	31,945		

IVRESSE.

Ainsi qu'il a été dit plus haut l'ivresse n'est pas un délit susceptible de faire figurer son auteur dans la statistique criminelle.

Elle constitue cependant une circonstance qui est de nature à influencer sensiblement la criminalité.

A ce titre elle fait l'objet de relevés spéciaux dans la statistique des condamnés (chap. I, section VII).

Indépendamment de l'observation de son influence directe ou indirecte sur l'activité criminelle, il peut être intéressant de relever les faits d'ivresse punis comme tels par l'A.L. du 14 novembre 1939 sur la répression de l'ivresse, que ces faits soient ou non connexes à un autre délit.

Relevé n° 11. — INFRACTIONS AUX ARTICLES 1^{er} § 1, ET 3, DE L'ARRETE-LOI
DU 14 NOVEMBRE 1939 SUR LA REPRESSION DE L'IVRESSE
jugées pendant l'année et réparties d'après les mois de l'année où elles ont été commises.

ANNEE 1955.

CATEGORIES DES CONTRAVENTIONS	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												FAITS commis à une époque inconnue ou indéterminée	TOTALS
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Faits d'ivresse connexes à un délit	125	141	153	167	181	187	212	178	169	196	160	166	3	2,038
Faits d'ivresse commis isolément	762	646	803	883	1,043	948	1,058	977	970	955	824	854	6	10,729
Total des deux catégories	887	787	956	1,050	1,224	1,135	1,270	1,155	1,139	1,151	984	1,020	9	12,767

On trouvera ci-dessous l'aperçu rétrospectif établi depuis 1941, des infractions aux articles 1^{er} § 1, et 3, de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939.

Années	FAITS D'IVRESSE			FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												Epoque Inconnue
	commis isolément	connexes à un délit	Au total	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	
1941	2.505	982	3.487	240	154	251	198	182	188	266	390	408	365	448	395	4
1942	1.740	461	2.201	183	147	170	167	218	165	159	165	178	191	222	234	2
1943	1.934	415	2.349	164	178	177	208	196	202	220	219	208	225	171	180	1
1944	1.534	201	1.735	211	153	151	155	119	135	125	97	103	128	173	185	—
1945	1.063	179	1.242	63	87	95	90	105	99	130	137	152	116	89	79	—
1946	3.296	502	3.798	238	283	332	397	389	396	363	358	343	242	194	261	2
1947	4.892	1.023	5.915	350	300	398	411	503	700	755	710	673	404	398	300	13
1948	5.897	1.723	7.620	590	523	651	653	585	697	706	700	663	650	590	598	14
1949	6.183	1.845	8.028	657	552	526	659	748	740	795	766	820	695	560	498	12
1950	7.447	2.209	9.656	678	668	818	828	837	903	971	854	844	791	717	735	12
1951	8.861	2.236	11.097	835	824	847	897	999	1.097	1.271	995	1.043	892	777	611	9
1952	9.307	2.139	11.446	776	714	893	1.037	992	1.030	1.082	1.065	986	1.012	943	910	6
1953	9.090	1.923	11.013	749	692	915	965	1.070	1.090	1.133	1.054	914	905	740	766	20
1954	9.761	1.981	11.742	751	797	985	889	1.073	1.064	1.099	1.151	1.027	1.034	886	982	4
1955	10.729	2.038	12.767	887	787	956	1.050	1.224	1.135	1.270	1.155	1.139	1.151	984	1.020	9

Table des Matières

INTRODUCTION GENERALE.

§ 1. Principes et exécution des enquêtes.

1. Généralités	9
2. Infractions prises en considération par la statistique criminelle	9
Nomenclature détaillée	10
3. Unités prises en considération par la statistique criminelle	13
4. Méthode d'élaboration de la statistique criminelle	13
Modèle de fiche	15
5. Organisation des travaux statistiques	16

§ 2. Traits principaux du droit criminel belge.

1. Economie générale du droit criminel	17
2. Notions de droit pénal :	
1) Le droit pénal est un droit écrit	17
2) Infractions et peines principales	17
3) Peines accessoires et subsidiaires	17
4) Personnalité des peines	18
5) Non rétroactivité de la loi pénale	18
6) Tentative	18
7) Concours	18
8) Participation	18
9) Causes de justification	18
10) Causes d'excuse	18
11) Circonstances atténuantes	19
12) Récidive	19
13) Extinction de peine	19
14) Délais de prescription	19

15) Libération et condamnation conditionnelle	19
16) Majorité criminelle : régime de protection de l'enfance	19
17) Protection des anormaux, régime des récidivistes et délinquants d'habitude : loi de défense sociale du 9-4-1930	19

3. Notions de procédure pénale, d'organisation judiciaire et de compétence	20
1) Mission de la police judiciaire	20
2) Saisine des juridictions répressives	20
a) Actions publique et civile	20
b) Action publique devant les juridictions répressives	21
Les juridictions de jugement	21
1) Tribunaux de police	22
2) Tribunaux correctionnels	23
3) Cours d'appel	23
4) Cours d'assises	23
5) Cour de cassation	23
Extinction de l'action publique	23
4. Le droit criminel et la statistique	24
1) Infractions et peines	24
2) Concours et participation	24
3) Récidive	24

§ 3. Données démographiques.

Tableaux :

1) Population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle, répartie par sexe et âge	26
2) Etendue territoriale et densité de population par km ² , par arrondissement judiciaire	27

STATISTIQUE CRIMINELLE

Chapitre I. — Statistique des condamnés.

Section I. — Résultats généraux du dépouillement des fiches codifiées. Condamnés par sexe, nature d'infraction et antécédents judiciaires.

1. Introduction	29
2. <i>Relevé n° 1</i> — Nombre des condamnations individuelles et des condamnés primaires et récidivistes par sexe et par nature d'infraction	30
3. Aperçus rétrospectifs :	
1° <i>Le sexe des condamnés</i> :	
Tableau A. — Nombre d'hommes et de femmes condamnés	33
Tableau B. — Pourcentages d'hommes et de femmes condamnés	33
Tableau C. — Taux de la criminalité par sexe. — Indices du taux de criminalité	33
2° <i>Les antécédents judiciaires</i> :	
Tableau D. — Nombre de primaires et de récidivistes condamnés	34
Tableau E. — Pourcentages de primaires et de récidivistes condamnés	34

Section II. — Etat civil et situation de famille.

1. Introduction	35
2. <i>Relevé n° 2</i> . — Etat civil des condamnés	36
3. Aperçus rétrospectifs :	
1. Etat civil des condamnés	43
Tableau A. — Nombre de condamnés d'après l'état civil, la situation de famille, les antécédents judiciaires et le sexe	44
Tableau B. — Pourcentage des condamnés d'après l'état civil, la situation de famille, les antécédents et le sexe	46
2. Situation de famille des condamnés	48
Tableau C. — Nombre de condamnés (mariés, veufs et divorcés) d'après la situation de famille	48
Tableau D. — Pourcentage des condamnés (mariés, veufs et divorcés) d'après la situation de famille	48
Tableau E. — Nombre de condamnés (toutes catégories) d'après la situation de famille	48
Tableau F. — Pourcentage des condamnés (toutes catégories) d'après la situation de famille	48

Section III. — Profession et état social des condamnés.

1. Introduction	49
2. <i>Relevé n° 3</i> . — Condamnés répartis par profession, état social et groupe générique de l'infraction commise :	
A. Hommes	50
B. Femmes	55
C. Récapitulation par groupes professionnels principaux, des relevés n° 3 A et B	60
3. Aperçus rétrospectifs	
1. Profession des condamnés	61
Tableau A. — Nombre des condamnés, par groupe professionnel principal	62
Tableau B. — Pourcentage des condamnés par groupe professionnel principal	63
2. Etat social des condamnés	64
Tableau C. — Nombre de condamnés par état social	64
Tableau D. — Pourcentages des condamnés par état social	65

Section IV. — Age des condamnés

1. Introduction	66
2. <i>Relevé n° 4</i> . — Age des condamnés, en 7 catégories, par sexe et par nature d'infraction	67
<i>Relevé n° 5</i> . — Age des condamnés en 13 catégories, par primaires et récidivistes et par nature d'infractions :	
A. Hommes	68
B. Femmes	70
C. Total des deux sexes	72
3. Aperçus rétrospectifs	
Tableau A. — Nombre de condamnés par groupe d'âge	75
Tableau B. — Pourcentage des condamnés par groupe d'âge	76
Tableau C. — Taux de criminalité par 100.000 individus de chaque groupe d'âge	77
Tableau D. — Indices du taux de criminalité par 100.000 individus de chaque groupe d'âge	78
Tableau E. — Population criminelle fictive obtenue en appliquant, dans chaque groupe d'âge, le taux de criminalité des années étudiées à la population de l'année de base 1930	80
Tableau F. — Pourcentages de chaque groupe d'âge dans le total de la population criminelle fictive	81

Tableau G. — Pourcentages de chaque groupe d'âge dans le total de la population criminelle fictive. Sexes séparés	82
Tableau H. — Taux standard de criminalité pour 100.000 individus et indice	83
Tableau I. — Indices représentant les variations de la criminalité propre à chaque groupe d'âge de la population criminelle fictive, pour une criminalité générale constante	85

Section V. — Localisation des condamnés d'après l'arrondissement judiciaire où ils ont commis leur infraction.

1. Introduction	87
2. <i>Relevé n° 6</i> . — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis l'infraction	88
3. Répartition des condamnés par canton de naissance, de domicile et de lieu où les faits ont été commis :	
Chiffre de la population au 31 décembre de l'année de compte	96
Récapitulation par arrondissement et par ressort de Cour d'appel	102

Section VI. — Récidive générale et récidive spéciale.

1. Introduction. — Nomenclature générique restreinte	103
2. <i>Relevé n° 7</i> . — Récidivistes répartis en spécialistes et non spécialistes et d'après le nombre de condamnations qu'ils ont encourues	104
3. Aperçus récapitulatifs :	
Tableau A. — Taux de la récidive par 1.000 condamnés	110
Tableau B. — Indices du taux de la récidive	111

1. Introduction	113
2. <i>Relevé n° 8</i> . — Ivrognerie	114
3. Aperçu récapitulatif. Pourcentage des condamnés auxquels un fait d'ivrognerie est imputé, soit avant, soit à l'occasion de l'infraction	118

Chapitre II. — Statistique des infractions.

1. Introduction spéciale	119
2. <i>Relevé n° 9</i> . — Nombre des infractions individuelles jugées, réparties d'après le mois dans lequel elles ont été commises :	
A. Communes ou agglomérations urbaines de 100.000 habitants et plus	122
B. Communes de 25.000 à moins de 100.000 habitants	124
C. Communes de 10.000 à moins de 25.000 habitants	126
D. Communes de moins de 10.000 habitants	128
E. Récapitulation	130
3. Aperçu rétrospectif	130
4. <i>Relevé n° 10</i> . — Nombre des infractions individuelles commises en Belgique dans un lieu déterminé, des infractions commises en Belgique dans un lieu indéterminé et des infractions commises à l'étranger :	
A. par des condamnés primaires	132
B. par des condamnés récidivistes	134
C. par les condamnés primaires et récidivistes réunis	136
5. Ivresse	
<i>Relevé n° 11</i> . — Infractions aux art. 1 § 1, et 3 de l'arrêté-loi du 14-11-39 sur la répression de l'ivresse jugées pendant l'année et réparties d'après le mois de l'année où elles ont été commises. — Aperçu rétrospectif	138

SOMMAIRE

Protection de l'enfance.

Défense sociale.

Grâces et libérations conditionnelles.

Adoptions.

Actes notariés.

Déchéances du droit de conduire.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

PROTECTION DE L'ENFANCE

ANNÉE 1955



EXTRAIT DU « BULLETIN DE STATISTIQUE »

N^{os} 7-8 — JUILLET-AOUT 1956

Tableau n° 5. — ENFANTS DE PARENTS DÉCHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE. — MOUVEMENT DE LA POPULATION PENDANT L'ANNÉE. SITUATION AU 31 DÉCEMBRE DES PLACEMENTS FAMILIAUX, DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'ÉDUCATION ET SPÉCIAUX PRIVÉS, ET DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE L'ÉTAT.

NATURE DU PLACEMENT	Entrés				Sortis										Total des mineurs recensés au 31 décembre										
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15		16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Placements familiaux :																									
Garçons	333	126	459	10	1	1	1	10	36	57	120	68	51	25	17	22	15	16	12	13	13	43	402		
Filles	358	136	494	48	1	1	1	10	25	75	112	74	53	31	20	27	21	15	13	13	5	48	419		
Ensemble :	691	262	953	58	2	2	2	20	61	132	232	142	104	56	37	49	36	31	25	25	18	91	821		
Placem. au trav. chez un part. (1) :																									
Garçons	203	95	298	73	—	—	—	17	24	114	83	35	31	16	11	4	4	1	—	—	—	—	—	184	
Filles	324	205	529	104	—	—	—	17	78	184	204	85	28	14	9	1	3	4	—	—	—	—	—	345	
Ensemble :	527	300	827	177	—	—	—	34	102	298	287	120	59	30	23	5	4	—	—	—	—	—	—	529	
Etablissements d'éducation privés :																									
Garçons	1 245	439	1 684	193	2	3	1	25	11	234	383	255	199	116	114	95	68	57	50	36	36	77	1 450		
Filles	1 525	442	1 967	357	2	2	1	25	26	387	399	261	248	135	132	92	85	70	36	39	39	83	1 580		
Ensemble :	2 770	881	3 651	550	2	5	2	50	37	621	782	516	447	251	246	187	153	127	86	75	75	160	3 030		
Etablissements spéciaux privés :																									
Garçons	193	56	249	20	—	—	—	—	7	30	52	47	27	29	17	4	10	6	8	13	6	6	219		
Filles	275	61	336	21	—	—	—	—	9	37	78	54	34	28	17	15	14	11	14	10	10	24	299		
Ensemble :	468	117	585	41	—	—	—	—	16	67	130	101	61	57	34	19	24	17	22	23	16	30	518		
Etablissements de l'Etat :																									
Garçons	21	54	75	17	—	—	—	4	—	16	46	22	3	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	29	
Filles	20	26	46	11	—	—	—	4	1	17	31	13	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	
Ensemble :	41	80	121	28	—	—	—	8	1	33	77	35	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	44	
Total :																									
Garçons	1 995	770	2 765	313	8	3	3	56	78	1 481	660	408	311	186	163	125	94	79	70	62	62	126	2 204		
Filles	2 502	870	3 372	547	1	3	6	56	139	1 714	806	475	364	208	178	135	123	97	63	54	54	155	2 658		
Ensemble :	4 497	1 640	6 137	860	9	6	9	112	217	3 195	1 466	883	675	394	341	260	217	176	133	116	116	281	4 942		

(1) Ce poste était antérieurement compris dans le poste « Placements familiaux ».

Tableau n° 6. — ENFANTS DE PARENTS DÉCHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE (non compris ceux confiés à la mère), MORALEMENT ABANDONNÉS OU MARTYRS ET ADULTÉRINS DE GUERRE. SITUATION PAR ARRONDISSEMENT AU 31 DÉCEMBRE 1955.

ARRONDISSEMENTS (Autorités ou comités dont les enfants dépendent)	Confiés à un particulier			Confiés à une société ou à un établissement privé			Confiés à un établissement spécial privé			Placés dans un établissement de l'Etat			Total	Enfants moralement abandonnés, recueillis, martyrs et adultérins de guerre et les sociétés particulières des enfants martyrs	Enfants adultérins
	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	spécial	d'éducation	Total			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruxelles	43	128	171	216	49	265	48	22	70	—	1	1	507	27	—
Louvain	—	16	16	57	4	61	12	2	14	—	1	1	92	—	—
Nivelles	5	40	45	66	7	73	24	1	25	4	—	4	147	6	1
Anvers	11	122	133	341	10	351	27	6	33	1	5	6	523	8	—
Malines	6	42	48	168	6	174	3	9	12	—	3	3	237	5	11
Turnhout	1	8	9	86	—	86	8	—	8	—	—	—	103	—	—
Mons	4	25	29	123	4	127	30	7	37	—	2	2	195	1	—
Charleroi	4	112	116	295	23	318	86	7	93	2	3	5	532	46	—
Tournai	23	54	77	57	10	67	16	4	20	—	—	—	164	31	—
Gand	24	54	78	128	36	164	9	6	15	—	1	1	258	9	—
Audenarde	2	28	30	38	—	38	—	1	1	—	—	—	69	17	—
Termonde	5	28	33	70	3	73	3	—	3	—	—	—	109	6	—
Bruges	10	48	58	121	15	136	7	1	8	—	2	2	204	—	—
Courtrai	3	10	13	59	17	76	16	13	29	—	—	—	118	13	—
Furnes	12	12	24	72	3	75	7	—	7	—	—	—	106	—	—
Ypres	3	6	9	67	28	95	2	1	3	1	3	4	111	1	—
Liège	34	121	155	303	15	318	43	8	51	1	4	5	529	12	—
Huy	10	26	36	66	4	70	2	6	8	—	—	—	114	35	—
Verviers	9	21	30	88	5	93	12	5	17	—	—	—	140	19	—
Tongres	3	7	10	17	3	20	5	—	5	—	—	—	35	—	—
Hasselt	5	36	41	55	8	63	1	—	1	—	—	—	105	25	—
Arlon	2	11	13	32	1	33	3	2	5	—	—	—	51	—	—
Marche-en-Famenne	2	4	6	15	1	16	1	1	2	1	—	1	25	9	—
Neufchâteau	1	24	25	30	2	32	9	1	10	—	—	—	67	—	—
Namur	20	85	105	101	12	113	29	2	31	1	4	5	254	16	—
Dinant	1	39	40	88	5	93	8	2	10	—	4	4	147	19	2
Totaux :	243	1 107	1 350	2 759	271	3 030	411	107	518	11	33	44	4 942	305	14

CHAPITRE II.

Tableau n° 7. - MINEURS SIGNALÉS AUX PARQUETS. - ARTICLE 12.

ARRONDISSEMENTS	Implicés dans les affaires entrées au parquet avant le 1 ^{er} janvier		Implicés dans les affaires entrées au parquet pendant l'année pour										Total des mineurs dont les parquets ont eu à s'occuper	
			mendicité et vagabondage (Art. 13)		inconduite (Art. 14)		prostitution, débauche, jeu, occupations et trafics dangereux (Art. 15)		faits qualifiés infractions (Art. 16)		Total			
	G.*	F.*	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	371	90	162	108	219	123	75	129	1 934	354	2 390	714	2 761	804
Louvain	4	2	4	4	12	18	8	13	350	61	374	96	378	98
Nivelles	11	6	—	1	29	35	—	—	194	35	223	71	234	77
Anvers	11	—	57	13	109	48	—	14	1 568	397	1 734	472	1 745	472
Malines	25	7	—	—	11	7	19	6	317	111	347	124	372	131
Turnhout	3	—	4	3	9	3	3	1	658	176	674	183	677	183
Mons	35	19	14	6	24	23	4	17	668	205	710	251	745	270
Charleroi	52	15	43	41	36	30	36	106	711	264	826	441	878	456
Tournai	—	—	—	—	17	16	15	18	191	55	223	89	223	89
Gand	52	13	14	5	51	31	23	33	936	224	1 024	293	1 076	306
Audenarde	9	1	—	—	16	12	—	—	326	68	342	80	351	81
Termonde	21	19	5	3	25	10	224	33	266	88	520	134	541	153
Bruges	151	73	5	3	46	16	30	28	732	182	813	229	961	302
Courtrai	14	1	5	2	20	13	22	36	541	111	588	162	602	163
Furnes	2	—	3	2	13	5	19	9	109	30	144	46	146	46
Ypres	60	7	3	—	4	7	—	—	179	44	186	51	246	58
Liège	48	23	53	46	56	36	75	78	775	142	959	302	1 007	325
Huy	10	5	3	4	9	8	11	22	182	27	205	61	215	66
Verviers	14	3	4	3	28	25	4	2	236	27	272	57	286	60
Tongres	26	11	2	—	12	10	28	27	634	130	676	167	702	178
Hasselt	6	—	1	—	18	9	6	10	720	176	745	195	751	195
Arlon	12	1	2	4	2	3	—	—	88	7	92	14	104	15
Marche-en-Famenne	12	2	6	1	4	4	—	—	57	11	67	16	79	18
Neufchâteau	10	13	—	—	6	4	2	1	108	16	116	21	126	34
Namur	—	—	10	3	27	9	2	13	317	88	356	113	356	113
Dinant	—	—	1	—	8	12	5	9	139	37	153	58	153	58
Totaux :	959	311	401	252	811	517	611	605	12 936	3 066	14 759	4 440	15 718	4 751

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 8. - AFFAIRES TRANCHÉES PAR LE PARQUET. - ARTICLE 12.

ARRONDISSEMENTS	Mineurs impliqués dans les affaires laissées sans suite par le parquet		Mineurs déferés au juge d'instruction		Mineurs déferés au juge des enfants		Mineurs impliqués dans des affaires restant au parquet au 31 décembre		Total	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles	2 148	439	1	—	401	263	211	102	2 761	804
Louvain	300	66	10	4	64	20	4	8	378	98
Nivelles	171	51	3	—	53	22	7	4	234	77
Anvers	1 472	375	2	1	253	92	18	4	1 745	472
Malines	288	105	—	—	58	13	26	13	372	131
Turnhout	614	167	26	7	10	2	27	7	677	183
Mons	607	186	—	—	101	52	37	32	745	270
Charleroi	639	271	1	—	194	163	44	22	878	456
Tournai	179	70	1	3	38	16	5	—	223	89
Gand	848	203	1	—	193	91	34	12	1 076	306
Audenarde	295	62	2	1	26	8	28	10	351	81
Termonde	383	114	—	—	118	21	40	18	541	153
Bruges	612	175	—	—	155	29	197	98	961	302
Courtrai	475	131	3	—	78	12	46	20	602	163
Furnes	115	41	1	1	25	2	5	2	146	46
Ypres	204	45	16	1	21	11	5	1	246	58
Liège	756	237	—	—	192	69	59	19	1 007	325
Huy	130	33	1	1	59	27	25	5	215	66
Verviers	202	35	14	1	58	16	12	8	286	60
Tongres	111	39	3	—	533	124	55	15	702	178
Hasselt	664	175	—	—	74	17	13	3	751	195
Arlon	66	3	9	3	19	9	10	—	104	15
Marche-en-Famenne	32	9	—	—	25	1	22	8	79	18
Neufchâteau	98	18	2	—	8	6	18	10	126	34
Namur	273	82	6	1	77	30	—	—	356	113
Dinant	114	32	5	9	34	17	—	—	153	58
Totaux :	11 796	3 164	107	33	2 867	1 133	948	421	15 718	4 751

Tableau n° 9. — MINEURS DONT LES JUGES D'INSTRUCTION ONT EU À S'OCCUPER.
RÉSULTATS. — ARTICLE 12.

ARRONDISSEMENTS	Mineurs déferés aux juges d'instruction						Mineurs renvoyés des poursuites par le juge d'instruction		Mineurs déferés au juge des enfants par le juge d'instruction		Mineurs au sujet desquels le juge d'instruction n'avait pas encore statué au 31 décembre	
	Avant le 1 ^{er} janvier		Pendant l'année		Total		Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Bruxelles	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—
Louvain	—	—	10	4	10	4	1	1	9	3	—	—
Nivelles	—	—	3	—	3	—	2	—	—	—	1	—
Anvers	—	—	2	1	2	1	—	—	—	1	2	—
Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Turnhout	20	—	26	7	46	7	1	—	25	1	20	6
Mons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Charleroi	2	1	1	—	3	1	—	—	3	1	—	—
Tournai	—	—	1	3	1	3	—	—	1	3	—	—
Gand	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—
Audenarde	—	—	2	1	2	1	—	—	1	1	1	—
Termonde	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Bruges	5	—	—	—	5	—	—	—	—	—	5	—
Courtrai	—	—	3	—	3	—	2	—	1	—	—	—
Furnes	1	—	1	1	2	1	1	—	1	1	—	—
Ypres	5	1	16	1	21	2	—	—	21	2	—	—
Liège	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Huy	—	—	1	1	1	1	—	—	1	1	—	—
Verviers	—	—	14	1	14	1	3	1	6	—	5	—
Tongres	2	4	3	—	5	4	—	—	3	4	2	—
Hasselt	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—
Arlon	—	—	9	3	9	3	1	—	7	3	1	—
Marche-en-Famenne	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	1	—	2	—	3	—	1	—	2	—	—	—
Namur	—	2	6	1	6	3	—	—	4	3	2	—
Dinant	—	—	5	9	5	9	—	—	5	9	—	—
Totaux :	37	9	107	33	144	42	12	3	93	33	39	6

Tableau n° 10. — I. — MESURES DE GARDE PROVISOIRE ORDONNÉES.
DURÉE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN. — ARTICLES 28, 29, 30 ET 32, § 5.

ARRONDISSEMENTS	Mesures ordonnées										Nombre des mesures qui ont pris fin après une durée de :										Total			
	Mineurs confiés à un particulier		Mineurs confiés à une société ou institution privée		Mineurs confiés à un établissement de l'Etat		Mineurs gardés dans une maison d'arrêt		Total		Moins de 1 mois		1 à moins de 3 mois		3 à moins de 6 mois		6 à moins de 9 mois		9 à moins de 12 mois			1 an et plus		
	G*	F.*	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.		G.	F.	
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21		22	23	24
Bruxelles	9	1	64	67	4	8	1	—	78	76	4	3	14	15	22	20	3	7	—	2	1	1	41	48
Louvain	—	—	2	4	—	—	—	—	2	4	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	3
Nivelles	—	—	2	1	—	2	—	—	2	3	—	—	—	—	3	1	2	—	1	—	—	—	7	1
Anvers	—	3	27	28	—	—	3	—	30	31	4	—	9	2	7	22	3	1	—	—	—	—	23	25
Malines	—	—	—	5	—	—	—	—	—	5	—	—	—	—	—	2	—	—	—	1	—	—	—	3
Turnhout	—	—	1	4	—	—	—	—	1	4	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1
Mons	—	2	7	35	1	—	—	—	8	37	—	—	1	1	2	10	4	6	1	—	—	1	8	20
Charleroi	6	5	19	22	1	—	—	—	26	27	2	3	6	4	13	16	1	—	—	1	—	—	22	24
Tournai	1	2	6	15	—	—	1	1	8	18	3	4	2	7	3	3	—	—	—	—	—	—	8	14
Gand	5	4	22	22	—	—	—	—	27	26	3	—	3	1	7	13	1	5	—	2	—	—	14	21
Audenarde	—	—	—	3	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Termonde	—	—	2	3	—	—	—	—	2	3	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1	1
Bruges	—	—	3	5	—	—	—	—	3	5	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Courtrai	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	—	—	—	2	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liège	9	1	19	11	—	6	—	—	28	18	1	4	2	—	9	7	1	3	2	—	—	—	15	14
Huy	—	—	3	2	—	—	1	—	4	2	—	—	2	—	1	1	—	—	1	—	—	—	1	4
Verviers	—	—	—	3	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tongres	1	—	4	7	—	—	1	—	6	7	1	—	1	3	—	1	1	—	1	—	—	—	4	4
Hasselt	—	—	2	1	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	3	2
Arlon	—	—	—	2	—	—	—	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2
Marche en F.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	3	1	2	—	—	—	2	1	7
Namur	2	—	9	12	—	—	—	—	11	12	1	—	3	1	1	8	—	1	—	1	—	—	5	11
Dinant	—	1	3	5	—	—	—	—	3	6	—	—	—	—	—	1	1	2	—	2	—	1	1	6
Totaux :	33	19	196	260	6	16	7	1	242	296	20	17	42	41	70	112	19	29	6	10	2	6	159	215

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 10. - II. - MISES EN OBSERVATION AVANT JUGEMENT ORDONNÉES.
DURÉE DES OBSERVATIONS QUI ONT PRIS FIN. - ARTICLE 21, § 1^{er}.

ARRONDISSEMENTS	Observations ordonnées						Nombre des observations qui ont pris fin après une durée de														Total	
	Mineurs confiés à un particulier		Mineurs confiés à une société ou institution privée		Mineurs confiés à un établissement de l'Etat		Total		Moins de 1 mois		1 à moins de 3 mois		3 à moins de 6 mois		6 à moins de 9 mois		9 à moins de 12 mois		1 an et plus		Total	
	G*	F.*	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23
Bruxelles					51	17	51	17	1		5		17	10	7	8					30	19
Louvain					3		3				4				1						5	4
Nivelles					7	2	7	2			2	1	2	3							4	4
Anvers					15	1	15	1			4	1	4	2							10	3
Malines					1		1						3								3	
Turnhout					6	2	6	2			1		1								2	
Mons					10		10				4		4		1	1					5	1
Charleroi					21	11	21	11	1	1	8	7		1							9	9
Tournai					5	3	5	3			2	1	2	1							4	2
Gand					15	1	15	1			3		12	1	3						18	1
Audenarde					1		1				1		1								1	
Termonde					4		4				2		2								2	
Bruges					14	4	14	4					1	2							1	2
Courtrai					12	3	12	3			1		6	2							7	2
Furnes											1		1								1	
Ypres					7		7				1	2	1		4						6	2
Liège					19	10	19	10	2	1	4	1	5	2		3					11	7
Huy					3	3	3	3			2	2	1								2	3
Verviers					4	1	4	1				1	2								3	1
Tongres					9	3	9	3	1		4	2		1							5	3
Hasselt					2	2	2	2			1										1	
Arlon					4	1	4	1			1	1									1	1
Marche-en-Famenne																						
Neufchâteau					4	2	4	2					2								2	
Namur					4		4				1	1									1	1
Dinant					6	1	6	1					1	2	3						4	2
Totaux :					227	67	227	67	5	2	34	13	76	32	22	15	1	1		138	63	

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 11. - MINEURS JUGÉS. - RÉSULTATS DES POURSUITES PAR ARRONDISSEMENT. - ARTICLES 13 A 19, 21 S 2, 22, 23 ET 37.
Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

ARRONDISSEMENTS	Total des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et amendes encourus par suite de l'application de la loi sur la liberté surveillée (Art. 13, 14, 15, 17)		Confiés à une société ou une institution publique ou privée (Art. 13, 14, 15, 17)		Confiés à un établissement de l'Etat (Art. 13, 14, 15, 17, 22, 23, 37)				Placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		Total des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure Colonnes 6 à 17		Mis à la disposition du gouvernement après condamnation (Art. 37)			
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
Bruxelles	190	101	2	1	49	19	5	2	36	40	63	18	17	9	4	188	100	1		
Louvain	62	18			48	7			1	6	5	5				62	18			
Nivelles	30	12	4	2	6	2	2		9		5	4	3		1	26	10			
Anvers	192	67	4	2	89	21	2		19	31	67	13	11			188	65			
Malines	52	14	5	3	27	3				3	15	5				47	11			
Turnhout	32	5			7	1			1	1	19	1				32	5			
Mons	76	36	3	1	37	7			8	17	19	10				73	35			
Charleroi	146	80	9	4	73	29	2		37	31	3				2	137	76			
Tournai	23	20			3	2			6	7	8	6			1	23	18			
Gand	96	61	7	3	30	16	1		18	20	25	16				89	58			
Audenarde	17	9			10	4			3	5	1					17	9			
Termonde	34	6	6	2	12				1	2	10	2				28	4			
Bruges	50	29	5		24	14			4	8	15	5				45	29			
Courtrai	81	31			39	17			3	2	34	8				81	31			
Furnes	15	2			11	1			1		2					15	2			
Ypres	43	10			24	3				2	19	2				43	10			
Liège	61	44	2	2	24	11	4		8	4	19	13			1	59	42			
Huy	27	18	9	4	10	4			1	4	7	3			2	18	14			
Verviers	27	9		1	7					1	17	5				27	8			
Tongres	56	20			32	7			3	3	15	7				56	20			
Hasselt	32	9			18	1			3	6	6	2				32	9			
Arlon	9	11	1	2	5	2				5	2	1				8	9			
Marche-en-Famenne	5		1		1						1					4				
Neufchâteau	5	9		2					1	2	1	2			3	5	7			
Namur	42	20	4		29	7			4	8	5	3			1	38	20			
Dinant	6	10			1				2	5					1	6	10			
Totaux :	1 409	651	62	31	616	178	29	20	169	213	383	131	65	15	13	1 347	620	2		
Appel.																				
Bruxelles	7	4			2	1				3	1					7	4			
Gand	3	1							1	1	1					3	1			
Liège	1	4								4	1					1	4			
Totaux :	11	9			2	1			1	8	3					11	9			

Tableau n° 12. — MINEURS JUGÉS. — RÉSULTATS DES POURSUITES EN RAPPORT AVEC L'ÂGE. ARTICLES 13 À 19, 21 § 2, 22 ET 23.

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois, d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

AGE AU MOMENT OU LES FAITS ONT ÉTÉ COMMIS	Total des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement public ou privée (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à un établissement de l'Etat (Art. 13, 14, 15, 17, 22 et 23)				Placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		Total des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure	
	G.*	F.*	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	Conditionnellement (Liberté surveillée)		Non conditionnellement		G.	F.	G.	F.
											G.	F.	G.	F.				
Moins de 10 ans	136	43	15	5	78	22	1	—	16	12	20	3	2	—	4	1	121	38
De 10 à moins de 11 ans	125	24	5	3	73	14	1	—	17	5	23	—	5	—	1	2	120	21
De 11 à moins de 12 ans	121	26	2	—	77	14	1	—	13	8	23	2	6	1	2	1	122	26
De 12 à moins de 13 ans	157	63	11	5	81	28	—	—	26	18	27	12	9	—	3	—	146	58
De 13 à moins de 14 ans	177	91	5	1	86	31	1	4	27	28	15	20	13	6	—	1	172	93
De 14 à moins de 15 ans	224	120	9	4	109	24	4	4	19	48	61	27	20	9	2	4	215	116
De 15 à moins de 16 ans	232	137	7	6	86	25	14	6	17	42	77	32	30	23	1	3	225	131
De 16 à moins de 17 ans	139	72	4	2	12	6	5	2	18	26	68	23	31	12	1	1	135	70
De 17 à moins de 18 ans	95	72	4	5	11	11	2	4	16	26	39	12	19	14	1	—	91	67
Totaux :	1 409	651	62	31	616	178	29	20	169	213	383	131	135	65	15	13	1 347	620

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 13. — MINEURS JUGÉS. — RÉSULTATS DES POURSUITES EN RAPPORT AVEC LES FAITS COMMIS.

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois, d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

NATURE DES FAITS COMMIS	Total des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement public ou privée (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à un établissement de l'Etat (Art. 13, 14, 15, 17, 22 et 23)				Placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		Total des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure	
	G.*	F.*	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	Conditionnellement (Liberté surveillée)		Non conditionnellement		G.	F.	G.	F.
											G.	F.	G.	F.				
Vagabondage ou mendicité	59	71	1	—	20	13	2	3	20	28	9	10	5	15	2	2	58	71
Inconduite	319	187	12	16	17	12	13	8	67	77	138	40	76	28	6	6	337	171
Prostitution, débauche, jeux, trafics ou occupations qui exposent à la prostitution ou au vagabondage, à la mendicité ou à la criminalité	23	51	3	1	11	10	—	—	2	18	2	17	—	5	2	—	20	50
Faits qualifiés infractions :																		
contre l'autorité	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	3	—
contre les mineurs	189	153	4	6	72	44	4	8	15	45	85	34	9	14	—	2	183	147
contre	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—
crimes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
délits	101	13	7	2	81	11	1	—	4	—	9	—	1	—	—	1	97	11
contre les personnes	41	6	5	—	39	3	—	—	5	2	2	1	2	—	—	—	39	6
involontaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
vol	517	98	21	3	330	50	8	1	42	19	106	22	37	1	3	2	526	95
propriétés	4	2	—	—	2	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	—	4	2
escroqueries	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d'autre nature	28	14	5	1	20	3	—	—	1	9	2	1	—	—	—	—	23	13
Infraction à la loi scolaire	57	56	3	2	31	32	1	—	13	13	6	1	1	2	—	1	51	51
Totaux :	1 409	651	62	31	616	178	29	20	169	213	383	131	135	65	15	13	1 347	620

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 14. — RÉSULTATS DÉFINITIFS DES AFFAIRES TERMINÉES. NATURE ET POURCENTAGE DES DÉCISIONS INTERVENUES.

NATURE DES DÉCISIONS	Nombre	Pourcentage
Affaires laissées sans suite par les parquets et par les juges	15 068	88,4
Mineurs réprimandés (liberté surveillée)	794	4,5
Mineurs placés chez un particulier	49	0,28
Mineurs placés dans une institution privée	382	2,22
Mineurs placés conditionnellement dans un établissement de l'Etat (liberté surveillée)	514	3
Mineurs placés dans un établissement de l'Etat	200	1,5
Mineurs placés dans un établissement approprié à leur état	28	0,1
Totaux :	17 035	100,00

Tableau n° 15. — ORDONNANCES ET JUGEMENTS MODIFICATIFS, RÉVISIONS TRIENNALES À L'ÉGARD DES MINEURS. — NATURE DE LA DÉCISION NOUVELLE. ARTICLE 31.

ARRONDISSEMENTS	Maintenant la situation		Ordonnant la mise en liberté pure et simple		Ordonnant la liberté surveillée		Plaçant chez un particulier		Plaçant dans une société ou une institution		Plaçant dans un établissement de l'Etat		Plaçant dans un établissement spécial		Total	
	G.*	F.*	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
Bruxelles	91	69	1	4	69	40	18	43	50	54	32	21	16	9	277	240
Louvain	4	7	—	—	20	7	—	—	—	3	1	1	—	1	25	19
Nivelles	10	9	21	12	5	7	2	2	6	4	8	4	2	—	54	38
Anvers	48	33	—	—	61	36	20	21	24	27	28	2	1	3	182	122
Malines	37	5	46	8	7	3	—	3	1	2	1	2	—	—	92	23
Turnhout	1	2	—	—	5	—	—	1	2	1	4	1	—	—	12	5
Mons	28	30	57	31	36	36	14	17	15	8	11	5	4	1	165	128
Charleroi	154	95	98	38	22	10	52	89	48	75	50	26	20	25	444	358
Tournai	19	29	7	5	7	11	3	17	11	17	11	2	4	5	62	86
Gand	19	17	—	1	31	20	10	22	15	8	13	1	7	3	95	72
Audenarde	1	3	—	—	3	1	1	1	1	3	2	—	1	—	9	8
Termonde	1	2	—	1	12	11	1	3	2	6	4	1	—	—	20	24
Bruges	—	6	44	7	5	4	2	5	1	3	—	8	1	3	53	36
Courtrai	6	3	—	—	9	5	6	10	—	2	7	2	1	3	29	25
Furnes	—	—	—	—	—	1	—	3	—	—	—	1	1	—	1	5
Ypres	—	1	—	—	4	1	2	—	1	—	3	1	—	—	10	3
Liège	28	8	—	1	48	22	25	14	13	13	29	19	5	7	148	84
Huy	1	3	1	—	3	1	2	6	1	4	—	2	—	1	8	17
Verviers	3	—	—	—	13	7	3	1	3	1	7	2	—	—	29	11
Tongres	6	5	—	—	9	4	3	9	2	6	5	1	—	—	25	25
Hasselt	3	6	17	8	20	6	—	3	6	3	4	1	—	1	50	28
Arlon	6	1	—	—	4	2	2	3	1	2	4	1	—	1	17	10
Marche en Famenne	—	—	—	—	2	1	1	—	—	1	—	—	—	—	3	2
Neufchâteau	—	—	—	—	6	1	—	2	1	—	3	1	1	2	11	6
Namur	11	12	2	5	26	13	9	24	9	13	8	7	1	1	66	75
Dinant	1	5	—	—	5	6	2	3	1	4	1	2	—	1	10	21
Totaux :	478	351	294	121	432	256	178	302	214	260	236	114	65	67	1 897	1 471

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 16. - MOUVEMENT DE LA POPULATION DANS LES

ÉTABLISSEMENTS	ENTRÉS			à la suite d'une décision du juge des enfants						Total
	Présents au 1 ^{er} janvier	Entrés pendant l'année	Total des mineurs observés	Rendus à leurs parents	Confiés à un particulier	Confiés à une société ou à une institution	Placés dans un établissement de l'Etat	Placés dans un établissement spécial approprié à leur état		
									5	
Privés.										
Woluwe Saint-Pierre: poste d'observation de l'Institut du Bon Pasteur (filles)	3	48	51	4	—	37	—	—	41	
Anvers: quartier d'observation de l'Institut Sainte-Marguerite de Cortone (filles)	8	62	70	5	2	47	—	2	56	
Gand: quartier d'observation Notre Dame de la Miséricorde (filles)	7	41	48	2	—	34	1	—	37	
Totaux:	18	151	169	11	2	118	1	2	134	
D'Etat.										
Moll (garçons)	126	552	678	138	26	62	206	37	469	
Namur (filles)	41	161	202	14	9	3	122	12	160	
Totaux:	167	713	880	152	35	65	328	49	629	

TABLISSEMENTS D'OBSERVATION. - SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1955.

Évadés	Décédés	Aliénés	Entrés à l'armée	Rapatriés	Audience Tribunal	Total des sorties	RESTANT au 31 décembre, l'observation ayant à cette date une durée de							Total
							Moins de 15 jours	15 jours à moins de 1 mois	1 mois à moins de 2 mois	2 mois à moins de 3 mois	3 mois à moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	1 an et plus	
—	—	—	—	—	—	41	2	6	2	—	—	—	—	10
2	—	—	—	—	—	58	2	2	8	—	—	—	—	12
—	—	—	—	—	—	37	2	2	4	3	—	—	—	11
2	—	—	—	—	—	136	6	10	14	3	—	—	—	33
51	—	9	21	5	—	555	17	24	29	33	17	3	—	123
2	—	1	—	1	—	164	4	3	12	14	5	—	—	38
53	—	10	21	6	—	719	21	27	41	47	22	3	—	161

Tableau n° 17. - MOUVEMENT DE LA POPULATION PENDANT L'ANNÉE. - SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1955.

Liberté surveillée. - Placements familiaux. - Établissements d'éducation privés. - Établissements spéciaux privés. - Établissements d'éducation de l'Etat. - Établissements de l'Etat.

NATURE DE LA MESURE	ENTRÉS			SORTIS						Rapatriés
	Présents au 1 ^{er} janvier	Entrés pendant l'année	Total	Mineurs qui par décision du juge des enfants ont été soumis à une autre mesure ou rendus à la liberté pure et simple	Evadés	Décédés	Aliénés	Entrés à l'armée		
Liberté surveillée	846	1 269	2 115	302	—	—	—	—	—	—
Garçons	416	649	1 065	150	—	—	—	—	—	—
Filles	430	620	1 050	152	—	—	—	—	—	—
Placements familiaux	63	13	76	—	—	—	—	—	—	—
Garçons	49	14	63	—	—	—	—	—	—	—
Filles	14	—	14	—	—	—	—	—	—	—
Placement au travail chez un particulier (1)	242	197	439	176	3	1	1	20	1	1
Garçons	266	306	572	211	3	—	—	—	—	—
Filles	613	457	1 070	455	10	—	—	27	1	1
Etablissements d'éducation privés	857	590	1 447	545	15	—	—	—	—	—
Garçons	98	69	167	57	—	—	2	—	—	—
Filles	149	64	213	72	—	—	1	—	—	—
Etablissements d'éducation de l'Etat:										
Ruyselede-Wynghene (garçons)	157	133	290	84	—	—	—	37	—	—
Saint-Hubert (garçons)	118	156	274	133	61	—	2	21	—	—
Moll (garçons)	84	119	203	95	3	—	—	17	—	—
Saint-Servais (filles)	145	143	288	121	4	—	8	—	—	—
Bruges (filles)	25	42	67	29	2	—	—	—	—	—
Junnet, Home scolaire (garçons)	67	72	139	45	1	—	—	—	—	—
Wauthier-Braine (garçons)	—	15	15	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements spéciaux de l'Etat:										
Moll (établissement pour anormaux avec colonie familiale pour garçons)	32	50	82	20	7	—	1	11	—	—
Totaux	13 249	4 250	17 499	2 555	109	1	18	133	3	4
Garçons	9 350	2 550	11 900	1 367	85	1	9	133	3	4
Filles	3 899	1 700	5 599	1 188	24	—	9	—	—	—

Sortis par expiration de terme	Transférés dans un autre établissement de l'Etat	Total des sorties	RESTANT au 31 décembre, la mesure ayant à cette date une durée de																Total des mineurs restant au 31 décembre
			Moins de 1 an	1 an à moins de 2 ans	2 ans à moins de 3 ans	3 ans à moins de 4 ans	4 ans à moins de 5 ans	5 ans à moins de 6 ans	6 ans à moins de 7 ans	7 ans à moins de 8 ans	8 ans à moins de 9 ans	9 ans à moins de 10 ans	10 ans et plus						
1 288	—	1 590	1 365	1 325	958	992	808	573	449	409	243	194	209	7 525					
517	—	727	484	416	340	287	193	178	111	103	54	31	34	2 231					
9	—	9	20	17	16	3	3	2	4	—	—	1	—	67					
7	—	7	25	11	3	2	5	—	—	—	—	—	—	47					
22	—	224	103	56	31	10	8	—	3	—	—	—	—	215					
62	—	276	180	65	28	18	3	—	1	—	—	—	—	296					
8	—	502	275	121	98	51	23	10	4	9	—	—	—	598					
21	—	585	417	195	131	63	25	11	8	5	3	2	2	862					
1	—	60	45	22	16	11	4	3	1	2	1	1	1	107					
6	—	79	45	37	20	18	8	2	—	1	—	—	—	134					
5	15	141	76	41	13	7	5	4	3	—	—	—	—	149					
1	27	243	12	11	6	1	—	—	1	—	—	—	—	31					
1	10	129	71	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	74					
7	15	149	79	38	14	8	—	—	—	—	—	—	—	139					
—	6	45	21	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22					
—	28	74	37	18	3	6	—	1	—	—	—	—	—	65					
—	—	—	15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15					
5	9	53	16	7	1	3	2	—	—	—	—	—	—	29					
1 340	89	3 025	2 035	1 621	1 143	1 084	853	593	465	425	248	196	213	8 875					
620	21	1 868	1 251	762	537	396	234	192	119	110	58	35	37	3 731					
1 960	110	4 893	3 286	2 383	1 679	1 480	1 087	785	584	306	231	250	12 606						
Moins de 1 mois	1 mois à moins de 2 mois	2 mois à moins de 3 mois	3 mois à moins de 6 mois	6 mois à moins de 9 mois	9 mois à moins de 12 mois	12 mois à moins de 15 mois	15 mois à moins de 18 mois	18 mois à moins de 24 mois	2 ans à 2½ ans	Plus de 2½ ans	Total								
3	8	39	5	1	1	12	1	—	—	—	—	—	—	21					
—	—	7	1	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	5					

(1) Ce poste était antérieurement compris dans le poste « Placements familiaux ». N.B. — Pour le calcul de la durée, les placements successifs dans les établissements de même espèce sont cumulés. Les transferts provisoires, visites aux parents, envois à l'hôpital, mises à la disposition d'un magistrat, visites pour incorporation, etc., ne sont comptés ni à la sortie, ni à la rentrée.

Les transferts provisoires, visites aux parents, envois à l'hôpital, mises à la disposition d'un magistrat, visites pour incorporation, etc., ne sont comptés ni à la sortie, ni à la rentrée.

Tableau n° 18. — SITUATION PAR ARRONDISSEMENT AU 31 DÉCEMBRE 1955
DES MINEURS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE MESURE PRISE PAR LE JUGE DES ENFANTS.

ARRONDISSEMENTS 1	En liberté surveillée dans leur famille 2	Confiés à un particulier			Confiés à une société ou à un établissement privé			Confiés à un établissement spécial privé			Placés dans un établissement de l'Etat			Totaux 15
		avec frais 3	sans frais 4	Total 5	avec frais 6	sans frais 7	Total 8	avec frais 9	sans frais 10	Total 11	spécial 12	d'éducation 13	Total 14	
Bruxelles	1 371	2	79	81	294	—	294	74	2	76	41	71	112	1 934
Louvain	401	—	3	3	32	2	34	7	2	9	7	19	26	473
Nivelles	149	—	13	13	20	—	20	7	1	8	3	14	17	207
Anvers	1 185	—	36	36	154	2	156	8	—	8	16	38	54	1 439
Malines	327	—	4	4	21	—	21	2	1	3	3	10	13	368
Turnhout	85	—	4	4	14	2	16	1	—	1	9	8	17	123
Mons	349	—	27	27	129	—	129	15	—	15	8	17	25	545
Charleroi	876	—	170	170	268	13	281	46	1	47	23	94	117	1 491
Tournai	172	—	25	25	48	—	48	8	—	8	8	14	22	275
Gand	881	1	46	47	129	3	132	11	2	13	8	26	34	1 107
Audenarde	169	—	12	12	23	—	23	2	—	2	2	4	6	212
Termonde	471	—	4	4	17	—	17	—	1	1	—	7	7	500
Bruges	180	—	6	6	11	—	11	1	—	1	16	17	33	231
Courtrai	391	—	18	18	11	1	12	5	—	5	12	18	30	456
Furnes	78	—	2	2	6	—	6	1	—	1	3	5	8	95
Ypres	233	—	5	5	6	1	7	—	—	—	1	6	7	252
Liège	631	1	60	61	62	2	64	11	1	12	23	49	72	840
Huy	154	—	14	14	16	1	17	5	—	5	3	9	12	202
Verviers	264	—	9	9	13	—	13	4	—	4	4	18	22	312
Tongres	406	—	6	6	37	—	37	3	—	3	4	22	26	478
Hasselt	170	—	17	17	25	1	26	—	—	—	3	8	11	224
Arlon	164	1	11	12	13	1	14	2	1	3	5	2	7	200
Marche en Famenne	40	—	3	3	1	—	1	2	—	2	—	2	2	48
Neufchâteau	27	1	2	3	3	—	3	2	—	2	3	4	7	42
Namur	423	—	31	31	49	—	49	6	—	6	3	6	9	518
Dinant	159	—	12	12	29	—	29	6	—	6	8	7	15	221
Totaux :	9 756	6	619	625	1 431	29	1 460	229	12	241	216	495	711	12 793

Tableau n° 19. — ANCIENS MINEURS DE JUSTICE AYANT ATTEINT LEUR 30^e ANNÉE.
CONDAMNATIONS ENCOURUES AU 31 DÉCEMBRE, DEPUIS LEUR MAJORITÉ.

RÉGIME LE PLUS SÉVÈRE APPLIQUÉ PENDANT LA MINORITÉ 1	Nombre de mineurs auxquels ce régime a été appliqué 2	Individus qui, depuis leur majorité, ont été condamnés à												Individus qui n'ont subi aucune condamnation après leur majorité 15
		une ou plusieurs condamnations de police 3	une condamnation correctionnelle 4	deux condamnations correctionnelles 5	trois condamnations correctionnelles 6	quatre condamnations correctionnelles 7	cinq condamnations correctionnelles 8	plus de cinq condamnations correctionnelles 9	Condamnés par une Cour d'assises 10	Inter-nés pour vagabondage 11	Condamnés par une juridiction militaire 12	Condamnés par plusieurs cours et tribunaux 13	Total des individus qui ont été condamnés après leur majorité 14	
HOMMES.														
Liberté surveillée	1 306	68	157	47	26	8	7	15	—	3	123	47	501	805
Placement chez un particulier	17	1	3	2	—	—	—	—	—	—	1	—	7	10
Placement dans une institution privée	54	3	5	1	1	—	1	—	1	—	9	2	23	31
Placement dans un établissement spécial privé	54	1	2	3	3	—	1	3	—	—	4	5	22	32
Placement dans un établissement de l'Etat	517	29	61	33	21	9	6	8	1	3	46	46	263	254
Totaux :	1 948	102	228	86	51	17	15	26	2	6	183	100	816	1 132
FEMMES.														
Liberté surveillée	343	20	31	10	4	—	—	—	—	1	8	2	76	267
Placement chez un particulier	17	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	13
Placement dans une institution privée	173	8	20	8	2	—	—	2	—	1	1	1	43	130
Placement dans un établissement spécial privé	221	9	29	9	2	—	1	—	—	—	3	1	54	167
Placement dans un établissement de l'Etat	207	18	32	15	4	3	4	3	—	2	3	4	88	119
Totaux :	961	56	115	42	12	3	5	5	—	4	15	8	265	696

Statistique sur l'application de la loi de Défense Sociale du 9 avril 1930

Extrait du « Bulletin de Statistique », n° 9, septembre 1956.

Année 1955

La méthode employée pour l'établissement des tableaux ci-après, est greffée sur la tenue du casier judiciaire.

En ce qui concerne l'internement, des bulletins individuels spéciaux sont adressés au casier par le greffier de la juridiction compétente pour chaque cas.

En ce qui concerne la mise à la disposition du gouvernement, chaque mesure est annotée comme peine accessoire sur le bulletin de condamnation correspondant, adressé au casier judiciaire.

Le dépouillement des bulletins spéciaux et des peines accessoires portées aux bulletins de condamnation, a permis de confectionner les tableaux suivants :

Un tableau I dénombrant, par sexe et par terme d'internement, les inculpés en état de démence, de déséquilibre mental ou de débilité mentale avec indication de la nature de l'infraction commise;

Un tableau II qui relève les décisions prises par les commissions instituées auprès des annexes psychiatriques;

Un tableau III dénombrant, par sexe et par terme de mise à la disposition du gouvernement, les récidivistes ou délinquants d'habitude, avec indication de la nature de l'infraction faisant l'objet de la dernière condamnation;

Un tableau IV répartissant d'après les juridictions, qui les ont ordonnées, les mesures prises en vertu de la loi de défense sociale.

Tableau I. - DÉCISIONS D'INTERNEMENT D'INCUPLÉS EN ÉTAT DE DÉMENCE, DE DÉSÉQUILIBRE MENTAL, OU DE DÉBILITÉ MENTALE (1955).

NATURE DE L'INFRACTION COMMISE 1	Inculpés internés par application de l'article 7								Ensemble 10
	pendant 5 ans		pendant 10 ans		pendant 15 ans		Totaux		
	Hommes 2	Femmes 3	Hommes 4	Femmes 5	Hommes 6	Femmes 7	Hommes 8	Femmes 9	
Juridiction d'instruction.									
<i>Crimes contre :</i>									
La vie et l'intégrité corporelle	2	—	14	2	3	1	19	3	22
Les mœurs	33	—	34	2	—	—	67	2	69
La famille (avortement)	—	1	—	—	—	—	—	1	1
<i>Les biens :</i>									
Incendie	1	1	11	2	—	—	12	3	15
Faux en écritures	9	2	—	—	—	—	9	2	11
Vols qualifiés	41	1	5	—	—	—	46	1	47
Autres crimes	1	—	—	—	—	—	1	—	1
<i>Délits contre :</i>									
L'intégrité corporelle	22	1	—	—	—	—	22	1	23
Les mœurs	52	5	—	—	—	—	52	5	57
La famille (avortement)	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Les biens :</i>									
Vols	36	6	—	—	—	—	36	6	42
Escroqueries	8	—	—	—	—	—	8	—	8
Abus de confiance	3	—	—	—	—	—	3	—	3
L'autorité	14	—	—	—	—	—	14	—	14
Autres délits	15	1	—	—	—	—	15	1	16
Total :	237	18	64	6	3	1	304	25	329
Juridiction de jugement.									
<i>Crimes contre :</i>									
La vie et l'intégrité corporelle	—	—	—	—	1	—	1	—	1
Les mœurs	4	—	1	—	—	—	5	—	5
<i>Les biens :</i>									
Incendie	5	1	—	—	—	—	5	1	6
Faux en écritures	13	—	1	—	—	—	14	—	14
Vols qualifiés	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres crimes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Délits contre :</i>									
L'intégrité corporelle	5	—	—	—	—	—	5	—	5
Les mœurs	8	—	—	—	—	—	8	—	8
<i>Les biens :</i>									
Vols	6	—	—	—	—	—	6	—	6
Escroqueries	2	1	—	—	—	—	2	1	3
Abus de confiance	—	—	—	—	—	—	—	—	—
L'autorité	1	—	—	—	—	—	1	—	1
Autres délits	16	1	1	—	—	—	17	1	18
Total :	60	3	3	—	1	—	64	3	67
Article 23	—	—	—	—	—	—	—	—	10
Le Royaume :	297	21	67	6	4	1	368	28	406

Tableau II. DÉCISIONS PRISES PAR LES COMMISSIONS INSTITUÉES AUPRÈS DES ANNEXES PSYCHIATRIQUES (1955).

ANNÉES 1	Nombre de libérations définitives (art. 20) 2	Nombre de libérations à l'essai (art. 31) 3	Nombre de révocations (art. 14 et 31) 4	Nombre de prolongations d'internement (art. 23) 5
1955	45	118	49	14
1954	22	366	43	20
1953	27	105	41	8
1952	25	80	38	12
1951	24	118	32	8
1950	39	136	39	6
1949	72	167	63	2
1948	68	172	47	4
1947	53	188	47	4

Tableau III. - RÉCIDIVISTES OU DÉLINQUANTS D'HABITUDE MIS À LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT (1955).

NATURE DES INFRACTIONS DONT CONDAMNATION 1	En vertu de l'article 25				En vertu de l'article 24		Totaux		
	pendant 5 ans		pendant 10 ans		pendant 20 ans		Hommes 8	Femmes 9	Ensemble 10
	Hommes 2	Femmes 3	Hommes 4	Femmes 5	Hommes 6	Femmes 7			
<i>Crimes contre :</i>									
Les mœurs	2	—	2	—	—	—	4	—	4
<i>Les biens :</i>									
Vols qualifiés	6	—	13	—	—	—	19	—	19
Faux en écritures	3	—	6	1	—	—	9	1	10
<i>Délits contre :</i>									
L'intégrité corporelle	1	—	—	—	—	—	1	—	1
Les mœurs	4	—	1	—	—	—	5	—	5
<i>Les biens :</i>									
Vols	11	—	9	—	—	—	20	—	20
Escroqueries	3	—	2	—	—	—	5	—	5
Abus de confiance	3	—	2	—	—	—	5	—	5
L'autorité	—	—	1	—	—	—	1	—	1
Autres délits	3	—	—	—	—	—	3	—	3
Le Royaume :	36	—	36	1	—	—	72	1	73

Tableau IV. - RÉPARTITION DES MESURES D'INTERNEMENT ET DE MISES À LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT, D'APRÈS LES JURIDICTIONS QUI LES ONT ORDONNÉES (1955).

SIÈGE 1	Internement			Mises à la disposition du gouvernement 5	Ensemble des mesures en vertu de la loi 6
	Juridictions d'instruction 2	Juridictions de jugement 3	Total 4		
COURS D'ASSISES.					
—	—	1	1	—	1
COUR MILITAIRE.					
—	—	—	—	—	—
COURS D'APPEL.					
Bruxelles	32	6	38	22	60
Gand	12	2	14	6	20
Liège	1	1	2	4	6
Total :	45	10	55	32	87
TRIBUNAUX CORRECTIONNELS.					
Bruxelles	24	12	36	15	51
Louvain	7	—	7	2	9
Nivelles	6	—	6	1	7
Anvers	62	11	73	5	78
Malines	7	—	7	—	7
Turnhout	10	1	11	—	11
Mons	28	4	32	1	33
Charleroi	16	—	16	—	16
Tournai	12	1	13	1	14
Gand	15	1	16	6	22
Auderarde	4	—	4	—	4
Termonde	12	—	12	—	12
Bruges	6	1	7	3	10
Courtrai	4	—	4	1	5
Furnes	—	—	—	—	—
Ypres	1	—	1	—	1
Liège	28	1	29	4	33
Huy	2	—	2	—	2
Verviers	1	1	2	—	2
Tongres	10	1	11	—	11
Hasselt	6	1	7	—	7
Arlon	3	—	3	—	3
Marche-en-Famenne	1	—	1	—	1
Neufchâteau	3	—	3	—	3
Namur	9	—	9	2	11
Dinant	7	1	8	—	8
Total :	284	36	320	41	361
CONSEILS DE GUERRE.					
—	—	21	21	—	21
Total général :	329	67	396	73	469

Statistique des grâces et de la libération conditionnelle - 1955

Patronage des détenus

1. - GRÂCES : REQUÊTES SOUMISES, REJETÉES ET ACCUEILLIES.

ANNÉES	Requêtes soumises au Roi après examen par le Ministère de la Justice	Requêtes rejetées		Requêtes accueillies totalement ou partiellement	
		Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
1934	11 744	7 839	66,75	3 905	33,25
1935	11 390	7 652	67,18	3 738	32,82
1936	9 784	6 479	66,22	3 305	33,78
1937	9 300	6 166	66,30	3 134	33,70
1938	8 275	5 468	66,08	2 807	33,92
1939	8 842	5 634	63,72	3 208	36,28
1940	5 957	3 501	57,77	2 456	41,23
1941	9 300	4 240	45,59	5 060	54,41
1942	11 783	4 392	37,27	7 391	62,73
1943	12 892	6 055	46,97	6 837	53,03
1944	10 342	5 106	49,38	5 236	50,62
1945	15 867	6 617	41,70	9 250	58,30
1946	18 654	6 706	35,94	11 948	64,06
1947	16 517	6 559	39,71	9 958	60,29
1948	18 882	7 141	37,81	11 741	62,19
1949	11 171	5 011	44,85	6 160	55,15
1950	10 715	4 885	45,59	5 830	54,41
1951	8 231	3 889	47,24	4 342	52,76
1952	11 230	3 934	35,03	7 296	64,97
1953	7 408	3 471	46,85	3 937	53,15
1954	6 389	2 931	45,90	3 458	54,10
1955	6 985	3 521	50,41	3 464	49,59

2. - LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES.

ANNÉES	SEXE		AGE							ETAT CIVIL			
	Hommes	Femmes	Moins de 20 ans	de 20 à moins de 25 ans	de 25 à moins de 30 ans	de 30 à moins de 40 ans	de 40 à moins de 50 ans	de 50 à moins de 60 ans	60 ans et plus	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
1952(1)	602	83	15	90	109	202	159	77	33	221	387	30	47
1952(2)	493	34	—	4	77	184	152	92	18	145	324	14	44
1953(1)	715	92	22	142	120	225	167	95	36	273	434	39	61
1953(2)	233	12	—	2	34	87	79	35	8	68	148	8	21
1954(1)	729	72	31	166	128	207	162	79	28	280	417	38	66
1954(2)	145	12	—	1	15	73	43	20	5	55	77	8	17
1955(1)	708	89	19	166	133	187	150	99	43	293	420	34	50
1955(2)	165	12	—	3	13	70	55	32	4	51	99	6	21

3. - LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES. - RENSEIGNEMENTS

ANNÉES	DURÉE DE LA PEINE									
	PRONONCÉE									
	Moins de 1 an	de 1 à moins de 2 ans	de 2 à moins de 5 ans	de 5 à moins de 10 ans	de 10 à moins de 20 ans	de 20 ans et plus	à perpétuité	moins de 3 mois	de 3 à moins de 6 mois	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
1952(1)	124	187	191	105	53	17	8	130	157	
1952(2)	—	4	19	52	341	111	—	8	4	
1953(1)	154	227	259	87	55	18	7	170	177	
1953(2)	—	—	12	50	97	86	—	2	5	
1954(1)	184	232	225	76	62	16	6	231	164	
1954(2)	—	1	10	29	50	66	1	2	2	
1955(1)	225	211	218	71	52	6	14	263	171	
1955(2)	—	—	11	32	41	72	21	1	—	

4. - SUITE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES.

ANNÉES	LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES RÉVOQUÉES						Libérations devenues définitives par expiration du temps d'épreuve
	moins de 1 an après l'octroi	de 1 à moins de 2 ans après l'octroi	de 2 à moins de 5 ans après l'octroi	de 5 à moins de 10 ans après l'octroi	10 et plus de 10 ans après l'octroi	Total des révocations	
1	2	3	4	5	6	7	8
1952(1)	19	13	13	3	—	48	1 142
1952(2)	—	10	32	1	—	43	14
1953(1)	22	26	22	1	—	71	1 139
1953(2)	4	10	31	1	—	46	36
1954(1)	24	32	20	6	—	82	857
1954(2)	3	1	11	6	—	21	18
1955(1)	35	29	27	11	—	102	825
1955(2)	2	5	12	14	—	33	2

(1) = Les prisons ou droit commun.
(2) = Les centres d'internement ou inciviques.

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX LIBÉRÉS.

ANNÉES	ANTÉCÉDENTS			NATURE DE L'INFRACTION DONT ILS PURGEAIENT LA PEINE								
	Sans	Une condamnation antérieure	Plusieurs condamnations antérieures	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages
1	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
1952(1)	355	160	170	6	7	414	12	164	80	—	—	2
1952(2)	320	92	115	519	8	—	—	—	—	—	—	—
1953(1)	361	183	263	10	28	423	22	202	105	3	4	10
1953(2)	116	47	82	245	—	—	—	—	—	—	—	—
1954(1)	367	169	265	21	10	455	16	216	77	—	1	5
1954(2)	91	28	38	157	—	—	—	—	—	—	—	—
1955(1)	402	169	226	30	10	426	22	197	99	4	4	5
1955(2)	118	28	31	177	—	—	—	—	—	—	—	—

RELATIFS AUX LIBÉRATIONS ACCORDÉES.

ANNÉES	DURÉE DE LA PEINE										DURÉE DU TEMPS D'ÉPREUVE										
	PRONONCÉE										RESTANT A SUBIR										
	Moins de 1 an	de 1 à moins de 2 ans	de 2 à moins de 5 ans	de 5 à moins de 10 ans	de 10 à moins de 20 ans	de 20 ans et plus	à perpétuité	moins de 3 mois	de 3 à moins de 6 mois		de 6 mois à moins de 1 an	de 1 à moins de 2 ans	de 2 à moins de 3 ans	de 3 à moins de 5 ans	de 5 à moins de 10 ans	durée indéfinie	2 ans	de plus de 2 à moins de 5 ans	de 5 à moins de 10 ans	de 10 à moins de 20 ans	20 ans et plus
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
1952(1)	124	187	191	105	53	17	8	130	157	138	102	64	24	41	29	342	170	101	42	22	8
1952(2)	—	4	19	52	341	111	—	8	4	14	15	14	15	79	378	24	17	24	61	308	93
1953(1)	154	227	259	87	55	18	7	170	177	171	136	46	37	42	28	455	156	127	39	23	7
1953(2)	—	—	12	50	97	86	—	2	5	4	16	20	17	34	147	3	10	51	36	145	—
1954(1)	184	232	225	76	62	16	6	231	164	174	113	34	26	34	25	513	132	99	35	17	5
1954(2)	—	1	10	29	50	66	1	2	2	5	8	11	20	35	74	7	20	26	30	73	1
1955(1)	225	211	218	71	52	6	14	263	171	158	99	24	32	31	19	529	103	116	31	5	13
1955(2)	—	—	11	32	41	72	21	1	—	5	14	3	22	58	74	3	12	34	63	44	21

5. - PATRONAGE DES DÉTENUS.

ANNÉES	Nombre de prévenus visités		Nombre de condamnés visités		Nombre de visites faites aux prévenus		Nombre de visites faites aux condamnés	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	à des hommes	à des femmes	à des hommes	à des femmes
1	2	3	4	5	6	7	8	9
1952(1)	899	362	2 648	989	250	105	3 076	508
1952(2)	—	—	824	868	3	3	2 139	258
1953(1)	1 007	343	1 983	901	147	156	3 329	677
1953(2)	3	—	570	810	3	—	1 499	231
1954(1)	945	258	2 748	860	140	107	2 897	646
1954(2)	—	—	1 115	761	—	—	1 793	160
1955(1)	468	268	2 344	918	83	88	2 450	388
1955(2)	7	—	935	536	—	—	300	138

Statistique des adoptions (*)

Année 1955

Extrait du « Bulletin de Statistique », n° 2, février 1957.

La loi du 22 mars 1940, modifiant les articles 343 à 360 du Code civil est venue, dans une large mesure, adoucir les conditions auxquelles l'adoption était soumise.

Celle-ci tenue pour un contrat dérogeant aux règles naturelles de l'hérédité, était encore considérée avec méfiance par le Code civil. Les conditions pour faire naître le contrat, les formes à observer pour lui donner sa valeur étaient rigoureuses :

L'adoptant devait être âgé d'au moins 50 ans, et dépasser d'au moins 15 ans l'âge de l'adopté; il ne pouvait avoir ni enfant ni descendant légitime et devait avoir fourni à l'adopté des secours ou des soins ininterrompus pendant au moins six ans de la minorité de celui-ci.

L'adopté devait être âgé d'au moins 21 ans, et était tenu de rapporter les consentements de ses père et mère s'il n'avait pas atteint sa vingt-cinquième année.

L'acte devait être passé devant le juge de paix et ratifié par le tribunal de première instance et par la Cour d'appel.

La loi du 22 mars 1940, s'inspirant de l'intérêt de l'adopté et de justes motifs, apporte les allègements suivants :

La condition d'âge dans le chef de l'adopté est supprimée; un enfant peut être adopté. Le consentement des parents ou du représentant légal n'est plus nécessaire si l'adopté a atteint sa majorité.

Le minimum d'âge requis dans le chef de l'adoptant est réduit à 35 ans; il n'est plus besoin que celui-ci ait presté des secours ou soins, antérieurement, à la personne qu'il désire adopter.

L'acte d'adoption peut être passé, soit devant le juge de paix, soit devant notaire; la seule homologation par le tribunal de première instance suffit pour la validité de l'acte, la Cour d'appel n'intervenant plus qu'en cas de recours par requête, soit de la part des parties contractantes, soit de la part du procureur du Roi.

Le tableau ci-après dénombre, par année, les homologations d'adoptions, prononcées par les tribunaux de première instance, en tenant compte :

Dans le chef des adoptants : de l'adoption isolée par sexe, de l'adoption par des époux.

Dans le chef des adoptés : de leur sexe et de leur âge.

Ces renseignements étaient antérieurement publiés dans la *Statistique judiciaire de la Belgique*.

ADOPTIONS HOMOLOGUÉES PAR LES TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE.
ANNÉE 1955.

ARRONDISSEMENTS	ADOPTANTS				ADOPTÉS											Total des adoptés		
	Hommes seuls	Femmes seules	Epoux	Au Total	de moins de 5 ans		de 5 ans à moins de 10 ans		de 10 ans à moins de 16 ans		de 16 ans à moins de 21 ans		plus de 21 ans		du sexe masculin	du sexe féminin	des deux sexes	
					Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Hommes	Femmes				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	
Bruxelles	44	33	47	124	15	8	25	18	18	14	7	9	20	15	85	64	149	
Louvain	4	7	3	14	—	2	—	1	2	1	2	—	3	8	7	12	19	
Nivelles	6	7	7	20	3	4	—	3	1	1	4	1	3	2	11	11	22	
Anvers	26	16	19	61	12	13	2	7	4	9	1	3	9	11	28	43	71	
Malines	4	2	4	10	1	1	—	1	1	2	1	2	1	1	5	6	11	
Turnhout	2	3	—	5	—	3	—	—	—	—	—	—	1	1	1	4	5	
Mons	23	14	2	39	5	5	5	5	—	4	1	1	7	8	18	23	41	
Charleroi	27	11	15	53	10	9	15	11	7	9	3	2	8	6	43	37	80	
Tournai	2	6	5	13	1	—	2	3	1	—	—	3	3	3	7	9	16	
Gand	11	7	9	27	5	5	4	2	2	2	—	—	7	6	18	15	33	
Audenarde	3	1	2	6	1	—	1	—	1	—	—	1	2	—	5	1	6	
Termonde	4	5	—	9	—	—	—	1	3	1	—	—	3	3	6	5	11	
Bruges	4	7	9	20	4	—	3	—	—	2	—	2	5	6	12	10	22	
Courtrai	8	5	11	24	4	6	2	5	3	2	—	1	5	6	14	20	34	
Furnes	1	—	2	3	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	1	3	
Ypres	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	1	2	
Liège	29	25	33	87	2	5	15	8	14	18	6	4	17	17	54	52	106	
Huy	8	5	5	18	1	—	3	2	2	2	—	1	3	7	9	12	21	
Verviers	11	6	5	22	1	4	—	2	—	3	3	3	2	6	6	18	24	
Tongres	2	1	6	9	2	1	2	—	—	3	—	3	—	—	4	7	11	
Hasselt	1	4	3	8	1	—	—	1	—	2	—	2	1	2	2	7	9	
Arlon	2	3	4	9	—	2	3	2	2	—	—	—	1	1	6	5	11	
Marche-en-Famenne	2	1	—	3	—	2	—	—	—	—	—	—	—	1	—	3	3	
Neufchâteau	3	3	—	6	1	3	1	2	1	1	—	2	1	—	4	8	12	
Namur	12	8	2	22	3	3	5	4	4	4	2	2	2	8	16	21	37	
Dinant	2	2	2	6	1	1	2	3	1	—	—	2	1	—	5	6	11	
Par ressort de Cour d'appel de :																		
Bruxelles	138	99	102	339	47	45	50	48	34	40	19	21	55	55	205	209	414	
Gand	31	27	33	91	15	11	10	8	9	7	—	4	24	23	58	53	111	
Liège	72	58	60	190	12	21	31	24	24	33	11	19	28	42	106	139	245	
Le Royaume :	241	184	195	620	74	77	91	80	67	80	30	44	107	120	369	401	770	

Récapitulation.

Totaux pour le Royaume en :	Hommes seuls	Femmes seules	Epoux	Au Total	Garçons de moins de 5 ans	Filles de moins de 5 ans	Garçons de 5 ans à moins de 10 ans	Filles de 5 ans à moins de 10 ans	Garçons de 10 ans à moins de 16 ans	Filles de 10 ans à moins de 16 ans	Garçons de 16 ans à moins de 21 ans	Filles de 16 ans à moins de 21 ans	Hommes plus de 21 ans	Femmes plus de 21 ans	du sexe masculin	du sexe féminin	des deux sexes
1955	241	184	195	620	74	77	91	80	67	80	30	44	107	120	369	401	770
1954	307	203	173	683	80	77	118	83	55	61	39	35	123	121	415	377	792
1953	288	197	208	693	73	84	101	88	55	56	39	41	125	143	393	412	805
1952	281	177	215	673	82	101	94	81	59	55	26	32	118	145	379	414	793
1951	285	176	237	698	90	117	83	80	51	56	36	42	139	130	399	425	824
1950	296	184	211	691	111	115	80	76	40	39	50	33	110	143	391	406	797
1949	271	212	251	734	116	108	58	62	63	56	41	41	135	155	413	422	835
1948	281	217	278	776	117	128	61	72	43	52	52	41	161	161	434	454	888
1947	295	247	242	784	106	120	53	57	52	52	40	38	208	166	460	433	893

Actes notariés

On trouvera ci-dessous, par canton et par arrondissement, le relevé des actes notariés, avec l'indication du montant des droits d'enregistrement qui ont été perçus.

RELEVÉ DES ACTES NOTARIÉS ET DES DROITS D'ENREGISTREMENT PERÇUS, PAR CANTON ET PAR ARRONDISSEMENT. — ANNÉE 1955.

CANTONS	1955		CANTONS	1955	
	Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus		Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus
Bruxelles (4 cantons)	24 048	328 200 292	Malines (2 cantons)	5 299	23 776 783
Anderlecht	5 657	38 849 111	Duffel	1 631	6 579 940
Asseche	3 029	10 619 242	Heist-op-den-Berg	2 921	8 136 460
Hal	3 396	15 717 310	Lierre	1 751	8 479 049
Ixelles (2 cantons)	6 961	64 113 517	Puurs	1 687	4 542 536
Molenbeek-Saint-Jean	4 957	34 090 476	<i>Arrond. jud. de Malines :</i>	13 292	51 514 768
Saint-Gilles	2 451	17 602 892	Turnhout	2 420	10 974 674
Saint-Josse	7 004	49 682 557	Arendonk	1 186	3 897 144
Schaerbeek (2 cantons)	6 831	56 625 349	Herentals	2 889	11 701 402
Sint-Kwintens-Lennik	2 151	9 064 241	Hoogstraten	1 249	5 954 776
Uccle	5 851	39 469 626	Mol	4 114	11 056 289
Vilvorde	2 717	12 978 994	Westerloo	1 519	4 914 623
Wolvertem	2 869	12 095 938	<i>Arrond. jud. de Turnhout :</i>	13 377	48 498 908
<i>Arrond. jud. de Bruxelles :</i>	77 922	689 109 575	Mons	4 676	15 845 507
Louvain (2 cantons)	8 352	32 867 434	Boussu	3 104	6 902 481
Aarschot	1 671	4 277 310	Chièvres	755	2 561 059
Diest	2 181	6 370 471	Dour	2 257	5 977 814
Glabbeek	837	2 130 515	Enghien	947	3 837 937
Haacht	2 033	5 724 818	La Louvière	2 864	15 910 038
Tirlemont	2 147	10 528 378	Lens	1 863	6 501 579
Léau	728	2 112 458	Pâturages	2 584	6 809 135
<i>Arrond. jud. de Louvain :</i>	17 949	64 011 324	Rœulx	1 997	6 159 269
Nivelles	4 686	21 230 107	Soignies	1 856	8 052 321
Genappe	1 276	4 319 638	<i>Arrond. jud. de Mons :</i>	22 903	77 557 140
Jodoigne	1 589	4 980 716	Charleroi (2 cantons)	8 051	42 748 943
Perwez	1 123	3 975 472	Beaumont	848	3 725 290
Wavre	4 337	20 894 119	Binche	2 811	10 007 591
<i>Arrond. jud. de Nivelles :</i>	13 011	55 400 052	Châtelet	3 467	10 439 245
Anvers (4 cantons)	23 862	185 845 636	Chimay	1 175	4 980 253
Berchem	2 162	12 843 598	Fontaine-l'Evêque	2 564	7 286 933
Boom	1 540	7 880 723	Gosselies	2 549	9 443 290
Borgerhout	4 419	22 870 978	Jumet	2 947	8 496 347
Brecht	2 308	10 598 953	Marchienne-au-Pont	1 910	13 116 654
Ekeren	3 652	14 047 731	Merbes-le-Château	861	2 366 158
Kontich	2 031	9 813 651	Senefte	1 992	6 652 384
Zandhoven	1 987	8 734 309	Thuin	1 474	5 016 376
<i>Arrond. jud. d'Anvers :</i>	41 961	272 635 579	<i>Arrond. jud. de Charleroi :</i>	30 649	124 279 465

CANTONS	1955		CANTONS	1955	
	Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus		Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus
Tournai	2 731	11 058 907	Bruges (3 cantons)	9 267	63 630 810
Antoing	1 379	4 052 243	Ardoisie	684	2 751 456
Ath	1 019	3 309 146	Gistel	1 070	4 159 665
Celles	511	1 974 083	Ostende	2 808	17 036 319
Flobecq	568	1 637 421	Ruislede	308	2 066 380
Frasnes	1 051	3 921 788	Tielt	742	4 738 097
Lessines	1 416	5 612 149	Torhout	2 491	9 016 391
Leuze	985	3 890 634	Arrond. jud. de Bruges :	17 370	103 399 118
Péruwelz	1 188	3 420 720	Courtrai (2 cantons)	4 451	22 315 069
Quevaucamps	1 064	2 943 777	Avelgem	611	2 558 350
Templeuve	852	2 940 960	Harelbeke	1 930	10 026 500
Arrond. jud. de Tournai :	12 764	44 761 828	Izegem	1 263	6 600 470
Gand (3 cantons)	8 677	62 889 060	Menin	2 188	9 222 328
Assenede	791	2 674 463	Meulebeke	1 016	4 916 396
Deinze	992	5 056 183	Mouscron	2 882	10 071 899
Eeklo	1 633	7 052 673	Moorsele	1 039	4 652 915
Evergem	2 389	12 995 802	Oostrozebeke	555	2 348 713
Kaprijke	679	2 577 999	Roulers	1 760	11 928 844
Kruishoutem	912	3 592 932	Arrond. jud. de Courtrai :	17 695	84 641 484
Ledeberg	1 564	7 988 250	Furnes	1 375	9 106 414
Loochristi	845	3 534 566	Dixmude	1 030	7 510 406
Nazareth	901	4 810 410	Haringe	593	3 393 829
Nevele	688	3 139 399	Nieuport	1 045	6 485 375
Oosterzele	1 630	7 645 548	Arrond. jud. de Furnes :	4 043	26 496 024
Waarschoot	657	3 276 940	Ypres (2 cantons)	1 422	12 211 041
Zomergem	666	2 678 166	Hooglede	473	2 892 048
Arrond. jud. de Gand :	23 024	129 912 391	Messines	626	4 214 521
Audenarde	1 798	8 500 488	Passchendale	789	5 024 920
Grammont	1 353	4 967 135	Poperinge	848	4 617 433
Herzele	2 193	8 657 747	Wervik	858	4 421 267
Nederbrakel	866	3 154 588	Arrond. jud. d'Ypres :	5 016	33 381 230
Ninove	3 443	11 980 565	Liège (2 cantons)	10 032	157 929 471
Renaix	1 445	8 186 145	Dalhem	1 053	3 505 950
Sint-Maria-Horebeke	477	1 491 848	Fexhe-Slins	2 247	10 465 540
Zottegem	1 012	5 272 051	Fléron	2 541	7 674 490
Arrond. jud. d'Audenarde :	12 587	52 210 567	Grivegnée	2 417	11 749 526
Termonde	2 196	9 763 305	Herstal	2 426	10 764 242
Alost	4 086	21 548 757	Hollogne-aux-Pierres	2 682	8 191 710
Beveren	1 511	5 156 780	Louveigné	1 390	5 572 563
Hamme	1 221	6 085 765	Saint-Nicolas	2 222	11 608 919
Lokeren	1 512	6 431 149	Seraing	3 079	12 009 015
Siut-Gillis-Waas	2 647	9 034 733	Waremmé	1 442	4 709 209
Saint-Nicolas	2 489	10 628 455	Arrond. jud. de Liège :	31 531	244 180 635
Tamise	1 612	5 833 890	Liège (2 cantons)	10 032	157 929 471
Wetteren	1 611	7 237 508	Dalhem	1 053	3 505 950
Zeie	1 429	5 341 513	Fexhe-Slins	2 247	10 465 540
Arrond. jud. de Termonde :	20 314	87 061 835	Fléron	2 541	7 674 490

CANTONS	1955		CANTONS	1955	
	Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus		Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus
Huy	2 495	9 502 162	Messancy	1 210	4 027 017
Ferrières	850	2 863 927	Virton	1 062	3 499 993
Hannut	1 267	3 989 246	Arrond. jud. d'Arlon :	5 281	17 920 857
Héron	759	2 236 977	Marche-en-Famenne	848	3 319 936
Jehay-Bodegnée	1 427	3 740 157	Durbuy	963	4 610 037
Landen	1 351	3 122 030	Erezée	323	913 624
Nandrin	1 124	3 497 401	Houffalize	573	2 695 635
Arrond. jud. de Huy :	9 273	28 951 900	Laroche	722	2 960 573
Verviers	2 902	13 895 789	Nassogne	613	3 326 186
Aubel	948	4 583 264	Vielsalm	987	3 577 985
Dison	750	3 281 128	Arr. jud. de Marche-en-Famenne :	5 029	21 403 976
Eupen	1 330	6 644 702	Neufchâteau	1 014	3 527 580
Herve	699	3 301 946	Bastogne	1 195	5 149 068
Limbourg	884	4 866 945	Bouillon	469	3 546 363
Malmédy	1 641	5 059 626	Paliseul	633	2 755 848
Saint-Vith	1 399	3 664 851	Spa	725	2 066 646
Spa	1 617	7 436 099	Saint-Hubert	604	2 419 127
Stavelot	1 157	4 436 100	Sibret	423	1 353 653
Arrond. jud. de Verviers :	13 327	57 170 450	Wellin	423	1 353 653
Tongres	1 742	6 749 124	Arrond. jud. de Neufchâteau :	5 063	20 818 085
Bilzen	2 449	8 030 483	Namur (2 cantons)	5 834	31 032 439
Borgloon (Looz)	1 347	3 483 232	Andenne	1 677	5 235 302
Brée	861	3 392 938	Eghezée	1 031	4 021 785
Maaseik	1 181	4 076 099	Fosses	2 638	11 687 426
Mechelen	2 122	5 371 753	Gembloux	2 152	6 998 192
Zichen-Zussen-Bolder	746	1 751 660	Arrond. jud. de Namur :	13 332	58 975 144
Arrond. jud. de Tongres :	10 448	32 855 289	Dinant	1 639	6 618 487
Haaselt	3 463	13 113 541	Beauraing	759	2 638 402
Beringen	1 989	5 367 189	Ciney	1 415	5 938 939
Herck-la-Ville	1 575	3 655 821	Couvin	1 399	3 885 144
Neerpelt	1 985	5 610 410	Florennes	743	2 301 933
Peer	987	2 750 899	Gedinne	665	1 642 577
Saint-Trond	2 064	10 754 646	Philippeville	703	2 512 813
Arrond. jud. de Hasselt :	12 063	41 252 506	Rochefort	758	3 066 812
Arlon	1 263	5 922 969	Walcourt	1 124	3 921 506
Etalle	815	1 879 190	Arrond. jud. de Dinant :	9 205	32 526 613
Fauvillers	204	483 034	Total général :	458 429	2 500 926 823
Florenville	727	2 108 654			

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

DÉCHÉANCE DU DROIT
DE CONDUIRE UN VÉHICULE



EXTRAIT DU « BULLETIN DE STATISTIQUE »

N° 3 — Mars 1957

SOMMAIRE

Condamnations prononcées par les tribunaux correctionnels

p. 1

Juridictions du Travail

p. 99

STATISTIQUE
des
CONDAMNATIONS PRONONCÉES
par les
TRIBUNAUX CORRECTIONNELS
en 1955

STATISTIQUE
des
CONDAMNATIONS PRONONCÉES
par les
TRIBUNAUX CORRECTIONNELS
en 1955

STATISTIQUE DES CONDAMNATIONS PRONONCEES

PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

Année 1955

La présente communication se rapporte à la statistique des condamnations individuelles prononcées par les tribunaux correctionnels.

Les renseignements ont été puisés à la source du casier judiciaire, transposés sur fiches codifiées par les soins du Ministère de la Justice et communiqués, sous cette forme, à l'Institut national de Statistique.

Les acquittés sont classés d'après l'infraction pour laquelle ils ont été poursuivis, les condamnés d'après celle pour laquelle ils ont été condamnés.

Le prévenu condamné pour plusieurs infractions en une même audience n'est compté qu'une fois, et ce pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte, même si ces condamnations font l'objet de jugements différents.

Est considéré comme étant sans antécédents judiciaires le condamné qui, au moment où il commettait le fait délictueux, n'avait pas encore encouru de peine correctionnelle ou des peines de police qui, cumulées, atteignaient le niveau des peines correctionnelles.

Les inculpés jugés en appel par les tribunaux correctionnels font l'objet de comptes spéciaux.

Tableau I - 1955 (suite)

	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Incendie de lieux inhabités (art. 511, § 1)	-	3	1	-	2	-	-	-	-	-	-	-
Incendie de récoltes coupées et bois mis en tas (art. 512, § 1)	1	3	2	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de constructions (art. 521)	3	4	2	-	-	2	-	-	-	-	-	-
Destruction de propriétés mobilières (art. 530)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Délits												
Recel d'inciviques - Epuration civique (art. 121, § 4, 123 sex, 123 non)	2	5	-	-	1	2	-	2	-	-	-	-
Atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat (art. 135bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entraves au libre exercice d'un culte (art. 142, 143)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups à des ministres d'un culte (art. 145, 146)	-	3	1	-	-	1	-	1	-	-	-	-
Arrestation illégale ou arbitraire par un fonctionnaire public (art. 147)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de domicile par un fonctionnaire public (art. 148)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communications par fonctionnaire (art. 149, L. du 13 octobre 1930, art. 18)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Violation du secret des dépêches télégraphiques (L. 13.10.1930, art. 19)	-	3	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-
Atteinte aux droits constitutionnels (art. 151)	-	2	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-
Détention illégale ou irrégulière (art. 155 à 159)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fausse monnaie, contrefaçon, altération (art. 162, 163, 168, 169)	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-
Emission d'effets publics contrefaits (art. 177)	-	14	2	8	2	-	-	2	-	-	-	-
Emission d'effets publics contrefaits reçus pour bons (art. 178)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon :												
Papier marqué d'un timbre contrefait (Usage de), coupons de transport, sceaux, timbres divers (contrefaçon, usage) (art. 183, 184)	-	10	6	-	1	1	-	2	-	-	-	-
Marques du bureau de garantie (Application frauduleuse); sceaux, timbres, poinçons nationaux ou étrangers (usage préjudiciable) (art. 182, 185 à 187)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Timbres-poste et autres (contrefaçon, usage) (art. 188, 189)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Timbres, coupons: enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi, et usage de ces timbres, coupons (art. 190)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Apposition frauduleuse du nom d'un fabricant: objets marqués de noms supposés ou altérés (usage) (art. 191)	-	5	2	-	-	1	-	2	-	-	-	-
Faux et usage de faux (art. 198 à 207, 209)	10	36	17	-	-	13	4	2	-	-	-	-
Registre des logeurs et aubergistes (art. 210)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux dans les dépêches télégraphiques (art. 211, 212)	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fausse déclarations en matière criminelle (art. 217)	-	9	5	-	-	1	2	1	-	-	-	-

4.

Tableau I - 1955 (suite)

	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Faux témoignages en justice (art. 218, 220)	36	65	47	-	11	6	1	-	-	-	-	-
Fausse déclarations par interprète ou expert (art. 221)	-	1	1	-	-	-	-	-	7	-	-	-
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes (art. 223)	3	6	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-
Faux serment en matière civile (art. 226)	5	8	5	-	2	1	-	-	-	-	-	-
Usurpation de fonctions (art. 227, 261 et 262)	7	17	4	-	-	7	2	4	-	-	-	-
Usurpation de nom ou de titre. Port illégal de décoration et de costume (art. 228 à 232)	4	111	8	-	1	21	38	43	-	-	1	-
Coalition de fonctionnaire (art. 233, 234, 236)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Empiètement des autorités (art. 237 à 239)	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Détournement par un fonctionnaire public (art. 240, § 2)	-	21	14	-	3	1	2	1	-	-	-	-
Destruction de pièces dans un dépôt public (art. 242)	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Concussion par un fonctionnaire public (art. 243 à 245)	3	11	10	-	1	-	-	1	-	-	-	-
Corruption, offres agréées par un fonctionnaire (art. 246, 247)	2	4	2	-	1	1	-	-	-	-	-	-
Corruption: offres agréées pour commettre crime ou délit (art. 248)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption d'arbitre ou de prud'hommes (art. 249, 251)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Menaces, promesses, offres pour corrompre un fonctionnaire (art. 252)	11	38	20	-	4	4	5	5	-	-	-	-
Abus d'autorité contre l'exécution d'une loi (art. 254)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité, violences envers les personnes (art. 257)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité. Refus de faire agir (art. 259)	-	2	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-
Infractions aux obligations concernant l'état civil (art. 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367, 192 du code civil)	-	2	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-
Attaques contre les lois par un ministre des cultes (art. 268)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rébellion par une ou plusieurs personnes (art. 271 et 272)	14	601	154	-	10	188	110	139	1	-	-	66
Outrages envers député, ministre, magistrat (art. 275)	4	33	7	-	-	2	11	13	-	-	1	1
Outrages envers officier ministériel, agent de l'autorité (art. 276)	88	1.670	196	-	-	231	469	774	1	-	-	66
Outrages envers corps constitués (art. 277)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Outrages envers jurés ou témoins (art. 275, 282)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Coups et blessures à un député, ministre, magistrat (art. 278, 279)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité (art. 280, 281)	8	247	81	-	3	69	39	55	1	-	-	12
Coups et blessures à des jurés ou témoins (art. 278, 279, 282)	-	2	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Bris de scellés (art. 283 à 287)	-	5	-	-	-	2	1	2	-	-	-	-
Bris de scellés par gardien ou fonctionnaire (art. 284, 286 et 287)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Opposition à des travaux publics (art. 289 à 291)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fournitures pour le compte de l'armée (art. 294, 295, 297, 298)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Imprimés publiés ou distribués sans nom d'auteur ou imprimeur (art. 299)	6	6	-	-	-	-	4	2	-	-	-	-
Loteries non autorisées (art. 302, 303)	7	10	1	-	-	-	3	6	-	-	-	-
Jeux de hasard (art. 305)	-	2	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-

5.

Tableau I - 1955 (suite)

	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Maisons de prêt sur gage (art. 306 à 308)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Révélation de secrets de fabrication (art. 309)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coalition de fonctionnaires. Hausse et baisse des prix des marchandises (art. 311, 312)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrave à la liberté des enchères (art. 314)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inhumations (infractions) (art. 315)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Epizootie (art. 319 à 321)	-	2	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-
Association de malfaiteurs (art. 323 § 2 et 324)	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes (art. 327 à 331)	52	267	50	-	3	69	77	-	-	-	-	4
Evasion de détenus. Négligence ou connivence des gardiens (art. 333, 334, 336 et 337)	1	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evasion de détenus par aide d'autres personnes (art. 335 à 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rupture de ban (art. 338)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recèlement de criminels (art. 339)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de cadavre d'une personne homicide (art. 340)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mendicité et vagabondage (art. 342 à 347)	1	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Avortement sans le consentement (art. 348 § 2, 349)	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Avortement avec le consentement (art. 350, 351)	65	206	148	10	39	7	2	-	4	-	1	-
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables (art. 354, 356 à 358)	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables par parents ou gardien (art. 355, 356, 357, 359)	5	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Abandon d'enfant dans le besoin (art. 360 bis, loi du 15 mai 1912, art. 60)	32	200	51	-	-	133	9	7	-	-	-	-
Enlèvement de mineur (art. 368)	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Soustraction de mineur à la garde de ceux à qui il a été confié (art. 369 bis, art. 57 L. du 15.5.1912)	6	29	15	-	-	3	7	4	-	-	-	-
Enlèvement de fille de moins de 16 ans ayant consenti (art. 369)	1	2	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de fille de moins de 18 ans et plus de 16 ans ayant consenti (art. 370, L. du 15.5.1912 art. 55)	-	6	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure :												
(art. 373, § 1, L. 15.5.1912, 49, § 1)	4	19	9	-	6	3	1	-	13	-	-	-
- par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 1 et 377 § 3, L. 15.5.1912, 49 § 1, 52, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- par plusieurs en s'entr'aidant (art. 373 § 1, 377, § 3, L. 15.5.1912, 49, § 1, 52, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attentat aux mœurs :												
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans (art. 379, § 1)	31	67	40	3	9	9	2	4	56	-	-	-
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 1, 381)	-	2	2	-	-	-	-	-	2	-	-	-
Excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité (art. 380)	4	7	3	-	-	2	1	1	5	-	-	-

6.

Tableau I - 1955 (suite)

	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité par personne ayant autorité, etc. (art. 380, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excitation à la débauche de majeur (art. 380 bis)	44	177	74	2	52	42	4	3	146	-	1	1
Excitation à la débauche de majeur par personne ayant autorité, etc. (art. 380 bis, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrainte exercée en vue de la débauche (art. 380 ter)	-	2	1	-	-	1	-	-	1	-	-	-
Contrainte exercée en vue de la débauche par personne ayant autorité, etc. (art. 380 ter, 381)	31	164	79	-	-	79	3	3	15	-	-	-
Provocation à la débauche (prostitution) (art. 380 quater)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Violation de l'interdiction d'exploiter un commerce prévu par l'art. 382	12	15	7	-	-	1	5	2	-	-	-	1
Écrits ou images. Vente, impression, annonces, etc. (art. 383 §§ 1, 3, 4, art. 384)	-	3	1	-	-	1	-	1	-	-	-	-
Publications (L. du 11.4.1936, arrêté du 29 mai 1936)	-	22	8	-	-	5	-	9	1	-	-	-
Provocation à l'avortement ou propagande anticonceptionnelle (art. 383 § 5, 9)	2	3	1	-	-	2	-	-	-	-	-	-
Paroles obscènes (art. 383 § 2, L. du 29.1.1905)	141	987	462	1	28	278	106	112	58	-	-	-
Outrage public aux mœurs (art. 385 § 1, 386)	11	67	43	-	3	19	2	-	10	-	-	-
Outrage public aux mœurs en présence de mineurs de moins de 16 ans (art. 385 § 2, L. du 15.5.1912, art. 53)	1	3	-	-	-	-	2	1	-	-	-	-
Outrage public aux mœurs : images, figures ou objets indécentes (art. 386 bis)	138	3.962	318	-	2	140	962	2.540	1	-	-	-
Adultère et complicité d'adultère (art. 387 à 390)	83	406	126	-	-	222	31	27	1	-	-	-
Abandon de famille (art. 391 bis)	942	4.642	668	3	35	585	1.475	1.876	2	-	1	28
Coups et blessures (art. 398, 399, 400 § 1 et 410)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 398 à 400 § 1, 410 § 2)	2	6	3	-	-	2	1	-	-	-	-	-
Privation volontaire d'aliments et de soins à un enfant de moins de 16 ans ou à un invalide (art. 401 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles (art. 402, 405)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles à des ascendants (art. 402, 405, 410)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Homicide provoqué (art. 411, 414)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Homicide involontaire (art. 419)	155	436	238	-	29	67	44	58	-	-	1	101
Lésions corporelles involontaires (art. 420)	1.104	8.405	426	-	9	306	2.771	4.893	1	-	1	537
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable (art. 420 bis)	4	10	2	-	-	4	1	3	-	-	-	-
Administration involontaire de substances nuisibles (art. 421)	1	2	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Accident involontaire de chemin de fer (art. 422)	1	26	5	-	-	-	2	19	-	-	-	1
Arrestation arbitraire par un particulier (art. 434, 435, 436)	1	10	1	-	-	9	-	-	-	-	-	-
Violation de domicile par un particulier avec menaces et violences (art. 439)	13	103	25	-	2	35	16	25	1	-	-	3
Violation de domicile : introduction furtive la nuit (art. 442)	-	4	-	-	-	2	1	1	-	-	-	-
Calomnie envers particulier (art. 444)	59	224	34	-	3	24	82	81	-	-	-	-
Dénonciation calomnieuse (art. 445)	6	28	12	-	1	7	4	4	-	-	-	-

7.

Tableau 1 - 1955 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Calomnie envers corps constitués (art. 446)												
Injures par faits, écrits, images, emblèmes (art. 448)	1											
Injures par paroles à personnes ayant un caractère public (art. 448 § 2)	3	7	1			1	2	3				
Divulgateur méchant (art. 449)		2					2					
Violation de tombeaux ou de sépultures (art. 453)												
Mélange de substances nuisibles (art. 454 à 456)												
Révélation de secrets professionnels (art. 458 et 459)								2				
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communications par un particulier (art. 460, 460bis, L. 14.5.1930, art. 3b et c, L. 13.10.1930, art. 17)	3											
Vol (art. 463 à 466)	1											
Fabrication de fausses clés (art. 488)	415	3.521	1.310	2	245	1.094	460	410	12	1	28	38
Banqueroute simple (art. 489 § 1)												
Fraude dans les faillites (art. 490)	16	74	38	1	8	23	1	3				
Abus de confiance (art. 491)	5	5	3				2					
Abus des faiblesses de l'emprunteur (art. 493 et 494)	205	1.080	314	5	82	537	62	80	13			
Escroquerie (art. 496)	1	7	2		1	1	3					1
Fausse monnaie : monnaies auxquelles on a donné l'apparence d'une monnaie supérieure (art. 497, 497bis)	75	345	75	1	71	159	16	23	14		7	1
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues (art. 498 et 499)		2	1			1						
Falsification de denrées et boissons et détention volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les revendre (art. 500 et 501)	25	60	9		1	7	8	35				
Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (art. 505)	6	68	5			2	19	42				
Destruction ou détournement d'objets saisis (art. 507)	159	501	210	1	22	121	72	75			1	
Cel frauduleux d'objets trouvés. Détournement d'un trésor (art. 508)	22	155	59		5	50	20	21			1	
Grivèlerie (art. 508bis, L. 23.3.1938)	30	231	54		1	42	68	66				
Effets de commerce fictifs (art. 509)	57	221	14		2	150	9	46				
Chèques sans provision (art. 509 bis)		2	2									
Incendie de lieux inhabités (art. 511 § 2, 512 §§ 2 et suivants, 514)	13	109	40		4	36	11	18				
Incendie involontaire (art. 519)	1	8	3		3	1		1				
Destruction :	8	22	2		1	1	15	3				
de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, ou téléphones (art. 523, L. 13.10.30,24)		9	3				5	1				
de tombeaux, monuments, objets d'art (art. 526)												
de titres publics ou privés (art. 527)	9	45	5			8	21	11				1
de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces (art. 528)		2	1			1						
de marchandises ou de matières servant à la fabrication (art. 533)	4	5				1		4				

Tableau 1 - 1955 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
d'obstacles retenant bateaux ou voitures (art. 534)												
de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc. (art. 535 à 537)	6	13	4			1	4	4				
d'animaux domestiques (art. 538, 540, 541)	2	7	1			1	3	2				
de poissons : empoisonnement (art. 539)												
de clôtures (art. 545, 546)	25	292	21		2	37	89	143	1			
Inondation (art. 549, 550)												
Maraudage avec circonstances aggravantes (art. 557, § 2, 463)	6	24	3			1	15	5				
Contraventions de police												
Vente, débit, exposition de comestibles, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (art. 561, 2 ^e et 3 ^e)		4						4				
Autres contraventions		290	2	1		1	108	178				
INFRACTIONS PREVUES PAR LES LOIS SPECIALES												
1.- Ordre et sécurité publics												
Infraction d'audience (Code d'instruction criminelle, art. 505)		1	1									
Témoin défaillant (Code d'instruction criminelle, art. 80, 187 et 189)	9	23					1	22				
Assistance judiciaire et procédure gratuite, fausse déclaration (L. 29.6.1929, art. 49)		1						1				
Port illicite du titre d'avocat (L. 30.8.1913)		1										
Règles relatives à l'exercice d'une profession : géomètre, huissier, greffier		2	1									
Mendicité et vagabondage (L. 15.5.1912, art. 63)												
Offre ou provocation pour commettre des crimes ou délits (L. 7.7.1875, L. 25.3.1891, L. 28.7.1934)	1											
Elections (Lois électorales, art. 181 à 203, etc.)		1										
Registres de la population (L. 2.6.1856, A.R. 30.12.1900. L. 6.2.1919, A.R. 14.10.1939)	3	11					3	8				
Remise par notaire des actes de mariage (L. 15.12.1872 art. 13)												
Règlements provinciaux	3	13					6	7				
Baux à loyer (L. 31.7.1947, etc.)												
Attroupements (A.R. 25.4.1940)												
Règlements communaux	19	18					7	11				
Impôts (lois et règlements)	166	3.484	67		123	252	51	2.991				2
Infractions aux arrêtés financiers du 6 octobre 1944		10				1	2	7				

Tableau 1 - 1955 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Monnaies métalliques. Trafic et refonte (L. 8.5.1924, art. 1 et 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rupture de ban d'expulsion d'un étranger (L. 12.2.1897)	1	39	3	-	6	29	-	1	-	-	-	-
Police des étrangers (A.L. du 28.9.1939)	16	340	18	-	8	211	38	65	-	-	1	-
Recensement des étrangers (A.R. 11.8.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime des passeports (A.L. 4.12.1938)	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Emigrants (L.L. 14.12.1876 et 25.8.1920)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Contrôle des voyageurs dans les maisons d'hébergement (arrêté du 31.1.1946)	-	2	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Organisation militaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pigeons militaires (L.L. 24.7.1923 et 15.4.1940)	2	7	1	-	-	2	-	4	-	-	-	-
Recel de déserteurs (loi du 12.12.1817)	3	13	-	-	-	-	9	4	-	-	-	-
Milices privées interdites (loi du 29.7.1934)	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Dommages de guerre (L.L. 1.10.1947, mod. 1.8.1952)	-	2	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Fabrication, vente, etc. : port d'armes prohibées (L. 3.1.1933, art. 4 et 17)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Port d'armes de défense (L. 3.1.1933, art. 7 et 17)	28	213	11	-	-	10	99	93	-	-	-	1
Armes de défense, de guerre, de chasse et de sport (L. 3.1.1933, sauf art. 4 et 7)	2	144	5	-	-	7	79	53	-	-	-	-
Monuments et sites (loi du 7.8.1931)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Non-livraison d'armes à feu (A.L. 14.11.1944)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Mobilisation civile (arrêté des 12-15.4.1945)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Menaces de dépossession par l'ennemi (arrêté du 8.4.1917)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vente, distribution, cession d'appareils de protection contre agression aéro-chimique (L. 16.12.1934, A.L. 27.1.40)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Déclaration et mise sous séquestre des biens et intérêts appartenant à des sujets des nations ennemies (A.L. 10.11.1918)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assurance de la mortalité infantile (loi du 26.12.1906)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'enfance (loi du 28.5.1888)	-	4	-	-	-	-	1	3	-	-	-	-
Protection de l'enfance (loi du 15 mai 1912, art. 62)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Oeuvre nationale de l'enfance (loi du 5.3.1935)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enseignement primaire (art. 12)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des titres d'enseignement supérieur (loi du 21.11.1938)	-	2	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-
Protection des titres d'infirmier et d'infirmière (loi du 15.11.1946)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Droit d'auteur (loi du 22.3.1886, art. 22 à 27)	3	24	-	-	-	-	-	24	-	-	-	-
Presse (décret du 20.7.1831)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Introduction, transport etc., de publications interdites (A.R. 27.12.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tracts interdits (A.R. du 30.1.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Jeux de hasard (loi du 24.10.1902, excepté art. 8)	14	257	6	-	-	9	52	190	-	-	-	10.

Tableau 1 - 1955 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Collectes non autorisées (loi du 6 mars 1918; A.R. du 22.9.1923)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.- Santé publique												
Art de guérir (lois et règlements)	33	112	3	-	1	3	24	81	1	-	-	-
Loi sur l'hypnotisme (30.5.1892, art. 1 et 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime des aliénés (loi du 18.6.1850, etc.)	276	839	89	-	-	165	131	454	1	-	1	279
Ivresse (A.L. du 14.11.1939)	34	589	8	-	-	19	54	488	-	-	-	2
Prohibition de l'alcool (loi du 29.8.1919, art. 1, 2, 12 et 14, etc. A.R. 3.4.1953)	-	3	-	-	-	-	1	2	-	-	-	-
Régime de l'alcool. Clubs privés (A.L. 14.11.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime de l'alcool. Répression des débits illicites (A.L. du 14.11.1939)	6	21	3	-	2	2	6	8	-	-	-	-
Trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiants, désinfectantes ou antiseptiques (loi du 24.2.1921- A.R. 31.12.1930) :	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sauf art. 23	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Seul art. 23	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Prostitution, prophylaxie des maladies vénériennes (loi du 7.9.1939; A.L. 24.1.1945)	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Falsification des denrées alimentaires (loi du 4 août 1890, sauf art. 4, 5 etc.)	1	5	-	-	-	-	1	4	-	-	-	-
Beurres, margarines, graisses préparées (loi du 8.7.1935)	18	211	1	-	-	-	115	95	-	-	-	-
Protection des eaux de boisson (loi du 14 août 1933, art. 5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'appellation d'origine des vins et eaux de vie (A.R. 20.12.1934; A.R. 4.2.1939)	6	8	-	-	1	-	1	6	-	-	-	-
Distribution de lait (A.R. du 7.7.1939)	18	132	-	-	-	-	65	67	-	-	-	-
Salubrité publique	3	7	-	-	-	1	3	3	-	-	-	-
Fonds national d'aide au rééquipement ménager des travailleurs (A.L. 15.11.1945)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3.- Commerce et industrie												
Commerce ambulant (A.R. 13.1.1935; A.R. 29.12.1936; A.R. 28.11.1939)	131	1.361	18	-	1	156	402	784	-	-	-	-
Hausse anormale des prix des denrées (A.R. du 6.5.1935; A.L. 27.10.1939)	23	212	4	-	-	7	121	80	-	-	-	-
Concurrence malhonnête (A.R. 6.5.1935)	5	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Recensement des stocks (A.R. 22.9.1939; 2.10.1939; 31.10.1939; 25.11.1939)	-	3	-	-	-	-	1	2	-	-	-	-
Viande de boucherie (A.R. 4.12.1934)	4	80	-	-	2	4	31	43	-	-	-	-
Abattages clandestins et commerce illicite de viande (Arrêtés 28.2.1947 et 10.3.1950)	-	9	2	-	-	-	3	4	-	-	-	-
Poids et mesures (arrêté du 28.11.1939)	4	9	-	-	-	-	2	7	-	-	-	-
Organisation de l'économie (A.L. 20.9.1948)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Affichage des prix de vente (loi du 30.7.1923)	22	241	3	-	-	1	154	83	-	-	-	-

	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Bourse de commerce et profession d'agent de change (A.R. 30.1.1935; A.R. 20.6.1935, Code de commerce, Livre I, titre V)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés commerciales (lois coordonnées du Code de commerce, Livre I, titre IX, art. 200 à 208)	64	240	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Interdiction à des condamnés et faillis (A.R. 27.10.1934)	2	7	-	-	-	2	-	226	-	-	-	-
Vente de marchandises neuves (loi du 20.5.1946)	-	-	-	-	-	-	-	5	-	-	-	-
Vente avec primes (A.R. des 13.1.1935, 18.3.1935, 30.3.1936)	24	68	-	-	-	1	40	27	1	-	-	-
Contrefaçon de marques de fabrique et de commerce (loi du 1.4.1879)	-	2	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Vente en solde ou en liquidation (A.R. 2.3.1940)	3	4	-	-	-	-	2	2	-	-	-	-
Réglementation, distribution des carburants (A. 2.8.1940)	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Réglementation des constructions privées (arrêté 2.12.1946)	194	436	1	-	-	-	325	110	-	-	-	-
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes (loi du 5.5.1888, etc.)	19	60	-	-	-	1	24	35	-	-	-	-
Mines et extraction de toute nature (A.R. de coordination des lois du 15.9.1919 et arrêtés d'exécution)	1	64	2	-	-	8	23	31	-	-	-	-
Matières explosives ou inflammables (loi du 15.10.1881; loi du 22.5.1886)	-	7	-	-	-	-	3	4	-	-	-	-
Emploi du courant électrique (A.L. 2.12.1944)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

4.- Agriculture, animaux, chasse, pêche

Infractions rurales : écharbonnage, échenillage, etc. (Code rural, Loi du 7.10.1886)	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Importation, transit et exportation des oeufs (loi du 14.7.1930; loi du 5.4.1934)	2	5	-	-	-	-	3	2	-	-	-	-
Fabrication, vente de farines, pains et autres produits alimentaires (A.R. 19.7.1928; A.R. 20.8.1928)	3	26	1	-	-	-	23	2	-	-	-	-
Produits agricoles et horticoles (A.R. 28.2.1935, etc.)	-	3	-	-	-	-	1	2	-	-	-	-
Art vétérinaire (loi du 4.4.1890, modifiée par la loi du 28.5.1906; loi du 23.5.1924)	2	6	-	-	-	1	-	5	-	-	-	-
Police sanitaire des animaux domestiques et des insectes nuisibles (loi du 30.12.1882)	80	541	7	1	-	7	225	301	-	-	-	-
Rage canine (A.R. 29.10.1908)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Protection des animaux (loi du 22.3.1929)	22	86	1	-	-	3	40	42	-	-	-	-
Protection des oiseaux insectivores, des goélands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules (loi du 28.2.1882, art. 31; A.R. 25.10.1929)	-	2	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-
Garde rurale (A. 4.8.1941)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Chasse (loi du 28.2.1882, modifiée par la loi du 4.4.1900, sauf art. 31)	97	463	18	-	2	21	256	166	1	-	-	1
Permis de vendrerie (loi du 30.7.1922)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pêche fluviale (loi du 19.1.1883; loi du 5.7.1899; A.R. 13.3.1936)	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commerce des engrais, semences, plants, substances destinées à l'alimentation des animaux (loi du 15.7.1931, etc.)	1	6	-	-	-	-	3	3	-	-	-	-

	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Statut des commissions paritaires (A.L. 9.6.1945)	-	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liberté d'association (loi du 24.5.1921 garantissant la...)	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réparation des accidents de travail (loi du 24.12.1903, etc.)	6	49	-	-	-	1	23	25	-	-	-	-
Règlements d'atelier (loi du 15.6.1896; loi du 14.6.1921; A.R. 20.6.1936)	-	2	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Contrat d'emploi (loi du 7.8.1922; loi du 2.5.1929; loi du 28.9.1932)	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des femmes et des enfants (lois coordonnées par A.R. du 28.2.1919; loi du 14.6.1921; A.R. 27.4.1927; loi du 7.4.1936)	2	87	1	1	1	1	39	44	-	-	-	-
Avoir admis au travail ou employé un enfant soumis à l'obligation scolaire (loi sur l'enseignement primaire, art. 11, § 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (loi du 30.4.1909, A.R. 4.7.1925)	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Ménage de travail (loi du 30.7.1901)	-	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Interdiction de modification des salaires et traitements (arrêté du 6.7.1948)	2	6	-	-	-	-	1	5	-	-	-	-
Paiement des salaires (loi du 16.8.1887; L.L. des 15 et 17.6.1896; loi du 30.7.1934; loi du 7.7.1896)	2	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Congés annuels payés (loi du 8.7.1936; loi du 20.8.1938)	4	3	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Journée de huit heures et semaine de 48 heures (loi du 14.6.1921; arrêtés royaux d'exécution)	18	57	2	-	-	-	30	25	-	-	-	-
Repos dominical (loi du 17.7.1905; loi du 26.5.1914; loi du 14.6.1921; loi du 24.7.1927)	3	8	1	-	-	-	1	8	-	-	-	-
Santé et sécurité des ouvriers (A.R. 28.12.1937 coordonnant les L.L. 2.7.1899 et 25.11.1897; A.R. des 30 et 31.3.1906, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emploi de la céreuse (loi du 20.5.1926)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des diamantaires (A.R. 30.3.1936; loi du 16.5.1938)	7	37	16	-	-	3	11	7	-	-	-	-
Travail à domicile (loi du 10.2.1934; arrêté du 21.1.1941)	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Travailleurs étrangers (A.R. 8.12.1934; A.R. de coordination du 31.3.1936)	120	353	-	-	1	8	144	200	-	-	-	-
Allocations familiales (loi de généralisation du 4.8.1930 et arrêtés royaux d'exécution)	1	10	-	-	-	-	2	8	-	-	-	-
Assurance en vue de la vieillesse et du décès prémanuré (loi du 14.7.1930; loi du 23.7.1932; arrêtés royaux d'exécution; loi du 15.12.1937)	5	17	-	-	-	1	9	7	-	-	-	-
Déclaration pour subventions, indemnités et allocations à charge de l'Etat, pour chômage (A.R. 31.5.1938)	31	95	13	-	-	17	27	38	-	-	-	-
Arrêté organique du 26.5.1945 instituant le fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires	4	58	3	-	-	3	24	28	-	-	-	-
Chômage (in fractions assimilées à l'art. 496)	5	5	2	-	-	1	1	1	-	-	-	-
Chômage (in fractions assimilées à l'art. 508)	1	8	4	-	-	-	2	2	-	-	-	-
Contrôle des entreprises d'assurance sur la vie (loi du 25.6.1930)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-

Tableau 1 - 1955 (suite)

1	6.- Transport, voirie, communications												
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	
Chemins de fer concédés ou vicinaux (loi du 12.4.1835; loi du 24.6.1865; loi du 25.7.1891, etc.)	4	5	-	-	-	-	1	4	-	-	-	-	
Tramways (A.R. des 2.12.1902 et 27.1.1931)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Usage des carburants et lubrifiants (A.L. 24.10.1944)	216	627	14	-	-	15	236	382	-	-	-	20	
Voie, roulage et messageries (réglementation)	-	131	24	-	-	43	19	45	1	-	-	72	
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (Loi du 1.8.1924, art. 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (Loi du 1.8.1924, art. 2)	19	70	6	-	-	3	33	28	-	-	-	-	
Police maritime (réglementation)	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	
Police des rivières et des polders	13	13	3	-	-	-	9	1	-	-	-	-	
Inscriptions sur la voie publique (A.L. 29.12.1945)	3	3	-	-	-	-	2	1	-	-	-	-	
Navigation aérienne (L.L. 16.11.1919 et 27.6.1937)	80	294	-	-	-	1	98	195	-	-	-	-	
Télégraphes et téléphones (loi du 1.8.1851, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Postes (réglementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

RECAPITULATION DES INFRACTIONS JUGEES EN PREMIER RESSORT

Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	515	2.925	1.347	125	659	777	6	11	723	-	45	14
Délits prévus par le Code pénal	4.266	30.300	5.629	39	715	4.895	7.204	11.818	388	1	54	866
Contraventions de police prévues par le Code pénal	47	294	2	1	-	1	108	182	-	-	-	-
Infractions prévues par des lois spéciales	1.919	12.425	365	2	148	1.023	3.173	7.714	5	-	3	378
Totaux :	6.747	45.944	7.343	167	1.522	6.696	10.491	19.725	1.096	1	102	1.558

TABLEAU 2 - NOMBRE ET DUREE DES SURSIS ACCORDES PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS, JUGEANT EN PREMIER RESSORT - 1955

1	Durée des sursis								Total
	6 mois et moins	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	7	8	
Bruxelles	3	19	-	652	1	907	1.582	8	
Louvain	-	45	20	189	-	76	330	-	
Nivelles	12	3	-	178	-	172	365	-	
Anvers	1	476	-	1.528	-	158	2.163	-	
Malines	3	63	1	269	-	107	443	-	
Turnhout	8	16	-	521	-	4	549	-	
Mons	6	83	-	656	-	187	932	-	
Charleroi	8	74	8	647	-	719	1.456	-	
Tournai	-	10	1	50	-	141	202	-	
Gand	-	104	8	1.170	1	269	1.552	-	
Audenarde	-	106	-	696	-	11	813	-	
Termonde	-	104	1	1.363	-	248	1.716	-	
Bruges	-	53	-	716	1	85	855	-	
Courtrai	1	120	14	354	-	186	675	-	
Furnes	-	121	41	13	-	1	176	-	
Ypres	-	97	-	36	-	399	592	-	
Liège	45	7	10	889	-	123	1.074	-	
Huy	17	6	1	233	-	10	287	-	
Verviers	-	20	194	18	-	25	257	-	
Tongres	-	28	-	281	-	140	449	-	
Hasselt	-	29	1	379	-	11	420	-	
Arlon	23	6	58	23	-	27	137	-	
Marche-en-Famenne	3	5	18	62	-	4	92	-	
Neufchâteau	6	26	6	58	-	51	147	-	
Namur	49	11	1	286	-	58	405	-	
Dinant	44	1	-	187	-	13	245	-	
Total :	229	1.633	383	11.454	3	4.132	17.834	15.	

TABLEAU 3 - PREVENUS JUGES, EN DEGRE D'APPEL, PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS CLASSES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RESULTAT DES POURSUITES - 1955

Récapitulation générale des prévenus jugés en premier ressort et en degré d'appel

NATURE DES INFRACTIONS	Total des prévenus 2	Prévenus acquittés 3	Total des condamnés 4	CONDAMNÉS			
				à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel 5	sans condition 6	conditionnelle 7	sans condition 8
1							
Infractions jugées en degré d'appel							
Délits prévus par le Code pénal	1.404	484	920	10	8	298	606
Contraventions de police prévues par le Code pénal	214	90	124	-	2	49	73
Infractions prévues par des lois spéciales	7.760	2.469	5.291	97	144	1.413	3.637
Totaux :	9.378	3.043	6.335	107	152	1.760	4.316
Totaux des infractions jugées en premier ressort :	52.091	6.747	45.944	7.943	8.385	10.491	19.725
Récapitulation générale							
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel :	62.089	9.790	52.279	7.450	8.537	12.251	24.041

TABLEAU 3 bis - APPELS DE POLICE. NOMBRE DES INTERDICTIONS DE CONDUIRE, PRONONCÉES PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS - 1955

ARRONDISSEMENTS	Interdictions	ARRONDISSEMENTS	Interdictions	ARRONDISSEMENTS	Interdictions
Bruxelles	143	Gand	40	Verviers	11
Louvain	10	Audenarde	26	Tongres	7
Nivelles	5	Termonde	59	Hasselt	9
Anvers	97	Bruges	46	Arlon	5
Malines	13	Courtrai	22	Marche-en-Famenne	4
Turnhout	7	Fumes	7	Neufchâteau	2
Mons	9	Ypres	7	Namur	53
Charleroi	10	Liège	13	Dinant	10
Tournai	8	Huy	3	Total :	626

NATURE DES INFRACTIONS	GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
1 bis	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
INFRACTIONS PREVUES PAR										LE CODE PENAL																	
Crimes										correctionnalisés																	
Sûreté de l'Etat. Livraison de documents, renseignements, espionnage (art. 118, 120, 123ter)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recei de condamnés (art. 121)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon d'effets publics (art. 173 à 176)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon, altération ou émission de fausse monnaie (art. 160, 161, 168)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux en écritures (art. 194 à 197)	70	15	55	10	2	8	42	10	32	24	3	21	36	8	28	7	1	6	3	1	2	147	26	121	13	5	8
Détournement par un dépositaire public (art. 240, § 1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rébellion en bande (art. 272)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement du consentement de la femme, ayant causé la mort (art. 352)	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de mineur (art. 364)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attentat à la pudeur sans violences ni menaces :																											
sur un enfant de moins de 16 ans (art. 372, § 1)	40	2	38	2	-	2	9	1	8	25	3	22	8	1	7	2	1	1	8	-	6	18	1	17	1	1	-
sur un enfant de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc. (art. 372, § 1, 377, § 2)	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
par ascendant sur mineur non émancipé par le mariage (art. 372, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces :																											
sur mineur de plus de 16 ans (art. 373, § 2)	13	3	10	3	1	2	3	-	3	11	2	9	8	1	7	2	1	1	8	-	8	18	1	17	1	1	-
sur mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 2, 377, § 4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur mineur de plus de 16 ans par plusieurs s'entraïdant (art. 373, § 2, 377, § 4, L. 15.5.1912, 49, § 2, 52, § 4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur mineur de moins de 16 ans (art. 373, § 3)	7	4	3	1	-	1	7	1	6	13	1	12	2	-	2	-	-	-	1	-	1	17	1	16	1	1	1
sur mineur de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 3, 377, § 4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Viol :																											
sur personne majeure (art. 375, § 1)	-	-	-	3	2	1	2	-	10	10	-	10	2	-	2	-	-	-	2	-	2	2	-	2	2	-	2
sur mineure de plus de 16 ans (art. 375, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
sur mineure de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 375, § 2, 377 quater)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne majeure, par personne ayant autorité, etc. (art. 375, § 1, 377, § 5)	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne majeure par plusieurs s'entraïdant (art. 375, § 1, 377, § 5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne de plus de 16 ans par plusieurs s'entraïdant (art. 375, § 2, 377, § 4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans (art. 375, § 3)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans (art. 375, § 4)	2	1	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité (art. 375, § 1, art. 377, § 6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 375, § 3, 377, § 6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1

NATURE DES INFRACTIONS 1 bis	GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY		
	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Excitation à la débauche de majeur (art. 380 bis)	14	1	13	3	2	1	-	-	-	13	2	11	25	8	17	-	-	-	-	-	-	25	5	20	2	-	2
Excitation à la débauche de majeur par personne ayant autorité, etc. (art. 380 bis, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrainte exercée en vue de la débauche (art. 380 ter)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Contrainte exercée en vue de la débauche par personne ayant autorité, etc. (art. 380 ter, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provocation à la débauche (prostitution) (art. 380 quater)	8	2	6	-	-	-	-	-	-	7	-	7	7	2	5	-	-	-	-	-	-	22	6	16	-	-	-
Violation de l'interdiction d'exploiter un commerce prévu par l'art. 382	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecrits, images, vente, impression, annonces, etc. (art. 383, § 1, 3, 4, 384)	3	3	-	-	-	-	-	-	-	2	2	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	4	-	4	1	-	1
Publications (L. 11.4.1936; arrêté du 29.5.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Provocation à l'avortement ou propagande anticonceptionnelle (art. 383, § 5, 9)	1	-	1	-	-	-	2	-	-	4	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	1	-	1
Paroles obscènes (art. 383 § 2; L. 29.1.1905)	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Outrage public aux mœurs (art. 385, § 1, 386)	66	14	52	6	-	6	40	1	39	07	8	99	28	2	26	39	8	31	25	-	25	69	14	55	7	-	7
Outrage public aux mœurs en présence de mineurs de moins de 16 ans (art. 385, § 2; L. 15.5.1912, art. 53)	9	1	8	4	2	2	6	-	6	13	4	9	5	1	4	2	1	1	1	-	1	-	-	-	1	-	1
Outrage public aux mœurs : images, figures, objets indécents (art. 386 bis)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	1	-	1
Adultère et complicité d'adultère (art. 387 à 395)	236	14	222	31	1	30	105	2	103	17	11	106	122	4	118	25	3	22	30	3	27	293	12	281	26	-	26
Abandon de famille (art. 391 bis)	28	4	24	8	1	7	20	-	29	19	1	18	16	3	13	8	2	6	10	1	9	26	-	26	6	1	5
Coups et blessures (art. 398, 399, 400, § 1, 410)	648	72	576	221	37	184	723	95	628	11	85	326	457	129	328	56	12	44	160	9	151	109	17	92	20	1	19
Coups et blessures à mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 398 à 400, § 1, 410, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Privation volontaire d'aliments et de soins à un enfant de moins de 16 ans ou à un invalide (art. 398, 401 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles (art. 402, 405)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles à des ascendants (art. 402, 405, 410)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Homicide provoqué (art. 411, 414)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Homicide involontaire (art. 419)	25	8	17	3	-	3	27	12	19	19	5	14	31	11	20	4	1	3	7	1	6	67	15	52	21	6	15
Lésions corporelles involontaires (art. 420)	1.170	169	1.001	298	51	247	627	102	528	601	108	493	473	99	374	176	28	148	156	8	148	151	22	139	85	10	75
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable (art. 420 bis)	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration involontaire de substances nuisibles (art. 421)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Accident involontaire de chemin de fer (art. 422)	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arrestation arbitraire par un particulier (art. 434, 435, 436)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de domicile avec menaces et violences par un particulier (art. 439)	9	2	7	-	-	-	9	-	9	11	3	8	6	-	6	3	-	3	1	-	1	4	-	4	-	-	-
Violation de domicile : introduction furtive la nuit (art. 442)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Calomnie envers particulier (art. 444)	33	6	27	15	4	11	60	10	58	22	-	22	27	8	19	5	-	5	9	2	7	3	-	3	4	3	1
Dénonciation calomnieuse (art. 445)	5	1	4	-	-	-	-	-	-	1	-	1	4	2	2	-	-	-	-	-	-	2	-	2	1	-	1
Calomnie envers corps constitués (art. 446)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Injures par faits, écrits, images, emblèmes et parole publique (art. 448)	-	-	-	1	-	1	2	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Injures par paroles à personnes ayant un caractère public (art. 448 bis)	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Divulgateur méchant (art. 449)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de tombeaux ou de sépultures (art. 453)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mélange de substances nuisibles (art. 454)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Révélation de secrets professionnels (art. 458 et 459)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

NATURE DES INFRACTIONS 1 ^{er}	VERVIERS			TONGRES			HASSELT		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64
Excitation à la débauche de majeur (art. 380 bis)	3	-	3	9	-	9	1	-	-
Excitation à la débauche de majeur par personne ayant autorité, etc. (art. 380 bis, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrainte exercée en vue de la débauche (art. 380 ter)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrainte exercée en vue de la débauche par personne ayant autorité, etc. (art. 380 ter, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provocation à la débauche (prostitution) (art. 380 quater)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Violation de l'interdiction d'exploiter un commerce prévu par l'art. 382	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecrits, images, vente, impression, annonces, etc. (art. 383, § § 1, 3, 4, 384)	1	-	1	3	3	-	-	-	-
Publications (L. 11.4.1936; arrêté du 29.5.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provocation à l'avortement ou propagande anticonceptionnelle (art. 383, § § 5, 9)	2	-	2	1	-	1	-	-	-
Paroles obscènes (art. 383 § 2; L. 29.1.1905)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrage public aux mœurs (art. 385, § 1, 386)	23	-	23	65	1	64	22	6	16
Outrage public aux mœurs en présence de mineurs de moins de 16 ans (art. 385, § 2; L. 15.5.1912, art. 53)	2	-	2	2	-	2	-	-	-
Outrage public aux mœurs : images, figures, objets indécents (art. 386 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Adultère et complicité d'adultère (art. 387 à 390)	80	3	77	28	1	27	25	2	2
Abandon de famille (art. 391 bis)	7	-	7	4	-	4	2	1	1
Coups et blessures (art. 398, 399, 400, § 1, 410)	149	18	131	167	44	123	211	38	17
Coups et blessures à mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 398 à 400, § 1, 410, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Privation volontaire d'aliments et de soins à un enfant de moins de 16 ans ou à un invalide (art. 398, 401 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles (art. 402, 405)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles à des ascendants (art. 402, 405, 410)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Homicide provoqué (art. 411, 414)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Homicide involontaire (art. 419)	23	6	17	28	12	16	30	3	2
Lésions corporelles involontaires (art. 420)	112	21	91	118	22	96	214	25	18
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable (art. 420 bis)	-	-	-	-	-	-	4	4	-
Administration involontaire de substances nuisibles (art. 421)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Accident involontaire de chemin de fer (art. 422)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arrestation arbitraire par un particulier (art. 434, 435, 436)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de domicile avec menaces et violences par un particulier (art. 439)	4	-	4	4	-	4	-	-	-
Violation de domicile : introduction furtive la nuit (art. 442)	-	-	-	-	-	-	1	-	-
Calomnie envers particulier (art. 444)	-	-	-	4	2	2	11	6	3
Dénonciation calomnieuse (art. 445)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Calomnie envers corps constitués (art. 446)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Injures par faits, écrits, images, emblèmes et parole publique (art. 448)	-	-	-	-	-	-	1	1	-
Injures par paroles à personnes ayant un caractère public (art. 448 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Divulgateur méchant (art. 449)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de tombeaux ou de sépultures (art. 453)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mélange de substances nuisibles (art. 454)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Révélation de secrets professionnels (art. 458 et 459)	-	-	-	-	-	-	-	-	-

NATURE DES INFRACTIONS	ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHÂTEAU			NAMUR			DINANT		
	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
Excitation à la débauche de majeur (art. 380 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	4	1	3
Excitation à la débauche de majeur par personne ayant autorité, etc. (art. 380 bis, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrainte exercée en vue de la débauche (art. 380 ter)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrainte exercée en vue de la débauche par personne ayant autorité, etc. (art. 380 ter, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provocation à la débauche (prostitution) (art. 380 quater)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	4	2	-	2
Violation de l'interdiction d'exploiter un commerce prévu par l'art. 382	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecrits, images, vente, impression, annonces, etc. (art. 383, § § 1, 3, 4, 384)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	1	1	-	1
Publications (L. 11.4.1936; arrêté du 29.5.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Provocation à l'avortement ou propagande anticonceptionnelle (art. 383, § § 5, 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paroles obscènes (art. 383 § 2; L. 29.1.1905)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrage public aux mœurs (art. 385, § 1, 386)	14	-	14	7	2	5	4	-	4	53	6	47	13	4	9
Outrage public aux mœurs en présence de mineurs de moins de 16 ans (art. 385, § 2; L. 15.5.1912, art. 53)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6	-	6	1	-	1
Outrage public aux mœurs : images, figures, objets indécents (art. 386 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Adultère et complicité d'adultère (art. 387 à 390)	17	-	17	13	1	12	7	-	7	91	-	91	27	2	25
Abandon de famille (art. 391 bis)	5	-	5	1	1	-	4	1	3	21	4	17	6	-	6
Coups et blessures (art. 398, 399, 400, § 1, 410)	67	7	60	20	3	17	62	10	52	56	4	52	42	9	33
Coups et blessures à mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 398 à 400, § 1, 410, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Privation volontaire d'aliments et de soins à un enfant de moins de 16 ans ou à un invalide (art. 398, 401 bis)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-
Administration volontaire de substances nuisibles (art. 402, 405)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles à des ascendants (art. 402, 405, 410)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Homicide provoqué (art. 411, 414)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Homicide involontaire (art. 419)	15	-	15	12	2	10	4	2	2	21	1	20	12	2	10
Lésions corporelles involontaires (art. 420)	24	25	99	44	4	40	62	15	47	95	11	84	93	18	75
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable (art. 420 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration involontaire de substances nuisibles (art. 421)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Accident involontaire de chemin de fer (art. 422)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arrestation arbitraire par un particulier (art. 434, 435, 436)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Violation de domicile avec menaces et violences par un particulier (art. 439)	1	-	1	-	-	-	1	-	1	3	-	3	-	-	-
Violation de domicile : introduction furtive la nuit (art. 442)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Calomnie envers particulier (art. 444)	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	3	6	-	6
Dénonciation calomnieuse (art. 445)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
Calomnie envers corps constitués (art. 446)	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-
Injures par faits, écrits, images, emblèmes et parole publique (art. 448)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Injures par paroles à personnes ayant un caractère public (art. 448 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Divulgateur méchant (art. 449)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de tombeaux ou de sépultures (art. 453)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mélange de substances nuisibles (art. 454)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Révélation de secrets professionnels (art. 458 et 459)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-

NATURE DES INFRACTIONS 1	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communications par un particulier (art. 460, 460 bis; L. 14.5.1930, art. 3 b et c; L. 13.10.1930, art. 17)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Vol (art. 463 à 466)	462	27	435	94	9	85	61	6	529	65	464	70	5	65	78	7	71	294	32	262	343	48	295	60	2	58	
Fabrication de fausses clefs (art. 488)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Banqueroute simple (art. 489, § 1)	5	1	4	1	-	1	3	-	20	2	18	2	-	2	-	-	-	1	1	-	2	-	2	-	-	-	
Fraude dans les faillites (art. 490)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Abus de confiance (art. 491)	237	27	210	22	5	17	16	4	142	23	119	13	1	12	4	-	4	116	23	93	148	24	124	16	4	12	
Abus des faiblesses de l'emprunteur (art. 493 et 494)	3	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	
Escroquerie (art. 496)	62	5	57	2	-	2	3	-	40	7	33	2	1	1	6	4	2	33	8	25	29	6	23	5	1	4	
Fausse monnaie : monnaies auxquelles on a donné l'apparence d'une monnaie supérieure (art. 497, 497 bis)	1	-	1	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Tromperie sur l'identité, la nature ou la qualité des choses vendues (art. 498, 499)	11	1	10	1	1	-	1	-	5	1	4	4	2	2	1	1	-	3	-	3	6	-	6	-	-	-	
Falsification de denrées et boissons et détention volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les revendre (art. 500 et 501)	3	3	6	-	-	-	-	-	2	-	2	1	-	1	1	-	1	-	-	-	8	-	8	-	-	-	
Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (art. 505)	95	16	79	12	3	9	25	5	60	16	44	17	4	13	13	4	9	44	10	34	68	33	35	7	1	6	
Destruction ou détournement d'objets saisis (art. 507)	38	2	36	2	-	2	2	-	22	3	19	6	-	6	2	-	2	9	2	7	9	-	9	-	-	-	
Cel frauduleux d'objets trouvés. Détournement d'un trésor (art. 508)	18	1	17	8	1	7	5	-	19	-	19	8	3	5	16	1	15	23	-	23	14	3	11	2	1	1	
Grivèlerie (art. 508 bis. L. 23.3.1936)	21	1	20	4	1	3	8	2	13	-	13	-	-	-	4	2	2	16	2	14	17	-	17	5	-	5	
Effets de commerce fictifs (art. 509)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	
Chèques sans provision (art. 509 bis)	23	-	23	4	-	4	2	-	20	1	19	1	-	1	1	-	1	11	2	9	6	-	6	1	1	-	
Incendie de lieux inhabités (art. 511, § 2, 512, § 2 et § 3 suivants, 514)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	1	-	1	
Incendie involontaire (art. 519)	-	-	-	1	-	1	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Destruction :																											
de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques (art. 523, 524)	-	-	-	-	-	-	-	-	10	4	6	-	-	-	-	-	-	1	1	-	2	-	2	-	-	-	
de tombeaux, monuments, objets d'art (art. 526)	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
de titres publics ou privés (art. 527)	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces (art. 528)	1	-	1	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	
de marchandises ou de matières servant à la fabrication (art. 533)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
d'obstacles retenant bateaux ou voitures (art. 534)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc. (art. 535 à 537)	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
d'animaux domestiques (art. 538, 540, 541)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	
de poissons; empoisonnement (art. 539)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
de clôtures (art. 545, 546)	12	-	12	17	1	16	3	-	15	-	15	3	-	3	5	-	5	22	-	22	8	3	5	7	-	7	
Inondation (art. 549, 550)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Maraudage avec circonstances aggravantes (art. 557. 6° § 2, art. 463)	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	1	-	1	3	-	3	-	-	-	
Contraventions de police																											
Vente, débit, exposition de comestibles, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (art. 561, 2° et 3°)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres contraventions	4	-	4	6	-	6	2	-	7	-	7	4	-	4	2	-	2	38	6	32	8	3	5	5	-	5	

NATURE DES INFRACTIONS 1 bis	GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY			
	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communications par un particulier (art. 460, 460 bis; L. 14. 5. 1930, art. 3 b et c; L. 13. 10. 1930, art. 17)	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Vol (art. 463 à 466)	246	21	225	36	9	27	170	30	14	269	29	240	166	16	150	44	3	41	55	5	50	341	23	318	51	3	46	
Fabrication de fausses clefs (art. 488)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Banqueroute simple (art. 489, § 1)	4	1	3	-	-	-	-	-	-	15	3	12	4	1	3	4	-	4	-	-	-	10	2	8	1	-	1	
Fraude dans les faillites (art. 490)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2	-	3	3	-	3	-	3	-	-	-	-	-	-	
Abus de confiance (art. 491)	82	13	69	15	5	10	21	6	15	55	14	41	43	9	34	22	5	17	3	1	2	122	7	115	14	-	14	
Abus des faiblesses de l'emprunteur (art. 493 et 494)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Escroquerie (art. 496)	32	5	27	10	3	7	19	3	16	22	5	17	32	9	23	8	-	8	7	-	7	44	5	39	13	1	12	
Fausse monnaie : monnaies auxquelles on a donné l'apparence d'une monnaie supérieure (art. 497, 497 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Tromperie sur l'identité, la nature ou la qualité des choses vendues (art. 498, 499)	12	4	8	2	-	2	7	-	7	8	5	3	10	6	4	-	-	-	2	-	2	3	-	3	-	-	-	
Falsification de denrées et boissons et détention volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les revendre (art. 500 et 501)	6	-	6	1	-	1	13	-	13	13	-	13	9	-	9	6	2	4	2	-	2	1	-	1	-	-	-	
Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (art. 505)	48	15	33	5	1	4	56	11	45	54	8	46	27	8	19	4	2	2	3	-	3	36	9	27	2	-	2	
Destruction ou détournement d'objets saisis (art. 507)	20	6	14	6	2	4	6	-	6	3	1	2	12	-	12	1	-	1	2	-	2	19	1	18	-	-	-	
Cel frauduleux d'objets trouvés. Détournement d'un trésor (art. 508)	20	3	17	4	-	4	23	2	21	20	3	17	14	2	12	1	-	1	1	-	1	9	-	9	6	1	5	
Grivèlerie (art. 508 bis. L. 23. 3. 1936)	18	2	16	7	2	5	9	4	5	22	2	20	14	3	11	6	1	5	6	5	1	16	2	14	2	-	2	
Effets de commerce fictifs (art. 509)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Chèques sans provision (art. 509 bis)	8	-	8	4	-	4	2	-	2	10	4	6	8	2	6	-	-	-	1	-	1	3	-	3	1	-	1	
Incendie de lieux inhabités (art. 511, § 2, 512, § 2 et § § suivants, 514)	-	-	-	1	1	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Incendie involontaire (art. 519)	1	-	1	1	1	-	3	-	3	3	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	
Destruction :																												
de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques (art. 523, 524)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
de tombeaux, monuments, objets d'art (art. 526)	4	-	4	6	1	5	8	2	6	4	-	4	7	-	7	-	-	-	1	-	1	3	-	3	-	-	-	
de titres publics ou privés (art. 527)	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces (art. 528)	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	
de marchandises ou de matières servant à la fabrication (art. 533)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
d'obstacles retenant bateaux ou voitures (art. 534)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc. (art. 535 à 537)	-	-	-	2	1	1	5	1	4	2	1	1	4	1	3	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	
d'animaux domestiques (art. 538, 540, 541)	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	3	2	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	
de poissons; empoisonnement (art. 539)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
de clôtures (art. 545, 546)	42	3	39	17	4	13	27	2	25	33	3	30	29	2	27	4	1	3	14	1	13	9	-	9	-	-	-	
Inondation (art. 549, 550)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Maraudage avec circonstances aggravantes (art. 557 6° § 2, art. 463)	3	1	2	2	1	1	6	2	4	2	-	2	2	-	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-	2	-	2	
Contraventions de police																												
Vente, débit, exposition de comestibles, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (art. 561, 2° et 3°)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres contraventions	38	6	32	16	2	14	50	9	41	35	4	31	42	5	37	4	-	4	17	1	16	8	2	6	2	1	1	

NATURE DES INFRACTIONS 1 ^{ter}	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communications par un particulier (art. 460, 460 bis; L. 14.5.1930, art. 3 b et c; L. 13.10.1930, art. 17)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vol (art. 463 à 466)	76	14	62	105	16	89	87	12	3	44	5	39	12	1	11	27	3	24	156	19	137	60	5	55
Fabrication de fausses clefs (art. 488)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banqueroute simple (art. 489, § 1)	5	3	2	-	-	-	3	1	2	-	-	1	-	1	1	-	1	8	1	7	-	-	-	-
Fraude dans les faillites (art. 490)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus de confiance (art. 491)	38	4	34	24	4	20	38	8	30	4	-	4	8	2	6	7	3	4	64	12	52	11	1	10
Abus des faiblesses de l'emprunteur (art. 493 et 494)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Escroquerie (art. 495)	7	4	3	3	-	3	8	2	1	7	1	6	3	-	3	5	1	4	11	4	7	7	-	7
Fausse monnaie : monnaies auxquelles on a donné l'apparence d'une monnaie supérieure (art. 497, 497 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tromperie sur l'identité, la nature ou la qualité des choses vendues (art. 498, 499)	2	2	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	4	2	1	1	-
Falsification de denrées et boissons et détention volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les revendre (art. 500 et 501)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-	-
Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (art. 505)	7	4	3	25	2	23	12	2	10	3	-	3	4	-	4	4	1	3	22	2	20	7	2	5
Destruction ou détournement d'objets saisis (art. 507)	2	1	1	7	2	5	4	-	4	1	1	-	3	1	2	-	-	1	-	1	-	-	-	-
Cel frauduleux d'objets trouvés. Détournement d'un trésor (art. 508)	4	3	1	9	1	8	10	3	1	1	1	-	1	-	1	4	-	4	19	1	18	2	-	2
Grivèlerie (art. 508 bis. L. 23.3.1936)	12	-	12	13	3	10	4	1	1	5	-	5	3	1	2	6	2	4	24	5	19	23	16	7
Effets de commerce fictifs (art. 509)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chèques sans provision (art. 509 bis)	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	4	1	3	7	1	6	3	1	2
Incendie de lieux inhabités (art. 511, § 2, 512, § 2 et § § suivants, 514)	1	-	1	-	-	-	1	-	-	6	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-
Incendie involontaire (art. 519)	-	-	-	1	1	-	1	-	-	6	-	6	-	-	-	4	3	1	5	-	5	1	1	-
Destruction :																								
de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques (art. 523, 524)	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	1	-	1
de tombeaux, monuments, objets d'art (art. 526)	1	-	1	-	-	-	6	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de titres publics ou privés (art. 527)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces (art. 528)	1	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
de marchandises ou de matières servant à la fabrication (art. 533)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d'obstacles retenant bateaux ou voitures (art. 534)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc. (art. 535 à 537)	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d'animaux domestiques (art. 538, 540, 541)	-	-	-	1	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de poissons; empoisonnement (art. 539)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de clôtures (art. 545, 546)	8	-	8	16	1	15	11	4	-	6	-	6	1	-	1	1	-	1	6	-	6	1	-	1
Inondation (art. 549, 550)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Maraudage avec circonstances aggravantes (art. 557, 6° § 2, art. 463)	-	-	-	-	-	-	4	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-

Contraventions de police

Vente, débit, exposition de comestibles, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (art. 561, 2° et 3°)
Autres contraventions

-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	1	-	8	-	8	9	1	-	9	1	8	2	-	2	3	2	1	14	2	12	3	1	2	

NATURE DES INFRACTIONS I bis	GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY			
	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	
INFRACTIONS PREVUES PAR																												
1.- Ordre et																												
Infraction d'audience (Code d'instruction criminelle, art. 505)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Témoins défallants: (Code d'instruction criminelle art. 80, 157 et 189)	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13	2	11	-	-	-	
Assistance judiciaire et procédure gratuite, fausse déclaration (L. 29.6.1929, art. 49)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Port illicite du titre d'avocat (L.30.8.1913)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Règles relatives à l'exercice d'une profession : géomètre, huissier, greffier, etc.	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Mendicité et vagabondage (L. 15.5.1912, art. 63)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Offre ou provocation pour commettre des crimes ou délits (L.7.7.1875; L. 25.3.1891; L. 28.7.1934)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Elections (Lois électorales, art. 181 à 203, etc.)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Registres de la population (L. 2.6.1856; A.R. 30.12.1900; L. 6.2.1919; A.R. 14.10.1939)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	
Dépôt par notaire des actes de mariage (L.15.12.1872)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Règlements provinciaux	5	1	4	-	-	-	1	-	1	1	-	1	2	-	2	-	-	-	1	-	1	3	2	1	-	-	-	
Baux à loyer (L.31.8.1947, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Attroupements (A.R. 25.4.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Règlements communaux	10	3	7	-	-	-	-	-	-	4	3	1	7	5	2	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	
Impôts (lois et règlements)	218	12	206	24	5	19	200	6	194	110	6	104	125	3	122	23	-	23	27	2	25	345	6	339	68	5	63	
Infractions aux arrêtés financiers du 6.10.1944)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Monnaies métalliques. Trafic et refonte (L.8.5.1924, art. 1 et 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Rupture de ban d'expulsion d'un étranger (L. 12.2.1897)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Police des étrangers (A.L.28.9.1939)	7	-	7	3	-	3	7	-	7	8	2	6	32	1	31	3	-	3	13	-	13	10	-	10	2	-	2	
Recensement des étrangers (A.R. 11.8.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Régime des passeports (A.L. 4.12.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Emigrants (L.L.14.12.1876 et 25.8.1920)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Contrôle des voyageurs dans les maisons d'hébergement (Arrêté du 31.1.1946)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Organisation militaire	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Pigeons militaires (L. 24.7.1923 et 15.4.1940)	1	-	1	-	-	-	5	2	3	2	-	2	1	1	-	1	-	1	2	-	2	-	-	-	-	-	-	
Recel de déserteurs (L. 12.12.1817)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Milices privées interdites (L.29.7.1934)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Domages de guerre (L.L. 1.10.47 mod. 1.8.1952)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Fabrication, Vente, etc. : port d'armes prohibées (L.3.1.1933, art. 4 et 17)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	
Port d'armes de défense (L.3.1.1933, art. 7 et 17)	11	2	9	4	1	3	18	7	11	17	-	17	22	7	15	5	-	5	1	-	1	14	-	14	7	-	7	
Armes de défense, de guerre, de chasse et de sport (L.3.1.1933, sauf art. 4 et 7)	12	-	12	-	-	-	8	-	8	11	-	11	6	-	6	2	-	2	5	-	5	5	-	5	5	-	8	
Monuments et sites (L.7.8.1931)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Armes à feu et de défense (non livraison d') (art. 40, 42, 85 100; Code pénal, art. 1,3; arrêté 14.11.1944)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Mobilisation civile (arrêtés des 22.12. et 15.4.1945)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Menaces de dépossession par l'ennemi (arrêté 8.4.1917)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Vente, distribution, cession d'appareils de protection contre agression aéro-chimique (L.16.12.1934, A.L. 27.1.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Déclaration et mise sous séquestre des biens et intérêts appartenant à des sujets des nations ennemies (A.L.10.11.1918)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

DES LOIS SPECIALES

sécurité publiques

NATURE DES INFRACTIONS 1 bis	GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES		COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY			
	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Viande de boucherie (A.R. 4.12.1934)	6	-	6	25	1	24	11	-	11	3	1	2	7	-	7	1	-	1	1	-	1	1	-	1	2	-	2
Abattages clandestins et commerce illicite de viande (Arrêté du 28.2.1947 et du 10.3.1950)	-	-	-	2	-	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Poids et mesures (arrêté du 28.11.1939)	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Organisation de l'économie (A.L.20.9.1948)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Affichage des prix de vente (L.30.7.1923)	4	2	2	146	13	133	32	2	30	4	-	4	7	1	6	-	-	-	3	-	3	1	-	1	-	-	-
Bourses de commerce et profession d'agent de change (A.R.30.1.1935; A.R.20.6.1935; Code du commerce, Livre I, titre V)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés commerciales (lois coordonnées du Code de commerce, Livre I, titre IX, art. 200 à 208)	3	-	3	2	-	2	11	5	6	1	1	-	4	1	3	1	-	1	-	-	-	2	-	2	-	-	-
Interdiction à des condamnés et faillis (A.R. 27.10.1934)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vente de marchandise neuve (L.20.5.1846)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vente avec primes (A.R. des 13.1.1935, 18.3.1935, 30.3.1936)	6	6	-	5	1	4	4	2	3	3	2	1	4	-	4	-	-	-	23	3	20	1	-	1	-	-	-
Contrefaçon de marque de fabrique et de commerce (L.1.4.1879)	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vente en solde ou en liquidation (A.R.2.3.1940)	-	-	-	1	-	1	-	-	2	1	1	3	2	1	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Réglementations, distribution des carburants (A.2.8.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réglementation des constructions privées (arrêté 2.12.1946)	15	1	14	12	5	7	38	4	34	24	11	13	56	21	35	7	5	2	24	7	17	2	-	2	-	-	-
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes (L.5.5.1888, etc.)	2	-	2	3	-	3	9	3	6	3	1	2	2	2	-	-	-	-	1	-	1	9	-	9	4	-	4
Mines et extractions de toute nature (A.R. de coordination des L.L. 15.9.1919 et arrêtés d'exécution)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-	3	-	3	-	-	-
Matières explosives ou inflammables (L.15.10.1881; L.22.5.1886)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Emploi du courant électrique (A.L. 2.12.1944)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

4.- Agriculture, animaux, chasse, pêche

Infractions rurales : écharonnage, échenillage, etc. (Code rural. (L. 7.10.1886)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Importation, transit et exportation des oeufs (L.14.7.1930; L.5.4.1934)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	
Fabrication, vente de farines, pains et autres produits alimentaires (A.R. des 19.7.1926 et 20.8.1926)	-	-	-	-	-	-	22	-	2	4	3	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits agricoles et horticoles (A.R. 26.2.1935, etc.)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Art vétérinaire (L.4.4.1890, modifiée par la loi du 28.5.1908; L.23.5.1924)	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	2	-	2	1	1	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Police sanitaire des animaux domestiques et des insectes nuisibles (L.30.12.1882)	103	12	91	42	4	35	88	9	75	50	8	42	33	12	21	8	-	8	19	3	16	12	-	12	11	-	11
Rage canine (A.R. 29.10.1908)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des animaux (L.22.3.1929)	9	3	6	25	2	23	4	-	4	-	-	-	5	-	5	2	1	1	10	6	4	-	-	-	-	-	-
Protection des oiseaux insectivores, des goélands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules (L.28.2.1882, art.31; A.R. 25.10.1929)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Garde rurale (A. 4.8.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chasse (L.28.2.1882, modifiée par la loi du 4.4.1900, sauf art. 31)	47	12	35	18	1	17	48	16	35	22	5	17	9	2	7	5	1	4	21	2	19	13	1	12	23	2	21
Permis de tenderie (L.30.7.1922)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pêche fluviale (L.19.1.1883; L.5.7.1899; A.R. 13.3.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commerce des engrais, semences, plants, substances destinées à l'alimentation des animaux (L.15.7.1931, etc.)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-

NATURE DES INFRACTIONS 1	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
	6. - Transport, voirie.									communications																	
Chemins de fer concédés ou vicinaux (L. 12.4.1835, L. 24.6.1885 L. 25.7.1891, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	3	2	1	1	-	1	-	-	-
Tramways (A.R. des 2.12.1902 et 27.1.1931)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Usage des carburants et lubrifiants (A.L. 24.10.1944)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voirie, roulage et messageries (réglementation)	51	13	38	19	3	16	3	3	5	31	6	25	16	3	13	2	-	2	27	6	21	53	16	37	5	1	4
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (L. 1.8.1924, art. 3)	39	-	39	2	-	2	1	-	1	15	-	15	3	-	3	1	-	1	3	-	3	5	-	5	1	-	1
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (L. 1.8.1924, art. 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police maritime (réglementation)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	52	14	38	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Police des rivières et des polders	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inscriptions sur la voie publique (A.L. 29.12.1945)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Navigation aérienne (L.L. des 18.11.1919 et 27.6.1937)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Télégraphes et téléphones (L. 1.3.1851)	42	6	36	5	-	5	1	-	1	15	12	3	2	-	2	20	-	20	28	9	19	53	9	44	3	-	3
Postes (réglementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	RECAPITULATION DES INFRACTIONS JUGÉES EN PREMIER RESSORT																										
Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	663	62	601	78	12	66	76	8	68	29	106	321	53	5	48	41	4	37	226	42	184	329	64	265	52	5	47
Délits prévus par le Code pénal	5.852	355	5.497	1.057	118	939	541	51	49	78	321	2.757	778	78	700	631	94	537	2.171	311	1.860	2.561	414	2.147	432	32	400
Contraventions de police prévues par le Code pénal	4	-	4	6	-	6	2	-	7	7	-	7	4	-	4	3	-	3	38	6	32	8	3	5	5	-	5
Infractions prévues par des lois spéciales	1.864	160	1.704	208	24	184	163	13	15	76	256	1.220	252	45	207	380	44	336	664	89	575	745	85	660	281	8	273
Totaux :	8.383	577	7.806	1.349	154	1.195	782	72	71	90	685	4.305	1.087	128	959	1.055	142	913	3.099	448	2.851	3.643	566	3.077	770	45	725

NATURE DES INFRACTIONS 1 bis	GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY		
	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
6. - Transport, voirie, communications																											
Chemins de fer concédés ou vicinaux (L.12.4.1835, L.24.6.1885, 25.7.1891, etc.)	1	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tramways (A.R. des 2.12.1902 et 27.1.1931)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Usage des carburants et lubrifiants (A.L. 24.10.1944)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voirie, roulage et messageries (réglementation)	158	29	129	41	17	24	65	18	4	67	22	45	66	20	46	29	8	21	29	3	26	46	21	25	8	-	8
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (L.1.8.1924, art. 3)	16	-	16	3	-	3	2	-	-	5	-	5	17	-	17	1	-	1	1	-	1	4	-	4	3	-	3
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (L.1.8.1924, art. 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police maritime (réglementation)	4	-	4	-	-	-	1	-	-	12	2	10	-	-	-	17	3	14	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police des rivières et des polders	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inscriptions sur la voie publique (A.L. 29.12.1945)	3	-	3	-	-	-	-	-	-	4	2	2	3	-	3	4	4	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Navigation aérienne (L.L. des 16.11.1919 et 27.6.1937)	1	-	1	1	-	1	1	1	-	1	1	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Télégraphes et téléphones (L.1.3.1851)	21	7	14	-	-	-	5	-	-	6	1	5	3	-	3	5	3	2	2	-	2	24	-	24	13	2	11
Postes (réglementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

RECAPITULATION DES INFRACTIONS JUGÉES EN PREMIER RESSORT

Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	189	29	160	41	9	32	120	18	1	45	19	126	110	18	92	28	2	26	36	2	34	322	34	288	35	8	27
Délits prévus par le Code pénal	3.168	405	2.783	837	136	701	2.303	307	1.9	57	336	1.821	1.774	385	1.409	497	78	419	587	42	545	1.613	154	1.459	326	34	292
Contraventions de police prévues par le Code pénal	38	6	32	16	2	14	50	9	-	36	4	32	43	5	38	4	-	4	17	1	16	8	2	6	2	1	1
Infractions prévues par des lois spéciales	1.082	161	921	652	80	572	1.225	171	1.0	99	166	533	814	168	646	209	41	168	338	45	293	918	56	862	224	13	211
Totaux :	4.477	601	3.876	1.546	227	1.319	3.698	505	3.1	37	525	2.512	2.741	556	2.185	738	121	617	978	90	888	2.861	246	2.615	587	56	531

NATURE DES INFRACTIONS 1 ter	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
6. - Transport, voirie, communications																								
Chemins de fer concédés ou vicinaux (L. 12.4.1835, L. 24.6.1885, 25.7.1891, etc.)	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tramways (A.R. des 2.12.1902 et 27.1.1931)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Usage des carburants et lubrifiants (A.L. 24.10.1944)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voirie, roulage et messageries (réglementation)	16	5	11	18	8	10	14	3	15	1	14	4	2	2	8	2	6	28	3	25	19	3	16	
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (L. 1.8.1924, art. 3)	-	-	-	1	-	1	2	-	3	-	3	1	-	1	-	-	-	2	-	2	-	-	-	
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (L. 1.8.1924, art. 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Police maritime (réglementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Police des rivières et des polders	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inscriptions sur la voie publique (A.L. 29.12.1945)	-	-	-	-	-	-	10	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Navigation aérienne (L.L. des 16.11.1919 et 27.6.1937)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Télégraphes et téléphones (L. 1.3.1851)	11	1	10	66	29	37	10	1	3	-	3	-	-	-	3	-	3	27	-	27	6	-	6	
Postes (réglementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

RECAPITULATION DES INFRACTIONS EN PREMIER RESSORT

Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	70	16	54	94	9	85	61	8	36	3	33	18	7	1	28	5	23	114	12	102	46	6	40
Délits prévus par le Code pénal	653	93	560	727	124	603	792	132	79	48	331	157	25	132	261	50	211	850	93	757	384	70	314
Contraventions de police prévues par le Code pénal	1	1	-	8	-	8	9	1	10	1	9	2	-	2	3	2	1	14	2	12	3	1	2
Infractions prévues par des lois spéciales	278	38	240	419	101	318	314	44	51	15	136	104	7	97	138	14	124	436	10	426	310	65	245
Totaux :	1.002	148	854	1.248	234	1.014	1.176	185	176	67	509	281	39	242	430	71	359	1.414	117	1.297	743	142	601

TABLEAU 4 bis - PREVENUS JUGES EN DEGRE D'APPEL, PAR CHAQUE TRIBUNAL CORRECTIONNEL PENDANT L'ANNÉE 1955 ET CLASSES D'APRÈS LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RESULTAT DES POURSUITES - 1955

Récapitulation générale des prévenus jugés par chaque tribunal en premier ressort et en degré d'appel.																											
NATURE DES INFRACTIONS 1	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
<u>Infractions jugées en degré d'appel</u>																											
Délits prévus par le Code pénal	9	2	7	2	-	2	55	18	3	32	7	25	2	2	-	8	3	5	106	33	73	120	49	71	53	12	41
Contraventions de police prévues par le Code pénal	24	10	14	1	1	-	1	-	-	20	4	16	2	-	2	-	-	-	8	4	4	20	18	2	3	2	1
Infractions prévues par des lois spéciales	1.299	443	856	132	30	102	147	48	9	669	202	467	141	40	101	64	17	47	219	76	143	423	157	266	89	27	62
Totaux :	1.332	455	877	135	31	104	203	66	13	721	213	508	145	42	103	72	20	52	333	113	220	563	224	339	145	41	104
<u>Totaux des infractions jugées en premier ressort</u>																											
	8.383	577	7.806	1.349	154	1.195	782	72	71	990	685	4.305	1.087	128	959	1.055	142	913	3.099	448	2.651	3.643	566	3.077	770	45	725
<u>Récapitulation générale</u>																											
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	9.715	1.032	8.683	1.484	185	1.299	985	138	84	1.711	898	4.813	1.232	170	1.062	1.127	162	365	3.432	561	2.871	4.206	790	3.416	915	86	829

NATURE DES INFRACTIONS 1 bis	GAND			AUBENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY		
	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
<u>Infractions jugées en degré d'appel</u>																											
Délits prévus par le Code pénal	2	1	1	5	2	3	2	-	2	5	2	3	52	13	39	1	-	1	-	-	-	380	172	208	66	21	45
Contraventions de police prévues par le Code pénal	11	5	6	7	2	5	9	5	4	6	3	3	9	2	7	3	-	3	7	2	5	22	11	11	8	4	4
Infractions prévues par des lois spéciales	532	186	346	245	63	182	549	190	359	324	93	231	302	82	220	82	27	55	72	22	50	932	350	582	222	67	155
Totaux :	545	192	353	257	67	190	560	195	365	335	98	237	363	97	266	86	27	59	79	24	55	1.334	533	801	296	92	204
<u>Totaux des infractions jugées en premier ressort</u>																											
	4.477	601	3.876	1.546	227	1.319	3.698	505	1.193	1.037	525	2.512	2.741	556	2.185	738	121	617	978	90	888	2.861	246	2.615	587	56	531
<u>Récapitulation générale</u>																											
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	5.022	793	4.229	1.803	294	1.509	4.258	700	3.552	372	623	2.749	3.1	653	2.451	824	148	676	1.057	114	943	4.195	779	3.416	883	148	735

NATURE DES INFRACTIONS 1 ter	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHÉ-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
<u>Infractions jugées en degré d'appel</u>																								
Délits prévus par le Code pénal	133	35	98	78	19	59	50	15	35	14	7	7	14	6	8	15	9	6	121	28	93	79	28	51
Contraventions de police prévues par le Code pénal	16	3	13	7	3	4	2	-	2	2	-	2	2	1	1	2	1	1	15	6	9	7	3	4
Infractions prévues par des lois spéciales	258	94	164	134	38	96	157	58	99	68	19	49	81	22	59	76	25	51	369	62	307	174	31	143
Totaux :	407	132	275	219	60	159	209	73	136	84	26	58	97	29	68	93	35	58	505	96	409	260	62	198
<u>Totaux des infractions jugées en premier ressort</u>																								
	1.002	148	854	1.248	234	1.014	1.176	185	991	576	67	509	281	39	242	430	71	359	1.414	117	1.297	743	142	601
<u>Récapitulation générale</u>																								
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	1.409	280	1.129	1.467	294	1.173	1.385	258	1.127	660	93	567	378	68	310	523	106	417	1.919	213	1.706	1.003	204	799

Tableau 5 - Résultat détaillé des POURSUITES DEVANT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS JUGEANT

EN PREMIER RESSORT - Prévenus classés suivant leurs antécédents judiciaires - 1955

ARRONDISSEMENTS	Totaux des prévenus	Nombre des acquittés	Nombre des condamnés	CONDAMNES												CONDAMNES ACCESSOIREMENT A											
				A L'EMPRISONNEMENT												A L'AMENDE											
				conditionnel de						simple						conditionnelle de				simple de				l'interdiction	la mise à disposition du gouvernement		l'interdiction de conduire
				6 mois à 2 ans	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	moins de 8 jours	5 ans et plus	+ 2 à 5 ans	2 ans	6 mois à 2 ans	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	de 8 jours	26 F et plus	moins de 26 F	26 F et plus	moins de 26 F	L. L. 27.11.1891, art. 14 et 15.5.1912, art. 37	L. 9.4.1930, art. 25					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25			
Bruxelles	{	Primaires	4.001	119	173	327	140	1	2	8			96	91	125	39	-	254	20	2.479	113	69	-	2	120		
		Récidivistes	3.805	75	128	181	78	1	2	15				224	295	365	129	-	82	3	2.155	41	75	-	38	149	
		Total	8.383	577	7.806	194	301	508	218	2	4	23		320	386	490	168	-	336	23	4.634	154	144	-	40	269	
Louvain	{	Primaires	690	15	15	49	16	1	-	-			2	9	5	4	3	114	40	332	84	11	-	-	13		
		Récidivistes	505	11	10	30	13	-	2	2			19	21	34	14	-	14	2	295	34	14	-	7	12		
		Total	1.349	154	1.195	26	25	79	29	1	2	2		21	30	39	18	3	128	42	627	118	25	-	7	25	
Nivelles	{	Primaires	360	14	15	59	41	-	2	-			8	7	9	6	-	123	12	60	2	17	-	-	19		
		Récidivistes	350	6	9	15	18	-	-	3			18	17	51	35	-	51	2	119	5	15	-	1	15		
		Total	782	72	710	20	24	74	59	-	2	3		26	24	60	41	-	174	14	179	7	32	-	1	34	
Anvers	{	Primaires	2.240	54	80	167	181	-	7	7			51	67	103	48	-	723	258	420	65	58	-	1	53		
		Récidivistes	2.065	25	45	110	125	-	2	13			115	123	196	134	1	295	100	696	55	49	-	16	71		
		Total	4.990	685	4.305	79	125	277	306	-	9	20		166	190	299	182	1	1.018	358	1.116	120	107	-	17	124	
Malines	{	Primaires	536	13	22	41	21	-	2	2			8	4	8	1	-	189	54	134	37	6	-	-	8		
		Récidivistes	423	5	8	19	6	-	-	1			15	28	18	15	-	52	13	203	40	5	-	-	7		
		Total	1.087	128	959	18	30	60	27	-	2	3		23	32	26	16	-	241	67	337	77	11	-	-	15	
Turnhout	{	Primaires	543	4	18	31	77	1	-	1			5	9	15	13	-	270	18	74	7	5	-	1	11		
		Récidivistes	370	1	6	9	18	-	-	1			6	9	38	48	-	89	7	131	5	9	-	1	16		
		Total	1.055	142	913	5	24	40	95	1	-	2		11	18	53	61	-	359	25	205	12	14	-	2	27	
Mons	{	Primaires	1.250	33	77	116	115	2	-	2			16	29	32	30	-	206	54	448	86	47	-	-	21		
		Récidivistes	1.401	15	24	77	99	2	1	5			24	64	127	107	5	91	21	628	103	40	-	2	23		
		Total	3.099	448	2.651	48	101	193	214	4	1	7		40	93	159	137	5	297	75	1.076	189	87	-	2	44	
Charleroi	{	Primaires	1.615	61	73	235	41	-	-	6			18	38	65	8	-	583	58	382	40	55	-	-	35		
		Récidivistes	1.462	36	44	106	30	1	1	9			53	107	204	36	1	175	13	600	36	63	1	-	42		
		Total	3.643	566	3.077	97	117	341	71	1	1	15		71	145	269	44	1	758	71	982	76	118	1	-	77	
Tournai	{	Primaires	338	12	13	37	23	-	-	-			8	15	15	5	-	25	12	148	23	14	-	-	7		
		Récidivistes	387	13	16	22	13	-	-	1			15	24	42	13	1	15	1	181	24	11	-	1	10		
		Total	770	45	725	25	29	59	36	-	-	1		23	39	57	18	1	40	13	329	47	25	-	1	17	
Gand	{	Primaires	1.947	14	37	102	132	1	-	3			26	39	42	31	-	641	237	533	106	43	-	-	45		
		Récidivistes	1.929	3	24	61	77	-	-	4			55	87	180	180	1	182	41	927	101	49	-	12	76		
		Total	4.477	601	3.876	17	61	163	209	1	-	7		81	126	222	211	1	823	278	1.460	207	92	-	12	121	
Audenarde	{	Primaires	720	4	9	21	35	-	-	-			8	1	5	4	-	473	85	60	14	1	-	-	12		
		Récidivistes	599	2	4	11	15	-	-	1			12	8	43	61	-	136	18	274	13	7	-	-	17		
		Total	1.546	227	1.319	6	13	32	50	-	-	1		20	9	48	65	-	609	103	334	27	8	-	-	29	

Tableau 5 - Résultat détaillé des POURSUITES DEVANT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS JUGEANT

EN PREMIER RESSORT - Prévenus classés suivant leurs antécédents judiciaires - 1955

ARRONDISSEMENTS	Totaux des prévenus	Nombre des acquittés	Nombre des condamnés	CONDAMNEMENT																		CONDAMNÉS			
				A L'EMPRISONNEMENT									A L'AMENDE									ACCOMPLISSEMENT A			
				conditionnel de					simple				conditionnelle de					simple de				l'interdiction	la mise à disposition du gouvernement		l'interdiction de conduire
				6 mois à 2 ans	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	moins de 8 jours	5 ans et plus	+ 2 à 5 ans	2 ans	6 mois de 2 ans	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	- de 8 jours	26 F et plus	moins de 26 F	26 F et plus	moins de 26 F	L.L. 27.11.1901 art. 14: 15.5.1912 art. 37		L.9.4.1930 art. 25		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
Termonde	Primaires		1.734	9	33	62	80	1	-	1	4	19	16	27	12	-	1.148	86	219	17	13	-	1	28	
	Récidivistes		1.459	9	15	26	22	-	3	5	1	49	39	87	71	-	211	14	857	36	12	-	-	35	
	Total	3.698	508	3.193	18	48	88	102	1	3	6	19	55	114	83	-	1.359	100	1.076	53	25	-	1	63	
Bruges	Primaires		1.357	25	40	130	28	1	4	7	18	22	60	12	2	374	39	536	53	44	-	-	27		
	Récidivistes		1.155	9	10	52	16	-	3	1	44	54	97	42	1	122	9	638	52	38	-	4	34		
	Total	3.037	525	2.512	34	50	182	44	1	7	8	62	76	157	54	3	496	48	1.174	105	82	-	4	61	
Courtrai	Primaires		1.102	22	25	64	37	1	-	2	10	26	57	29	-	240	81	372	134	23	-	1	43		
	Récidivistes		1.083	11	13	36	35	1	-	1	33	25	76	57	1	81	28	547	135	19	-	1	27		
	Total	2.741	556	2.185	33	38	100	72	2	-	3	43	51	133	86	1	321	109	919	269	42	-	2	70	
Fumes	Primaires		348	2	4	21	11	-	-	-	6	5	14	13	-	81	16	162	12	6	-	-	4		
	Récidivistes		269	1	5	3	2	-	-	1	9	14	40	14	-	21	9	139	10	4	-	-	7		
	Total	738	121	617	3	9	24	13	-	-	15	19	54	27	-	102	25	301	22	10	-	-	11		
Ypres	Primaires		522	7	9	26	5	-	-	1	5	3	8	1	-	295	77	75	9	17	-	-	11		
	Récidivistes		366	-	3	11	3	-	-	1	6	6	30	6	-	75	21	183	20	11	-	1	10		
	Total	978	90	888	7	12	37	8	-	-	11	9	38	7	-	370	98	258	29	28	-	1	21		
Liège	Primaires		1.173	31	53	148	196	-	1	4	31	50	68	31	-	238	36	265	17	33	-	1	26		
	Récidivistes		1.442	21	24	80	122	-	2	3	76	127	198	102	-	114	11	533	16	37	-	5	28		
	Total	2.861	246	2.615	52	77	228	318	-	3	7	107	177	266	133	-	352	47	798	33	70	-	6	54	
Huy	Primaires		272	3	7	31	49	-	-	1	-	3	12	4	-	91	20	45	3	8	-	-	5		
	Récidivistes		259	4	-	12	20	-	-	2	3	10	22	22	-	26	4	131	3	6	-	-	4		
	Total	587	56	531	7	7	43	69	-	-	3	13	34	26	-	117	24	176	6	14	-	-	9		
Verviers	Primaires		415	6	15	31	84	-	-	1	15	32	22	33	1	58	2	109	5	18	-	-	7		
	Récidivistes		439	1	4	14	28	-	1	-	22	49	71	57	-	14	-	171	5	9	-	1	11		
	Total	1.002	148	854	7	19	45	112	-	1	1	37	81	93	1	72	2	280	10	27	-	1	18		
Tongres	Primaires		523	12	28	56	52	3	-	2	17	31	36	17	-	126	17	107	17	34	-	-	15		
	Récidivistes		491	6	17	38	34	-	1	1	22	30	59	36	-	53	7	170	16	16	-	-	22		
	Total	1.248	234	1.014	18	45	94	86	3	1	3	39	61	95	53	-	179	24	277	33	50	-	-	37	
Hasselt	Primaires		518	9	13	47	53	-	-	1	11	6	15	16	-	158	25	125	39	9	-	-	14		
	Récidivistes		473	1	14	19	22	-	-	1	18	20	61	51	-	55	4	195	9	9	-	-	19		
	Total	1.176	185	991	10	27	66	75	-	-	2	29	26	76	67	-	213	29	320	48	18	-	-	33	
Arlon	Primaires		288	4	4	15	29	-	-	-	9	19	35	20	-	31	17	88	17	5	-	-	14		
	Récidivistes		221	1	1	5	10	-	-	-	13	15	33	36	-	15	5	71	14	4	-	-	17		
	Total	576	67	509	5	5	20	39	-	-	22	34	68	56	-	46	22	159	31	9	-	-	31		

Tableau 5 - Résultat détaillé des POURSUITES DEVANT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS JUGEANT

EN PREMIER RESSORT - Prévenus classés suivant leurs antécédents judiciaires - 1955

ARRONDISSEMENTS	Totaux des prévenus	Nombre des acquittés	Nombre des condamnés	CONDAMNEMENT																		CONDAMNÉS ACCESSOIRES A					
				A L'EMPRISONNEMENT									A L'AMENDE									l'interdiction	la mise à disposition du gouvernement		l'interdiction de conduire		
				conditionnel de					simple de				conditionnelle de				simple de	L. 27.11.1891 art. 14; 5.5.1912 art. 37	L. 9.4.1930 art. 25								
				6 mois à 2 ans	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	moins de 8 jours	5 ans et plus	+ 2 à 5 ans	2 ans	6 mois de 2 ans	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	- de 8 jours	26 F et plus			moins de 26 F	26 F et plus		moins de 26 F				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25			
Marche-en-Famenne			123	2	8	10	2	-	-	-	-	1	1	7	7	1	-	50	3	31	1	-	-	-	2		
			Récidivistes	119	1	5	4	1	-	1	-	-	-	-	2	5	14	3	-	6	-	74	3	-	-	-	4
			Total	281	39	242	3	13	14	3	-	1	-	-	3	12	21	4	-	56	3	105	4	-	-	-	6
Neufchâteau			167	6	3	12	8	-	-	-	-	-	3	7	13	7	-	41	16	43	7	4	-	-	4		
			Récidivistes	192	4	4	4	8	1	-	-	-	-	6	7	20	21	-	32	8	73	4	1	-	-	4	
			Total	430	71	359	10	7	16	16	1	-	-	-	9	14	33	28	-	73	24	116	11	5	-	-	8
Namur			626	6	25	68	52	2	-	3	-	-	11	24	25	22	1	127	39	193	26	18	-	-	14		
			Récidivistes	671	-	10	24	19	-	2	4	-	-	18	42	89	52	-	26	7	339	36	14	-	5	24	
			Total	1.414	117	1.297	6	35	92	71	2	2	7	-	29	66	114	74	1	153	46	532	62	32	-	5	38
Dinant			258	8	11	26	34	-	-	1	-	-	7	6	7	14	-	59	26	51	6	11	-	-	6		
			Récidivistes	343	1	7	11	17	1	-	-	-	-	15	17	49	32	-	27	17	136	12	10	-	-	10	
			Total	743	142	601	9	18	37	51	1	-	1	-	22	23	56	46	-	86	43	187	18	21	-	-	16
Le Royaume			23.666	495	810	1.932	1.542	14	18	53	-	-	409	566	830	421	7	6.718	1.348	7.491	940	569	-	7	564		
			Récidivistes	22.278	262	450	980	851	7	21	75	-	-	892	1.243	2.244	1.374	11	2.060	365	10.466	828	527	1	95	694	
			Total	52.691	6.747	45.944	757	1.260	2.912	2.393	21	39	128	-	1.301	1.809	3.074	1.795	18	8.778	1.713	17.957	1.768	1.096	1	102	1.258

Récapitulation des condamnés

Condamnés	à l'emprisonnement	conditionnel	7.343
		sans condition	167
	à l'amende	conditionnelle	10.491
		simple	19.725

jugés en premier ressort en 1955

plus de 2 ans	167
plus de 6 mois à 2 ans	1.522
de 6 mois et moins	6.696
Total des condamnés	45.944

TABEAU 6 - RECHUTES APRES UNE CONdamnATION CONDITIONNELLE - 1955

PEINE NOUVELLE ENCOURUE	Durée du sursis qui avait été accordé								Total	
	6 mois	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	5 ans	8		
	2	3	4	5	6	7	7	8		
Correctionnelle (ou criminelle) 1										
Emprisonnement de :										
plus d'un mois à moins de 6 mois	2	21	7	228	1	276	585			
6 mois à moins de 3 ans	-	5	1	96	-	211	313			
3 ans et plus	1	-	-	3	-	6	10			
Total :	3	26	8	327	1	498	888			

TABEAU 7 - CONSEILS DE GUERRE ET LA COUR MILITAIRE. CONdamnATIONS DEFINITIVES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS 1955

NATURE DES INFRACTIONS	Nombre des acquittements	Nombre des condamnations	PEINES PRINCIPALES								PEINES ACCESSOIRES				
			Peines privatives de liberté			Peines d'amende		Déchéance	Interdiction	Description	Disposition du Gouvernement	Description	Défense	Sociale	
			de 5 ans à perpétuité	de 2 ans à moins de 5 ans	de 2 ans et moins	condamnations	simples								
															de 2 ans et moins
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	
CRIMES															
Aide à l'ennemi. Politique (art. 118bis)	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	
Ponté les armes contre la Belgique et ses alliés (art. 113, 117)	-	20	2	18	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Dénonciation à l'ennemi (art. 121bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Recel de soldats ennemis et aide à l'ennemi (A.L.28.5.1944)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Faux en écriture (art. 194 à 197)	7	59	-	1	-	34	22	-	2	-	-	-	-	-	
Attentat à la pudeur sans violence ni menaces sur mineur de moins de 16 ans (art. 372, § 1)	2	25	-	-	2	13	10	-	-	-	-	-	-	-	
Attentat à la pudeur avec violence ou menaces sur mineur de plus de 16 ans (art. 373, § 2)	3	14	-	1	2	5	6	-	-	-	-	-	-	-	
Attentat à la pudeur avec violence ou menaces sur mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité (art. 373, § 2, 377)	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Attentat à la pudeur avec violence ou menaces sur mineur de plus de 16 ans par plusieurs s'entraïdant (art. 373, § 2, 377, § 4, L.15.5.1912)	-	3	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	
Attentat à la pudeur avec violence ou menaces sur mineur de moins de 16 ans (art. 373, § 3)	-	28	-	1	-	15	12	-	-	-	1	-	-	-	
Viol (art. 375, 377, § 5, 6, 7)	-	12	-	1	2	2	7	-	-	-	-	-	-	-	
Bigamie (art. 391)	-	7	-	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Meurtre (art. 393)	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Homicide (art. 393, 394)	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	6	-	-	-	
Coups et blessures avec préméditation ayant causé maladie incurable (art. 400, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Coups et blessures ayant causé la mort (art. 401)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

Tableau 7 - 1955 (suite)

	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
1														
Vol à l'aide d'effraction, escalade, violences ou menaces (art. 487 à 470)	1	141	-	-	4	40	95	-	2	-	-	-	-	-
Vol à l'aide de violences ou menaces dans maison habitée ou chemin public (art. 471, 472)	4	12	-	2	6	1	3	-	-	-	1	3	-	-
Recel de choses obtenues par crime ou délit (art. 506)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie de lieux habités (art. 510)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de constructions (art. 521)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
DELITS														
Atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat (art. 118bis, 119, 120, 120bis, 120ter, 123bis)	-	2	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon et usage de papier timbré, coupons, sceaux (art. 183, 184)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon de timbres, coupons, enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi (et usage) (art. 190)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux et usage de faux (art. 198 à 207, 209, 210)	2	35	-	-	-	11	17	-	2	-	-	-	-	-
Faux témoignage en justice (art. 218 à 220)	-	1	-	-	-	1	-	-	5	-	-	-	-	-
Usurpation de fonction (art. 227, 261, 262)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Usurpation de nom ou de titre, Port illégal de décorations, costume, etc. (art. 228 à 232)	-	10	-	-	-	2	-	-	6	-	-	-	-	-
Détournement par un dépositaire public (art. 240, § 2)	11	47	-	-	-	32	15	-	-	-	-	-	-	-
Concussion (art. 243 à 245)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption : offres agréées par un fonctionnaire (art. 246, 247)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption d'arbitre ou de prud'homme (art. 249 - 251)	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Essais de corrompre fonctionnaire, arbitre (art. 252)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Violation du secret des dépêches télégraphiques et communication téléphonique (L. 13.10.1930)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Rébellion (art. 271, 272)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrages envers député, ministre, magistrat (art. 276)	-	22	-	-	-	9	6	-	2	-	-	-	-	-
Outrages envers officier ministériel, agent de l'autorité (art. 276)	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à des jurés ou témoins (art. 278, 279, 282)	2	20	-	-	-	3	5	4	8	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité (art. 280, 281)	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Entraves à la liberté des enchères (art. 314)	-	9	-	-	-	4	4	-	1	-	-	-	-	-
Menaces (art. 327 à 331)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evasions de détenus : négligence ou connivence des gardiens (art. 333, 334, 336, 337)	2	13	-	-	-	5	3	-	5	-	-	-	-	-

	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
1														
Recel du cadavre d'une personne homicide (art. 340)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement avec le consentement (art. 350, 351)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attentat à la pudeur avec violence sur personne majeure (art. 373, § 1; L. 15.5.1912, art. 49, § 1, 52, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attentat aux moeurs de majeur (art. 380 bis)	1	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-
Attentat aux moeurs : écrits ou images (art. 383)	2	2	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-
Attentat aux moeurs : paroles obscènes (L. 29.1.1905)	1	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Outrage public aux moeurs (art. 385, § 1, 386)	12	105	-	-	-	57	29	14	5	-	-	5	-	-
Abandon de famille (art. 391 bis)	-	2	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Adultère (art. 387, 388, 389)	5	19	-	-	-	1	-	7	11	-	-	-	-	-
Coups et blessures (art. 398, 399, 400, § 1, 410)	43	244	-	-	-	60	53	61	70	-	-	-	-	-
Homicide involontaire (art. 419)	11	36	-	-	-	27	5	3	1	-	-	-	-	-
Coups et blessures involontaires (art. 420)	79	422	-	-	-	37	15	136	184	-	-	-	-	-
Violation de domicile par un particulier avec menaces, violences (art. 439)	1	6	-	-	-	3	1	1	1	-	-	-	-	-
Introduction furtive la nuit (art. 442)	-	2	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-
Calomnie envers particulier (art. 444)	-	3	-	-	-	-	-	1	2	-	-	-	-	-
Dénonciation calomnieuse (art. 445)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Injures par faits, images, etc. (art. 446)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suppression, violation du secret des lettres (art. 460)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vol (art. 463, 464, 466)	40	516	-	-	-	207	242	32	35	-	-	-	-	-
Abus de confiance (art. 491)	1	26	-	-	-	16	8	-	2	-	-	-	-	-
Abus de faiblesse de l'emprunteur (art. 493, 494)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Escroquerie (art. 496)	5	7	-	-	-	4	3	-	-	-	-	-	-	-
Tromperie sur les choses vendues (art. 498, 499)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Falsification de comestibles (art. 500, 501)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de choses obtenues par crime ou délit (art. 505)	4	30	-	-	-	11	4	9	6	-	-	-	-	-
Détournement d'objets trouvés (art. 508)	2	21	-	-	-	10	6	2	3	-	-	-	-	-
Grivèlerie (art. 508bis, L. 23.3.1936)	-	3	-	-	-	-	1	1	1	-	-	-	-	-
Chèque sans provision (art. 509bis)	-	5	-	-	-	1	3	-	1	-	-	-	-	-
Incendie de lieux inhabités (art. 511, § 2)	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-
Incendie involontaire (art. 519)	-	2	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Destruction de machines ou appareils télégraphiques ou téléphoniques (art. 523, 524)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de tombeaux, monuments, etc. (art. 526)	1	11	-	-	-	2	2	3	4	-	-	-	-	-
Destruction de propriétés mobilières (art. 528)	-	2	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de marchandises ou matières premières (art. 533)	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 7 - 1955 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Destruction des liens ou obstacles retenant bateaux ou voitures (art. 534)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de récoltes, plantations (art. 535)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction d'animaux domestiques (art. 538, 540, 541)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de clôtures (art. 545, 546)	-	16	-	-	-	2	3	5	6	-	-	-	-	-
CONTRAVENTIONS														
Contraventions diverses (sauf art. 561, § 2 et 3)	1	10	-	-	-	-	-	-	2	8	-	-	-	-
INFRACTIONS PREVUES PAR DES LOIS SPECIALES														
I. - ORDRE ET SECURITE PUBLICS														
Impôts (lois et règlements)	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Règlements de la population (lois et arrêtés)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des pigeons militaires (L.24.7.1928)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Armes de défense (L.3.1.1933, art. 7-17)	3	29	-	-	-	2	3	15	9	-	-	-	-	-
Armes de guerre et armes prohibées : fabrication, vente, port (L.3.1.1933; L.29.7.1934; L.5.5.1936; A.R. 21.12.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police des étrangers (L.28.3.1932)	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Témoins défallants (C.Instr. cr.art. 80, 157, 169)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II. - SANTE PUBLIQUE														
Ivresse publique (A.L.14.11.1939)	29	168	-	-	-	15	12	24	105	-	-	-	-	-
Prohibition de l'alcool (L.29.8.1919)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III. - COMMERCE ET INDUSTRIE														
Règlementation des constructions privées (A.2.12.1946)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
IV. - AGRICULTURE, ANIMAUX, CHASSE, PÊCHE														
Police sanitaire des animaux domestiques; insectes nuisibles (L.30.12.1882)	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Protection des animaux (L.22.3.1929)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

96.-

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
V. - TRANSPORTS, VOIRIE, COMMUNICATIONS														
Chemins de fer concédés ou vicinaux (L.12.4.1835; L.24.6.1885; L.25.7.1891, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir pris la fuite après avoir causé ou occasionné un accident (L.1.8.1924, art. 3)	1	14	-	-	-	7	1	3	3	-	-	-	-	-
Voirie, roulage et messagerie	26	179	-	-	-	2	1	93	83	-	-	-	-	-
Navigation aérienne (L.L.16.11.1919 et 27.6.1937)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Télégraphe et téléphone (L.1.3.1851, etc.)	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
CODE PENAL MILITAIRE														
Désertion	16	685	-	-	-	156	527	-	2	-	-	-	-	-
Abandon de poste	5	58	-	-	-	5	53	-	-	-	-	-	-	-
Insubordination	2	129	-	-	-	19	110	-	-	-	-	-	-	-
Refus d'obéissance	2	104	-	-	-	17	87	-	-	-	-	-	-	-
Outrages envers supérieur	2	118	-	-	-	24	94	-	-	-	-	-	-	-
Violences envers un supérieur	4	102	-	-	-	28	74	-	-	-	-	-	-	-
Violences envers une sentinelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vente ou reproduction d'effets militaires	1	12	-	-	-	4	8	-	-	-	-	-	-	-
Détournement au préjudice de l'Etat ou de militaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vol qualifié d'effets militaires	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Révolte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RECAPITULATION														
Crimes	19	323	3	31	16	114	155	-	4	-	9	105	-	-
Délits	222	1,648	-	-	3	515	431	346	353	-	-	7	-	-
Contraventions	1	10	-	-	-	-	-	2	8	-	-	-	-	-
Lois spéciales	60	383	-	-	-	26	18	138	201	-	-	-	-	-
Code pénal militaire	34	1,208	-	-	-	253	953	-	2	-	-	-	-	-
Total général :	336	3,572	3	31	19	908	1,557	486	568	-	9	112	-	-

97.-

TABLEAU 8 - CONDAMNATIONS DEFINITIVES CLASSEES PAR CONSEILS DE GUERRE ET COUR MILITAIRE - 1955

CONSEILS DE GUERRE	Nombre des condamnations définitives	PEINES PRINCIPALES										PEINES ACCESSOIRES			
		Mort	Peines privatives de liberté				Peines d'amende		Déchéance	Destitution	Interdiction	Disposition du Gouvernement	Loi de la Défense sociale		
			de 5 ans à perpétuité	de 2 ans à moins de 5 ans	de 2 ans et moins		conditionnelles	simples							
					conditionnelles	simples								conditionnelles	simples
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14		
Bruxelles	841	2	18	-	260	359	101	101	-	-	36	-	-		
Gand	539	-	1	-	120	196	133	89	-	-	10	-	-		
Liege	575	-	2	-	120	350	45	55	-	-	8	-	-		
En Campagne	1.044	-	1	-	197	420	149	277	-	1	28	-	-		
En Corée	4	-	-	-	2	2	-	-	-	-	-	-	-		
En Afrique	49	-	-	-	12	13	1	23	-	-	1	-	-		
Total	3.052	2	22	-	711	1.340	432	545	-	1	83	-	-		
Cour militaire :	520	1	9	19	197	217	54	23	-	8	29	-	-		
Total général :	3.572	3	31	19	908	1.557	486	568	-	9	112	-	-		

STATISTIQUE
des
JURIDICTIONS du TRAVAIL
ANNEE 1955

Les données de la statistique des juridictions du travail sont inscrites pour chacun des conseils de prud'hommes et des conseils de prud'hommes d'appel, par les soins des greffiers, dans des formulaires issus du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Transmis par ce département à l'Institut national de Statistique, ces documents y sont vérifiés et dépouillés en tant qu'ils concernent l'administration de la justice et les actes spéciaux de ces juridictions.

TABLEAU 1 - CONSEILS DE PRUD'HOMMES. - APERCU DES AFFAIRES INSCRITES, TERMINEES ET RESTANT A JUGER.

SIEGE DE JURIDICTION	CHAMBRE	BUREAU DE CONCILIATION Nombre d'affaires					BUREAU DE JUGEMENT Nombre d'affaires					CONSEIL Nombre d'affaires				
		pendan- tes et ins- crites dans l'année	termi- nées par conci- lia- tion	ren- voyées au bu- reau de juge- ment	ren- voyées au Conseil	restées sans suite	pendan- tes et ins- crites dans l'année	termi- nées à l'ami- able	termi- nées par juge- ment	rayées ou aban- don- nées	restan- t à la fin de l'année	pendan- tes et ins- crites dans l'année	termi- nées à l'am- able	termi- nées par juge- ment	rayées ou aban- don- nées	restan- t à la fin de l'an- née
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	O	2.804	247	292	1.949	316	260	61	198	-	1	1.106	79	854	-	173
	E	1.471	89	13	1.226	143	8	2	6	-	-	1.225	71	703	-	451
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	82	15	60	-	7
Hal	O	45	4	37	-	4	17	2	15	-	-	-	-	-	-	-
	E	11	-	10	-	1	7	-	1	-	6	-	-	-	-	-
Vilvorde	O	199	65	-	108	26	-	-	-	-	-	83	10	65	-	8
	E	35	9	-	23	3	-	-	-	-	-	23	6	11	-	6
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Louvain	O	110	29	-	58	23	-	-	-	-	-	47	6	32	-	9
	E	32	7	-	13	12	-	-	-	-	-	32	4	25	-	3
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nivelles	O	53	12	3	23	15	4	-	3	-	1	39	-	27	-	12
	E	14	-	-	14	-	-	-	-	-	-	16	-	11	-	5
Tublize	O	21	11	-	9	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1
	E	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	9	1	8	-	-
Wavre	O	75	27	-	25	23	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-
	E	10	1	-	5	4	-	-	-	-	-	25	3	18	-	4
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7	-	5	-	2
Anvers	O	1.817	406	-	1.269	152	-	-	-	-	-	731	86	536	-	109
	E	558	41	-	432	85	-	-	-	-	-	448	46	279	-	123
	S	25	2	-	20	3	-	-	-	-	-	14	3	9	-	2
Malines (1)	O	178	80	-	63	35	-	-	-	-	-	69	22	39	-	8
	E	35	7	-	23	5	-	-	-	-	-	1) 39	12	22	-	5
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-
Turnhout	O	188	30	29	113	16	23	2	21	-	-	76	2	72	-	2
	E	18	4	-	12	2	-	-	-	-	-	16	-	13	-	3
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mons	O	46	9	3	34	-	3	-	3	-	-	20	7	12	-	1
	E	39	7	-	31	1	-	-	-	-	-	23	1	18	-	4
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1
Dour	O	114	32	-	74	8	-	-	-	-	-	30	3	24	-	3
	E	9	1	-	7	1	-	-	-	-	-	9	-	3	-	6
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

O = Pour ouvriers; E = Pour employés; S = Spéciale pour ouvriers du port; M = Mixte.
(1) Chiffre rectifié

TABLEAU 1 bis - DEPOTS DE REGLEMENT D'ATELIER ET DE DESSINS ET MODELES INDUSTRIELS

SIEGE DE JURIDICTIONS	NOMBRE de dépôts de règlements d'atelier	NOMBRE de dépôts de dessins et modèles industriels	SIEGE DE JURIDICTIONS	NOMBRE de dépôts de règlements d'atelier	NOMBRE de dépôts de dessins et modèles industriels
1	2	3	1	2	3
Bruxelles	1.262	374	Alost	324	6
Hal	29	1	Saint-Nicolas	103	10
Vilvorde	80	139	Bruges	145	2
Louvain	166	3	Ostende	59	1
Nivelles	98	1	Tielt	44	-
Tubize	13	1	Courtrai	244	13
Wavre	68	3	Mouscron	58	4
Anvers	1.184	28	Roulers	217	19
Malines	295	2	Ypres	149	-
Turnhout	317	5	Liège	604	16
Mons	133	1	Comblain-au-Pont	19	-
Dour	54	-	Fléron	-	-
La Louvière	47	2	Huy	22	3
Pâturages	83	2	Jemeppe	75	-
Soignies	74	1	Verviers	108	2
Charleroi	359	13	Eupen	28	2
Binche	46	2	Hasselt	799	1
Fontaine-l'Evêque	12	1	Namur	100	3
Tournai	61	3	Andenne	21	1
Lessines	23	-	Auvelais	20	-
Gand	350	50	Dinant	197	5
Eeklo	31	-	Philippeville	34	-
Audenarde	40	2			
Renaix	31	10	Le Royaume	8.306	746
Termonde	80	14			

TABLEAU 2 - CONSEILS DE PRUD'HOMMES D'APPEL
APERCU DES AFFAIRES INSCRITES, TERMINEES ET RESTANT A JUGER

RESSORT DE	CHAMBRE	AFFAIRES A JUGER			AFFAIRES TERMINEES			AFFAIRES restant à juger
		Pendantes au début de l'année	Nouvelles introduites pendant l'année	Total	par arrêt au fond	par radiation, abandon, etc.	Total	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	{ pour ouvriers	119	155	274	94	-	94	180
	{ pour employés	281	265	546	194	-	194	352
	{ mixte	28	27	55	13	-	13	42
Anvers	{ pour ouvriers	22	86	108	34	5	39	69
	{ pour employés	154	111	265	66	12	78	187
	{ mixte	5	2	7	5	2	7	-
Mons	{ pour ouvriers	7	18	25	7	2	9	16
	{ pour employés	11	27	38	16	3	19	19
	{ mixte	1	1	2	1	1	2	-
Gand	{ pour ouvriers	28	55	83	52	3	55	28
	{ pour employés	45	69	114	70	4	74	40
	{ mixte	-	-	-	-	-	-	-
Bruges	{ pour ouvriers	24	36	60	25	3	28	32
	{ pour employés	9	23	32	16	5	21	11
	{ mixte	-	5	5	5	-	5	-
Liège	{ pour ouvriers	12	39	51	20	3	23	28
	{ pour employés	15	37	52	16	-	16	36
	{ mixte	3	3	6	3	-	3	3
Namur	{ pour ouvriers	-	13	13	13	-	13	-
	{ pour employés	-	14	14	11	-	11	3
	{ mixte	-	1	1	1	-	1	-
Le Royaume	{ pour ouvriers	212	402	614	245	16	261	353
	{ pour employés	515	546	1.061	389	24	413	648
	{ mixte	37	39	76	28	3	31	45
Total		764	987	1.751	662	43	705	1.046

SOMMAIRE

<i>Activité des cours et tribunaux.</i>	<i>p. 1</i>
<i>Faillites et concordats.</i>	<i>p. 55</i>
<i>Conseil d'Etat.</i>	<i>p. 69</i>
<i>Vagabondage et mendicité.</i>	<i>p. 73</i>
<i>Divorces et séparations de corps.</i>	<i>p. 83</i>

STATISTIQUE de l'ACTIVITE

des

COURS et TRIBUNAUX

ANNEE 1955

RAPPORT STATISTIQUE SUR L'ACTIVITE DES COURS ET TRIBUNAUX

Année 1955

A - Affaires pénales

1° - Police judiciaire et Instruction

Tableau n° 1 - ETAT DES TRAVAUX DES PARQUETS (1955)

ARRON - DISSEMENTS	Nombre total des plaintes, dénon- ciations et procès- verbaux entrés au parquet pendant l'année	DIRECTION DONNEE AUX PLAINTES, DENONCIATION ET PROCES-VERBAUX							
		commu- niquées au juge d'instruc- tion	portées à l'audience du tribunal correctionnel par citation directe			ren- voyées devant une autre juri- diction	laissées sans poursuite		terminées par trans- actions acceptées (1)
			du minis- tère public	de la partie civile	d'une adminis- tration publique		parce que les auteurs étaient inconnus	pour tous autres motifs	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles	67.947	2.741	4.938	228	797	5.698	10.359	43.126	6.606
Louvain	10.982	456	867	23	47	1.222	1.929	7.289	901
Nivelles	9.099	269	420	3	77	1.566	1.341	4.754	780
Anvers	54.276	1.719	2.895	93	552	2.391	26.299	17.381	3.029
Malines	9.233	534	761	10	16	2.151	2.122	2.575	952
Turnhout	8.136	333	981	1	73	954	1.101	4.273	404
Mons	23.717	1.017	1.383	1	304	3.676	3.515	12.927	3.202
Charleroi	22.800	2.058	1.535	149	500	3.606	3.783	13.185	2.805
Toumai	10.546	563	583	-	124	1.409	1.053	6.372	370
Gand	27.524	1.093	2.888	120	293	3.101	8.764	9.946	1.950
Audenarde	6.294	484	1.288	27	28	812	967	2.365	668
Termonde	13.373	707	3.177	23	347	1.250	1.266	5.122	2.051
Bruges	16.830	680	1.867	20	188	2.170	5.914	5.302	1.310
Courtrai	11.987	867	1.624	18	176	1.774	2.594	4.442	1.552
Furnes	3.653	170	497	-	28	521	886	1.421	177
Ypres	5.572	168	651	8	56	567	1.449	2.429	169
Liège	26.752	1.837	2.171	14	393	4.292	8.567	7.563	949
Huy	6.741	228	310	4	86	2.593	677	2.754	272
Verviers	10.643	606	818	17	135	2.795	1.371	4.214	776
Tongres	9.923	412	787	1	56	3.417	1.281	3.392	586
Hasselt	8.652	274	974	11	54	2.281	1.638	3.176	676
Arlon	5.279	204	307	-	55	2.611	322	1.832	194
Marche-en-Famenne	3.322	161	151	1	29	1.207	416	1.559	84
Neufchâteau	3.603	264	284	2	41	688	338	2.255	237
Namur	11.567	618	1.347	4	203	3.853	3.413	1.969	856
Dinant	8.005	397	524	6	175	2.748	738	3.158	197
Totaux :	395.456	18.860	34.008	784	4.833	59.353	92.112	174.781	31.753

92103

(1) Voir aussi tableau 1 bis

Tableau n° 1^{bis} - PARQUETS TRANSACTIONS (1955)

ARRONDISSEMENTS	Nombre de transactions proposées	Nombre de transactions acceptées (1)	Sommes perçues en francs
Bruxelles	6.633	6.606	1.421.522
Louvain	912	901	176.460
Nivelles	801	780	151.178
Anvers	3.121	3.029	953.944
Malines	1.014	952	298.626
Turnhout	475	404	104.450
Mons	3.272	3.202	636.348
Charleroi	3.017	2.805	723.877
Tournai	379	370	73.539
Gand	2.032	1.950	456.861
Audenarde	683	668	130.666
Termonde	2.388	2.051	922.729
Bruges	1.363	1.310	296.285
Courtrai	1.594	1.552	412.100
Fumes	183	177	57.100
Ypres	169	169	39.366
Liège	1.010	949	250.227
Huy	352	272	93.882
Verviers	846	776	196.450
Tongres	859	586	175.655
Hasselt	781	676	150.172
Arlon	221	194	74.450
Marche-en-Famenne	89	84	26.426
Neufchâteau	268	237	70.435
Namur	913	856	283.800
Dinant	226	197	39.403
Totaux :	33.601	31.753	8.216.951

(1) Voir tableau n° 1, col. 10

Tableau n° 2 - JUGES D'INSTRUCTION ET CHAMBRES DU CONSEIL
AFFAIRES TERMINEES - RESULTATS DE L'INSTRUCTION (1955)

ARRONDISSEMENTS	NOMBRE DES AFFAIRES										TOTAL
	AYANT FAIT L'OBJET D'ORDONNANCES										
	de renvoi devant					d'inter-nement	de non-heu à pour-suivre	reg-voyées à d'autres juges	évo-quées par la cour d'appel		
	la chambre des mises en accusation	le tribunal correctionnel	le tribunal de police	sur réqui-sition du parquet en vertu de l'art. 4 de la L. 4 oct. 1867	après ins-truction						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
Bruxelles	1	2.083	187	-	18	36	640	16	-	2.981	
Louvain	-	249	62	-	6	8	132	5	-	462	
Nivelles	-	163	448	-	6	9	85	4	-	715	
Anvers	1	1.136	354	-	31	73	454	36	-	2.085	
Malines	-	280	44	1	-	14	144	7	1	491	
Turnhout	1	180	83	-	20	19	105	-	-	388	
Mons	4	696	1.173	15	7	25	320	7	-	2.247	
Charleroi	1	1.476	1.861	10	14	31	585	35	-	4.013	
Tournai	-	263	599	20	16	9	267	7	-	1.181	
Gand	1	625	35	1	1	26	339	7	-	1.035	
Audenarde	1	96	6	-	4	2	94	-	-	203	
Termonde	1	422	9	-	11	17	210	8	-	678	
Bruges	1	442	74	30	2	13	211	29	-	802	
Courtrai	3	558	668	1	6	39	321	13	-	1.609	
Fumes	-	101	-	-	2	2	70	7	-	182	
Ypres	-	103	8	2	4	1	41	-	-	159	
Liège	1	1.395	3.042	-	11	28	301	34	-	4.812	
Huy	-	123	445	1	3	6	106	-	-	684	
Verviers	-	375	796	5	5	4	211	3	-	1.399	
Tongres	2	290	512	18	1	9	107	3	-	942	
Hasselt	-	153	395	1	4	6	106	4	-	669	
Arlon	1	131	560	5	-	4	56	2	-	759	
Marche-en-Famenne	-	54	96	1	5	1	61	35	-	253	
Neufchâteau	-	131	144	-	10	3	104	25	-	417	
Namur	-	328	1.366	10	11	10	212	23	-	1.960	
Dinant	1	231	571	10	10	10	151	-	-	984	
Totaux :	20	12.064	13.538	131	208	405	5.433	310	1	32.110	

Tableau n° 3 - CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION
NOMBRE ET RESULTATS DES ARRÊTS (1955)

NOMBRE DES ARRÊTS 1	Cours d'appel			Total 5	
	Bruxelles 2	Gand 3	Liège 4		
Décrétant qu'il n'y a lieu à suivre contre aucun des inculpés (aux assises)	7	12	19	38	
Portant renvoi (au tribunal correctionnel)	9	5	10	24	
Portant renvoi (au tribunal de police)	22	8	20	50	
Portant décision d'internement (loi du 9 avril 1930)	-	1	2	3	
Prévenu décédé (devant une autre juridiction)	-	2	6	8	
Prévenu décédé	34	15	-	49	
Totaux :	72	43	57	172	
Statuant sur des demandes en réhabilitation	Octrois	1.222	517	376	2.115
	Rejets	106	19	100	225
Totaux :	1.328	536	476	2.340	

Tableau n° 4 - ORDONNANCES DE LA CHAMBRE DU CONSEIL QUI ONT ETE
SOUMISES A LA CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION (1955)

NATURE DES ORDONNANCES 1	Ordonnances confirmées en-tière-ment 2	ORDONNANCES INFIRMEES EN TOUT OU EN PARTIE					TOTAL 8								
		pour avoir déclaré		pour fausse qualification des faits 5	pour vice de forme 6	pour autres motifs 7									
		qu'il n'y avait lieu à suivre 3	qu'il y avait lieu à suivre 4												
1° Ordonnances préparatoires et d'instruction (mise en liberté sous caution, questions préjudicielles)	586	125	40	1	22	69	843								
2° Ordonnances rendues sur le fond des affaires	12	-	6	-	1	-	19								
								auxquelles il a été formé opposition ou dont il a été interjeté appel	44	-	1	-	-	45	
								par le ministère public par les parties civiles par les prévenus par les inculpés (art. 8, L. 9-4-30)	17	-	-	-	-	18	
dont la chambre d'accusation a été saisie en vertu de l'article 133 du Code d'instruction criminelle	4	-	-	2	1	-	7								
Cours d'appel	347	92	21	-	21	16	497								
								Bruxelles	166	33	26	3	3	11	242
								Gand	150	-	-	-	-	43	193
Totaux :	663	125	47	3	24	70	932								

Ordonnances du juge d'instruction attaquées par voie d'opposition

Bruxelles 3 - Gand 6 - Liège 0

Tableau n° 5 - ACCUSES DE CRIMES OU DE DELITS ORDINAIRES JUGES CONTRADICTOIREMENT
PAR LES COURS D'ASSISES (1955)

PROVINCES 1	Nombre total des accusés 2	Nombre des accusés préventivement 3	DUREE DE LA DETENTION PREVENTIVE										Durée inconnue 13
			Moins de 1 mois 4	De 1 à 2 mois 5	De 2 à 3 mois 6	De 3 à 4 mois 7	De 4 à 5 mois 8	De 5 à 6 mois 9	De 6 à 9 mois 10	De 9 mois à 1 an 11	1 an et plus 12		
Brabant	3	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-
Anvers	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Hainaut	9	9	-	-	-	-	-	-	-	1	-	8	-
Flandre orientale	3	3	-	-	-	-	-	-	-	-	1	2	-
Flandre occidentale	3	3	-	-	-	-	-	-	-	2	-	1	-
Liège	2	2	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-
Limbourg	4	4	-	-	-	-	-	-	-	-	3	1	-
Luxembourg	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-
Namur	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-
Nombre des condamnés	22	22	-	-	-	-	-	-	-	3	3	16	-
Nombre des acquittés	6	6	-	-	-	-	-	-	-	1	4	1	-
Nombre des internés	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Totaux :	29	29	-	-	-	-	-	-	-	4	7	18	-

Tableau n° 6 - PREVENUS ACQUITTES EN APPEL (1955)

COURS D'APPEL 1	TOTAL 2	DUREE DE LA DETENTION PREVENTIVE			
		Moins d'un mois 3	De 1 mois à moins de 2 mois 4	De 2 mois à moins de 3 mois 5	3 mois et plus 6
Bruxelles	15	8	4	2	1
Gand	11	2	4	1	4
Liège	1	-	-	-	1
Totaux :	27	10	8	3	6

Tableau n° 7 - INCULPES DECHARGES DES POURSUITES PAR LES CHAMBRES DES MISES EN
ACCUSATION (1955)

COURS D'APPEL 1	TOTAL 2	DUREE DE LA DETENTION PREVENTIVE			
		Moins d'un mois 3	De 1 mois à moins de 2 mois 4	De 2 mois à moins de 3 mois 5	3 mois et plus 6
Bruxelles	-	-	-	-	-
Gand	-	-	-	-	-
Liège	-	-	-	-	-
Totaux :	-	-	-	-	-

Tableau n° 8 - DUREE DE LA DETENTION PREVENTIVE DES INCULPES DECHARGES DES POURSUITES PAR LES CHAMBRES DU CONSEIL ET DES PREVENUS JUGES PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS (1955)

ARRONDISSEMENTS	INCULPES déchargés des poursuites par les chambres de conseil				PREVENUS jugés par les tribunaux correctionnels condamnés à l'emprisonnement				PREVENUS jugés par les tribunaux correctionnels condamnés à des peines pécuniaires				PREVENUS jugés par les tribunaux correctionnels acquittés											
	DUREE de la détention préventive				DUREE de la détention préventive				DUREE de la détention préventive				DUREE de la détention préventive											
	Moins de 1 mois	De 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois et +	Moins de 1 mois	De 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois et +	Moins de 1 mois	De 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois et +	Moins de 1 mois	De 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois et +								
	TOTAL	TOTAL	TOTAL	TOTAL	TOTAL	TOTAL	TOTAL	TOTAL	TOTAL	TOTAL	TOTAL	TOTAL	TOTAL	TOTAL	TOTAL	TOTAL								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Bruxelles	-	-	-	-	-	-	566	408	104	29	23	2	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-
Louvain	2	2	-	-	-	-	49	10	27	6	5	1	-	-	-	-	-	-	4	-	-	-	-	-
Nivelles	1	1	-	-	-	-	29	4	18	4	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Anvers	20	20	-	-	-	-	202	92	76	22	9	3	-	-	-	-	-	-	9	-	-	-	-	-
Malines	7	7	-	-	-	-	21	5	11	2	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Turnhout	-	-	-	-	-	-	16	1	11	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mons	-	-	-	-	-	-	98	27	50	18	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Charleroi	-	-	-	-	-	-	134	99	28	3	4	-	-	-	-	-	-	-	23	-	-	-	-	-
Tournai	-	-	-	-	-	-	31	10	19	1	1	-	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-
Gand	-	-	-	-	-	-	181	3	40	25	48	65	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-
Audenarde	-	-	-	-	-	-	43	14	16	9	2	2	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-
Termonde	2	2	-	-	-	-	106	19	11	7	5	64	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-
Bruges	2	2	-	-	-	-	124	30	59	18	17	-	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-
Courtrai	2	2	-	-	-	-	99	41	45	19	3	-	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-
Rumes	6	2	3	-	-	-	28	6	19	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ypres	1	1	-	-	-	-	17	5	12	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-
Liège	9	9	-	-	-	-	291	13	69	43	39	127	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Huy	-	-	-	-	-	-	15	5	9	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Verviers	-	-	-	-	-	-	68	35	25	3	2	3	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Tongres	2	2	-	-	-	-	127	38	73	10	6	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Hasselt	-	-	-	-	-	-	23	3	14	3	2	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Arlon	-	-	-	-	-	-	49	10	22	7	6	4	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Marche-en-Famenne	-	-	-	-	-	-	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Neufchâteau	-	-	-	-	-	-	18	3	9	3	3	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Namur	-	-	-	-	-	-	41	11	19	6	2	3	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Dinant	-	-	-	-	-	-	30	8	16	3	3	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-
Total :	52	48	3	-	1	-	2.412	900	802	238	189	283	23	17	5	1	-	-	62	34	20	8	-	-

Tableau n° 9 - TRANSACTIONS PROPOSEES PAR LES OFFICIERS DU MINISTERE PUBLIC PRES LES TRIBUNAUX DE POLICE (1955)

TRIBUNAUX	Nombre des transactions proposées	Nombre des propositions acceptées et suivies de paiement	Total des sommes perçues	TRIBUNAUX	Nombre des transactions proposées	Nombre des propositions acceptées et suivies de paiement	Total des sommes perçues
1	2	3	4	1	2	3	4
Bruxelles (1)	46.000	38.884	11.295.979	Turnhout	2.690	2.235	654.170
Asse	2.800	2.538	629.830	Arendonk	1.432	658	137.300
Hal	1.981	1.858	537.720	Herentals	1.843	1.670	406.025
Sint-Kwintens-Lennik	533	495	107.300	Hoogstraten	839	619	126.575
Vilvorde	2.619	2.287	599.120	Mol	3.300	2.766	598.650
Wolvertem	1.658	1.524	343.250	Westerloo	902	807	170.250
Totaux :	55.591	47.586	13.513.199	Totaux :	11.006	8.755	2.092.970
Louvain	3.617	3.374	837.722	Mons	3.503	3.040	677.550
Aarschot	524	463	118.860	Boussu	2.622	2.287	564.370
Diest	1.020	885	224.500	Chièvres	275	250	58.600
Glabbeek	237	210	48.870	Dour	953	846	184.650
Haacht	297	237	58.083	Enghien	377	344	98.880
Tirlemont	1.231	1.103	270.376	La Louvière	1.509	1.372	322.730
Léau	302	237	53.410	Lens	503	403	89.500
Totaux :	7.228	6.509	1.611.821	Pâturages	1.541	1.306	287.520
Nivelles	2.369	2.228	603.656	Roeulx	1.801	1.603	366.550
Genappe	520	488	134.960	Soignies	1.848	1.750	424.500
Jodogne	764	639	167.500	Totaux :	14.932	13.201	3.074.850
Perwez	334	280	62.230	Charleroi	5.600	4.979	1.168.040
Wayre	1.742	1.471	333.172	Beaumont	687	559	132.400
Totaux :	5.729	5.106	1.301.518	Binche	2.075	1.879	448.175
Anvers	16.210	13.930	3.325.000	Châtelet	2.200	1.905	429.170
Berchem	2.478	2.074	460.020	Chimay	251	185	38.100
Boom	2.184	1.857	513.200	Fontaine-l'Évêque	1.558	1.308	308.180
Borgerhout	5.880	5.021	1.153.450	Gosselies	2.590	2.241	621.200
Brecht	1.900	1.420	349.170	Jumet	1.028	918	208.500
Ekeren	2.496	2.107	480.125	Marchienne-au-Pont	1.780	1.192	256.200
Kontich	1.600	1.305	340.270	Merbes-le-Château	391	340	77.550
Zandhoven	1.287	1.115	234.350	Seneffe	941	713	157.600
Totaux	34.035	28.829	6.855.585	Thuin	493	395	100.700
Malines	4.100	3.863	917.500	Totaux	19.592	16.612	3.945.815
Duffel	1.255	1.110	310.700				
Heist-op-den-Berg	1.019	907	206.050				
Lierre	1.500	1.309	353.620				
Puurs	876	767	204.625				
Totaux :	8.750	7.956	1.992.495				

(1) Y compris les cantons d'Anderlecht, Ixelles, Moienbeek, Saint-Gilles, Saint-Josse, Schaerbeek et Uccle.

1	2	3	4	1	2	3	4
Tournai	1.550	1.389	313.566	Bruges	7.587	6.920	1.565.200
Antoing	422	359	76.000	Ardoise	569	493	149.620
Ath	583	511	120.800	Gistel	856	802	182.400
Beaumont	358	328	71.250	Ostende	1.050	963	239.850
Mobecq	167	145	29.900	Ruiselede	358	313	71.600
Frasnes	166	148	35.270	Tielt	960	881	201.820
Lessines	527	477	103.170	Torhout	1.171	1.110	236.550
Leuze	842	763	237.709	Totaux :	12.551	11.482	2.647.040
Péruwelz	466	421	101.832	Courtrai	2.510	2.302	613.400
Quevaucamps	805	700	189.345	Avelgem	503	478	128.560
Templeuve	920	817	203.580	Harelbeke	1.764	1.704	414.770
Totaux :	6.806	6.061	1.482.422	Izegem	955	890	230.150
Gand	7.829	7.002	1.639.450	Menin	1.559	1.484	339.600
Assenede	889	768	150.320	Meulebeke	433	409	95.810
Deinze	1.450	1.141	274.061	Mouscron	1.905	1.603	418.730
Eeklo	1.015	921	196.590	Moorsele	284	272	57.600
Evergem	2.086	1.893	345.825	Oostrozebeke	564	540	127.820
Kaprijke	679	478	94.000	Roulers	1.450	1.252	322.450
Kruishoutem	534	472	106.160	Totaux	11.927	10.934	2.748.590
Ledeberg	1.667	1.506	416.780	Fumes	1.191	1.126	252.950
Lochristi	1.594	1.444	343.645	Dixmude	567	544	119.300
Nazareth	912	863	177.650	Haringe	310	273	56.550
Nevele	844	736	137.400	Nieuport	1.130	1.072	253.300
Oosterzele	1.810	1.629	344.900	Totaux	3.198	3.015	682.100
Waarschoot	595	517	135.600	Ypres	1.144	1.092	276.300
Zomergem	550	484	94.975	Hoogde	318	300	76.100
Totaux :	22.454	19.854	4.457.356	Messines	628	540	135.973
Audenarde	975	903	192.475	Pasendale	250	234	66.750
Grammont	527	464	122.650	Poperinge	432	419	105.400
Herzele	1.056	917	223.950	Wervik	726	629	177.170
Nederbrakel	633	575	148.975	Totaux	3.498	3.214	837.693
Ninove	1.413	1.185	325.925	Liège	7.918	6.065	1.344.452
Renaix	950	905	219.790	Dalhem	625	393	91.065
Horebake-Ste-Marie	516	467	100.310	Fexhe-Slins	924	767	174.260
Zottegem	638	578	147.920	Fléron	2.100	1.557	376.535
Totaux	6.708	5.994	1.481.995	Hollogne-aux-			
Termonde	1.100	960	336.550	Pierres	2.309	1.814	387.875
Alost	3.503	3.127	988.205	Louveigné	480	427	101.525
Beveren	999	788	210.725	Seraing	1.376	1.117	250.195
Hamme	869	786	221.995	Waremmé	921	839	267.550
Lokeren	1.499	1.267	377.680	Totaux	16.653	12.979	2.983.467
St-Gillis-Waas	800	642	162.000				
Saint-Nicolas	1.800	1.567	417.910				
Tamse	889	679	204.695				
Wetteren	1.514	1.296	376.175				
Zeie	659	564	173.030				
Totaux	13.632	11.676	3.468.965				

1	2	3	4	1	2	3	4
Huy	884	755	172.503	Marche-en-			
Ferrières	294	211	43.700	Famenne	226	201	46.250
Wauters	273	230	58.500	Durbuy	217	205	43.700
Héron	133	106	24.720	Erezée	316	284	64.800
Jehay-Bodegnée	338	233	63.940	Houffalize	269	233	51.900
Landen	224	187	40.400	Laroche	151	104	30.700
Nandrin	961	740	178.050	Nassogne	163	120	28.000
Totaux	3.107	2.462	581.813	Vielsalm	106	96	20.250
Verviers	1.583	1.364	398.090	Totaux	1.448	1.243	285.600
Aubel	510	395	101.900	Neufchâteau	397	339	76.110
Eupen	699	506	149.340	Bastogne	527	467	115.452
Dison	283	231	59.920	Bouillon	350	295	74.850
Herve	265	212	65.580	Paliseul	483	441	99.800
Limbourg	225	203	63.800	Saint-Hubert	276	244	71.550
Malmédy	848	736	198.580	Sibret	112	92	25.250
St-Vith	637	520	143.000	Wellin	162	139	31.250
Spa	577	491	125.920	Totaux	2.307	2.017	494.262
Stavelot	462	417	109.260	Namur	3.275	2.787	797.875
Totaux	6.089	5.075	1.414.390	Andenne	1.159	946	253.520
Tongres	962	764	147.430	Eghezée	332	282	80.400
Bilzen	2.325	1.441	362.400	Fosse	1.600	1.230	349.741
Looz	1.664	982	234.350	Gembloix	1.358	1.025	268.830
Bree	592	417	109.600	Totaux	7.724	6.270	1.750.366
Maaseik	778	473	116.500	Dinant	1.154	946	239.665
Mechelen	1.860	1.030	250.600	Beauraing	375	300	109.042
Zichen-Zussen-				Ciney	1.251	1.131	281.695
Bolder	511	379	93.100	Couvin	363	311	75.410
Totaux	8.692	5.486	1.304.980	Florennes	563	486	99.350
Hasselt	1.854	1.667	407.100	Gedinne	255	218	52.940
Beringen	2.047	1.412	329.900	Philippeville	349	303	57.275
Herck-la-Ville	480	379	85.110	Rochefort	855	746	203.690
Neerpelt	1.269	1.069	234.700	Walcourt	399	351	89.970
Peer	926	754	185.250	Totaux :	5.564	4.792	1.209.037
Saint-Trond	1.110	927	219.200	Totaux généraux:	299.235	255.203	64.141.839
Totaux	7.696	6.208	1.461.260				
Arlon	700	544	128.190				
Etalle	404	354	85.600				
Fauvillers	302	233	54.570				
Florenville	199	162	44.150				
Messancy	311	241	52.350				
Virton	412	353	97.400				
Totaux	2.328	1.887	462.260				

TRIBUNAUX	1	Nombre total des affaires	Affaires de police	Affaires concernant le vagabondage et la mendicité	Affaires électorales	Inculpés jugés en matière de police							Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (L. 27.II.1891)			Individus jugés en matière de lots électoraux (Absence au vote)		
						Total	Acquittés ou renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompetent	à l'emprisonnement		à l'amende		Total	Acquittés	Mis à la disposition du gouvernement	Total	Acquittés	Condamnés	
								condi-tion-nel	simple	condi-tion-nelle	simple							
2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17			
Bruelles	22.640	22.504	195	1	24.730	2.682	40	391	2.682	18.935	135	12	123	1	-			
Asse	881	874	7	-	1.012	207	-	-	151	654	7	1	6	-	-			
Hal	573	560	13	-	653	30	1	8	45	569	13	-	13	-	-			
Sint-Kwintens-Lennik	218	217	1	-	262	1	-	-	41	220	1	-	1	-	-			
Vilvorde	698	678	20	-	794	56	2	9	19	708	20	1	19	-	-			
Wolvernem	469	467	2	-	467	14	-	-	45	408	2	-	2	-	-			
Totaux :	25.479	25.300	178	1	27.918	2.990	43	408	2.983	21.494	178	14	164	1	-			
Louvain	866	853	13	-	1.032	59	-	-	471	502	13	-	13	-	-			
Aerschot	251	249	2	-	270	32	-	-	69	169	2	-	2	-	-			
Dier	355	353	2	-	467	59	-	-	162	246	2	-	2	-	-			
Glabbeek	93	92	1	-	119	20	-	-	33	66	1	-	1	-	-			
Haacht	162	152	-	-	169	31	-	-	41	97	-	-	-	-	-			
Tirlemont	251	245	6	-	322	27	-	-	145	150	6	-	6	-	-			
Léau	61	61	-	-	69	14	-	-	27	28	-	-	-	-	-			
Totaux	2.029	2.005	24	-	2.448	242	-	-	948	1.258	24	-	24	-	-			

Tableau n° 10 (suite)

TRIBUNAUX	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17									
																		Total	Acquittés ou renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompetent	à l'emprisonnement		à l'amende		Total	Acquittés	Mis à la disposition du gouvernement
																				condi-tion-nel	simple	condi-tion-nelle	simple			
2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17											
Niveles	896	882	14	-	1.278	292	-	-	-	273	773	14	-	14	-	-										
Genapp	149	147	2	-	218	47	-	1	-	41	127	2	-	2	-	-										
Jodogne	497	497	-	-	537	86	-	-	-	123	328	-	-	-	-	-										
Perwez	145	145	-	-	199	28	-	-	-	100	71	-	-	-	-	-										
Wayre	622	620	2	-	737	88	-	-	-	317	332	2	-	2	-	-										
Totaux	2.309	2.291	18	-	2.969	481	2	1	-	854	1.631	18	-	18	-	-										
Anvers	7.765	7.645	140	-	10.462	1.095	-	27	-	451	8.879	140	-	133	-	-										
Berchem	1.437	1.432	5	-	1.981	294	-	3	-	437	1.247	5	-	4	-	-										
Boom	698	696	2	-	1.068	252	-	-	-	378	438	2	-	2	-	-										
Boysethout	1.875	1.871	4	-	2.523	394	-	3	-	353	1.773	4	-	4	-	-										
Brecht	925	915	10	-	1.144	176	-	2	-	337	629	10	-	10	-	-										
Ekeren	1.008	1.002	6	-	1.129	182	-	5	-	206	727	6	-	6	-	-										
Kontich	853	847	6	-	1.097	202	-	1	-	261	633	6	-	6	-	-										
Zandhoven	559	556	3	-	816	222	-	-	-	223	371	3	-	2	-	-										
Totaux	15.140	14.964	176	-	20.210	2.817	7	43	-	2.646	14.697	176	9	167	-	-										
Malines	1.012	964	48	-	1.329	203	-	19	-	302	805	48	-	48	-	-										
Duffel	454	452	2	-	485	76	-	3	-	33	373	2	-	2	-	-										
Heist-op-den-Berg	261	260	1	-	380	88	-	-	-	4	288	1	-	1	-	-										
Lierre	362	360	2	-	395	84	-	2	-	22	287	2	-	2	-	-										
Puurs	257	255	1	-	271	44	-	-	-	81	146	1	-	1	-	-										
Totaux	2.346	2.292	54	-	2.860	495	-	24	-	442	1.899	54	-	54	-	-										
Turnhout	747	688	79	-	785	113	-	14	-	342	310	79	-	79	-	-										
Arendonk	301	300	1	-	471	67	-	-	-	245	159	1	-	1	-	-										
Herentals	344	343	1	-	451	74	-	-	-	127	250	1	-	1	-	-										
Hoogstraten	446	365	81	-	448	64	-	3	-	231	150	81	-	81	-	-										
Mol	526	519	7	-	549	50	-	1	-	210	288	7	-	7	-	-										
Westerlo	138	137	1	-	158	22	-	-	-	1	135	1	-	1	-	-										
Totaux	2.502	2.332	170	-	2.862	390	7	17	-	1.156	1.292	170	-	170	-	-										

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Mons	1.154	1.114	40	-	1.362	325	-	5	1	1.081	40	4	36	-	-	17
Boussa	994	983	11	-	1.282	348	-	9	19	906	11	-	11	-	-	-
Chilvres	127	123	4	-	160	35	-	-	37	88	4	2	2	-	-	-
Dour	418	414	4	-	564	64	-	-	224	276	4	-	4	-	-	-
Englhen	185	183	2	-	209	48	-	-	122	39	2	-	2	-	-	-
La Louvière	730	718	12	-	880	210	2	2	234	482	12	-	12	-	-	-
Lens	228	228	-	-	278	48	3	1	52	174	-	-	-	-	-	-
Pâturages	617	614	3	-	761	159	-	1	16	585	3	1	2	-	-	-
Roelux	527	525	2	-	780	178	-	3	112	487	2	-	2	-	-	-
Soignies	468	463	5	-	618	141	-	-	167	310	5	-	5	-	-	-
Totaux	5.448	5.365	83	-	6.894	1.566	5	21	984	4.328	83	7	76	-	-	-
Charleroi	2.650	2.614	36	-	3.690	508	-	31	711	2.440	36	-	36	-	-	-
Beaumont	244	243	1	-	285	59	-	1	69	165	1	-	1	-	-	-
Binche	861	858	3	-	1.287	318	-	8	243	698	3	-	3	-	-	-
Châtelet	916	915	1	-	1.255	156	12	8	175	904	1	-	1	-	-	-
Chimay	247	241	6	-	322	39	-	-	113	170	6	-	6	-	-	-
Fontaine-l'Évêque	601	600	1	-	769	197	-	-	201	371	1	-	1	-	-	-
Gosselies	676	675	1	-	785	236	-	1	188	360	1	-	1	-	-	-
Jumet	395	391	4	-	498	95	-	1	123	279	4	-	4	-	-	-
Marchienne-au-Pont	948	942	6	-	1.214	201	-	3	444	566	6	-	6	-	-	-
Mehes-le-Château	328	324	4	-	324	42	-	-	48	284	4	-	4	-	-	-
Senefé	435	433	2	-	501	91	1	-	166	243	2	-	2	-	-	-
Thuin	467	464	3	-	558	93	-	-	125	340	3	-	3	-	-	-
Totaux	8.768	8.700	68	-	11.468	2.026	13	53	2.606	6.770	68	-	68	-	-	-
Tournai	566	552	14	-	736	167	8	7	138	416	14	-	14	-	-	-
Antoing	155	155	-	-	179	34	6	5	62	72	-	-	-	-	-	-
Ath	330	322	8	-	367	72	2	-	121	192	8	-	8	-	-	-
Celles	92	91	1	-	123	46	-	1	13	63	1	-	1	-	-	-
Flobecq	72	69	3	-	83	25	-	-	34	24	3	-	3	-	-	-
Franses	66	66	-	-	101	38	-	-	25	38	-	-	-	-	-	-
Leslignes	213	211	2	-	308	33	-	-	84	186	-	-	-	-	-	-
Leuze	404	397	7	-	484	74	-	-	173	237	7	-	7	-	-	-
Péruwelz	145	145	-	-	193	43	-	4	38	108	-	-	-	-	-	-
Quevaucamps	350	350	-	-	526	172	-	-	89	264	-	-	-	-	-	-
Templeuve	289	282	7	-	401	38	-	-	158	207	7	-	7	-	-	-
Totaux	2.682	2.640	42	-	3.516	742	17	17	933	1.807	42	1	41	-	-	-

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Gand	2.525	2.485	40	-	3.008	347	1	60	524	2.076	40	2	38	-	-	17
Assenede	361	360	1	-	422	37	-	1	125	259	1	-	1	-	-	-
Deinze	228	227	1	-	312	47	-	-	118	147	1	1	-	-	-	-
Beldo	378	371	7	-	540	119	-	-	145	276	7	-	7	-	-	-
Evergem	466	463	3	-	535	49	-	11	80	395	3	-	3	-	-	-
Kaprijke	222	222	-	-	273	55	-	-	88	129	-	-	-	-	-	-
Kruishoutem	119	118	1	-	135	28	-	1	48	58	1	-	1	-	-	-
Ledeberg	562	560	2	-	764	92	-	3	139	530	2	-	2	-	-	-
Lochristi	326	323	3	-	323	30	-	1	96	196	3	-	3	-	-	-
Nazareth	141	139	2	-	170	49	-	1	55	65	2	-	2	-	-	-
Nevele	177	177	-	-	229	19	-	1	76	133	-	-	-	-	-	-
Oosterzele	365	365	-	-	381	71	-	2	94	214	-	-	-	-	-	-
Waarschoot	114	113	1	-	185	24	-	-	50	91	1	-	1	-	-	-
Zomergem	158	158	-	-	183	35	-	1	68	79	-	-	-	-	-	-
Totaux	6.142	6.081	61	-	7.440	1.003	1	82	1.706	4.648	61	3	58	-	-	-
Audenarde	289	283	6	-	384	77	-	3	222	82	6	-	6	-	-	-
Grammont	245	244	1	-	384	50	-	9	154	151	1	1	-	-	-	-
Herzele	624	623	1	-	847	175	-	9	367	296	1	1	-	-	-	-
Nederbrakel	152	152	-	-	228	34	-	-	47	147	-	-	-	-	-	-
Ninove	457	456	1	-	605	77	7	5	199	317	1	-	1	-	-	-
Renaix	218	216	2	-	297	53	16	5	157	66	2	-	2	-	-	-
Sint-Maria-Horsbeke	86	85	1	-	108	27	1	-	49	31	1	-	1	-	-	-
Zottegem	158	158	-	-	241	27	1	2	118	93	-	-	-	-	-	-
Totaux	2.229	2.217	12	-	3.074	520	25	33	1.313	1.183	12	2	10	-	-	-
Termonde	709	695	14	-	895	39	-	-	334	322	14	-	14	-	-	-
Alost	1.358	1.348	10	-	1.700	280	-	8	634	778	10	-	10	-	-	-
Beveren	479	478	1	-	529	56	-	1	252	220	1	-	1	-	-	-
Hamme	302	302	-	-	346	36	-	4	70	236	-	-	-	-	-	-
Lokeren	536	531	5	-	604	61	-	1	192	350	5	-	5	-	-	-
Sint-Gillis-Waas	368	360	8	-	403	53	-	-	101	249	3	-	3	-	-	-
Saint-Nicolas	712	712	-	-	835	107	-	10	183	535	-	-	-	-	-	-
Tarnise	271	270	1	-	291	8	-	2	189	92	1	-	1	-	-	-
Wetteren	420	420	-	-	474	100	-	6	139	229	-	-	-	-	-	-
Zele	262	261	1	-	279	22	-	1	63	193	1	-	1	-	-	-
Totaux	5.412	5.377	35	-	6.156	762	-	33	2.157	3.204	35	-	35	-	-	-

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruges	1.981	1.952	29	-	2.301	356	88	118	416	1.323	29	3	26	-	-	-
Ardooik	180	180	-	-	254	49	-	1	86	118	-	-	-	-	-	-
Gistel	232	232	-	-	321	80	-	3	104	134	-	-	-	-	-	-
Ostende	803	790	13	-	917	129	25	13	368	382	13	-	13	-	-	-
Ruislede	116	116	-	-	126	15	-	-	20	91	-	-	-	-	-	-
Tielt	275	274	1	-	320	33	4	2	58	223	1	-	1	-	-	-
Torhout	244	243	1	-	306	47	-	-	105	154	1	-	1	-	-	-
Totaux	3.831	3.787	44	-	4.545	709	117	137	1.157	2.425	44	3	41	-	-	-
Courtrai	2.125	2.114	11	-	2.114	303	2	12	607	1.190	11	-	11	-	-	-
Avelgem	172	171	1	-	270	69	1	-	49	151	1	-	1	-	-	-
Harelbeke	539	537	2	-	651	104	1	2	76	468	2	-	2	-	-	-
Izegem	352	350	2	-	506	44	-	-	167	295	2	-	2	-	-	-
Menin	377	374	3	-	509	127	-	-	216	166	3	1	2	-	-	-
Meulebeke	104	102	2	-	171	32	1	5	51	82	2	-	2	-	-	-
Mouscron	805	782	23	-	880	108	-	2	272	498	23	2	21	-	-	-
Moorele	75	75	-	-	109	25	-	-	42	42	-	-	-	-	-	-
Oostrozebeke	180	179	1	-	209	17	1	2	84	105	1	-	1	-	-	-
Roulers	670	667	3	-	775	78	-	-	247	450	3	-	3	-	-	-
Totaux	5.399	5.351	48	-	6.194	907	6	23	1.811	3.447	48	3	45	-	-	-
Fumes	337	333	4	-	496	125	-	-	69	302	4	-	4	-	-	-
Dixmude	166	166	-	-	171	20	-	2	24	125	-	-	-	-	-	-
Haringe	104	104	-	-	119	31	-	2	12	74	-	-	-	-	-	-
Nieuport	303	300	3	-	347	55	-	-	79	213	3	-	3	-	-	-
Totaux	910	903	7	-	1.133	231	-	4	184	714	7	-	7	-	-	-
Ypres	512	500	12	-	605	50	-	1	132	422	12	-	12	-	-	-
Hoogiede	105	104	1	-	145	16	-	-	47	82	1	-	1	-	-	-
Mesines	223	221	2	-	239	35	-	3	61	140	2	1	1	-	-	-
Pasendale	77	77	-	-	92	14	-	-	46	32	-	-	-	-	-	-
Poperinge	127	125	2	-	150	21	-	5	53	71	2	-	2	-	-	-
Wervik	270	268	2	-	359	56	3	-	132	168	2	-	2	-	-	-
Totaux	1.314	1.295	19	-	1.590	192	3	9	471	915	19	1	18	-	-	-

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Liège	6.554	6.490	64	-	9.383	2.287	-	10	2.207	4.909	64	2	62	-	-	-
Dalhem	550	549	1	-	683	82	-	-	-	581	1	-	1	-	-	-
Fexhe-Slins	503	500	2	1	755	209	-	-	153	393	2	-	2	-	-	-
Flétron	1.417	1.414	3	-	2.117	198	-	-	43	1.876	3	1	2	-	-	1
Hollogne-aux-Pierres	1.490	1.487	3	-	1.973	379	-	4	-	1.590	3	-	3	-	-	-
Louveigné	498	494	4	-	688	179	-	-	87	422	4	-	4	-	-	-
Seraing	1.247	1.242	5	-	1.897	266	1	8	215	1.407	5	-	5	-	-	-
Warminne	352	350	2	-	620	65	-	-	20	535	2	-	2	-	-	-
Totaux	12.611	12.526	84	1	18.096	3.635	1	22	2.725	11.713	84	3	81	1	-	1
Huy	760	754	6	-	1.080	223	-	10	508	339	6	-	6	-	-	-
Ferrières	182	182	-	-	241	66	-	1	61	113	-	-	-	-	-	-
Hannut	138	137	1	-	162	18	-	-	53	91	1	-	1	-	-	-
Hétron	189	189	-	-	219	52	-	-	96	71	-	-	-	-	-	-
Jehay-Bodegnée	188	189	-	-	279	62	-	-	104	113	-	-	-	-	-	-
Landen	155	154	1	-	240	23	-	-	83	134	1	-	1	-	-	-
Nandrin	544	541	3	-	650	125	-	-	251	274	3	-	3	-	-	-
Totaux	2.156	2.145	11	-	2.871	569	-	11	1.156	1.135	11	-	11	-	-	-
Verviers	629	623	6	-	893	186	-	11	-	696	6	-	6	-	-	-
Aubel	224	222	2	-	310	36	-	-	68	206	2	-	2	-	-	-
Dison	180	180	-	-	248	34	-	-	58	156	-	-	-	-	-	-
Eupen	335	331	4	-	411	147	-	-	53	211	4	-	4	-	-	-
Herve	151	150	1	-	182	28	-	-	51	103	1	-	1	-	-	-
Limbourg	296	238	-	-	406	84	-	-	13	309	-	-	-	-	-	-
Malmédy	386	386	-	-	577	90	-	5	144	338	-	-	-	-	-	-
St-Vith	281	280	1	-	352	87	-	2	27	236	1	-	1	-	-	-
Spa	404	402	2	-	534	144	1	-	103	286	2	-	2	-	-	-
Stavelot	296	296	-	-	379	96	-	-	69	214	-	-	-	-	-	-
Totaux	3.124	3.108	16	-	4.292	932	1	18	586	2.755	16	-	16	-	-	-

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	16	17
Tongres	732	721	11	-	829	186	6	8	331	298	11	-	11	-	-
Bilzen	1.410	1.388	22	-	1.620	233	-	-	589	798	22	-	22	-	-
Loez	964	958	6	-	1.158	123	4	2	552	477	6	-	6	-	-
Bree	239	239	-	-	273	50	1	-	168	54	-	-	-	-	-
Maaseik	489	489	-	-	533	56	2	3	245	227	-	-	-	-	-
Mecheleu	1.335	1.331	4	-	1.474	189	1	-	359	925	4	1	3	-	-
Zichen-Zussen-Bolder	338	338	-	-	447	105	5	1	184	152	-	-	-	-	-
Totaux	5.507	5.464	43	-	6.334	942	19	14	2.428	2.931	43	1	42	-	-
Haselt	777	767	10	-	983	157	-	4	322	500	10	-	10	-	-
Beringen	853	852	1	-	1.088	142	-	-	364	582	1	-	1	-	-
Herk-la-Ville	233	231	2	-	292	72	-	2	106	112	2	-	2	-	-
Neerpelt	271	271	-	-	371	62	1	-	68	240	-	-	-	-	-
Peer	296	295	1	-	441	44	-	-	202	195	1	-	1	-	-
Saint-Trond	624	622	2	-	656	130	-	-	371	155	2	-	2	-	-
Totaux	3.054	3.038	16	-	3.831	607	1	6	1.433	1.784	16	-	16	-	-
Arlon	463	459	4	-	552	72	-	-	149	331	4	-	4	-	-
Etalle	159	159	-	-	178	15	-	2	68	93	-	-	-	-	-
Fauvillers	190	190	-	-	240	54	2	-	66	118	-	-	-	-	-
Florenville	95	95	-	-	103	16	-	-	37	50	-	-	-	-	-
Messancy	633	633	-	-	693	89	3	3	319	279	-	-	-	-	-
Virton	166	165	1	-	207	47	-	-	93	67	1	-	1	-	-
Totaux	1.706	1.701	5	-	1.973	293	5	5	732	938	5	-	5	-	-
Marche-en-Famenne	141	141	-	-	219	41	-	-	39	139	-	-	-	-	-
Durbuy	61	61	-	-	82	25	-	-	20	37	-	-	-	-	-
Erezée	84	83	1	-	128	32	-	-	38	58	1	-	1	-	-
Houffalize	116	116	-	-	156	43	-	-	60	53	-	-	-	-	-
Laroche	76	76	-	-	120	30	-	1	49	40	-	-	-	-	-
Nasogne	74	74	-	-	88	14	-	-	43	31	-	-	-	-	-
Vielalm	58	58	-	-	79	16	1	3	31	28	-	-	-	-	-
Totaux	610	609	1	-	872	201	1	4	280	386	1	-	1	-	-

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	16	17
Neufchâteau	93	93	-	-	142	50	-	-	76	16	-	-	-	-	-
Bastogne	174	174	-	-	236	49	-	-	133	54	-	-	-	-	-
Bouillon	117	115	2	-	131	23	-	-	60	48	2	-	2	-	-
Palmesul	140	139	1	-	169	45	1	-	78	45	1	-	1	-	-
Saint-Hubert	119	117	2	-	151	58	-	-	46	47	2	-	2	-	-
Sibret	87	87	-	-	137	38	1	1	91	6	-	-	-	-	-
Wellin	71	71	-	-	131	37	-	-	54	40	-	-	-	-	-
Totaux	801	796	5	-	1.097	300	2	1	538	256	5	-	5	-	-
Namur	2.484	2.453	31	-	2.873	544	19	9	1.179	1.122	31	1	30	-	-
Andenne	367	365	2	-	437	126	-	-	77	234	2	1	1	-	-
Eghezée	268	267	1	-	333	48	2	-	122	161	1	-	1	-	-
Fosse	1.294	1.294	-	-	1.466	525	-	13	162	766	-	-	-	-	-
Gembloix	774	769	5	-	912	180	2	3	184	543	5	-	5	-	-
Totaux	5.187	5.148	39	-	6.021	1.423	23	25	1.724	2.826	39	2	37	-	-
Dinant	628	614	14	-	855	127	-	-	378	350	14	-	14	-	-
Beauraing	262	250	2	-	325	135	-	3	63	124	2	-	2	-	-
Ciney	560	556	4	-	727	99	-	-	152	476	4	-	4	-	-
Couvin	263	263	-	-	333	69	1	2	82	179	-	-	-	-	-
Florennes	367	367	-	-	564	168	-	3	157	236	-	-	-	-	-
Gedinne	183	182	1	-	224	56	-	3	95	70	1	-	1	-	-
Philippeville	173	172	1	-	231	56	1	-	72	102	1	-	1	-	-
Rocbe fort	285	284	1	-	350	65	1	-	78	206	1	-	1	-	-
Walcourt	248	248	-	-	340	125	-	-	114	101	-	-	-	-	-
Totaux	2.969	2.936	23	-	3.949	900	3	11	1.191	1.844	23	-	23	-	-
TOTAUX GENERAUX	129.655	128.371	1.282	2	160.613	25.865	302	1.022	35.144	98.280	1.282	49	1.233	2	1

Tableau n°11 - TRIBUNAUX DE POLICE - RESULTAT DES POURSUITES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS, EN MATIERE DE POLICE - ANNEE 1955

NATURE DES INFRACTIONS 1	Nombre des inculpés 2	Acquittés 3	Renvoyés par une déclaration d'incompétence 4	CONDAMNES				
				à l'emprisonnement			à l'amende	
				conditionnel 5	sans condition		conditionnelle 8	sans condition 9
					de 8 jours et plus 6	de 1 à 7 jours 7		
Délits renvoyés aux tribunaux de police par les chambres du conseil (L. 4.10.1867)	Code pénal 16.508	4.154	35	18	2	20	4.464	7.815
	Lois spéciales 771	46	4	1	-	3	281	436
	Code pénal 7.323	2.064	14	5	1	25	1.747	3.487
	Règlements communaux et provinciaux 6.194	703	2	-	5	60	946	4.478
Infractions de la compétence directe des tribunaux de police	Lois spéciales et règlements généraux 125.817	18.641	202	278	846	60	27.706	82.084
Totaux :	160.613	25.608	257	302	854	168	35.144	98.280

Tableau n°12 - APPELS DE POLICE - NOMBRE DES APPELS JUGES PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS - 1955

ARRONDISSEMENTS 1	Appels					ARRONDISSEMENTS 1	Appels				
	Restant à juger au commencement de l'année 2	Portés devant le tribunal pendant l'année 3	Jugés pendant l'année 4	Rayés du rôle 5	Restant à juger à la fin de l'année 6		Restant à juger au commencement de l'année 2	Portés devant le tribunal pendant l'année 3	Jugés pendant l'année 4	Rayés du rôle 5	Restant à juger à la fin de l'année 6
Bruxelles	109	1.148	1.115	-	142	Fumes	12	79	74	-	17
Louvain	12	121	117	-	16	Ypres	4	63	63	-	4
Nivelles	5	191	163	-	33	Liège	162	801	774	12	177
Anvers	70	610	615	-	65	Huy	65	176	202	-	39
Malines	16	112	106	-	22	Verviers	33	269	237	-	65
Turnhout	4	98	89	-	11	Tongres	18	167	147	-	38
Mons	3	269	267	-	5	Hasselt	17	173	170	-	20
Charleroi (1)	109	348	409	-	48	Arlon	9	63	68	-	4
Tournai	6	99	97	-	8	Marche-en-Famenne	9	77	75	1	10
Gand	28	490	424	-	94	Neufchâteau	6	68	64	-	10
Audenarde	12	180	175	-	17	Namur	99	423	446	-	76
Termonde	71	363	434	-	-	Dinant	55	181	160	-	76
Bruges	66	280	275	-	71						
Courtrai	55	252	271	-	36						
Totaux :							1.055	7.099	7.037	13	1.104

(1) Chiffre rectifié : 109 appels au lieu de 1.

Tableau n°13a - LOIS COORDONNEES SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ARTICLES 9, 10, 11 et 11^{bis} (obligation scolaire) - CHEFS DE FAMILLE POURSUIVIS DEVANT LE JUGE DE PAIX

(Chiffres par arrondissement judiciaire)

ANNEE 1955

ARRONDISSEMENTS 1	LOI DU 18.10.1921 RENFORCANT L'OBLIGATION SCOLAIRE Arrêté royal du 25.10.1921 portant texte de la loi organique de l'enseignement primaire)					
	Nombre de chefs de famille poursuivis 2	Nombre de chefs de famille				
		acquittés 3	condamnés à l'amende		condamnés à l'emprisonnement	
			avec sursis 4	sans sursis 5	avec sursis 6	sans sursis 7
Bruxelles	-	-	-	-	-	-
Louvain	9	-	1	8	-	-
Nivelles	7	2	2	3	-	-
Anvers	-	-	-	-	-	-
Malines	3	-	-	3	-	-
Turnhout	28	1	1	15	1	10
Mons	29	3	2	22	2	-
Charleroi	19	6	2	11	-	-
Tournai	11	3	2	5	-	1
Gand	1	-	1	-	-	-
Audenarde	-	-	-	-	-	-
Termonde	58	-	17	40	-	1
Bruges	9	3	-	6	-	-
Courtrai	2	-	-	2	-	-
Fumes	22	4	15	3	-	-
Ypres	15	4	3	8	-	-
Liège	-	-	-	-	-	-
Huy	-	-	-	-	-	-
Verviers	1	1	-	-	-	-
Tongres (1)	44	(1) 10	3	31	-	-
Hasselt	7	-	3	4	-	-
Arlon	4	2	2	-	-	-
Marche-en-Famenne	-	-	-	-	-	-
Neufchâteau	-	-	-	-	-	-
Namur (2)	49	(2) 8	5	33	-	3
Dinant	9	2	-	7	-	-
Totaux	327	49	59	201	3	15

(1) y compris 7 chefs de famille à l'égard desquels le fait a été constaté.

(2) y compris 1 chef de famille réprimandé.

Tableau n° 13-^b - LOIS COORDONNEES SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, CHEFS DE FAMILLE
POURSUIVIS DEVANT LES JUGES DES ENFANTS - 1955

ARRONDISSEMENTS	LOI DU 18.10.1921 RENFORCANT L'OBLIGATION SCOLAIRE (Arrêté royal du 25.10.1921 portant texte de la loi organique de l'enseignement primaire)					
	Nombre de chefs de famille poursuivis	Nombre de chefs de famille				
		Acquittés	condamnés à l'amende		condamnés à l'emprisonnement	
			avec sursis	sans sursis	avec sursis	sans sursis
1	2	3	4	5	6	7
Bruxelles	11	-	-	-	11	-
Louvain	-	-	-	-	-	-
Nivelles	1	1	-	-	-	-
Anvers	14	1	-	-	13	-
Malines	-	-	-	-	-	-
Turnhout	-	-	-	-	-	-
Mons	4	1	1	2	-	-
Charleroi	16	1	-	15	-	-
Toumai	11	3	2	5	-	-
Gand	34	7	21	6	-	-
Audenarde	6	-	-	6	-	-
Termonde	-	-	-	-	-	-
Bruges	2	1	-	1	-	-
Courtrai	26	2	-	22	-	-
Furnes	-	-	-	-	-	-
Ypres	-	-	-	-	-	-
Liège	7	7	-	-	-	-
Huy	3	3	-	-	-	-
Verviers (1)	19	(1) 19	-	-	-	-
Tongres	-	-	-	-	-	-
Hasselt	1	-	1	-	-	-
Arlon	-	-	-	-	-	-
Marche-en-Famenne	1	1	-	-	-	-
Neufchâteau	1	-	-	1	-	-
Namur	-	-	-	-	-	-
Dinant (2)	7	(2) 7	-	-	-	-
Totaux	164	54	25	82	1	2

(1) dont 1 chef de famille réprimandé

(2) " 7 chefs " " réprimandés

Tableau n° 14 - NOMBRE DES AFFAIRES DONT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS ONT EU A S'OCCUPER - 1955

ARRONDISSEMENTS	Affaires pendantes au comment de l'année	AFFAIRES INTRODUITES PENDANT L'ANNEE										AFFAIRES TERMINEES				Total des affaires terminées	Affaires restant à juger à la fin de l'année			
		portées devant le tribunal par					renvoyées devant le tribunal par					par jugement								
		cité direct du ministère public		cité direct de la partie civile		une administration publique	la chambre du conseil	la chambre des mises en accusations	la cour de cassation	Total			au fond		d'incompétence			par radiation de rôle		
		3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16			17	18	
Bruxelles	1.241	4.938	228	797	2.083	11	3	8.080	9.301	6.370	1.247	309	7.926	-	7.926	1.375				
Louvain	60	887	23	47	249	-	-	1.186	1.246	1.005	139	32	1.176	-	1.176	70				
Nivelles	32	420	3	77	163	-	8	671	703	437	164	29	630	-	630	73				
Anvers	229	2.895	93	562	1.136	3	-	4.679	4.908	3.398	974	187	4.559	7	4.657	251				
Malines	310	761	10	16	280	-	-	1.067	1.377	1.011	92	69	1.172	-	1.172	205				
Turnhout	87	981	1	73	160	-	-	1.215	1.302	942	193	36	1.171	-	1.171	130				
Mons	336	1.363	1	304	696	4	-	2.368	2.704	1.703	578	134	2.415	1	1.172	287				
Charleroi	850	1.535	149	500	1.476	1	2	3.663	4.513	2.693	735	133	3.561	2	2.417	949				
Toumai	211	583	-	124	263	-	-	970	1.181	724	155	19	898	-	898	283				
Gand	3.086	2.888	120	293	625	-	-	3.926	7.012	3.116	786	284	4.186	4	4.399	2.613				
Audenarde	376	1.288	27	28	199	1	1	1.544	1.920	997	230	75	1.302	17	1.319	601				
Termonde	1.753	3.177	23	347	422	-	2	3.971	5.724	2.706	469	163	3.388	2	3.511	2.213				
Bruges	656	1.867	20	188	442	-	3	2.520	3.176	2.227	448	150	2.825	13	2.847	329				
Courtrai	687	1.624	18	176	558	1	-	2.377	3.064	1.703	419	164	2.286	3	2.308	756				
Furnes	133	497	-	28	101	-	-	626	759	441	127	29	597	-	597	162				
Ypres	492	651	8	56	103	-	-	818	1.310	674	101	28	803	8	812	498				
Liège	607	2.171	14	393	1.395	3	5	3.981	4.588	2.521	688	180	3.389	1	3.400	1.188				
Huy	108	310	4	86	123	-	6	529	637	399	147	25	571	8	571	66				
Verviers	270	818	17	135	375	-	5	1.350	1.620	894	225	52	1.171	4	1.176	444				

3^e Tribunaux correctionnels

Tableau n° 14 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Tongres	399	787	1	56	280	-	-	1.134	1.533	688	234	76	978	-	-	978	555
Hasselt	288	974	11	54	153	1	-	1.193	1.461	848	204	48	1.098	-	8	1.106	355
Arlon	77	307	-	55	131	-	2	495	572	419	113	21	553	-	1	554	18
Marche-en-Famenne	79	151	1	29	54	-	-	235	314	154	59	9	222	-	3	225	89
Neufchâteau	48	284	2	41	131	-	2	460	508	394	102	26	462	-	4	469	39
Namur	157	1.347	4	203	328	3	4	1.889	2.046	1.408	401	92	1.901	-	-	1.901	145
Dinant	157	524	6	175	231	2	6	944	1.101	638	223	39	900	-	16	.916	185
Totaux	12.709	34.008	784	4.833	12.167	30	49	51.871	64.580	38.428	9.253	2.409	50.090	47	584	50.701	13.879

Tableau n° 15 - TRIBUNAUX CORRECTIONNELS.

AFFAIRES JUGÉES PAR UNE CHAMBRE A TROIS JUGES, PAR UN JUGE UNIQUE - 1955

1	2	3	4
	Total des affaires terminées par un jugement au fond	Nombre des affaires jugées au fond par une chambre à trois juges	Nombre des affaires jugées au fond par un juge unique
Bruxelles	7.926	1.259	6.667
Louvain	1.176	76	1.100
Nivelles	630	103	527
Anvers	4.559	1.953	2.606
Malines	1.172	303	869
Turnhout	1.171	370	801
Mons	2.415	382	2.033
Charleroi	3.561	1.613	1.948
Tournai	898	298	600
Gand	4.186	1.944	2.242
Audenarde	1.302	622	680
Termonde	3.338	1.863	1.475
Bruges	2.825	1.724	1.101
Courtrai	2.286	1.033	1.253
Fumes	597	400	197
Ypres	803	227	576
Liège	3.389	1.802	1.587
Huy	571	186	385
Verviers	1.171	542	629
Tongres	978	155	823
Hasselt	1.098	275	823
Arlon	553	71	482
Marche-en-Famenne	222	66	156
Neufchâteau	462	212	250
Namur	1.901	1.031	870
Dinant	900	537	363
Totaux :	50.090	19.047	31.043

4^o Cours d'appel

Tableau n° 16 - AFFAIRES CORRECTIONNELLES PORTEES DEVANT LES COURS D'APPEL

NOMBRE ET NATURE DES ARRETS RENDUS
1955

COURS D'APPEL	NOMBRE DES AFFAIRES							NOMBRE DES ARRETS			ARRETS		Nombre des prévenus jugés	
	à juger		terminées			restant à juger à la fin de l'année	con- tra- dic- toires par défaut	Total	contra- dictoires à l'égard de cer- tains préve- nus par défaut à l'égard des autres	Total	confir- matifs	infr- matifs en tout ou en partie		
	pen- dantes au 1 ^{er} janvier	portées devant la cour durant l'année	Total	par arrêt	rayées du rôle dispa- rues par jonction etc.									Total
						2	3	4	5	6	7	8		
Bruxelles	332	2.398	2.750	2.406	4	2.410	320	2.176	82	148	2.406	1.281	1.125	2.696
Gand	1.075	1.548	2.623	1.892	3	1.895	728	1.601	119	172	1.892	952	940	2.928
Liège	55	1.441	1.496	1.371	-	1.371	125	1.115	145	111	1.371	484	887	2.070
Totaux :	1.462	5.387	6.849	5.669	7	5.876	1.173	4.892	346	491	5.669	2.717	2.952	7.694

5^o - Cours d'Assises

Tableau n° 17 - APERCU GENERAL DES TRAVAUX DES COURS D'ASSISES

1^o Nombre et nature des affaires jugées; nombre des individus poursuivis - 1955

PROVINCES	Nombre total des affaires (1)	AFFAIRES CRIMINELLES		DELITS POLITIQUES ET DE PRESSE		Nombre total des individus poursuivis
		jugées contradictoirement	jugées par contumace	jugés contradictoirement	jugés par contumace	
1	2	3	4	5	6	7
Brabant	1	1	-	-	-	3
Anvers	1	1	-	-	-	1
Hainaut (2)	8	8	-	-	-	9
Flandre orientale	3	3	-	-	-	3
Flandre occidentale	3	3	-	-	-	3
Liège	2	2	-	-	-	2
Limbourg	4	4	-	-	-	4
Luxembourg	1	1	-	-	-	2
Namur	2	2	-	-	-	2
Le Royaume	25	25	-	-	-	29

(1) Non compris 4 affaires de jurés défallants.

(2) Non compris une action éteinte (décès de l'accusé).

PROVINCES	AFFAIRES CRIMINELLES														DELITS POLITIQUES ET DE PRESSE								
	Accusés jugés contradictoirement														Accusés jugés par contumace			Condamnés					
	Total des poursuivis	Acquittés				Internes				de mort		condamnés à la peine				de l'amende	à l'emprisonnement	à l'amende					
		Nombre total	Acquittés	Internes	de mort	des travaux forcés	de la détention	de la réclusion	de l'emprisonnement	de l'amende	Nombre total	Acquittés	Condamnés	Nombre total des prévenus	Acquittés				Condamnés				
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	
1																							
Brabant	3				2								1										
Anvers	1		1																				
Hainaut	9		3	1			4	1															
Flandre orientale	3				2		1																
Flandre occidentale	3		1				1																
Liège	2						1																
Limbourg	4						4																
Luxembourg	2						1																
Namur	2		1			1																	
Le Royaume :	29	29	6	1	4	2	12	1					3										

Tableau n° 18 - AFFAIRES CRIMINELLES JUGEES CONTRADICTOIREMENT
1° Accusés classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées - 1955

NATURE DES INFRACTIONS D'APRES L'ACTE D'ACCUSATION	CONDAMNES A LA PEINE														Condamnés à la peine accessoire									
	Total des accusés	Acquittés	Internés	Total des condamnés	des travaux forcés			de la détention		de la réclusion			de l'emprisonnement				de l'interdiction	de la mise à la disposition du gouvernement						
					à perpétuité	de 15 ans et plus	de 10 ans à moins de 15 ans	perpétuelle	extraordinaire	à temps ordinaire	de 10 ans et plus	de 5 ans à moins de 10 ans	de 3 ans et plus	de 6 mois à moins de 3 ans	de moins de 6 mois	de moins de 6 mois								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20					
INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES																								
Crimes																								
Assassinat, 394	13	1	1	11	3	2	6	1																
Assassinat (tentative) 394, 52	3	2		1																				
Infanticide, 396	3	1		2										2										
Parricide, 395	1			1																				
Meurtre, 393	5			5			5																	
Meurtre (tentative), 393, 52	1	1		1																				
Meurtre (complicité), 393, 57	1			1																				
Viol, 375	1			1																				
INFRACTIONS CONTRE LES PROPRIETES																								
Délits																								
Incendie, 519	1	1																						
Totaux :	29	6	1	22	4	2	12	1					3											19

Tableau n° 19 - AFFAIRES JUGEES PAR CONTUMACE - 1955

NATURE DES CRIMES	Total des accusés	Acquittés	CONDAMNES A LA PEINE										Condamnés à la prison	Mis à la disposition du gouvernement
			de mort	des travaux forcés			de la détention			de la réclusion	de l'emprisonnement	de l'arrestation		
				à perpétuité	de 15 ans et plus	10 ans à moins de 15 ans	perpétuelle	à temps						
								extraordinaire	ordinaire					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15

NEANT

Tableau n° 20 - DELITS POLITIQUES ET DE PRESSE - 1955

NATURE DES INFRACTIONS	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés à un emprisonnement				Condamnés à l'amende	Condamnés à la prison	Mis à la disposition du gouvernement
			de 3 ans ou plus	de 6 mois à moins de 3 ans	de moins de 6 mois	conditionnel			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

NEANT

Tableau n° 21 - AFFAIRES PENALES (2ème chambre)

NATURE DES ARRETS	Nombre des arrêts	RESULTATS DES POURVOIS OU DEMANDES FORMES PAR		Pourvois ou demandes restant à juger
		le ministère public, le gouverneur de province, etc.	les parties	
1	2	3	4	5
Arrêts criminelle	{ cassation rejet	-	-	1
		162	14	380
Arrêts correctionnelle	{ cassation rejet	-	1	-
		751	750	-
Arrêts de dénationalisation	{ cassation rejet	-	-	-
		-	-	-
Arrêts au fond de défense sociale	{ cassation rejet	-	-	-
		4	4	3
Arrêts rendus en matière de milice	{ cassation rejet	5	-	5
		67	67	16
Arrêts électorale	{ cassation rejet	-	-	-
		-	-	-
Arrêts fiscale	{ cassation rejet	74	-	74
		194	194	288
Arrêts ordre des médecins	{ cassation rejet	2	-	2
		-	-	-
Arrêts statuant sur des pouvoirs dans l'intérêt de la loi en matière	{ cassation rejet	-	-	-
		2	2	2
Arrêts cour militaire	{ cassation rejet	4	-	4
		20	20	9
Arrêts épuration civique	{ cassation rejet	-	-	-
		-	-	-
Totaux :		247	1,042	697
Arrêts en règlement de juges	{ admission rejet	19	-	19
		2	2	2
Arrêts de cassation dans l'intérêt de la loi	{ admission rejet	-	-	-
		-	-	-
Arrêts en réhabilitation	{ admission rejet	2	-	2
		3	3	1
Arrêts en annulation	{ admission rejet	2	-	2
		1	1	1
Arrêts en révision	{ admission rejet	4	-	4
		1	1	3
Arrêts inscription en faux contre un arrêt	{ admission rejet	-	-	-
		-	-	-
Arrêts de pro-deo (1er chambre)	{ admission rejet	-	-	-
		-	-	-
Totaux :		27	7	7
Total général :		274	1,049	704

B.- Affaires civiles et commerciales

1°- Justice de paix

Tableau n° 22 - ETAT, PAR CANTON, DES TRAVAUX DES JUGES DE PAIX (1955)

CANTONS	Affai- res pen- dantes au début de l'an- née	Affaires introduites pendant l'année				Affaires terminées			Affai- res restant à juger à la fin de l'année	Juge- ments rendus avant de sta- tuer au fond
		par cita- tion	par procès- verbal de compa- rution volon- taire	par re- quête	Total	par juge- ment au fond	par radia- tion jonction etc.	Total		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles 1 ^{er} canton	30	4.391	9	20	4.420	3.962	426	4.388	62	124
" 2 ^e "	50	3.417	45	-	3.462	3.112	326	3.438	74	132
" 3 ^e "	123	3.923	75	11	4.009	3.693	279	3.972	160	249
" 4 ^e "	90	1.478	43	62	1.583	1.388	179	1.567	106	81
Anderlecht	182	2.249	43	122	2.414	2.219	180	2.399	197	304
Assche	16	314	3	54	371	307	56	363	24	62
Hai	27	516	17	46	579	507	71	578	28	61
Ixelles 1 ^{er} canton	32	4.194	15	-	4.209	3.959	233	4.192	49	163
" 2 ^e "	8	2.928	9	55	2.992	2.620	373	2.993	7	80
Molenbeek-St-Jean	181	1.914	39	60	2.013	1.858	247	2.105	89	116
Saint-Gilles	49	1.693	7	66	1.766	1.587	171	1.758	57	81
St-Josse-ten-Noode	103	2.953	35	78	3.068	2.701	371	3.072	97	290
Schaerbeek 1 ^{er} canton	127	1.680	20	53	1.753	1.508	238	1.746	134	103
" 2 ^e "	49	1.437	16	70	1.523	1.480	12	1.492	80	44
St-Kwintens-Lennik	3	211	20	46	277	270	5	275	5	71
Uccle	194	2.286	40	81	2.407	2.345	148	2.493	108	155
Vilvorde	52	655	17	6	678	608	91	699	31	65
Wolvertem	4	339	9	43	391	310	44	354	41	25
Totaux :	1.320	36.578	462	873	37.913	34.434	3.450	37.884	1.349	2.206
Louvain 1 ^{er} canton	67	578	-	28	606	516	78	594	79	76
" 2 ^e "	50	974	6	-	980	894	77	971	59	45
Aarschot	2	208	8	2	218	163	49	212	8	10
Diest	42	314	5	16	335	295	38	333	44	36
Glabbeek	7	120	1	6	127	114	11	125	9	22
Haacht	23	148	-	15	163	151	22	173	13	21
Tirlemont	39	503	17	19	539	450	86	536	42	76
Léau	18	146	8	-	154	126	14	140	32	34
Totaux :	248	2.991	45	86	3.122	2.709	375	3.084	286	320
Nivelles	95	704	39	23	766	688	59	747	114	60
Genappe	22	210	5	7	222	172	38	210	34	19
Jodoigne	51	305	8	21	334	318	16	334	51	49
Perwez	14	132	-	10	142	111	9	120	36	28
Wavre	38	786	27	32	845	686	147	833	50	92
Totaux :	220	2.137	79	93	2.309	1.975	269	2.244	285	248

Tableau n° 22 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Aixers 1 ^{er} canton	112	1.309	13	133	1.455	1.267	209	1.476	91	78
" 2 ^e "	218	2.502	33	83	2.618	2.203	468	2.681	175	164
" 3 ^e "	168	1.847	60	127	2.034	1.668	355	2.023	179	140
" 4 ^e "	224	1.488	186	140	1.814	1.585	245	1.830	208	451
Berchem	353	1.147	65	32	1.244	1.057	197	1.254	343	102
Boom	172	389	28	4	421	348	161	509	84	56
Borgerhout	320	1.959	-	205	2.164	1.884	350	2.234	250	204
Brecht	67	219	11	11	241	215	58	273	35	20
Ekeren	68	1.004	9	81	1.094	948	120	1.068	94	565
Kontich	40	349	24	42	415	354	74	428	27	56
Zandhoven	36	281	5	-	286	255	31	286	36	17
Totaux :	1.778	12.494	434	858	13.786	11.784	2.258	14.042	1.522	1.853
Malines (Nord)	56	540	9	-	549	501	40	541	64	32
" (Sud)	61	464	21	27	512	421	81	502	71	55
Duffel	33	211	4	18	233	194	32	226	40	36
Heist-op-den-Berg	35	201	-	12	213	160	40	200	48	44
Lierre	52	372	3	13	388	309	52	361	79	31
Puurs	29	137	6	-	143	123	20	143	29	18
Totaux :	266	1.925	43	70	2.038	1.708	265	1.973	331	216
Turnhout	54	319	12	7	338	255	68	323	69	73
Arendonk	17	101	3	-	104	79	24	103	18	17
Herentals	24	413	5	-	418	275	102	377	65	51
Hoogstraten	9	93	-	-	93	75	14	89	13	15
Mol	42	384	14	-	398	355	49	404	36	47
Westerlo	26	161	1	-	162	113	40	153	35	46
Totaux :	172	1.471	35	7	1.513	1.162	297	1.449	236	249
Mons	201	1.090	25	43	1.158	983	199	1.182	177	114
Boussu	132	800	16	82	898	823	100	923	107	103
Chièvres	36	121	5	15	141	112	28	140	37	11
Dour	55	273	-	20	293	270	31	301	47	22
Enghien	20	120	-	7	127	102	25	127	20	9
La Louvière	40	716	40	47	803	677	103	780	63	93
Lens	77	238	-	13	251	209	44	253	75	17
Pâturages	120	549	4	33	586	535	97	632	74	53
Roelux	52	450	11	10	471	398	66	464	59	57
Soignies	51	494	22	8	524	470	29	499	76	78
Totaux :	784	4.851	123	278	5.252	4.579	722	5.301	735	557
Charleroi (Nord)	229	1.167	31	62	1.260	1.112	179	1.291	198	97
" (Sud)	119	1.302	62	53	1.417	1.131	171	1.302	234	67
Beaumont	12	138	2	9	149	134	17	151	10	14
Binche	58	628	19	60	707	641	80	721	44	54
Châtelet	112	675	20	5	700	621	101	722	90	51
Chimay	13	92	1	12	105	99	15	114	4	14
Fontaine-l'Évêque	115	499	-	-	499	444	41	485	129	39
Gosselies	130	571	12	37	620	550	105	655	95	61

Tableau n° 22 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Jumet	107	412	14	37	463	431	73	504	66	19
Marchienne-au-Pont	86	381	15	33	429	401	64	465	50	29
Merbes-le-Château	17	209	1	24	234	215	17	232	19	8
Seneffe	82	470	28	-	498	449	52	501	79	46
Thuin	6	243	1	-	244	209	33	242	8	9
Totaux :	1.066	6.787	206	332	7.325	6.437	948	7.385	1.026	508
Tournai	56	523	46	25	594	525	58	583	67	30
Antoing	23	133	18	2	153	136	-	136	40	3
Ath	53	175	-	-	175	165	27	192	36	19
Celles	3	109	2	14	125	98	25	123	5	4
Flobecq	-	83	4	-	87	67	10	77	10	14
Frasnes	15	53	6	6	65	46	23	69	11	6
Lessines	4	120	24	9	153	90	61	151	6	35
Leuze	10	148	27	13	188	173	10	183	15	31
Péruwelz	43	286	7	4	247	221	18	239	51	23
Quevaucamps	14	301	4	12	317	277	34	311	20	15
Templeuve	22	143	6	3	152	147	7	154	20	23
Totaux :	243	2.024	144	86	2.256	1.945	273	2.218	281	203
Gand 1 ^{er} canton	112	991	3	54	1.048	882	149	1.031	129	39
Gand 2 ^e "	96	966	17	38	1.021	932	110	1.042	75	36
Gand 3 ^e "	89	716	2	51	769	623	125	748	110	44
Assenede	30	125	-	-	125	121	10	181	24	3
Deinze	38	102	8	5	115	107	24	131	22	13
Eeklo	12	216	-	18	234	184	26	210	36	9
Evergem	63	303	4	24	331	277	52	329	65	20
Kaprijke	13	69	-	-	69	52	18	70	12	3
Kruishoutem	63	66	3	3	72	66	50	116	19	16
Ledeberg	74	418	13	-	431	440	17	457	48	21
Lochristi	16	143	-	10	153	100	25	125	44	34
Nazareth	50	108	5	7	118	120	18	138	30	5
Nevele	12	62	2	-	64	48	8	58	20	10
Oosterzele	78	194	1	13	208	206	43	249	37	18
Waarschoot	26	35	3	8	46	34	11	45	27	7
Zomergem	17	91	3	1	95	79	25	104	8	13
Totaux :	789	4.603	64	232	4.899	4.271	711	4.982	706	291
Audenarde	90	174	9	12	195	142	35	177	108	27
Grammont	28	153	6	22	181	140	32	172	37	30
Herzele	69	167	8	42	217	189	43	232	34	30
Nederbrakel	17	92	5	15	112	92	12	104	25	13
Ninove	72	291	9	-	300	239	27	266	106	36
Renaix	72	186	23	5	214	172	64	236	50	24
St-Maria-Horebeke	39	52	6	5	63	55	17	72	30	11
Zottegem	10	138	5	-	143	124	8	132	21	12
Totaux :	397	1.253	71	101	1.425	1.153	238	1.391	431	183

Tableau n° 22 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Termonde	29	367	2	99	468	441	34	475	22	32
Alost	387	655	23	32	710	578	126	704	393	61
Beveren	72	147	5	6	158	127	31	158	72	24
Hamme	3	146	8	2	156	143	13	156	3	25
Lokeren	22	205	5	7	217	162	43	205	34	10
Sint-Gillis-Waas	68	142	1	4	147	128	34	162	53	16
Saint-Nicolas	7	403	133	26	562	547	13	560	9	19
Tamise	95	138	13	14	165	146	44	190	70	24
Wetteren	17	223	-	33	256	237	22	259	14	5
Zelee	2	121	6	8	135	109	24	133	4	18
Totaux :	702	2.547	196	231	2.974	2.618	384	3.002	674	234
Bruges 1 ^{er} canton	36	298	13	23	334	283	32	315	55	24
Bruges 2 ^e "	174	646	14	61	727	633	94	727	168	814
Bruges 3 ^e "	116	460	12	-	472	452	50	502	86	66
Ardoole	22	53	6	3	62	37	8	45	39	8
Gistel	17	136	10	10	156	115	28	143	30	19
Ostende	141	714	16	96	826	717	149	866	101	58
Ruisselede	11	35	-	3	38	38	5	43	6	6
Tielt	31	82	18	5	105	97	17	114	22	11
Torhout	56	208	11	-	219	179	41	220	55	43
Totaux :	604	2.632	100	201	2.933	2.551	424	2.975	562	1.049
Courtrai 1 ^{er} canton	103	361	-	-	361	299	68	367	97	20
Courtrai 2 ^e "	147	478	-	-	478	392	58	450	175	45
Avelgem	12	72	5	-	77	75	5	80	9	3
Harelbeke	26	239	-	1	240	195	29	224	42	16
Izegem	34	158	7	11	176	144	32	178	34	10
Menin	362	363	13	11	387	303	135	438	311	46
Meulebeke	21	93	41	-	134	118	12	130	25	22
Mouscron	497	350	17	21	388	326	45	371	514	26
Moorsele	95	104	4	5	113	92	9	101	107	14
Oostrozebeke	21	96	-	17	113	95	15	110	24	8
Roulers	13	314	21	28	363	319	27	348	30	13
Totaux :	1.331	2.628	108	94	2.830	2.358	435	2.793	1.368	223
Fumes	60	269	-	-	269	234	41	275	54	14
Dixmude	19	83	7	6	96	74	19	93	22	30
Haringe	11	57	-	-	57	47	12	59	9	5
Nieuport	53	253	5	9	267	221	31	252	68	20
Totaux	143	662	12	15	689	576	103	679	153	69
Ypres 1 ^{er} canton	17	71	4	-	75	71	14	85	7	10
Ypres 2 ^e "	23	118	-	-	118	101	23	124	17	17
Hooglede	34	74	5	-	79	67	22	89	24	10
Messines	25	63	-	7	70	72	15	87	8	6
Pasendale	10	39	3	5	47	37	7	44	13	4
Poperinge	4	71	1	-	72	61	8	69	7	4
Wervik	24	148	-	-	148	127	32	159	13	-
Totaux	137	584	13	12	609	536	121	657	89	51

Tableau n° 22 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Liège 1er canton	385	1.828	63	-	1.891	1.568	265	1.833	443	142
" 2e "	143	2.047	44	94	2.185	2.028	173	2.201	127	213
Dalhem	-	158	3	4	165	131	34	165	-	8
Fexhe-Slins	26	206	14	19	239	194	33	227	38	39
Fléron	87	635	4	5	644	576	103	679	52	47
Grivegnée	-	631	109	53	793	692	101	793	-	76
Herstal	48	710	38	26	774	592	185	777	45	168
Hollogne-aux-Pierres	136	634	46	32	712	757	8	765	83	104
Louveigné	43	311	1	9	321	275	44	319	45	32
Saint-Nicolas	68	502	25	2	529	416	105	521	76	58
Seraing	23	824	91	90	1.005	892	136	1.028	-	85
Waremme	36	370	-	-	370	343	25	368	38	10
Totaux	995	8.856	438	334	9.628	8.464	1.212	9.676	947	982
Huy	38	652	28	18	698	630	61	691	45	46
Ferrières	9	45	-	-	45	38	7	45	9	6
Hannut	13	97	4	-	101	95	6	101	13	15
Héron	16	77	12	7	96	96	2	98	14	25
Jehay-Bodegnée	5	110	4	-	114	98	13	111	8	13
Landen	8	182	7	6	195	164	25	189	14	34
Nandrin	76	216	14	-	230	201	38	239	67	27
Totaux	165	1.379	69	31	1.479	1.322	152	1.474	170	166
Verviers	44	467	1	57	525	462	41	503	66	44
Aubel	-	90	1	-	91	70	21	91	-	14
Dison	13	106	9	5	120	113	9	122	11	9
Eupen	40	255	-	-	255	204	36	240	55	23
Herve	12	73	3	5	81	69	14	83	10	9
Limbourg	6	131	7	7	145	117	20	137	14	10
Malmédy	40	210	12	3	225	187	31	218	47	18
Saint-Vith	21	175	3	-	178	130	37	167	32	30
Spa	29	267	14	-	281	241	36	277	33	42
Stavelot	8	78	-	-	78	58	16	72	14	6
Totaux	213	1.852	50	77	1.979	1.649	261	1.910	282	205
Tongres	18	376	9	60	445	394	24	418	45	22
Bilzen	45	859	-	37	696	619	67	686	55	19
Borgloon (Looz)	14	172	4	9	185	168	14	182	17	26
Brée	3	81	2	-	83	72	9	81	5	7
Maaseik	6	162	12	21	195	175	13	188	13	16
Mechelen	18	275	20	17	312	300	22	322	8	9
Zichen-Zussen-Bolder	17	83	21	10	114	101	14	115	16	5
Totaux	121	1.808	68	154	2.030	1.829	163	1.992	159	104
Hasselt	13	489	-	19	508	444	60	504	17	26
Beringen	24	336	6	27	369	342	23	365	28	25
Herck-la-Ville	41	118	-	-	118	95	27	122	37	10
Neerpelt	28	105	8	9	122	102	23	125	25	16

Tableau n° 22 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Peer	-	73	-	-	73	63	8	71	2	8
Saint-Trond	23	324	11	14	349	298	61	359	13	39
Totaux	129	1.445	25	69	1.539	1.344	201	1.546	122	124
Arlon	21	210	9	13	232	171	67	238	15	18
Etalle	10	120	1	2	123	107	14	121	12	12
Fauvillers	14	34	3	1	38	31	8	39	13	8
Florenville	8	94	5	4	103	76	20	96	15	8
Messancy	19	190	12	6	208	198	12	210	17	70
Virton	28	131	-	4	135	105	39	144	19	35
Totaux	100	779	30	30	839	688	160	848	91	151
Marche-en-Famenne	30	211	-	-	211	178	23	201	40	14
Durbuy	28	49	6	-	55	43	16	59	24	12
Erezée	7	44	1	-	45	41	4	45	7	6
Houffalize	16	64	-	-	64	38	21	59	21	3
Laroche	18	71	1	-	72	67	12	79	11	6
Nassogne	10	43	1	16	60	53	8	61	9	7
Vielsalm	10	58	6	5	69	71	4	75	4	3
Totaux	119	540	15	21	576	491	88	579	116	51
Neufchâteau	206	172	8	-	180	133	46	179	207	9
Bastogne	16	144	-	-	144	140	1	141	19	13
Bouillon	17	73	3	3	79	58	12	70	26	8
Paliseul	32	129	13	2	144	123	20	143	33	17
Saint-Hubert	44	106	3	4	113	86	31	117	40	9
Sibret	9	53	4	-	57	41	13	54	12	11
Wellin	15	54	1	2	57	43	11	54	18	3
Totaux	339	731	32	11	774	624	134	758	355	70
Namur 1 ^{er} canton (N.)	39	1.101	34	97	1.232	1.121	71	1.192	79	50
" 2 ^e " (S)	31	595	25	29	649	482	110	592	88	31
Andenne	54	347	5	3	355	315	14	329	80	21
Eghezée	22	228	4	9	239	224	29	253	8	13
Fosses	53	447	90	28	565	509	52	561	57	45
Gemboux	113	402	6	14	422	354	20	374	161	32
Totaux	312	3.118	164	180	3.462	3.005	296	3.301	473	192
Dinant	28	352	30	-	382	306	13	319	91	16
Bemurain	20	77	6	-	83	65	13	78	25	14
Ciney	5	253	6	-	259	246	12	258	6	6
Couvin	28	177	-	-	177	173	14	187	18	13
Florennes	24	114	6	5	125	103	21	124	25	13
Gedinne	15	54	9	-	63	57	4	61	17	12
Philippeville	15	128	-	2	130	122	6	128	17	15
Roche fort	159	193	7	2	202	213	7	220	141	22
Walcourt	37	193	9	8	210	166	30	198	51	8
Totaux	331	1.541	73	17	1.631	1.461	120	1.571	391	119
LE ROYAUME	13.044	106.216	3.099	4.495	115.810	101.653	14.061	115.714	13.140	10.624

Tableau n° 22 B - ETAT, PAR CANTON, DES AFFAIRES EN CONCILIATION (1955)

CANTONS	Affaires terminées à l'amiable pendant l'année	Affaires restées sans suite	CANTONS	Affaires terminées à l'amiable pendant l'année	Affaires restées sans suite
1	2	3	1	2	3
Bruxelles 1 ^{er} canton	126	232	Brecht	44	135
" 2 ^e "	90	203	Ekeren	190	250
" 3 ^e "	108	296	Kontich	117	219
" 4 ^e "	118	98	Zandhoven	65	98
Anderlecht	228	607	Totaux	1.484	2.640
Assche	85	577	Malines (Nord)	53	108
Hal	92	211	" (Sud)	72	141
Ixelles 1 ^{er} canton	164	338	Duffel	75	115
" 2 ^e "	111	387	Heist-op-den-Berg	23	152
Molenbeek-St-Jean	238	477	Lierre	66	132
Saint-Gilles	85	218	Puurs	23	73
St-Josse-ten-Noode	224	484	Totaux	312	721
Schaerbeek 1 ^{er} canton	116	257	Turnhout	137	189
" 2 ^e "	342	204	Arendonk	111	89
Sint-Kwintens-Lennik	57	182	Herentals	65	197
Uccle	192	405	Hoogstraten	24	15
Vilvorde	207	278	Mol	72	178
Wolvertem	71	245	Westerlo	125	145
Totaux	2.654	5.679	Totaux	534	813
Louvain 1 ^{er} canton	235	630	Mons	255	519
" 2 ^e "	405	958	Boussu	166	463
Aarschot	195	296	Chièvres	76	199
Diest	178	477	Dour	169	179
Glabbeek	62	138	Enghien	83	128
Haacht	100	170	La Louvière	604	457
Tirlemont	378	659	Lens	67	468
Léau	69	164	Pâturages	82	470
Totaux	1.620	3.492	Roelux	86	444
Nivelles	377	329	Soignies	311	592
Genappe	111	208	Totaux	1.899	3.919
Jodoigne	172	304	Charleroi (Nord)	396	1.120
Perwez	88	121	" (Sud)	233	616
Wavre	302	790	Beaumont	96	196
Totaux	1.050	1.752	Binche	462	629
Anvers 1 ^{er} canton	179	229	Châtelet	958	475
Anvers 2 ^e "	191	320	Chimay	86	149
Anvers 3 ^e "	144	383	Fontaine-l'Evêque	216	724
Anvers 4 ^e "	178	385	Gosselies	97	471
Berchem	61	227	Jumet	96	326
Borchem	150	127			
Borghour	165	267			

Tableau n° 22 B (suite)

1	2	3	1	2	3
Marchienne-au-Pont	255	359	Termonde	173	441
Merbes-le-Château	123	184	Alost	214	642
Seneffe	255	437	Beveren	62	108
Thuin	48	242	Hamme	138	159
Totaux	3.319	5.928	Lokeren	151	155
Tournai	412	208	Sint-Gillis-Waas	149	208
Antoing	97	146	Saint-Nicolas	588	679
Ath	186	152	Tamise	118	175
Celles	36	59	Wetteren	86	342
Flobecq	42	131	Zele	152	205
Frasnes	134	102	Totaux	1.831	3.114
Lesines	154	293	Bruges 1 ^{er} canton	410	484
Leuze	291	307	" 2 ^e "	197	841
Péruwelz	101	314	" 3 ^e "	194	564
Quevaucamps	126	312	Ardoole	61	75
Templeuve	85	115	Gistel	63	379
Totaux	1.664	2.139	Ostende	298	1.134
Gand 1 ^{er} canton	390	726	Ruisselede	18	40
" 2 ^e "	274	625	Tielt	39	66
" 3 ^e "	319	447	Torhout	275	202
Assenede	273	202	Totaux	1.553	3.785
Deinze	66	131	Courtrai 1 ^{er} canton	81	162
Eeklo	203	262	" 2 ^e "	125	385
Evergem	142	372	Avelgem	23	76
Kaprijke	102	107	Harelbeke	87	109
Kruishoutem	35	138	Izegem	98	125
Ledeberg	407	387	Menin	209	446
Lochristi	108	124	Meulebeke	79	19
Nazareth	61	72	Mouscron	538	340
Nevele	60	80	Moorsele	35	110
Oosterzele	175	87	Oostrozebeke	14	55
Waarschoot	34	49	Roulers	242	321
Zomergem	80	129	Totaux	1.531	2.138
Totaux	2.729	3.938	Furnes	61	231
Audenarde	141	318	Dixmude	171	48
Grammont	112	249	Haringe	26	77
Herzele	156	371	Nieuport	98	180
Nederbrakel	72	206	Totaux	356	536
Ninove	208	225	Ypres 1 ^{er} canton	57	94
Renaix	275	363	" 2 ^e "	104	124
Sint-Maria-Hoorebeke	102	133	Hooglede	73	71
Zottegem	96	209	Messines	32	103
Totaux	1.162	2.074	Passendale	40	48
			Poperinge	56	72
			Wervik	63	149
			Totaux	425	661

Tableau n° 22 B (suite)

1	2	3	1	2	3
Liège 1 ^{er} canton	303	471	Arion	196	481
" 2 ^e "	303	488	Etalle	41	38
Dalhem	47	178	Fauvillers	29	46
Fexhe-Slins	40	215	Florenville	85	106
Fléron	107	228	Messancy	170	125
Grivegnée	435	410	Viron	45	110
Herstal	137	221			
Hollogne-aux-Pierres	309	287	Totaux	546	904
Louveigné	74	151	Marche-en-Famenne	118	206
Saint-Nicolas	63	187	Durbuy	41	117
Seraing	101	313	Erezée	40	61
Waremme	128	109	Houffalize	74	78
			Laroche	90	91
Totaux	2.047	3.258	Nassogne	38	43
Huy	309	644	Vielsalm	158	153
Ferrières	22	42			
Hannut	93	170	Totaux	559	749
Héron	46	92	Neufchâteau	99	85
Jehay-Bodegnée	49	75	Bastogne	200	89
Landen	119	241	Bouillon	36	85
Nandrin	68	161	Paliseul	70	118
			Saint-Hubert	50	106
Totaux	701	1.425	Sibret	64	69
Verviers	88	155	Wellin	34	58
Aubel	75	139			
Dison	75	120	Totaux	553	610
Eupen	74	205	Namur 1 ^{er} canton (N.)	272	1.022
Herve	40	46	" 2 ^e " (S.)	102	678
Limbourg	77	108	Andenne	63	234
Malmédy	210	183	Eghezée	87	149
Saint-Vith	78	244	Fosses	258	651
Spa	223	365	Gembloux	275	505
Stavelot	102	179			
			Totaux	1.057	3.240
Totaux	1.040	1.744	Dinant	232	695
Tongres	418	422	Beauraing	60	327
Bilzen	236	449	Ciney	412	115
Borgloon	266	328	Couvin	251	100
Bree	58	174	Florennes	78	233
Maaseik	132	188	Gedinne	121	129
Mechelen	269	304	Philippeville	180	155
Zichen-Zussen-Bolder	80	35	Roche fort	89	337
			Walcourt	116	278
Totaux	1.459	1.900			
Hamelt	236	473	Totaux	1.539	2.369
Berlingen	101	625			
Herck-la-Ville	43	185	LE ROYAUME	34.161	61.429
Neerpelt	66	167			
Peer	51	124			
Saint-Trond	40	327			
Totaux	537	1.901			

La statistique a, depuis l'année 1933, fait la distinction entre les affaires de nature civile et les affaires de nature commerciale dont les juges de paix avaient à connaître en vertu des dispositions nouvelles de l'arrêté royal du 13 janvier 1935.

Dans le total des affaires introduites devant les juges de paix, pour le Royaume, les affaires commerciales tiennent les proportions ci-dessous :

ANNEES	Total des affaires à juger	des affaires commerciales à juger	Proportion %
1	2	3	4
1941	158.110	12.852	8,1
1942	127.800	7.091	5,6
1943	110.951	4.650	4,1
1944	87.320	3.265	3,7
1945	127.009	3.226	2,5
1946	155.092	3.765	2,4
1947	146.236	3.892	2,6
1948	165.259	6.791	4,1
1949	179.915	9.312	5,1
1950	193.618	9.972	5,1
1951	143.061	9.674	6,8
1952	136.225	8.871	6,5
1953	140.017	9.766	6,9
1954	137.497	9.155	6,7
1955	128.854	13.430	10,4

Tableau n° 23 - CERTAINES ACTIVITES DE JURIDICTION GRACIEUSE DES JUGES DE PAIX

ANNEES	Nombre de conseils de famille présidés	Actes d'émancipation reçus	Actes de notoriété reçus	Nombre de levées de scellés	Réception de déclarations d'accident de travail
1	2	3	4	5	6
1941	19.828	3.656	16.258	919	91.063
1942	19.370	3.223	15.795	1.200	104.878
1943	19.126	4.267	14.363	1.278	108.175
1944	20.444	3.908	15.853	1.193	79.404
1945	21.302	4.213	23.786	1.109	93.577
1946	22.891	4.451	25.068	911	117.179
1947	20.449	3.711	31.084	844	143.740
1948	19.435	3.812	26.208	806	129.526
1949	18.926	3.759	28.439	872	122.130
1950	18.019	3.363	29.745	751	120.192
1951	17.222	3.478	31.450	766	140.766
1952	16.344	3.262	34.478	812	152.903
1953	16.559	3.153	34.312	753	157.611
1954	15.761	3.215	33.717	777	159.601
1955	16.260	2.998	36.509	844	179.669

2° Tribunaux de première instance

Tableau n° 24 - APERCU GENERAL DES AFFAIRES CIVILES INTRODUITES, TERMINEES ET RESTANT A JUGER - ANNEE 1955

ARRONDISSEMENTS	NATURE DES AFFAIRES											AFFAIRES TERMINEES					AFFAIRES PAR DES JUGEMENTS																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																
	AFFAIRES A JUGER				AFFAIRES TERMINEES				par des jugements			par décre-		par des jugements		par une chambre de trois juges		qui re-jettent la demande		qui accueillent la demande		rendus par le juge unique		rendus après communication au ministère public																																																																																																																																																																																																																																																																																																																									
	anciennes		nouvelles		sur opposition à des jugements par défaut		Nouvelles introduites pendant l'année		Nombre total des affaires à juger		par des jugements		par décre-		par des jugements		par une chambre de trois juges		qui re-jettent la demande		qui accueillent la demande		rendus par le juge unique		rendus après communication au ministère public																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27																																																																																																																																																																																																																																																																																																																							
1																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	
Bruxelles	5.680	191	193	7.525	13.589	3.582	5.802	1.887	7.689	5.920	4.600	1.202	1.864	3.938	5.216	Louvain	865	4	12	779	1.860	226	622	280	882	778	483	189	622	101	Nivelles	795	6	7	484	1.292	197	342	116	458	884	271	71	283	59	282	Anvers	3.544	18	64	3.745	7.371	2.235	3.183	1.088	4.251	3.120	789	2.295	888	2.088	198	Malines	519	2	11	488	1.048	187	345	35	380	688	245	100	226	119	198	Tumhout	594	7	4	447	1.052	316	520	3	523	529	462	58	445	75	141	Mons	1.219	16	22	1.064	2.321	458	834	143	977	1.344	30	525	309	584	Charleroi	2.087	38	50	1.639	3.814	662	1.334	286	1.620	2.194	205	1.198	136	812	Tournai	398	7	3	495	903	193	398	92	490	413	87	244	154	300	Gand	2.519	14	16	1.417	3.966	819	1.256	450	1.706	2.260	413	1.047	209	928	Audenarde	447	4	3	488	942	229	370	47	417	525	110	343	27	157	Termonde	787	41	18	730	1.556	400	633	155	788	768	472	161	561	72	229	Bruges	1.275	12	9	1.031	2.327	560	799	357	1.156	1.171	262	683	116	284	Courtrai	880	10	4	638	1.532	302	591	118	709	823	412	179	591	179	179	Fumes	212	8	5	310	535	185	284	42	326	209	88	231	53	128	Ypres	275	-	5	245	525	136	202	52	254	271	45	186	16	72	Liège	2.241	50	8	1.785	4.084	903	1.584	777	2.361	1.723	288	932	652	1.240	Huy	222	-	12	317	551	165	259	60	319	292	58	183	76	141	Verviers	452	12	18	556	1.038	247	428	93	519	519	323	103	352	74	216	Tongres	191	3	9	369	572	212	331	44	375	197	91	331	-	72	Hasselt	302	6	12	523	843	249	398	75	471	372	126	311	85	128	Arlon	347	3	-	200	550	127	193	17	210	340	28	190	3	50

Tableau n° 24 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
	Marche-en-Famenne	203	1	4	142	350	50	55	105	24	129	221	60	45	105	-
Neufchâteau	124	1	1	162	288	94	69	163	20	183	105	154	9	163	-	11
Namur	635	8	-	597	1.240	219	192	411	128	539	701	326	85	344	67	381
Dinant	385	-	8	337	730	141	137	278	63	341	389	236	42	278	-	51
Ressort de la Cour d'appel de :																
Bruxelles	15.751	289	366	16.644	33.050	8.224	5.156	13.380	3.870	17.250	15.800	10.899	2.681	7.702	5.678	9.672
Gand	6.375	89	60	4.859	11.383	2.631	1.504	4.135	1.221	5.356	6.027	2.877	1.258	3.642	493	1.977
Liège	5.102	84	72	4.988	10.246	2.407	1.739	4.146	1.301	5.447	4.799	3.271	875	3.189	957	2.243
Le Royaume	27.228	462	498	26.491	54.679	13.262	6.399	21.661	6.392	28.053	26.626	16.847	4.814	14.533	7.128	13.892

Tableau n° 25 - JUGEMENTS RENDUS AVANT DE STATUER AU FOND
AFFAIRES SUR REQUÊTES - REFERES (1955)

ARRONDISSEMENTS	Nombre des jugements rendus avant de statuer au fond	Affaires accordées	Affaires rejetées	Affaires sans suite	Affaires Total	Nombre des jugements statuant sur des demandes de pro deo (1)	REFERES JUGES
1	2	3	4	5	6	7	8
Bruxelles	1.074	5.305	77	-	5.382	1.914	911
Louvain	106	505	4	-	512	145	84
Nivelles	95	420	16	-	436	78	73
Anvers	608	4.182	74	-	4.256	903	662
Malines	130	314	3	-	317	36	54
Turnhout	74	316	2	-	318	52	32
Mons	321	1.241	22	4	1.267	355	280
Charleroi	321	1.543	20	-	1.563	26	383
Tournai	105	495	38	-	533	198	101
Gand	410	1.347	33	2	1.382	694	340
Audenarde	105	266	8	-	274	62	29
Termonde	136	458	24	23	505	100	77
Bruges	172	571	20	6	597	166	125
Courtrai	176	420	26	-	446	101	83
Furnes	60	153	8	-	161	57	30
Ypres	47	208	21	-	229	63	23
Liège	500	1.987	46	23	2.056	335	451
Huy	73	302	15	-	317	61	60
Verviers	136	683	30	-	713	98	88
Tongres	53	360	8	4	372	58	27
Hasselt	113	294	3	2	299	79	38
Arlon	95	278	14	-	292	44	21
Marche-en-Famenne	45	198	1	-	199	12	14
Neufchâteau	25	217	-	-	217	18	8
Namur	151	553	9	5	567	154	75
Dinant	145	500	5	-	505	43	44
Ressort de la Cour d'appel de :							
Bruxelles	2.834	14.321	256	7	14.584	3.707	2.580
Gand	1.106	3.423	140	31	3.594	1.233	707
Liège	1.336	5.372	131	34	5.537	902	826
Le Royaume :	5.276	23.116	527	72	23.715	5.842	4.113

(1) Les chiffres de cette colonne indiquant par arrondissement le nombre de jugements statuant sur les demandes de "pro Deo" sont déjà compris dans les chiffres des colonnes 3 à 6 où sont comptées toutes les affaires sur requêtes.

Tableau n° 26 - APERCU GENERAL DES CAUSES COMMERCIALES INTRODUITES, TERMINEES ET RESTANT A JUGER - ANNEE 1955
3° Tribunaux de Commerce

TRIBUNAUX	NATURE DES CAUSES													
	Causes à juger						Causes terminées						Causés restant à juger	Jugements rendus avant de statuer au fond
	anciennes			nouvelles			par jugements			par décretement				
CIVILS	pendantes au commencement de l'année	réinscrites après avoir été rayées comme terminées	pouruivies sur opposition à des jugements par défaut	Nouvelles introduites pendant l'année	Total des causes à juger	con-tradictoires	par défaut	Total	Total des causes terminées	Causés restant à juger	Jugements rendus avant de statuer au fond			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	
Nivelles	3.335	645	1	28	18.591	1.835	369	568	16.894	2.821	19.715	3.678	410	
Malines	4.486	175	4	17	1.161	747	169	327	937	317	1.254	581	103	
Turnhout	575	486	25	210	7.005	11.728	2.381	3.040	496	83	579	168	30	
Charleroi	363	575	2	19	719	1.315	196	518	5.421	2.064	7.485	4.241	532	
Audenarde	1.509	847	6	7	599	975	225	380	714	78	792	523	121	
Tournai	181	37	24	48	1.680	3.261	488	1.033	605	12	617	358	31	
Gand	1.898	204	37	23	2.036	2.943	582	1.142	1.501	229	1.730	1.531	134	
Alost	424	204	4	82	648	843	203	405	1.724	492	2.216	727	68	
Saint-Nicolas	361	424	1	29	2.695	4.876	824	1.161	608	56	664	179	116	
Bruges	165	361	3	4	428	637	101	238	1.985	260	2.245	2.431	418	
Ostende	445	217	1	8	1.354	933	483	723	339	47	380	251	10	
Courtrai	217	507	1	17	445	680	148	190	1.186	140	1.326	482	208	
Liège	130	130	20	8	1.714	2.249	438	803	430	174	604	329	81	
Verviers	260	231	1	4	223	358	112	87	333	73	406	158	23	
	3.311	231	92	147	4.575	8.125	1.886	2.728	719	112	831	519	83	
	110	110	-	24	905	1.039	164	250	414	98	436	244	55	
										491	1.732	517	204	
										39	238	120	30	
										58	196	260	11	
										793	5.407	2.718	176	
										58	472	247	38	
										84	746	293	18	

Tableau n° 26 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Tongres		299	3	5	409	716	161	180	341	102	443	273	19
Haselt		221	2	8	687	918	247	298	545	118	663	255	48
Arlon		114	26	7	256	403	110	116	228	47	273	130	48
Marche-en-Famenne		182	1	1	229	413	35	141	176	36	212	201	22
Neufchâteau	Namur	103	1	5	241	350	93	115	208	31	239	111	20
		501	8	32	1.251	1.792	361	600	961	252	1.213	579	162
Dinant		189	-	12	438	639	128	263	391	90	481	156	53
Ressort de la Cour d'Appel de	Bruxelles	12.116	786	1.146	32.990	47.038	9.958	16.942	28.900	6.152	35.052	11.986	1.545
	Gand	4.601	35	174	8.901	13.711	2.781	4.127	6.902	1.492	8.400	5.311	1.293
	Liège	5.281	133	250	9.470	15.114	3.444	5.094	8.538	1.611	10.149	4.965	599
TRIBUNAUX :	civils	4.048	89	129	7.887	12.153	2.515	4.334	6.849	1.364	8.213	3.940	667
	de commerce	17.930	866	1.441	43.474	63.710	13.668	23.829	37.497	7.891	45.388	18.322	2.700
Totaux :		21.978	954	1.570	51.361	75.863	16.183	28.163	44.346	9.255	53.601	22.262	3.267

Tableau n° 27 - AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES - CAUSES INTRODUITES, TERMINEES ET RESTANT A JUGER - 1955

COURS D'APPEL (avec indication des juridictions qui ont rendu les décisions attaquées)	CAUSES A JUGER			CAUSES TERMINEES					Causés restant à juger	Arrêts rendus avant de statuer au fond
	pendantes au commencement de l'année	introduites pendant l'année	Total	par arrêt au fond		Total des arrêts	par transaction, abandon ou autres motifs	Total général des causes terminées		
				contra-dictoires	par défaut					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
COUR D'APPEL DE BRUXELLES										
Tribunaux de première instance en matière civile	1.728	1.291	3.019	920	107	1.027	251	1.278	1.741	110
Tribunaux de première instance en matière commerciale	114	63	177	43	4	47	13	60	117	43
Tribunaux de commerce	1.117	616	1.733	463	37	500	166	666	1.067	-
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	4	7	11	3	-	3	2	5	6	-
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Appels de jugements d'arbitres	14	12	26	6	-	6	5	11	15	-
Référés	210	260	470	158	5	163	89	252	218	-
Affaires portées directement devant la Cour	10	10	20	8	-	8	2	10	10	-
COUR D'APPEL DE GAND										
Tribunaux de première instance en matière civile	450	401	851	281	25	306	48	354	497	17
Tribunaux de première instance en matière commerciale	38	24	62	15	4	19	6	25	35	9
Tribunaux de commerce	213	147	360	124	7	131	28	159	203	-
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	4	4	8	3	-	3	-	3	5	-
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Appels de jugements d'arbitres	4	-	4	3	-	3	-	3	1	-
Référés	43	52	95	41	9	50	9	59	36	-
COUR D'APPEL DE LIEGE (1)										
Tribunaux de première instance en matière civile	(1)483	447	930	324	28	352	53	405	525	53
Tribunaux de première instance en matière commerciale	(1) 72	49	121	38	1	39	19	58	63	12
Tribunaux de commerce	137	135	272	81	4	85	14	99	173	-
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	9	10	19	5	-	5	-	5	14	-
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Appels de jugements d'arbitres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Référés	97	61	158	59	2	61	17	78	80	-

(1) Chiffres rectifiés

TOTAUX POUR LES TROIS COURS D'APPEL

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Tribunaux de première instance matière civile	2.661	2.139	4.800	1.525	180	1.685	362	2.037	2.763	180
Tribunaux de première instance en matière commerciale	224	136	360	98	9	105	38	143	215	64
Tribunaux de commerce	1.467	898	2.365	668	48	716	208	924	1.443	-
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	17	21	38	11	-	11	2	13	25	-
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Appels de jugements d'arbitres	18	12	30	9	-	9	5	14	18	-
Référés	350	373	723	258	18	274	115	389	334	-
Affaires portées directement devant la Cour	10	10	20	8	-	8	2	10	10	-
Totaux par ressort :										
Bruxelles	3.197	2.259	5.456	1.601	153	1.754	528	2.282	3.174	153
Gand	752	628	1.380	467	45	512	91	603	777	26
Liège	798	702	1.500	507	35	542	103	645	855	65
Totaux généraux :	4.747	3.589	8.336	2.575	233	2.808	722	3.530	4.806	244

Tableau n° 28 - COURS D'APPEL - AFFAIRES FISCALES (1955)

COUR D'APPEL de	AFFAIRES A JUGER			Arrêts interlocutoires	AFFAIRES TERMINEES			Affaires restant à juger
	pendantes au commencement de l'année	introduites pendant l'année	Total		par arrêt au fond	par radiation, transaction, etc.	Total	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	4.580	1.564	6.124	38	969	671	1.640	4.484
Gand	762	773	1.535	6	382	23	405	1.130
Liège	1.061	517	1.578	17	491	9	500	1.078
Le Royaume :	6.383	2.854	9.237	61	1.842	703	2.545	6.692

Tableau n° 29 - COURS D'APPEL - AFFAIRES ELECTORALES (1955)

Néant

Aux termes des articles 19 et 29 de la loi du 25 mars 1876, la compétence de la cour de cassation est réglée comme suit :

Art. 19 - La cour de cassation connaît :

1° Des demandes en cassation contre les arrêts et contre les jugements rendus en dernier ressort;

2° Des règlements de juges, des demandes en renvoi d'un tribunal à un autre et de prises à partie.

Art. 20 - Les arrêts et les jugements rendus en dernier ressort pourront être déférés à la cour de cassation pour contravention à la loi ou pour violation des formes, soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité.

La cour de cassation prononce aussi sur les demandes en cassation contre les décisions rendues en dernier ressort en matière civile et commerciale par les tribunaux de première instance et par les cours d'appel du Congo belge.

Un décret détermine, dans les limites de la compétence de la cour de cassation de Belgique, les autres demandes dont elle aura à connaître. (Loi du 15 avril 1924, art. 1er).

Le ministère public est entendu dans toutes les affaires. (Loi du 4 août 1832, art. 28).

La cour de cassation ne connaît pas du fond des affaires. Elle renvoie le fond du procès cassé à la cour ou au tribunal qui doit en connaître.

Tableau n° 30 - COUR DE CASSATION (1^{ère} Chambre)
POURVOIS EN MATIERE CIVILE (Année 1955)

COURS ET TRIBUNAUX qui ont rendu les décisions attaquées	CAUSES A JUGER			d'ins-truction	ARRÊTS				Causes restant à juger	
	Pen-dantes au commencement de l'année	Intro-duites pen-dant l'année	Total		au fond		décrétant			Total des arrêts
					Cassa-tion	Rejet	la déché-ance ou la jonction	le désis-tement		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Conseil d'Etat	-	3	3	-	-	-	-	-	-	3
Cours d'Appel										
a) Jugeant en matière civile :										
Bruxelles	54	57	111	-	22	42	-	-	64	47
Gand	6	13	19	-	1	8	2	-	11	8
Liège	19	23	42	-	9	9	-	-	18	24
Léopoldville	11	5	16	-	3	6	2	-	11	5
Elisabethville	5	2	7	-	1	4	-	-	5	2
Ruanda-Urundi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux	95	103	198	-	36	69	4	-	109	89
b) Jugeant en matière commerciale :										
Bruxelles	33	7	40	-	2	7	-	-	9	31
Gand	8	2	10	-	3	2	1	-	6	4
Liège	7	1	8	-	-	2	-	-	2	6
Totaux	48	10	58	-	5	11	1	-	17	41

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Tribunaux de première instance										
a) Jugeant en premier degré :										
Bruxelles	7	13	20	-	2	3	-	-	5	15
Louvain	1	1	2	-	-	-	-	1	1	1
Nivelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Anvers	-	2	2	-	-	-	-	-	-	2
Malines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Turnhout	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mons	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Charleroi	1	-	1	-	1	-	-	-	1	-
Toumai	1	1	2	-	-	-	-	-	-	2
Gand	3	2	5	-	-	3	-	-	3	2
Audenarde	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Termonde	-	1	1	-	-	-	-	-	-	1
Bruges	1	1	2	-	-	-	-	-	-	2
Courtrai	-	1	1	-	-	-	-	-	-	1
Furnes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ypres	1	-	1	-	1	-	-	-	1	-
Liège	-	3	3	-	-	3	-	-	3	-
Huy	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Verviers	2	3	5	-	1	1	-	-	2	3
Tongres	-	2	2	-	-	-	-	-	-	2
Hasselt	1	1	2	-	-	1	-	-	1	1
Arlon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Marche-en-Famenne	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Neufchâteau	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Namur	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Dinant	2	3	5	-	1	3	-	-	4	1
Léopoldville	2	-	2	-	-	2	-	-	2	-
Totaux	24	34	58	-	6	16	-	1	23	35

b) Jugeant en degré d'appel :

Bruxelles	14	16	30	-	6	15	2	-	23	7
Louvain	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nivelles	1	1	2	-	1	-	-	-	1	1
Anvers	11	9	20	-	7	4	1	-	12	8
Malines	3	1	4	-	1	2	-	-	3	1
Turnhout	1	1	2	-	1	-	-	-	1	1
Mons	4	4	8	-	2	2	-	-	4	4
Charleroi	2	-	2	-	-	1	-	-	1	1
Toumai	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gand	6	1	7	-	1	6	-	-	7	-
Audenarde	1	1	2	-	-	1	-	-	1	1
Termonde	2	-	2	-	1	-	-	-	1	1
Bruges	2	3	5	-	1	-	-	-	1	4
Courtrai	1	6	7	-	1	-	-	-	1	6
Furnes	2	1	3	-	2	-	-	-	2	1
Ypres	-	1	1	-	-	1	-	-	1	-
Liège	3	1	4	-	1	3	-	-	4	-
Huy	1	2	3	-	1	-	-	-	1	2
Verviers	3	-	3	-	2	-	-	-	2	1
Tongres	-	1	1	-	-	-	-	-	-	1
Hasselt	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Arlon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Marche-en-Famenne	1	-	1	-	-	1	-	-	1	-
Neufchâteau	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Namur	2	4	6	-	1	1	-	-	2	4
Dinant	1	-	1	-	-	1	-	-	1	-
Totaux :	61	53	114	-	29	38	3	-	70	44
Tribunaux de commerce	1	5	6	-	3	-	-	-	3	3
Justice de paix	8	3	11	-	3	4	-	-	7	4
Conseils de prud'hommes	13	24	37	-	12	4	-	-	16	21
Affaires disciplinaires	-	1	1	-	-	-	1	-	1	-
Ordre des médecins (1)	2	-	2	-	-	-	(1) 2	-	2	-
Cour des Comptes	1	-	1	-	-	1	-	-	1	-
Totaux généraux :	253	236	489	-	94	143	11	1	249	240

(1) Jugée à la 2ème chambre.

STATISTIQUE
des
CONCORDATS et FAILLITES

ANNEE 1955

1°- Concordats judiciaires

Tableau 1 - CONCORDATS JUDICIAIRES - 1955

ANNEES	Nombre de demandes de concordats								
	Demandes de concordat judiciaire								
	antérieures à l'année	introduites durant l'année	accueillies et suivies d'homologation	rejetées		admisses par les créanciers mais non suivies d'homologation	suivies de déclaration de faillite pendant la procédure	retirées	tenues en suspens
avant toute procédure				pour défaut de majorité					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1945	184	-	4	-	1	5	-	-	174
1946	174	7	11	1	-	-	-	-	169
1947	169	41	16	2	6	-	9	2	175
1948	175	58	15	10	2	-	5	1	200
1949	200	134	64	16	7	7	19	5	216
1950	210	141	79	12	16	4	31	5	204
1951	216	172	74	15	16	-	27	1	39
1952	256	134	72	11	4	-	21	3	23
1953	227	175	67	17	10	11	17	8	45
1954	267	172	92	21	7	10	22	3	17
1955	266	195	85	16	8	2	24	10	50

Tableau 2 - CONCORDATS CLOTURES PAR LIQUIDATION APRES ABANDON D'ACTIF EN 1955

Dividende distribué mis en rapport avec le passif

DIVIDENDES DISTRIBUES	PASSIF								Total
	de moins de 10.000 F	de 10.000 F à moins de 50.000 F	de 50.000 F à moins de 100.000 F	de 100.000 F à moins de 200.000 F	de 200.000 F à moins de 500.000 F	de 500.000 F à moins de 1.000.000 F	de 1.000.000 F à moins de 5.000.000 F	de 5.000.000 F et plus	
	2	3	4	5	6	7	8	9	
Rien	-	1	-	1	1	2	1	-	6
Moins de 10 %	-	-	-	-	1	2	2	2	7
De 10 à 20 %	-	-	-	-	-	-	-	1	1
De 20 à 30 %	-	-	-	1	1	-	-	1	3
De 30 à 50 %	-	-	-	-	2	-	-	-	2
De 50 à 75 %	-	-	-	1	-	1	-	-	2
De 75 % et +	-	-	-	-	1	-	-	-	1
Paiement intégral	-	-	1	1	3	-	1	-	6
Inconnu	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	1	1	4	9	5	4	4	28

Tableau 3 - FAILLITES - APERCU GENERAL - 1955

TRIBUNAUX	NOMBRE DE FAILLITES												
	antérieures à l'année	déclarées ou réouvertes pendant l'année					Total des faillites	terminées					restant à terminer à la fin de l'année
		sur avenue du failli	à la poursuite des créanciers		l'office	Total		par concordat	par liquidation	révoquées	closes à défaut d'actif	Total	
			sur assignation	sur requête									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Bruxelles (1)	371	100	57	1	9	167	538	2	25	1	(1) 141	169	369
Louvain	36	4	8	-	-	12	48	-	2	-	2	4	44
Nivelles	32	2	3	-	-	5	37	-	4	-	4	8	29
Anvers	486	34	109	-	13	156	642	2	91	12	61	166	476
Malines	81	6	2	-	-	8	89	-	11	-	2	13	76
Turnhout	32	3	6	1	2	12	44	-	5	-	-	5	39
Mons	78	24	4	7	3	38	116	2	7	1	16	26	90
Charleroi (2) (3)	257	11	15	2	10	38	295	-	(3) 17	(2) 3	17	37	258
Tournai	19	2	-	-	3	5	24	-	4	-	5	9	15
Gand	139	19	20	3	11	53	192	2	22	3	41	68	124
Audenarde	18	-	2	-	-	2	20	-	1	-	-	1	19
Alost	38	2	-	-	5	7	45	-	-	-	-	-	45
Saint-Nicolas	30	-	1	3	3	7	37	-	3	-	11	14	23
Termonde	10	3	-	-	-	3	13	-	4	-	1	5	8
Bruges	115	2	2	2	27	33	148	1	14	2	19	36	112
Ostende	52	5	3	2	2	12	64	1	9	1	3	14	50
Courtrai (4)	71	4	3	11	9	27	98	-	15	(4) 2	4	21	77
Fumes	19	1	2	2	1	6	25	-	5	-	-	5	20
Ypres	15	2	-	-	-	2	17	-	-	-	1	1	16
Liège	190	19	13	1	13	46	236	1	60	1	6	68	168
Huy	23	-	2	-	4	6	29	-	2	-	-	2	27
Verviers (5)	(5) 58	8	5	-	9	22	80	-	4	1	10	15	65
Tongres	35	2	3	-	-	5	40	-	1	2	-	3	37
Hasselt	27	3	4	-	-	7	34	-	6	-	1	7	27
Arlon	18	2	-	-	2	4	22	-	2	-	2	4	18
Marche-en-Famenne	12	1	-	-	-	1	13	-	1	-	-	1	12
Neufchâteau	17	-	1	-	2	3	20	-	-	-	-	-	20
Namur	59	10	5	-	3	18	77	1	16	2	-	19	58
Dinant	30	2	1	-	2	5	35	-	6	-	-	6	29
Cour d'appel de													
Bruxelles	1.392	186	204	11	40	441	1.833	6	166	17	248	437	1396
Gand	507	38	33	23	58	152	659	4	73	8	80	165	494
Liège	469	47	34	1	35	117	586	2	98	6	19	125	461
Totaux généraux:	2.368	271	271	35	133	710	3.078	12	337	31	347	727	2.351

(1) Dont une à défaut de passif.

(2) Dont une faisant double emploi et deux rapportées par jugement.

(3) Dont quatorze par reddition des comptes.

(4) Deux jugements rayés.

(5) Chiffre rectifié.

Tableau 4 - FAILLITES DECLAREES - 1955 - 1.- MONTANT DU PASSIF

TRIBUNAUX	Nombre total des faillites déclarées ou réouvertes	MONTANT DU PASSIF																	
		de moins de 10.000F	de 10.000F à moins de 50.000F	de 50.000F à moins de 100.000F	de 100.000F à moins de 200.000F	de 200.000F à moins de 500.000F	de 500.000F à moins de 1.000.000F	de 1.000.000F à moins de 5.000.000F	de 5.000.000F et plus	encore inconnu									
											3	4	5	6	7	8	9	10	11
											1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	167	-	2	6	14	53	26	50	8	8									
Louvain	12	-	-	-	2	5	4	1	-	-									
Nivelles	5	-	-	-	1	2	1	1	-	-									
Anvers	156	3	12	10	20	30	24	24	6	27									
Malines	8	-	-	-	3	2	3	-	-	-									
Turnhout	12	-	1	-	1	4	2	4	-	-									
Mons	38	-	-	-	6	8	5	5	7	7									
Charleroi	38	-	-	1	1	9	12	7	1	7									
Tournai	5	-	-	-	-	2	3	-	-	-									
Gand	53	-	-	1	1	9	5	2	1	34									
Audenarde	2	-	-	1	-	-	-	1	-	-									
Alost	7	-	-	1	-	1	2	2	1	-									
Saint-Nicolas	7	-	-	-	-	2	2	1	-	2									
Termonde	3	-	-	-	-	-	2	-	1	-									
Bruges	33	-	2	3	9	8	5	4	2	-									
Ostende	12	-	-	1	4	6	-	-	1	-									
Courtrai	27	-	-	2	5	4	4	6	3	3									
Fumes	6	-	-	-	-	5	1	-	-	-									
Ypres	2	-	-	-	-	1	1	-	-	-									
Liège	46	-	-	5	5	18	7	7	2	2									
Huy	6	-	-	1	1	1	1	2	-	-									
Verviers	22	-	1	-	1	4	3	3	-	10									
Tongres	5	-	-	-	-	2	2	-	1	-									
Hasselt	7	-	-	1	-	2	1	2	1	-									
Arlon	4	-	-	-	-	-	2	2	-	-									
Marche-en-Famenne	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-									
Neufchâteau	3	-	-	-	-	2	1	-	-	-									
Namur	18	-	1	-	2	9	2	1	1	2									
Dinant	5	-	-	1	-	1	2	1	-	-									
Cour d'appel de																			
Bruxelles	441	3	15	17	48	115	80	92	22	49									
Gand	152	-	2	9	19	36	22	16	9	39									
Liège	117	-	2	8	9	39	21	19	5	14									
Totaux généraux:	710	3	19	34	76	190	123	127	36	102									

PROFESSIONS	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	Audenarde Alost	Saint-Nicolas	Termonde	Bruges	Ostende	Courtrai	Furnes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Hasselt	Arlon	Marche-en-Famenne	Neufchâteau	Namur	Liège	Total		
I. Vente ou location de denrées et marchandises																															
a) Produits bruts et demi-finis :																															
Industrie extractive	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	4	
Industrie des métaux	1	-	-	1	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	
Verrerie et céramique	-	-	-	-	-	-	2	1	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	
Produits chimiques	2	-	-	1	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6	
Produits agricoles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	
Bois	1	-	-	6	-	1	-	1	-	1	-	-	1	-	-	-	1	-	1	1	-	-	-	2	1	-	-	-	-	17	
Peaux et cuirs	2	-	-	1	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7	
Papiers et cartons	1	-	-	2	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	
b) Produits finis et de consommation immédiate :																															
Marchands de charbon	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	4	
Machines diverses, outils, quincailleries	8	-	-	4	-	-	-	1	-	1	-	-	-	3	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	18	
Verrerie et céramique	3	-	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	7	
Drogueries et pharmacies	4	2	-	2	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	10	
Produits agricoles, de chasse et de pêche	3	-	-	-	-	1	4	2	1	2	-	1	-	3	-	1	2	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	22	
Produits alimentaires	11	-	1	17	-	2	5	4	1	2	-	-	-	4	1	2	-	-	2	-	2	1	-	1	-	-	-	1	-	57	
Tissus, vêtements, habillement	25	4	-	10	5	2	-	1	-	2	2	1	-	-	1	1	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	57	
Produits textiles	9	-	-	1	-	-	5	3	-	5	-	1	-	4	-	10	-	-	4	-	4	-	1	-	-	-	-	-	-	48	
Ameublement	12	1	-	3	-	2	3	5	-	1	-	-	1	-	-	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	33	
Accessoires du bâtiment	3	1	1	10	-	-	1	1	-	2	-	-	-	-	-	2	-	-	6	2	-	1	-	-	-	-	-	1	-	32	
Tabacs	2	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	
Polygraphie (éditeurs, imprimeurs, librairies, etc)	5	-	-	9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	17	
Automobiles et accessoires	8	1	-	8	-	-	4	-	1	5	-	1	-	4	-	2	-	-	4	-	1	1	-	1	-	-	1	1	1	43	
Electricité et appareils électro-ménagers	6	2	-	8	1	-	-	2	1	3	-	-	-	1	2	1	-	-	2	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	30	
Art et précision	3	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	1	1	1	-	2	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12	
c) Autres commerces de vente ou locations	1	-	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	
II. Entreprises de travaux publics ou privés	23	1	1	25	2	3	3	10	-	8	-	1	1	2	2	1	-	1	14	-	8	1	4	-	-	1	6	1	-	119	
III. Transports	1	-	-	7	-	-	3	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	6	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	21	
IV. Agences et bureaux d'affaires	4	-	-	10	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	19	
V. Banque et crédit	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
VI. Métaux précieux et valeurs mobilières	-	-	-	2	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3
VII. Assurances	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
VIII. Intermédiaires commerciaux	5	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7
IX. Divertissements publics	1	-	-	3	-	-	3	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9
X. Hôtels, cafés, restaurants	11	-	-	6	-	-	1	1	1	8	-	1	-	8	5	-	1	-	1	-	1	-	-	-	-	-	4	-	-	49	
XI. Soins personnels, blanchisseries, teintureries	5	-	-	7	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	1	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	17	
XII. Activité commerciale inconnue ou mal déterminée	6	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	2	2	-	-	-	-	1	-	-	-	15	
Total :	167	12	5	156	8	12	38	38	5	53	2	7	7	3	33	12	27	6	2	46	6	22	5	7	4	1	3	18	5	710	

Tableau 5 - FAILLITES TERMINEES PAR CONCORDAT EN 1955

Dividende distribué mis en rapport avec le passif

DIVIDENDES DISTRIBUES	PASSIF								Total
	de moins de 10.000 F	de 10.000F à moins de 50.000 F	de 50.000 F à moins de 100.000 F	de 100.000 F à moins de 200.000 F	de 200.000 F à moins de 500.000 F	de 500.000 F à moins de 1.000.000 F	de 1.000.000F à moins de 5.000.000F	de 5.000.000 F et plus	
	2	3	4	5	6	7	8	9	
Rien	-	-	-	-	1	1	-	1	3
Moins de 10 %	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 10 à 20 %	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 20 à 30 %	-	-	-	-	-	1	-	-	1
De 30 à 50 %	-	-	-	1	-	-	-	-	1
De 50 à 75 %	-	1	-	-	-	-	-	-	1
De 75 % et plus	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiement intégral	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inconnu	-	-	-	2	-	1	-	1	4
Total :	-	1	-	3	1	3	-	2	10

Tableau 6 - FAILLITES TERMINEES PAR LIQUIDATION EN 1955

Dividende distribué mis en rapport avec le passif

Rien	1	6	12	21	33	27	22	1	123
Moins de 10 %	-	2	5	12	18	13	19	2	71
De 10 à 20 %	-	6	4	11	10	7	5	-	43
De 20 à 30 %	-	3	1	3	9	-	1	-	17
De 30 à 50 %	-	1	12	5	1	6	3	-	28
De 50 à 75 %	-	-	3	1	1	1	-	-	6
De 75 % et plus	-	1	-	3	1	-	1	-	6
Paiement intégral	4	8	4	8	13	1	3	-	41
Inconnu	1	-	-	1	-	-	-	-	2
Total :	6	27	41	65	86	55	54	3	337

Tableau 7 - FAILLITES TERMINEES PAR LIQUIDATION EN 1955

Emploi de l'actif réalisé (1)

CLASSEMENT DES FAILLITES suivant l'importance de leur passif 1	Nombre des faillites 2	Passif chirogra- phaire 3	Actif réalisé 4	Frais de tout genre 5	Honoraires des curateurs 6	Paiements aux créanciers	
						privilégiés 7	chirogra- phales 8
Moins de 10.000 francs	6	39.572	187.044	23.010	26.991	133.701	1.342
De 10.000 à - 50.000 F	27	791.438	693.511	86.648	89.566	346.536	211.266
De 50.000 à - 100.000 F	41	2.669.571	1.657.685	201.148	223.441	715.402	541.736
De 100.000 à - 200.000 F	65	10.819.827	8.774.504	695.089	810.627	3.996.793	1.916.096
De 200.000 à - 500.000 F	86	22.964.118	9.744.524	927.976	995.089	4.841.781	3.010.095
De 500.000 à - 1.000.000 F	55	39.851.602	11.144.069	1.228.577	1.046.907	5.853.859	2.926.555
De 1.000.000 à - 5.000.000 F	54	89.715.142	27.081.974	3.258.657	1.905.741	12.783.140	7.583.560
De 5.000.000 francs et plus	3	19.095.063	2.876.475	336.384	214.245	1.442.031	883.814
Total des faillites terminées par liquidation	337	85.946.331	82.159.786	6.757.489	5.312.607	30.113.243	17.074.464

(1) Des soldes pouvant se présenter, des paiements pouvant être d'autre part effectués par des tiers à la décharge du failli, l'actif réalisé ne doit pas nécessairement correspondre aux sommes dépensées.

Tableau 8 - NOMBRE DES LETTRES DE

Montant des

CHANGE ACCEPTÉES PROTESTÉES

valeurs protestées

TRIBUNAUX	1948		1949		1950		Nombre des protêts	Montant des valeurs protestées	1951		1952		1953		1954		1955	
	Nombre des protêts	Montant des valeurs protestées	Nombre des protêts	Montant des valeurs protestées	Nombre des protêts	Montant des valeurs protestées			Montant des valeurs protestées	Nombre des protêts	Montant des valeurs protestées	Nombre des protêts	Montant des valeurs protestées	Nombre des protêts	Montant des valeurs protestées	Nombre des protêts	Montant des valeurs protestées	
Bruxelles	9.913	91.305.882	13.501	97.890.087	16.797	129.906.138	18.796	142.559.981	20.203	162.095.857	24.183	166.143.550	24.610	153.673.569	24.598	164.794.812		
Louvain	776	6.798.521	899	5.695.672	1.488	9.954.897	1.709	8.208.832	2.241	9.138.057	2.553	18.624.716	2.206	10.300.987	2.228	11.446.283		
Nivelles	947	3.160.365	1.449	7.427.534	1.705	7.041.828	2.059	9.944.674	1.841	9.588.831	1.998	7.153.258	2.307	9.877.141	2.516	14.052.957		
Anvers	3.032	27.686.494	4.296	28.758.612	5.652	27.647.940	7.575	33.389.571	8.027	35.814.601	9.545	44.577.226	11.518	52.116.432	11.577	44.524.045		
Malines	465	4.123.910	689	3.552.367	899	4.077.420	1.388	7.266.136	1.705	7.393.246	1.665	8.672.814	1.792	8.435.379	1.963	7.656.976		
Turnhout	390	1.426.177	504	2.379.136	613	2.353.431	930	5.444.148	1.229	7.687.271	1.758	13.557.641	1.767	7.603.667	1.947	8.787.598		
Mons	1.776	4.978.882	3.120	24.365.970	3.935	13.909.659	4.885	23.193.411	5.089	17.786.619	6.267	27.627.786	7.332	60.555.539	6.542	22.640.011		
Charleroi	2.322	11.738.686	3.746	15.331.566	6.492	23.775.907	6.863	27.453.953	7.651	26.694.431	10.097	37.944.912	11.244	64.248.231	11.057	40.846.405		
Tournai	479	2.066.927	769	4.243.261	1.049	4.793.948	1.322	9.481.799	1.155	6.357.349	1.378	6.610.053	1.718	7.506.171	1.816	9.559.822		
Gand	1.326	10.941.031	1.403	10.760.335	2.101	13.048.747	2.363	20.830.238	2.427	21.373.100	2.994	29.566.351	3.604	30.438.477	3.807	24.683.280		
Audenarde	105	1.305.926	145	1.720.586	253	1.996.986	379	4.878.635	265	2.796.456	321	1.687.596	377	3.165.452	423	3.294.303		
Alost	201	1.865.865	403	2.986.710	643	5.556.482	815	7.299.964	863	5.989.818	1.251	11.743.273	1.491	8.087.482	1.614	8.031.954		
Saint-Nicolas	321	1.214.187	443	2.021.952	336	2.388.035	830	4.668.453	769	3.124.162	842	5.636.383	897	5.022.161	1.002	4.572.535		
Termonde	214	1.712.113	306	2.524.279	406	3.301.161	696	3.115.900	522	3.083.651	594	2.246.753	636	2.495.881	739	2.866.087		
Bruges	816	5.752.045	837	6.512.904	1.220	10.446.583	1.175	7.779.033	1.176	13.068.093	1.352	12.310.849	1.407	7.348.390	1.331	7.169.369		
Ostende	479	2.517.533	626	3.416.042	850	3.799.689	834	4.684.561	698	4.029.760	737	7.082.250	970	4.838.315	981	6.745.195		
Courtrai	988	4.907.820	1.182	5.837.568	1.499	8.438.782	1.879	17.786.526	1.584	11.409.774	2.068	16.376.015	2.299	12.735.969	2.403	15.847.960		
Furnes	281	2.885.234	284	1.265.062	363	1.758.624	372	1.945.822	487	2.008.817	504	2.553.070	653	(3) 6.167.771	463	2.305.566		
Ypres	255	1.029.667	230	643.260	298	892.149	231	1.871.670	343	3.026.272	647	7.041.681	630	2.861.903	654	3.645.184		
Liège	3.539	25.371.899	4.400	26.877.044	5.583	20.369.426	7.302	45.467.900	8.532	36.254.023	9.980	39.986.096	16.554	41.063.772	2.288	10.874.599		
Huy	395	2.120.221	619	3.833.528	1.020	4.632.802	1.020	5.193.763	1.241	6.805.968	1.765	10.172.114	2.265	8.652.201	14.189	50.201.896		
Verviers	780	7.302.182	955	5.270.059	1.342	6.207.852	1.698	11.892.397	1.585	10.347.878	1.799	10.102.409	2.355	14.717.455	2.166	11.484.657		
Tongres	1.099	2.237.950	1.165	4.992.590	1.273	4.362.495	1.700	5.364.903	1.925	9.010.041	2.555	8.070.303	2.801	8.779.584	2.274	8.462.826		
Hasselt	995	3.426.678	1.286	5.165.535	1.303	5.866.432	1.672	4.988.908	1.973	5.802.292	2.813	12.757.280	2.749	8.095.496	2.337	12.914.894		
Arlon	195	637.410	380	1.204.172	527	4.040.720	614	2.538.842	889	(1) 3.999.136	920	(2) 2.630.679	963	3.568.632	1.038	3.967.359		
Marche-en-Famenne	178	1.533.564	302	2.286.345	493	1.816.720	411	1.550.379	346	2.219.083	644	3.627.998	694	2.666.079	941	4.142.742		
Neufchâteau	178	1.473.834	689	2.009.868	372	2.343.155	518	3.348.162	572	5.119.474	784	4.895.132	750	3.310.865	816	3.456.427		
Namur	1.277	9.344.284	1.537	12.554.154	2.227	11.881.600	2.578	10.201.373	3.166	12.948.661	3.919	15.705.500	4.449	17.024.251	4.340	18.591.162		
Dinant	630	2.974.947	926	4.404.594	1.390	6.003.777	1.881	8.582.791	2.099	9.491.836	2.122	11.442.876	2.328	10.838.881	2.595	12.071.532		
Cour d'appel de (Bruxelles)	20.100	153.285.844	28.973	189.644.205	36.630	223.461.168	45.527	88.942.505	49.141	282.556.262	58.444	330.911.956	64.494	374.317.116	64.244	324.308.909		
(Gand)	4.986	34.131.421	5.859	37.688.698	7.972	51.627.238	9.574	84.860.802	9.134	69.909.903	11.310	96.244.221	13.024	83.161.801	13.417	79.161.433		
(Liège)	9.246	56.422.969	12.259	66.597.889	15.536	67.524.979	19.392	99.129.418	22.308	101.798.392	27.301	119.390.387	35.948	116.737.216	32.984	136.168.094		
Totaux généraux :	34.332	243.840.234	47.091	295.930.792	62.138	342.613.385	74.493	50.932.725	80.583	454.264.557	97.055	546.546.564	113.426	576.216.133	110.645	539.638.436		

(1) Plus 5.640 Florins

(2) Plus 4.000 Florins

(3) Plus 1.234 D.R.m.

4^e Saisies immobilières

Tableau 9 - TRANSCRIPTIONS DE SAISIES IMMOBILIERES

(du 1^{er} août au 31 juillet)

ARRONDISSEMENTS	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955
	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956
Bruxelles	43	23	38	92	49	66	96	65	109	102(1)	73
Louvain	13	22	19	14	21	30	15	26	38	34	43
Nivelles	3	20	9	16	12	15	9	17	23	9	21
Anvers	33	46	22	83	54	46	58	54	58	53	45
Malines	5	4	4	12	8	11	12	11	7	14	13
Turnhout	11	7	8	15	13	17	33	25	20	18	26
Mons	11	12	24	6	14	20	32	33	39	54	56
Charleroi	13	34	21	25	31	35	32	43	52	40	38
Tournai	3	2	11	14	13	16	11	34	29	30	46
Gand	9	4	5	26	15	9	25	13	28	24	20
Audenarde	15	2	7	8	12	7	16	17	16	20	12
Termonde	8	3	6	15	15	14	15	18	16	13	18
Bruges	11	-	15	12	21	17	24	20	21	23	23
Coutrai	11	-	8	15	23	24	29	39	34	43	54
Furnes	5	-	3	10	6	1	6	6	11	18	6
Ypres	-	-	1	2	1	1	5	-	4	3	4
Liège	16	19	23	31	48	34	40	32	32	31	36
Huy	2	9	13	15	9	12	13	11	16	9	9
Verviers	8	6	6	17	10	13	7	12	17	15	15
Tongres	2	9	2	14	8	12	13	14	7	19	16
Hasselt	11	11	9	25	11	13	24	24	34	27	33
Arlon	2	3	1	4	6	4	9	2	5	6	12
Marche-en-Famenne	-	1	4	4	4	11	4	4	3	16	17
Neufchâteau	2	4	4	2	5	6	4	9	16	24	13
Namur	8	16	8	17	14	8	12	12	19	21	37
Dinant	5	8	6	6	14	10	11	17	31	13	26
Le Royaume :	250	265	277	500	437	452	555	559	685	679	712

(1) dont 2 renouvellements.

5^e Sursis de paiement

Tableau 10 - NOMBRE DES DECISIONS DE JUSTICE

ACCORDANT DES SURSIS PROVISOIRES OU DEFINITIFS

	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955
	Sursis provisoires	-	-	1	-	-	1	1
Sursis définitifs	-	-	-	1	-	-	-	1
Total :	-	-	1	1	-	1	1	2

STATISTIQUE de l'ACTIVITE

du

CONSEIL d'ETAT

ANNEE 1955

STATISTIQUE DE L'ACTIVITE DU CONSEIL D'ETAT
1955

Le Conseil d'Etat a été créé par la loi du 23 décembre 1946 qui entra en vigueur à la date du 23 août 1948.

Cette haute juridiction comporte deux sections ayant chacune une mission bien distincte :

- 1) la section de législation donne des avis sur les textes législatifs qui lui sont soumis par un ministre ou par le président d'une des chambres législatives;
- 2) la section d'administration émet des avis ou tranche par voie d'arrêt. Dans la compétence d'avis on doit surtout retenir le contentieux de l'indemnité (art. 7, par. 1 : " La section d'administration connaît, dans les cas où il n'existe pas d'autre juridiction compétente, des demandes d'indemnité relatives à la réparation d'un dommage exceptionnel résultant d'une mesure prise ou ordonnée par l'Etat, la province, la commune ou le gouvernement de la colonie, soit que l'exécution en ait été normale, soit qu'elle ait été défectueuse ou différé "). Dans la compétence d'arrêt, il faut mettre l'accent sur les recours en annulation " pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir formés contre les actes et règlements des diverses autorités administratives ou contre les décisions contentieuses administratives". La loi accordait ainsi à l'individu la protection qui ne lui avait pas toujours été garantie en face de la puissance publique.

Le tableau I est un bilan sommaire de l'activité des deux sections susvisées.

Le tableau II donne le détail des affaires de la section d'administration en distinguant la compétence d'avis, la compétence juridictionnelle et les affaires minières et d'unions professionnelles.

Le tableau III entre plus encore dans le détail et répartit, selon les départements intéressés, les affaires de recours en annulation contre des actes et règlements administratifs.

Tableau I - ACTIVITE EN GENERAL

ANNEES	Section de législation Avis donnés pendant l'année			Section d'administration Nombre d'affaires (2)				
	A la demande du Président d'une des Chambres législatives	A la demande d'un Ministre	Total des avis donnés pendant l'année	Affaires antérieures à l'année	Affaires introduites pendant l'année	Total des affaires à traiter	Affaires terminées (3)	Affaires restant à traiter à la fin de l'année
1948(1)	3	89	92	-	263	263	5	258
1949	1	570	571	258	560	818	263	555
1950	2	825	827	555	871	1.428	535	891
1951	2	853	855	891	958	1.849	549	1.300
1952	-	709	709	1.300	1.006	2.306	858	1.448
1953	-	689	689	1.448	852	2.310	973	1.337
1954	1	514	515	1.337	911	2.248	1.001	1.247
1955	-	437	437	1.247	883	1.930	957	973

(1) Depuis le 23 août 1948.

(2) Non compris les affaires minières et d'union professionnelle.

(3) Y compris les affaires terminées sans arrêt ni avis.

Tableau II - SECTION D'ADMINISTRATION : DETAIL DES AFFAIRES
A.- COMPETENCE JURIDICTIONNELLE (art. 8, 9 et 10)

ANNEES	Arrêts rendus en matière de recours en annulation (article 9)										Arrêts rendus en matières spéciales (article 10)				Total des arrêts rendus	
	Recours contre des décisions contentieuses administratives			Recours contre des actes et règlements administratifs		Total	Loi électorale communale (§ 1)	Revision de contrats conclus avant ou pendant la guerre (§ 2)	Assistance publique (§ 3)	Assistance publique (§ 4)	Total	Arrêts déclaratoires de compétence ratione materiae	Arrêts de désistement non-lieu à statuer de bifure			
	En matière de dommages de guerre	Autres recours		Accordant l'annulation	Refusant l'annulation									Accordant l'annulation		Refusant l'annulation
		Accordant l'annulation	Refusant l'annulation													
1948	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3			
1949	-	-	7	25	73	107	1	-	1	1	40	17	189			
1950	-	-	38	70	131	292	3	-	3	3	63	53	441			
1951	1	7	27	93	213	380	-	-	2	2	22	71	498			
1952	-	17	96	90	269	558	4	-	1	1	45	98	784			
1953	-	34	180	68	226	654	68	-	11	11	108	99	924			
1954	1	62	188	73	241	710	12	-	2	2	44	78	889			
1955	-	60	195	144	182	744	6	-	1	1	27	76	875			

B. - COMPETENCE D'AVIS (art. 6 et art. 7, par. 1)

ANNEES	Avis émis sur la base de l'art. 6 1	Avis émis en matière de contentieux de l'indemnité (article 7, paragraphe 1)			Total des avis émis sur la base de l'art. 7 § 1 5	Total des avis émis 6
		Favorables à la demande		Défavorables à la demande 4		
		Complètement 2	Partiellement 3			
1948	-	-	-	1	1	1
1949	38	1	1	16	18	56
1950	52	-	(1)	14	14	66
1951	24	1	1	25	(2) 27	51
1952	28	1	-	14	15	43
1953	22	1	-	13	14	36
1954	23	4	-	15	19	42
1955	22	-	-	11	11	33

(1) Deux avis partiellement favorables ont été donnés subsidiairement à l'occasion de recours en annulation rejetés.

(2) En outre, 13 arrêts-avis comptés dans les arrêts.

C. COMPETENCE EN MATIERE MINIERE ET D'UNIONS PROFESSIONNELLES

(art. 7, par. 2, arrêté du Régent du 23 août 1948)

ANNEES	Affaires minières		Affaires d'unions professionnelles	
	Entrées	Terminées	Entrées	Terminées
1948	1	-	113	4
1949	12	6	1,144	388
1950	12	10	948	1,154
1951	17	12	743	672
1952	12	4	615	643
1953	14	16	727	671
1954	20	15	652	655
1955	9	15	559	581

Tableau III - DETAIL DES ARRÊTS RENDUS SUR RECOURS EN ANNULATION CONTRE DES ACTES ET RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS
(tableau II A, col. 6 et 7)

ANNEES	Service du Premier Ministre		Ministère des Affaires Économiques		Ministère des Affaires Étrangères		Ministère du Commerce Extérieur		Ministère des Classes Moyennes		Ministère de l'Agriculture		Ministère des Colonies		Ministère des Communications		
	A(1)	R(2)	A	R	A	R	A	R	A	R	A	R	A	R	A	R	
1948	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1949	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1950	-	1	-	3	-	1	-	1	-	-	-	2	-	2	-	3	5
1951	1	5	1	6	-	1	-	1	-	-	2	1	4	6	2	18	18
1952	4	8	3	5	-	2	-	-	-	-	-	-	3	12	10	24	24
1953	1	1	2	4	-	2	-	-	-	-	2	1	-	1	19	25	25
1954	1	9	1	-	-	4	-	-	-	2	1	2	2	10	10	25	25
1955	-	4	2	5	-	1	-	-	-	-	1	5	1	7	6	21	21
														6	16	144	182

ANNEES	Ministère de la Défense Nationale		Ministère des Finances		Ministère de l'Instruction Publique		Ministère de l'Intérieur		Ministère de la Justice		Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction		Ministère de la Santé Publique et de la Famille		Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale		Total des arrêts		
	A	R	A	R	A	R	A	R	A	R	A	R	A	R	A	R	A	R	
1948	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1949	5	10	4	12	6	10	4	20	-	1	-	2	-	4	-	2	25	73	
1950	11	19	5	6	9	10	17	39	14	4	-	5	4	12	1	5	70	131	
1951	12	28	11	16	25	19	10	35	3	18	7	26	2	12	7	11	93	213	
1952	11	61	9	24	8	17	12	40	8	52	7	13	10	9	-	10	90	269	
1953	5	53	2	18	10	16	18	42	4	26	3	10	11	10	1	7	68	226	
1954	8	29	3	30	8	12	10	58	-	16	8	17	21	27	3	8	73	241	
1955	6	18	8	30	4	11	20	36	1	6	8	19	14	14	62	8	144	182	

(1) A = Arrêts accordant l'annulation.

(2) R = Arrêts refusant l'annulation.

STATISTIQUE
du
VAGABONDAGE et de la MENDICITE

ANNEE 1955

La statistique du vagabondage et de la mendicité relate les mouvements de la population des établissements destinés aux vagabonds et mendiants adultes.

Les vagabonds et les mendiants sont envoyés soit aux dépôts de mendicité, soit aux maisons de refuge. Les premiers établissements sont destinés, d'après la loi, aux individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession et aux individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage. Les seconds hospitalisent les mendiants et vagabonds plutôt malheureux que coupables.

x

x x

La répression du vagabondage et de la mendicité est réglée en ce qui concerne les individus âgés de 18 ans et plus par la loi du 27 novembre 1891 (1). En voici les principales dispositions :

Article 1^{er}. - Le gouvernement organisera, pour la répression du vagabondage et de la mendicité, des établissements de correction sous la dénomination de dépôts de mendicité, des maisons de refuge et des écoles de bienfaisance.

Article 2. - Les établissements de correction dont il est fait mention à l'article précédent seront affectés exclusivement à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour être enfermés dans un dépôt de mendicité.

Les maisons de refuge, dont il est fait mention au même article, seront exclusivement affectées à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour y être internés et des individus dont l'internement dans une maison de refuge sera requis par l'autorité communale.

Article 3. - Les individus âgés de plus de 18 ans accomplis, dont l'internement dans une maison de refuge sera demandé par l'autorité communale, y seront admis lorsqu'ils s'y présenteront volontairement, munis de l'expédition de l'arrêt d'un collège des bourgmestres et échevins autorisant leur admission.

Article 4. - Lorsque l'internement dans une maison de refuge aura été demandé par une administration communale, les frais d'entretien seront à charge de la Commission d'Assistance publique, sans préjudice des subsides de la commune en cas d'insuffisance des ressources de cette administration.

Article 5. - Les individus âgés de - de 21 ans accomplis qui seront internés dans les dépôts de mendicité y seront entièrement séparés des reclus ayant dépassé cet âge.

Article 6. - Les individus valides internés dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge seront astreints aux travaux prescrits dans l'établissement.

(1) Les mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis qui sont trouvés mendiant ou vagabondant ou se livrant habituellement à la mendicité ou au vagabondage sont, en vertu de la loi du 15 mai 1912, déférés au juge des enfants institué par la dite loi.

Ils recevront, sauf retrait par mesure disciplinaire, un salaire journalier sur lequel une retenue sera opérée pour former leur masse de sortie.

Le Ministre de la Justice fixera, pour les diverses catégories dans lesquelles les reclus seront rangés et d'après les travaux auxquels ils seront employés, le taux du salaire et le montant de la retenue.

Les masses de sortie seront délivrées aux intéressés, partie en espèces, partie en vêtements et outils.

Article 7.- Le régime intérieur et la discipline des établissements seront réglés par arrêté royal. Les détenus peuvent être soumis au régime de la séparation.

Article 8.- Tout individu trouvé en état de vagabondage sera arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Article 9.- Tout individu trouvé mendiant pourra être arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Article 12.- Les juges de paix vérifient l'identité, l'âge, l'état physique, l'état mental et le genre de vie des individus traduits devant le tribunal de police du chef de vagabondage ou de mendicité.

Article 13.- Ils mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession et les individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage.

Article 14.- Les tribunaux correctionnels pourront mettre à la disposition du gouvernement pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant un an au moins et sept ans au plus, après leur peine subie, les vagabonds et mendiants qu'ils condamneront à un emprisonnement de moins d'un an du chef d'une infraction prévue par la législation pénale.

Article 15.- Le Ministre de la Justice fera mettre en liberté les individus enfermés dans un dépôt de mendicité, dont il jugera inutile de prolonger l'internement jusqu'au terme fixé par le tribunal.

Article 16.- Les juges de paix pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être internés dans une maison de refuge, les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant sans aucune des circonstances ci-dessus mentionnées à l'article 13.

Article 17.- Les individus internés dans les maisons de refuge seront remis en liberté, lorsque leur masse de sortie aura atteint le chiffre qui sera fixé, par le Ministre de la Justice, pour les diverses catégories dans lesquelles ces reclus seront rangés et d'après le métier qu'ils exerceront.

Article 18.- Les individus internés dans une maison de refuge ne pourront en aucun cas y être retenus contre leur gré au delà d'un an.

Le Ministre de la Justice fera mettre en liberté tout individu interné dans une maison de refuge, dont il jugera que l'internement n'est plus nécessaire.

Article 28.- Si, par suite d'une erreur commise dans la constatation de son âge, un individu n'ayant pas l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être enfermé dans un dépôt de mendicité, le transfèrement dans les écoles de bienfaisance de l'Etat serait immédiatement ordonné par le Ministre de la Justice.

De même, le transfèrement dans une maison de refuge serait immédiatement ordonné par le Ministre de la Justice, si un individu ayant dépassé l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être interné dans une école de bienfaisance de l'Etat.

Rédaction des tableaux. - La statistique des mouvements de la population des établissements de bienfaisance est dressée à l'aide de tableaux envoyés annuellement au département de la Justice par les directeurs des divers établissements.

La population moyenne donnée dans la colonne 16 du tableau suivant, est obtenue en divisant les journées d'entretien par 365.

Tableau n° 1 - MOUVEMENT DE LA POPULATION DES DEPOTS DE MENDICITE ET MAISONS DE REFUGE - 1955

ETABLISSEMENTS	ENTREES						SORTIES						Popu- lation moyenn.					
	En vertu d'une autori- sation de l'autorité com- munale ou du Ministre de la Justice			En vertu d'une décision judi- ciaire par application de la loi du 27 novembre 1891			Total	Entrées par trans- fert	Entrées après éva- sion	Total des entrées	Elargis	Transférés		Evadés	Décédés	Total	Popu- lation au 31 décembre	
	Article 13	Article 14	Article 16	Article 13	Article 14	Article 16												Total
1						6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16		
<u>Hommes</u>																		
Dépôt de Wortel						150	28	1	179	28	122	1	1	152	69	21		
Refuge de Wortel						667	156	3	826	496	310	11	16	833	339	377		
Totaux						817	184	4	1.005	524	432	12	17	985	408	398		
<u>Femmes</u>																		
Dépôt de Sint-Andries						(1) 12	31	-	43	(2) 20	(3) 24	-	-	44	39	41		
Refuge de Sint-Andries						8	(4) 56	-	64	(5) 49	32	-	-	81	26	37		
Totaux						20	87	-	107	69	56	-	-	125	65	78		
Totaux généraux						837	271	4	1.112	593	488	12	17	1.110	473	476		

- (1) Non compris 1 enfant accompagnant sa mère ou né dans l'établissement.
 (2) Non compris 1 enfant accompagnant sa mère ou né dans l'établissement.
 (3) Non compris 1 enfant accompagnant sa mère ou né dans l'établissement.
 (4) Non compris 3 enfants accompagnant leur mère ou nés dans l'établissement.
 (5) Non compris 2 enfants accompagnant leur mère ou nés dans l'établissement.

Tableau n° 2 - REPARTITION D'APRES LEURS ANTECEDENTS DES RECLUS
 COMPOSANT LA POPULATION DES ETABLISSEMENTS AU 31 DECEMBRE 1955

ETABLISSEMENTS	RECLUS MIS A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT POUR :					TOTAL
	la première fois	la deuxième fois	la troisième fois	la quatrième fois	la cinquième fois ou plus	
1	2	3	4	5	6	7
<u>Chiffres absolus</u>						
<u>Hommes</u>						
Dépôt de Wortel	9	11	5	7	37	69
Refuge de Wortel	46	54	49	48	142	339
Totaux :	55	65	54	55	179	408
<u>Femmes</u>						
Dépôt de Sint-Andries	7	7	6	2	17	39
Refuge de Sint-Andries	10	9	4	2	1	26
Totaux :	17	16	10	4	18	65
Totaux généraux :	72	81	64	59	197	473
<u>Pourcentages</u>						
<u>Hommes</u>						
Dépôt de Wortel	13,0	15,9	7,3	10,2	53,6	100,00
Refuge de Wortel	13,6	15,9	14,4	14,2	41,9	100,00
Totaux	13,5	15,9	13,2	13,5	43,9	100,00
<u>Femmes</u>						
Dépôt de Sint-Andries	18,0	18,0	15,3	5,1	43,6	100,00
Refuge de Sint-Andries	38,5	34,6	15,4	7,7	3,8	100,00
Totaux	26,1	24,6	15,4	6,2	27,7	100,00
Totaux généraux	15,2	17,1	13,5	12,5	41,7	100,00

Tableau n° 3 - REPARTITION PAR AGE DES RECLUS COMPOSANT LA POPULATION
DES ETABLISSEMENTS AU 31 DECEMBRE 1955

ETABLISSEMENTS	De 18 à - de 21 ans	De 21 à - de 25 ans	De 25 à - de 30 ans	De 30 à - de 35 ans	De 35 à - de 40 ans	De 40 à - de 45 ans	De 45 à - de 50 ans	De 50 à - de 55 ans	De 55 à - de 60 ans	De 60 à - de 70 ans	De 70 ans et plus	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
<u>Chiffres absolus</u>												
<u>Hommes</u>												
Dépôt de Wortel	-	2	7	3	-	7	7	5	19	6	13	69
Refuge de Wortel	-	-	29	32	19	40	37	63	44	70	5	339
Totaux	-	2	36	35	19	47	37	68	63	76	18	408
<u>Femmes</u>												
Dépôt de Sint-Andries	1	4	-	2	1	3	4	7	1	10	6	39
Refuge de Sint-Andries	1	4	6	1	1	2	3	2	-	5	1	26
Totaux	2	8	6	3	2	5	7	9	1	15	7	65
Totaux généraux	2	10	42	38	21	52	51	77	64	91	25	473
<u>Pourcentages</u>												
<u>Hommes</u>												
Dépôt de Wortel	-	2,9	10,1	4,4	-	10,1	10,1	7,3	27,5	8,7	18,9	100,00
Refuge de Wortel	-	-	8,5	9,4	5,6	11,8	10,9	18,6	13,0	20,7	1,5	100,00
Totaux	-	0,5	8,8	8,6	4,7	11,5	10,8	16,7	15,4	18,6	4,4	100,00
<u>Femmes</u>												
Dépôt de Sint-Andries	2,6	10,3	-	5,1	2,6	7,7	10,3	17,9	2,6	25,6	15,3	100,00
Refuge de Sint-Andries	3,8	15,4	23,1	3,8	3,8	7,7	11,6	7,7	-	19,3	3,8	100,00
Totaux	3,1	12,3	9,2	4,6	3,1	7,7	10,8	13,8	1,5	23,1	10,8	100,00
Totaux généraux	0,4	2,1	8,9	8,0	4,5	11,0	10,8	16,3	13,5	19,2	5,3	100,00

Tableau n° 4 - DUREE DE L'INTERNEMENT SUBI PAR LES RECLUS SORTIS DES ETABLISSEMENTS
- 1955 -

A. - Dépôts de mendicité

RECLUS	Moins de 3 mois	De 3 mois à - de 6 mois	De 6 mois à - de 9 mois	De 9 mois à - de 12 mois	De 12 mois à - de 15 mois	De 15 mois à - de 18 mois	De 18 mois à - de 21 mois	De 21 mois à - de 24 mois	De 24 mois à - de 3 ans	De 3 ans à - de 4 ans	De 4 ans à - de 5 ans	De 5 ans à - de 6 ans	De 6 ans à - de 7 ans	De 7 ans	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
<u>Hommes</u>															
Elargis par expiration de terme	-	-	-	-	-	-	-	5	-	-	-	-	-	-	5
Elargis par décision du Ministre : terme d'internement prononcé :															
de 1 à 2 ans	8	4	2	2	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	17
de 2 à 3 ans	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3
de 3 à 4 ans	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
de 4 à 7 ans	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Conduits à la frontière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transférés	106	3	2	1	1	-	3	2	3	-	-	-	-	1	122
Evadés	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Décédés	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Totaux	119	10	4	3	1	-	4	7	3	-	-	-	-	1	152
<u>Femmes</u>															
Elargies par expiration de terme	-	1	-	1	-	-	-	2	4	-	-	-	-	-	8
Elargies par décision du Ministre : terme d'internement prononcé :															
de 1 à 2 ans	3	1	2	1	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	10
de 2 à 3 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de 3 à 4 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de 4 à 7 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	2
Conduites à la frontière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transférées	18	3	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	24
Evadées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Décédées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux	21	5	3	3	3	1	-	2	5	1	-	-	-	-	44

Tableau 4 (suite)

B.- Maisons de refuge

RECLUS	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	Total
1	Moins de 1 mois	De 1 mois à - de 2 mois	De 2 mois à - de 3 mois	De 3 mois à - de 4 mois	De 4 mois à - de 5 mois	De 5 mois à - de 6 mois	De 6 mois à - de 7 mois	De 7 mois à - de 8 mois	De 8 mois à - de 9 mois	De 9 mois à - de 10 mois	De 10 mois à - de 11 mois	De 11 mois à - de 12 mois	De 12 mois (expiration de terme)	Plus de 12 mois (par autorisation ministérielle)	Total	Sortis avant l'expiration du terme	Sortis à l'expiration du terme et au-delà	Total
Hommes																		
Elargis par expiration de terme																		
Elargis par décision du Ministre	38	22	31	43	13	19	11	24	7	13	4				49	34	83	
Conduits à la frontière																		
Transférés	176	69	27	10	11	7	4								225		225	
Evadés	7	2	1	1					2		1	3			310		310	
Décédés		1	1	1	3	1	1	1						7	11	11	11	
Renvoyés par mesure disciplinaire															16	9	16	
Elargis en vertu art. 17, loi 27.11.1891	2		7	19	16	27	31	29	15	15	14	13			188		188	
Total Femmes	223	94	67	74	43	56	49	55	25	30	19	36	21	41	792	41	833	
Elargies par expiration de terme																		
Elargies par décision du Ministre	2	1	2	1	2	1	2	2	1	2	1	1	4		22	4	26	
Conduites à la frontière																		
Transférées																		
Evadées	3	7	3	13	3	2	3		2	1	3	1			15		15	
Décédées															40		40	
Renvoyées par mesure disciplinaire																		
Total	5	9	6	14	7	3	7	3	3	3	6	11	4		81	4	81	

STATISTIQUE
des
DIVORCES et SEPARATIONS de CORPS

ANNEE 1955

Affaires terminées pendant l'année 1955
Tableau 1 - DIVORCES - COMPTE DES

par les Tribunaux de première instance
DEMANDES INTRODUITES (ANNEE 1955)

SPECIFICATION											DEMANDES INTRODUITES (ANNEE 1955)																
	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers (A)	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	Audenarde	Termonde	Bruges	Coutrai	Furnes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Hasselt	Arlon	Marche	Neufchâteau	Namur	Dinant	Le Royanme
Nombre total de demandes	1.507	63	105	681	67	17	357	554	112	301	29	99	78	163	26	51	575	63	162	27	22	22	6	11	125	37	5.260
1. Répartition des demandes d'après la suite réservée:																											
a) Demandes accueillies	1.395	57	77	580	59	16	323	519	105	248	26	86	88	128	23	40	557	51	114	20	18	16	3	9	97	36	4.671
b) Demandes rejetées	112	6	13	69	8	-	30	33	7	52	3	12	10	24	3	7	18	12	22	7	4	6	2	2	28	1	491
c) Demandes abandonnées	-	-	15	32	-	1	4	2	-	1	-	1	-	11	-	4	-	-	26	-	-	-	1	-	-	-	98
2. Répartition des demandes d'après les motifs invoqués et la suite réservée :																											
a) Excès, sévices ou injures graves :	666	24	57	398	40	5	163	236	42	150	16	52	33	109	18	38	399	28	102	17	12	10	4	9	64	20	2.712
1. Demandes accueillies	560	19	29	297	32	4	129	201	35	98	13	39	23	77	15	29	381	16	55	10	9	5	2	7	41	19	2.145
2. Demandes rejetées et abandonnées	106	5	28	101	8	1	34	35	7	52	3	13	10	32	3	9	18	12	47	7	3	5	2	2	23	1	567
b) Adultère du mari :	319	8	11	85	7	2	52	84	25	54	5	14	11	24	3	4	23	8	5	2	1	2	-	-	18	2	769
1. Demandes accueillies	316	8	11	85	7	2	52	84	25	54	5	14	11	23	3	3	23	8	5	2	1	2	-	-	18	2	764
2. Demandes rejetées et abandonnées	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5
c) Adultère de la femme :	328	19	27	129	17	10	103	177	35	75	8	30	26	20	4	9	51	23	19	8	6	7	-	2	26	11	1.170
1. Demandes accueillies	328	18	27	129	17	10	103	177	35	75	8	30	26	19	4	8	51	23	19	8	5	6	-	2	23	11	1.162
2. Demandes rejetées et abandonnées	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	1	1	-	-	3	-	8
d) Conversion de séparation de corps :	3	-	-	1	-	-	-	2	-	-	-	1	-	1	-	-	1	1	1	-	-	-	1	-	5	2	19
1. Demandes accueillies	3	-	-	1	-	-	-	2	-	-	-	1	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	3	2	14
2. Demandes rejetées et abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	2	-	5
e) Consentement mutuel :	191	12	10	68	3	-	39	55	10	22	-	2	8	9	1	-	101	3	35	-	3	3	1	-	12	2	590
1. Demandes accueillies	188	12	10	68	3	-	39	55	10	21	-	2	8	9	1	-	101	3	35	-	3	3	1	-	12	2	586
2. Demandes rejetées et abandonnées	3	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4
3. Répartition des demandes d'après l'auteur :																											
a) Demandes formulées par le mari	593	24	45	320	30	14	180	270	55	136	13	55	40	68	10	27	224	36	61	11	8	10	3	5	57	21	2.314
b) Demandes formulées par la femme	723	27	50	293	34	3	138	229	47	143	16	42	30	88	15	24	250	24	66	16	11	9	2	3	56	14	2.356
c) Demandes formulées par consentement mutuel	191	12	10	68	3	-	39	55	10	22	-	2	8	9	1	-	101	3	35	-	3	3	1	-	12	2	590

* 92 divorces rayés ne sont pas relevés par manque de renseignements.

Tableau 3 - SEPARATIONS DE CORPS - COMPTE

DES DEMANDES INTRODUITES (ANNEE 1955)

SPECIFICATIONS	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	Audenarde	Termonde	Bruges	Courtrai	Furnes	Ypres	Liege	Huy	Verviers	Tongres	Hasselt	Arlon	Marche	Neufchâteau	Namur	Dinant	Le Royaume
	Nombre total de demandes	71	10	10	33	3	2	22	22	10	21	4	10	13	22	8	4	30	7	16	4	4	4	1	-	17	6
1. Répartition des demandes d'après la suite réservée :																											
a) Demandes accueillies	61	8	3	26	3	2	15	19	7	14	2	9	11	12	6	4	26	5	9	1	4	3	1	-	6	6	263
b) Demandes rejetées	10	2	-	3	-	-	6	3	1	7	2	1	2	4	-	-	4	2	1	3	-	1	-	-	8	-	60
c) Demandes abandonnées	-	-	7	4	-	-	1	-	2	-	-	-	6	2	-	-	-	-	6	-	-	-	-	-	3	-	31
2. Répartition des demandes d'après les motifs invoqués et la suite réservée :																											
a) Excès, sévices ou injures graves :	44	6	10	26	3	2	17	13	6	20	4	7	9	19	7	4	27	6	14	4	1	4	-	-	14	6	273
1. Demandes accueillies	34	4	3	19	3	2	10	10	3	13	2	6	7	9	5	4	23	4	7	1	1	3	-	-	4	6	183
2. Demandes rejetées et abandonnées	10	2	7	7	-	-	7	3	3	7	2	1	2	10	2	-	4	2	7	3	-	1	-	-	10	-	90
b) Adultère du mari :	25	3	-	7	-	-	3	3	3	1	-	3	3	1	1	-	3	1	2	-	1	-	1	-	1	-	62
1. Demandes accueillies	25	3	-	7	-	-	3	3	3	1	-	3	3	1	1	-	3	1	2	-	1	-	1	-	1	-	62
2. Demandes rejetées et abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
c) Adultère de la femme :	2	1	-	-	-	-	2	6	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1. Demandes accueillies	2	1	-	-	-	-	2	6	1	-	-	-	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	19
2. Demandes rejetées et abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	18
3. Répartition des demandes d'après l'auteur :																											
a) Demandes formulées par le mari	11	1	2	2	-	1	5	9	4	3	1	2	4	5	2	2	5	-	2	1	3	1	-	-	6	1	73
b) Demandes formulées par la femme	60	9	8	31	3	1	17	13	6	18	3	8	9	17	6	2	25	7	14	3	1	3	1	-	11	5	281

